LA PENSÉE

REVUE DU RATIONALISME MODERNE

ARTS . SCIENCES . PHILOSOPHIE

NOUVELLE SÉRIE
N° 16
JANVIER-FÉVRIER
1948

PARAIT TOUS LES DEUX MOIS
24, RUE RACINE, PARIS, 6e

LA PENSÉE

Revue du rationalisme moderne

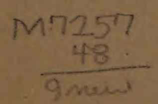
Fondée en 1939

sous la direction de **Paul Langevin** et **Georges Cogniot**

LE NUMÉRO : France, **71** francs — Étranger, **85** francs
ABONNEMENT pour 6 numéros : France, **380** frs — Étranger, **456** frs
Ces nouveaux prix ont été fixés après application de la baisse de 5% du 2 janvier 1947.
Pour les changements d'adresse, joindre **5** francs en timbres-poste.
ADMINISTRATION : 24, rue Racine, PARIS-6 - Ch. P. : Éditions Sociales, 4209-70 Paris
Les Directeurs et le Secrétaire de Rédaction ne reçoivent que sur rendez-vous.
Les manuscrits non insérés ne sont pas rendus.

LA PENSÉE

SOMMAIRE
DU NUMÉRO 16 (JANVIER-FÉVRIER 1948)



NOTE DE LA RÉDACTION

Contrairement à ce que nous avions annoncé, le présent numéro n'est pas consacré à commémorer la Révolution de 1848. La grève de l'enseignement, en retenant la plupart de nos collaborateurs, les a empêchés de nous faire parvenir en temps utile les articles promis. Mais ce n'est pas seulement en février que des événements importants se passèrent il y a cent ans en France et en Europe. Il ne sera donc pas trop tard, dans un de nos prochains numéros, pour dresser le bilan de 1848.

Nous célébrons par contre, dans ce numéro, un autre anniversaire, le cinquantenaire de la lettre J'accuse, *d'Émile Zola.*

***

Nos lecteurs ne s'étonneront malheureusement pas que nous soyons forcés d'augmenter, à partir du prochain numéro, le prix de vente de La Pensée. *Lorsque notre revue a commencé sa nouvelle série à la fin de décembre 1944, son premier numéro, sur 124 pages, se vendait 56 francs. Puis le nombre de pages s'est élevé à 160, sans que change le prix. Celui-ci n'est passé à 71 francs qu'en janvier 1947 et s'est maintenu depuis lors. Soit en trois ans une augmentation de 15 francs pour 56 francs, moins de 27 p. 100. On est bien obligé de reconnaître qu'elle est de loin inférieure à l'augmentation générale du coût de la vie.*

Prenons quelques exemples de variations de prix dans cet intervalle de trois ans. Entre la fin de décembre 1944 et la fin de décembre 1947, une place de cinéma de 20 francs est passée à 60 francs (augmentation de 200 p. 100) ; le paquet de tabac gris est passé de 18 à 58 francs (222 p. 100) ; le kilo de pain est passé de 7 f. 40 à 24 francs (224 p. 100) ; le carnet de métro, de 15 francs à 50 francs (233 p. 100) ; les journaux, de 1 fr. 50 à 5 francs (233 p. 100) ; les timbres-poste, de 1 f. 50 à 6 francs (300 p. 100) ; le kilo de pommes de terre, de 3 francs à 18 francs (500 p. 100), et le kilo d'oignons de 10 francs à 75 francs (650 p. 100). Ainsi le numéro de La Pensée, *à la fin de l'année 1947, aurait dû se vendre 168 francs s'il s'était aligné sur les prix du cinéma, 180 francs par rapport au prix du tabac, 182 francs par rapport au prix du pain, 186 francs par rapport au prix du métro et des journaux, 224 francs par rapport aux prix des timbres, 336 francs par rapport au prix des pommes de terre et 420 francs par rapport au prix des oignons ! En continuant à le vendre 71 francs, il est clair que nous ne suivons que de très loin la courbe des prix.*

Le nouveau prix vaudra à partir du n° 17, qui paraîtra en avril 1948. Nous ne pouvons le fixer encore, mais nous nous efforcerons de limiter au strict minimum l'augmentation inévitable. De plus, nous maintenons jusqu'à la fin d'avril le prix actuel de l'abonnement à 6 numéros, soit 380 francs pour la France et 456 francs pour l'étranger.

Que tous ceux qui ont l'habitude d'acheter notre revue au numéro profitent de cette occasion exceptionnelle pour nous envoyer aussitôt leur abonnement.

***

Nous avons appris avec peine la mort du philosophe Henri Daudin, professeur à la Faculté des lettres de Bordeaux et membre de notre Comité de patronage. Son ami Henri Wallon rendra hommage à sa mémoire dans le prochain numéro de La Pensée.

LA DÉCADENCE DE LA FÉODALITÉ ET L'ESSOR DE LA BOURGEOISIE

par FRIEDRICH ENGELS

*Le texte d'Engels que nous donnons ci-dessous et qui, ainsi que d'autres inédits, sera prochainement édité avec l'*Anti-Dühring *aux Éditions sociales, est publié ici pour la première fois en langue française. Ce fragment, retrouvé par l'Institut Marx-Engels-Lénine à Moscou dans les papiers posthumes d'Engels, ne porte ni date ni titre. Les recherches effectuées n'ont pas permis de déterminer à quelle époque il fut écrit et à quoi il était destiné. Le titre qui lui a été donné est tiré directement de son contenu même. C'est une étude historique fort intéressante où se montrent, une fois de plus, les vastes connaissances de l'auteur dans tous les domaines, économique, linguistique et militaire.*

Sans doute, les historiens, le public cultivé et même les étudiants des facultés et les élèves des lycées et collèges retrouveront-ils ici bien des idées qui leur sont aujourd'hui familières, sur la liquidation de la féodalité par les forces de la bourgeoisie montante, alliée de la royauté. Ces idées sont devenues si classiques qu'elles figurent, plus ou moins précises, dans presque tous les livres d'histoire et jusque dans les manuels scolaires. Mais il n'en est que plus utile de montrer leur véritable origine et de prouver ainsi combien, malgré toutes les attaques, les ignorances et les calomnies, la méthode marxiste d'explication des faits historiques a pénétré la science et combien les interprétations marxistes, qui parurent d'abord le plus arbitraires, semblent aujourd'hui ressortir du bon sens et de l'évidence.

Beaucoup d'historiens d'aujourd'hui, qui enseignent à la façon de Friedrich Engels la décadence de la féodalité et l'essor de la bourgeoisie appuyant la royauté, seront sans doute surpris d'apprendre que leurs propos sont déjà bien vieux et qu'ils viennent du compagnon de Karl Marx. Tous admireront, dans le fragment qui suit, la rigueur de la pensée et la densité du style.

Tandis que les luttes sauvages de la noblesse féodale régnante emplissaient le Moyen Age de leur fracas, dans toute l'Europe de l'Ouest le travail silencieux des classes opprimées avait miné le système féodal ; il avait créé des conditions dans lesquelles il restait de moins en moins de place aux seigneurs féodaux. Certes, à la campagne, les nobles seigneurs sévissaient encore ; ils tourmentaient les serfs, ne soufflaient mot de leur peine, piétinaient leurs récoltes, violentaient leurs femmes et leurs filles. Mais, alentour, s'étaient élevées des villes : en Italie, dans le Midi de la France, au bord du Rhin, les municipes de l'antiquité romaine, ressuscités de leurs cendres ; ailleurs, notamment en Allemagne, des créations nouvelles ; toujours entourées de remparts et de fossés, c'étaient des citadelles bien plus fortes que les châteaux de la noblesse, parce que seule une grande armée pouvait les réduire. Derrière ces remparts et ces fossés, se développait — assez petitement et dans le

corporations — l'artisanat médiéval, se concentraient les premiers capitaux, naissaient et le besoin des villes de commercer entre elles ainsi qu'avec le reste du monde et, peu à peu également, avec le besoin, les moyens de protéger ce commerce.

Dès le xve siècle, les bourgeois des villes étaient devenus plus indispensables à la société que la noblesse féodale. Sans doute, l'agriculture était-elle l'occupation de la grande masse de la population et, par suite, la branche principale de la production. Mais les quelques paysans libres isolés qui s'étaient maintenus çà et là malgré les empiétements de la noblesse démontraient suffisamment que, dans l'agriculture, l'essentiel n'était pas la fainéantise et les exactions du noble, mais le travail du paysan. D'autre part, les besoins de la noblesse elle-même avaient grandi et s'étaient transformés au point que, même pour elle, les villes étaient devenues indispensables ; ne tirait-elle pas des villes le seul instrument de sa production, sa cuirasse et ses armes ? Les tissus, les meubles et les bijoux indigènes, les soieries d'Italie, les dentelles du Brabant, les fourrures du Nord, les parfums d'Arabie, les fruits du Levant, les épices des Indes, elle achetait tout aux citadins, — tout, sauf le savon. Un certain commerce mondial s'était développé ; les Italiens sillonnaient la Méditerranée et, au delà, les côtes de l'Atlantique jusqu'en Flandre ; malgré l'apparition de la concurrence hollandaise et anglaise, les marchands de la Hanse dominaient encore la mer du Nord et la Baltique. Entre les centres de navigation maritime du Nord et du Midi, la liaison était maintenue par terre ; les routes par lesquelles elle se faisait passaient par l'Allemagne. Tandis que la noblesse devenait de plus en plus superflue et gênait toujours davantage l'évolution, les bourgeois des villes, eux, devenaient la classe qui personnifiait la progression de la production et du commerce, de la culture et des institutions politiques et sociales.

Tous ces progrès de la production et de l'échange étaient, en fait, pour nos conceptions actuelles, de nature très limitée. La production restait liée à la forme du pur artisanat corporatif ; elle gardait donc encore elle-même un caractère féodal. Le commerce ne dépassait pas les eaux européennes et n'allait pas plus loin que les villes de la côte du Levant, où il se procurait par échange les produits d'Extrême-Orient. Mais tout mesquins et limités que restassent les métiers et avec eux les bourgeois qui les pratiquaient, ils suffirent à bouleverser la société féodale et restèrent tout au moins en mouvement, tandis que la noblesse stagnait.

La bourgeoisie des villes avait, en outre, une arme puissante contre la féodalité : l'*argent*. Dans l'économie féodale type du début du Moyen Age, il y avait à peine eu place pour l'argent. Le seigneur féodal tirait de ses serfs tout ce dont il avait besoin, soit sous la forme de travail, soit sous celle de produits finis ; les femmes filaient et tissaient le lin et la laine et confectionnaient les vêtements ; les hommes cultivaient les champs ; les enfants gardaient le bétail du seigneur, ramassaient pour lui les fruits de la forêt, les nids d'oiseaux, la litière ; en outre, la famille entière avait encore à livrer du blé, des fruits, des œufs, du beurre, du fromage, de la volaille, du jeune bétail, que sais-je encore ! Toute domination féodale se suffisait à elle-même ; les prestations de guerre, elles aussi, étaient exigées en produits ; le commerce, l'échange n'existaient pas, l'argent était superflu. L'Europe était ramenée à un niveau si bas, elle avait à tel point recommencé par le début que l'argent avait alors beaucoup moins une fonction sociale qu'une fonction purement politique : il servait *à payer les impôts*, et on l'acquérait essentiellement par *pillage*.

Tout était changé maintenant. L'argent était redevenu le moyen d'échange universel et, par suite, sa quantité avait beaucoup augmenté ; la noblesse elle-même ne pouvait plus s'en passer, et, comme elle avait peu de choses à vendre, sinon rien, comme le pillage non plus n'était plus tout à fait aussi facile, elle dut se décider à

emprunter à l'usurier bourgeois. Bien longtemps avant que les châteaux féodaux eussent été battus en brèche par les nouvelles pièces d'artillerie, ils étaient déjà minés par l'argent ; la poudre à canon ne fut que l'huissier au service de l'argent. L'argent était le grand rabot d'égalisation politique de la bourgeoisie. Partout où un rapport personnel était évincé par un rapport d'argent, une prestation en nature par une prestation en argent, un rapport bourgeois remplaçait un rapport féodal. Sans doute, la vieille forme d'économie naturelle brutale subsistait-elle dans l'écrasante majorité des cas ; mais il y avait déjà des districts entiers où, comme en Hollande, en Belgique, sur le cours inférieur du Rhin, les paysans livraient au seigneur de l'argent au lieu de corvées et de redevances en nature, où seigneurs et sujets avaient déjà fait le premier pas décisif sur la voie de leur transformation en propriétaires fonciers et en fermiers, où donc, même à la campagne, les institutions féodales perdaient leur base sociale.

A quel point, à la fin du xve siècle, la féodalité est minée et rongée intérieurement par l'argent, la soif d'or qui s'empare à cette époque de l'Europe occidentale en donne une démonstration éclatante. C'est l'*or* que les Portugais cherchaient sur la côte d'Afrique, aux Indes, dans tout l'Extrême-Orient ; c'est l'*or* le mot magique qui poussa les Espagnols à franchir l'océan Atlantique pour aller vers l'Amérique ; l'*or* était la première chose que demandait le Blanc, dès qu'il foulait un rivage nouvellement découvert. Mais ce besoin de partir au loin à l'aventure, malgré les formes féodales ou à demi féodales dans lesquelles il se réalise au début, était, à sa racine déjà, incompatible avec la féodalité, dont la base était l'agriculture et dont les guerres de conquête avaient essentiellement pour but l'*acquisition de la terre*. De plus, la navigation était une industrie nettement *bourgeoise*, qui a imprimé son caractère antiféodal même à toutes les flottes de guerre modernes.

Au xve siècle, la féodalité était donc en pleine décadence dans toute l'Europe occidentale ; partout, des villes aux intérêts antiféodaux, avec leur droit propre et leur bourgeoisie en armes, s'étaient encastrées dans les territoires féodaux ; elles s'étaient déjà subordonné en partie socialement les seigneurs féodaux par l'argent, et même çà et là politiquement ; à la campagne même, là où des conditions particulièrement favorables avaient permis l'essor de l'agriculture, les anciens liens féodaux commençaient à se décomposer sous l'influence de l'argent. Ce n'est que dans les pays nouvellement conquis, comme dans l'Allemagne à l'est de l'Elbe, ou dans des zones par ailleurs attardées, situées à l'écart des voies commerciales, que l'ancienne domination de la noblesse continuait à fleurir. Mais partout — dans les villes comme à la campagne — s'étaient accrus les éléments de la population qui réclamaient avant tout que cessassent l'éternel et absurde guerroiement, ces querelles entre seigneurs féodaux qui rendaient permanente la guerre intérieure, même lorsque l'ennemi extérieur était dans le pays, cet état de dévastation ininterrompue, purement gratuite, qui avait duré pendant tout le Moyen Age. Trop faibles eux-mêmes pour faire aboutir leur volonté, ces éléments trouvèrent un fort appui dans la tête même de tout l'ordre féodal : la royauté. Et c'est là le point où la considération des rapports sociaux conduit à celle des rapports de l'État, où nous passons de l'économie à la politique.

***

Du chaos des peuples du début du Moyen Age sortirent peu à peu les nouvelles nationalités, processus au cours duquel, comme on le sait, dans la plupart des anciennes provinces romaines, les vaincus assimilèrent les vainqueurs, le paysan et

le citadin le seigneur germanique. Les nationalités modernes sont donc elles aussi le produit des classes opprimées. La carte des districts de la Lorraine moyenne de Menke[1] donne une image expressive de la façon dont s'effectuèrent ici la fusion, là la délimitation. Il suffit de suivre sur cette carte la frontière des noms de lieux romans et germaniques pour se persuader que, pour la Belgique et la Basse-Lorraine, elle coïncide avec la frontière linguistique qui existait il y a cent ans encore entre le français et l'allemand. On trouve encore, çà et là, une étroite zone où les deux langues luttent pour la suprématie ; mais, dans l'ensemble, ce qui restera allemand et ce qui restera roman sont solidement établis. Mais la forme, dérivée du bas-franconien ancien ou du vieux haut-allemand, de la plupart des noms de lieux de la carte montre qu'ils remontent au IXe, au plus tard au Xe siècle, que donc, vers la fin de l'époque carolingienne, la frontière était déjà tracée pour l'essentiel. Or, du côté roman, notamment à proximité de la frontière linguistique, on trouve des noms mixtes, composés d'un nom de personne germanique et d'une désignation topographique romane, par exemple à l'ouest de la Meuse, près de Verdun : Eppone curtis, Rotfridi curtis, Ingolini curtis, Teudegisilo Villa, devenus aujourd'hui Ippécourt, Récourt-la-Creux, Amblaincourt-sur-Aire, Thierville. C'étaient des demeures seigneuriales franques, de petites colonies allemandes en terre romane, qui, tôt ou tard, succombèrent à la romanisation. Dans les villes et dans les régions campagnardes isolées étaient installées des colonies allemandes plus fortes qui conservèrent leur langue assez longtemps encore ; c'est de l'une d'elles que jaillit par exemple encore, à la fin du IXe siècle, le *Ludwigslied*[2] ; mais une grande partie des seigneurs francs avaient déjà été romanisés auparavant, et la preuve en est fournie par les formules de serment des rois et des grands de 842, dans lesquelles le roman apparaît déjà comme la langue officielle de la France.

Les groupes linguistiques une fois délimités (sous réserve de guerres postérieures de conquête ou d'extermination, comme elles furent menées par exemple contre les Slaves de l'Elbe), il était naturel qu'ils servent de données de base à la formation des États, que les nationalités commencent à se développer pour devenir des nations. La puissance qu'avait cet élément dès le IXe siècle est démontrée par l'effondrement rapide de l'État mixte de Lotharingie. Certes, pendant tout le Moyen Age, les frontières linguistiques et nationales furent loin de coïncider ; mais, à l'exception peut-être de l'Italie, chaque nationalité était tout de même représentée en Europe par un grand État particulier, et la tendance à établir des États nationaux, qui ressort d'une façon toujours plus claire et plus consciente, constitue un des principaux leviers de progrès au Moyen Age.

Or, dans chacun de ces États médiévaux, le roi constituait le sommet de toute la hiérarchie féodale, sommet auquel les vassaux ne pouvaient échapper et contre lequel ils se trouvaient en même temps en état de rébellion permanente. Le rapport de base de toute l'économie féodale, l'octroi de terre contre la prestation de certains services et redevances personnels, offrait déjà, sous sa forme originelle la plus simple, assez matière à litiges, surtout là où beaucoup avaient intérêt à chercher des querelles. Où devait-on donc en être à la fin du Moyen Age, où, dans tous les pays, les relations de vasselage constituaient un enchevêtrement inextricable de droits et d'obligations accordés, retirés, renouvelés, périmés, transformés ou conditionnés différemment ? Charles le Téméraire, par exemple, était, pour une partie de ses

---

1. SPRUNER-MENKE, *Handatlas zur Geschichte des Mittelalters und der neuen Zeit*, 3e édition, Gotha, 1874, carte no 32.

2. Le *Ludwigslied* est un poème rédigé en franconien qui célèbre la victoire de Louis III sur les Normands à Saucourt en 881. *(N. D. L. R.)*

terres, vassal de l'empereur; pour l'autre, vassal du roi de France ; d'autre part, le roi de France, son suzerain, était en même temps pour certains territoires vassal de Charles le Téméraire, son propre vassal. Comment échapper ici aux conflits ? D'où ce jeu séculaire et alterné d'attraction des vassaux vers le centre royal, qui peut seul les protéger contre l'extérieur et entre eux, et de répulsion loin de ce centre, en quoi se change inéluctablement et constamment cette attraction ; d'où cette lutte ininterrompue entre royauté et vassaux dont le fracas vide couvrit tout le reste, pendant cette longue période où le pillage était la seule source de revenu digne de l'homme libre ; d'où cette série sans fin et toujours renouvelée de trahisons, de meurtres, d'empoisonnements, de perfidies et de toutes les bassesses imaginables, qui se cache derrière le nom poétique de chevalerie et ne cesse de parler d'honneur et de fidélité.

Il est évident que, dans ce chaos général, la royauté était l'élément de progrès. Elle représentait l'ordre dans le désordre, la nation en formation en face de l'émiettement en États vassaux rivaux. Tous les éléments révolutionnaires, qui se constituaient sous la surface de la féodalité, en étaient tout aussi réduits à s'appuyer sur la royauté que celle-ci en était réduite à s'appuyer sur eux. L'alliance entre royauté et bourgeoisie date du xe siècle ; souvent interrompue par des conflits, — car, au Moyen Age, rien ne poursuit sa route avec constance, — elle se renouvela toujours plus ferme et plus puissante, jusqu'à ce qu'elle eût aidé la royauté à remporter la victoire définitive et que celle-ci, en signe de reconnaissance, subjuguât et pillât son alliée.

Les rois, aussi bien que les bourgeois, trouvaient un appui puissant dans la corporation naissante des *juristes*. Avec la redécouverte du droit romain, la division du travail s'opéra entre les prêtres, consultants de l'époque féodale, et les juristes non ecclésiastiques. Ces nouveaux juristes appartenaient essentiellement, dès l'origine, à la classe bourgeoise ; mais, d'autre part, le droit qu'ils étudiaient, enseignaient exerçaient, était aussi essentiellement antiféodal par son caractère et, à un certain point de vue, bourgeois. Le droit romain est à tel point l'expression juridique classique des conditions de vie et des conflits d'une société où règne la pure propriété privée que toutes les législations postérieures n'ont pu y apporter aucune amélioration essentielle. Or, la propriété bourgeoise du Moyen Age présentait encore un fort amalgame de limitations féodales, par exemple elle se composait pour une grande part de privilèges ; le droit romain était donc aussi dans cette mesure très en avance sur les conditions bourgeoises de l'époque. Mais la suite du développement historique de la propriété bourgeoise ne pouvait consister qu'en son évolution vers la pure propriété privée, comme ce fut aussi le cas. Or, ce développement devait trouver un puissant levier dans le droit romain, qui contenait déjà tout prêt ce vers quoi la bourgeoisie de la fin du Moyen Age ne tendait encore qu'inconsciemment. Même si, dans de nombreux cas individuels, le droit romain servait de prétexte à une oppression renforcée des paysans par la noblesse, par exemple là où les paysans ne pouvaient pas apporter de preuves écrites de leur affranchissement de charges par ailleurs usuelles, cela ne change rien à la chose. Même sans le droit romain, la noblesse aurait trouvé des prétextes semblables, et elle en trouvait tous les jours. C'était en tout cas un énorme progrès qu'entrât en vigueur un droit qui ne connaît absolument pas les conditions féodales et qui anticipe entièrement sur la propriété privée moderne.

***

Nous avons vu comment, sur le plan économique, la noblesse féodale commença à devenir superflue, voire même gênante dans la société de la fin du Moyen Age; comment aussi, sur le plan politique, elle était déjà une entrave au développement des villes et de l'État national, possible à cette époque sous la forme monarchique seulement. Elle avait été maintenue malgré tout par cette circonstance qu'elle avait jusque-là le monopole du maniement des armes, que sans elle on ne pouvait faire de guerre ni livrer de bataille. Cela devait changer aussi ; le dernier pas allait être fait pour prouver à la noblesse féodale que la période de la société et de l'État qu'elle dominait touchait à son terme, que, dans sa qualité de chevalier, même sur le champ de bataille, on ne pouvait plus l'utiliser.

Combattre le régime féodal avec une armée elle-même féodale dans laquelle les soldats sont liés par des liens plus forts à leur suzerain immédiat qu'au commandement de l'armée royale, c'était évidemment tourner dans un cercle vicieux et ne pas avancer d'un pas. Dès le début du XIVe siècle, les rois s'efforcent de s'émanciper de cette armée féodale, de créer leur propre armée. A partir de cette époque, nous trouvons dans les armées royales une proportion sans cesse croissante de troupes enrôlées ou louées. Au commencement, il s'agit surtout de l'infanterie, composée des déchets des villes et de serfs déserteurs, Lombards, Génois, Allemands, Belges, etc., employée à l'occupation des villes et au service des sièges, à peine utilisable au début dans les batailles en rase campagne. Mais, déjà vers la fin du Moyen Age, nous trouvons aussi des chevaliers qui, avec leurs suites rassemblées Dieu sait comme, se louent au service des princes étrangers et annoncent par là l'effondrement irrémédiable des conditions de la guerre féodale.

En même temps, dans les villes et parmi les paysans libres, là où il en existait encore et où il s'en était formé de nouveaux, se créaient les conditions de base d'une infanterie aguerrie. Jusque-là, la chevalerie, avec sa suite également montée, ne constituait pas tellement le noyau de l'armée que plutôt l'armée elle-même ; le train des serfs qui l'accompagnaient à pied comme valets d'armée n'apparaissait — en rase campagne — que pour déserter et pour piller. Tant que dura l'apogée de la féodalité, jusqu'à la fin du XIIIe siècle, la cavalerie livra toutes les batailles et en décida. A partir de cette date, la chose change et, en vérité, sur plusieurs points en même temps. La disparition progressive du servage en Angleterre créa une classe nombreuse de paysans libres, propriétaires fonciers (*yeomen*) ou fermiers, et fournit ainsi la matière première d'une nouvelle infanterie, exercée au maniement de l'arc, l'arme nationale anglaise de l'époque. L'introduction de ces archers qui combattaient toujours à pied, qu'ils fussent montés ou non pendant la marche, donna lieu à une importante modification dans la tactique des armées anglaises. A partir du XIVe siècle, la chevalerie anglaise se bat de préférence à pied, là où le terrain ou d'autres circonstances s'y prêtent. Derrière les archers qui entament le combat et effritent l'ennemi, la phalange fermée de la chevalerie attend pied à terre l'assaut adverse ou le moment propice pour avancer, tandis qu'une partie seulement reste à cheval pour soutenir le combat décisif par des attaques de flanc. Les victoires ininterrompues des Anglais en France à cette époque reposent essentiellement sur cette restauration d'un élément défensif dans l'armée et, pour la plupart, sont tout autant des batailles défensives avec contre-attaque que celles de Wellington en Espagne et en Belgique. L'adoption par les Français de la nouvelle tactique — peut-être à partir du moment où les arbalétriers italiens qu'ils louèrent tinrent lieu d'archers anglais — mit fin à la marche victorieuse des Anglais. De même, au début du XIVe siècle, l'infanterie des villes de Flandre avait osé — et souvent avec

succès — affronter la chevalerie française en rase campagne ; en essayant de livrer traîtreusement les paysans impériaux libres de Suisse au grand-duc d'Autriche, qui n'était autre que lui-même, l'empereur Albert poussa à la création de la première infanterie de renommée européenne. Dans les triomphes des Suisses sur les Autrichiens et sur les Bourguignons, la cavalerie cuirassée — montée ou à pied — succomba définitivement devant l'infanterie, l'armée féodale devant les débuts de l'armée moderne, le chevalier devant le bourgeois et le paysan libre. Et, pour confirmer dès l'abord le caractère bourgeois de leur République, la première République indépendante d'Europe, les Suisses *firent argent* immédiatement de leur gloire militaire. Tous les scrupules politiques disparurent ; les cantons se transformèrent en bureaux d'enrôlement, afin de rassembler des mercenaires pour le plus offrant. Ailleurs aussi, et notamment en Allemagne, le tambour du racoleur circula ; mais le cynisme d'un gouvernement qui ne semblait être là que pour vendre ses ressortissants reste inégalé jusqu'au moment où, à l'époque de l'avilissement national le plus profond, des princes allemands le surpassèrent.

Ensuite, au XIVe siècle, la poudre à canon et l'artillerie furent également apportées en Europe par les Arabes en passant par l'Espagne. Jusqu'à la fin du Moyen Age, l'arme à feu portative resta sans importance, ce qui se conçoit, car la flèche de l'archer de Crécy portait tout aussi loin et touchait peut-être plus sûrement — bien qu'elle n'eût pas le même effet — que le fusil à canon lisse du fantassin de Waterloo. Le canon de campagne était encore également dans l'enfance ; par contre, les canons lourds avaient déjà plus d'une fois battu en brèche les remparts exposés des châteaux des chevaliers et annoncé à la noblesse féodale que la poudre scellait la fin de son règne.

La diffusion de l'imprimerie, la reprise de l'étude de la littérature antique, tout le mouvement de la culture qui se renforce et s'universalise de plus en plus à partir de 1450, tout cela favorisa la bourgeoisie et la royauté dans leur lutte contre la féodalité.

***

L'action conjuguée de ces causes, renforcée d'année en année par leur action réciproque croissante les unes sur les autres qui poussait de plus en plus en avant dans une même direction, décida, dans la deuxième moitié du XVe siècle, de la victoire, sinon de la bourgeoisie, du moins de la royauté sur la féodalité. Partout en Europe, jusque dans les pays secondaires lointains qui n'avaient pas passé par l'État féodal, la puissance royale prit le dessus d'un seul coup. Dans la presqu'île ibérique, deux des souches linguistiques romanes s'unirent pour former le royaume d'Espagne, et le royaume d'Aragon qui parlait le provençal se soumit au castillan comme langue écrite ; la troisième souche unifia son territoire linguistique, à l'exception de la Galicie, pour former le royaume de Portugal, la Hollande ibérique, se détourna de l'intérieur et prouva par son activité maritime son droit à une existence séparée. En France, après le déclin de l'État bourguignon, Louis XI réussit enfin à instaurer si fortement l'unité nationale que représentait la royauté sur le territoire français encore très découpé que son successeur pouvait déjà se mêler des querelles italiennes et que cette unité ne fut plus mise en question qu'une fois, par la Réforme. L'Angleterre avait enfin abandonné ses guerres donquichottesques de conquêtes en France, qui, à la longue, l'auraient saignée ; la noblesse féodale chercha une compensation dans les guerres des Deux-Roses et trouva plus qu'elle n'avait cherché : elle

s'usa et mit sur le trône la dynastie des Tudor, dont la puissance royale dépassa celle de tous ses devanciers et de ses successeurs. Les Pays scandinaves avaient fait depuis longtemps leur unité ; depuis sa réunion à la Lituanie, la Pologne allait au-devant de sa période d'apogée avec une puissance royale encore intacte, et, même en Russie, le renversement des petits princes et la libération du joug tartare avaient marché la main dans la main et avaient été définitivement scellés par Ivan III. Dans toute l'Europe, il n'y avait que deux pays où la royauté et l'unité nationale, alors impossible sans elle, n'existaient pas ou n'avaient existé que sur le papier : l'Italie et l'Allemagne.

(*Traduit par* E. BOTTIGELLI.)

FÉVRIER 1898

L'AFFAIRE DREYFUS ET LE PROCÈS ZOLA

par PAUL DUPUY

L'ancien secrétaire de l'École normale supérieure, qui a déjà donné à La Pensée *des souvenirs sur Pasteur et sur Langevin, a bien voulu écrire pour nos lecteurs un article en commémoration du cinquantenaire de la lettre de Zola:* J'accuse. *Paul Dupuy, qui porte gaillardement ses quatre-vingt-douze ans, a été témoin et acteur de l'affaire Dreyfus. En 1899, sous ses deux prénoms de Paul-Marie, il publia chez Stock deux volumes,* Le Petit Bleu *et* Le Général Roget et Dreyfus. *Nous espérons qu'il achèvera bientôt une étude complète de l'affaire Dreyfus, à laquelle il travaille en ce moment. Déjà l'article qu'on va lire montre comment les forces populaires ont lentement fait progresser la cause dreyfusarde, expression du mouvement démocratique. Il n'épuise pas la question, laissant notamment de côté l'attitude de Guesde et de Jaurès. Au temps de l'affaire Dreyfus, le guesdisme, dans sa formulation parfois trop rigide, risque d'abstraire la classe ouvrière des luttes de masse et présente des aspects d'étroitesse politique. Par ailleurs, Jaurès, qui s'est jeté impétueusement dans la bataille dreyfusarde, incline à former une union avec d'anciens « panamistes », à entrer sans précautions dans la coalition bourgeoise, à se placer à la remorque de parlementaires comme Waldeck-Rousseau qui demeurent hostiles aux libertés ouvrières. Deux erreurs complémentaires, dont il convient aujourd'hui de tirer la leçon.*

Paul Dupuy fut du nombre de ces « intellectuels » qui se lancèrent dans la lutte politique à la fin du siècle dernier. Il n'est pas inutile de rappeler ici ce que Paul Langevin, qui venait il y a cinquante ans de passer quatre ans à l'École normale, disait, dans sa dernière conférence[1]*, sur la conscience qu'il prit alors, avec beaucoup de ses camarades, « du rôle que pouvait jouer le savant dans la cité, de ses devoirs envers celle-ci »:*

Ce mouvement, suivant à plus d'un siècle d'intervalle l'exemple de Voltaire, défenseur de Calas, de Lally-Tollendal, de Sirven et du malheureux chevalier de la Barre, a commencé chez nous sur le plan de la justice individuelle avec l'affaire Dreyfus, vieille déjà de cinquante ans et sur laquelle il est nécessaire que l'oubli ne se fasse pas, serait-ce seulement en raison du rôle considérable qu'elle a joué dans l'histoire de notre République.

Il s'agissait, à cette époque heureuse où le sort d'un seul homme comptait encore beaucoup et pouvait passionner la collectivité, d'un cas d'injustice individuelle où

1. Paul LANGEVIN, *La Pensée et l'Action*. Édité par l'Union française universitaire, 47, boulevard St-Michel, Paris (Ve).

pour couvrir des manœuvres criminelles et pour maintenir un innocent au bagne, on invoquait un fallacieux prétexte d'intérêt national. Les hommes de pensée, les intellectuels selon le terme voulu péjoratif dont on les qualifia et qu'ils ont relevé depuis comme un drapeau, se sont à ce moment-là jetés dans l'action sous la conduite de juristes comme Trarieux ou Pressensé, d'historiens comme Jaurès ou Aulard, de philosophes comme Gabriel Séailles ou Victor Basch, d'écrivains comme Émile Zola ou Anatole France, d'éducateurs comme Ferdinand Buisson, de mathématiciens comme Paul Painlevé ou Jacques Hadamard, de chimistes comme Grimaux, de biologistes comme Émile Duclaux. Les jeunes que nous étions ont passionnément pris part à cette bataille, qui s'est terminée par un tardif triomphe de la justice, mais qui a laissé des traces profondes dans notre pays.

Les témoins de cette bataille pour la justice ne sont plus très nombreux. C'est à l'un d'eux que nous donnons ici la parole. Les ricanements qui se sont élevés à l'Assemblée nationale le 13 janvier 1948, des bancs socialistes aux bancs M. R. P. et aux bancs gaullistes, quand Marcel Cachin, doyen d'âge, évoquait le cinquantenaire de J'accuse, *nous montrent combien le dreyfusisme reste odieux aux agents de la réaction.*

Février 48, février 98, à cinquante ans de distance sont parties de France deux secousses dont l'ébranlement s'est propagé autour d'elle, plus loin et plus profond en 98, parce qu'il a atteint au cœur de la conscience humaine.

Combien sommes-nous aujourd'hui de ceux qui, dans la force de leur âge, ont combattu pour la vérité et pour la justice avec les armes de la raison ? Et deux bouleversements du monde font paraître encore plus lointains les souvenirs de trois années où nous fûmes au-dessus de nous-mêmes. Mais à ces souvenirs sont venus se joindre des révélations qui ne laissent plus aucune obscurité sur les origines du drame monstrueux que fut l'affaire Dreyfus. C'est seulement en 1930 que la veuve de l'attaché militaire à l'ambassade d'Allemagne, Schwarzkoppen, a publié les carnets de notes quotidiennes où se retrouvent ces origines qu'aujourd'hui, dans le recul du temps, l'histoire doit enregistrer tout d'abord.

***

Le 20 juillet 1894, le commandant Esterhazy, major au 74e régiment d'infanterie à Rouen, se présente chez l'attaché militaire ; après s'être assuré que personne d'autre ne peut l'entendre, il s'offre cyniquement comme un homme méprisable, mais qui n'a plus le choix pour sauver de la misère sa femme et ses enfants ; si ses offres sont refusées, il n'a plus qu'à se loger une balle dans la tête. Il connaît très bien l'Algérie et la frontière italienne; il a travaillé au bureau des renseignements de l'état-major et se dit lié avec son chef, le colonel Sandherr ; il l'est aussi avec le député Jules Roche, rapporteur du budget de la Guerre, qui lui a promis de le prendre pour chef de cabinet le jour où il serait ministre ; dans quelques jours il va assister à des manœuvres importantes au camp de Châlons ; enfin il tire de sa poche un écrit qu'il tend à Schwarzkoppen.

Stupéfait et dégoûté, celui-ci refuse de le prendre, conseille à Esterhazy de se retirer et d'oublier ce qu'il vient de faire, mais l'autre insiste : il sait qu'il est une canaille, mais il ne peut plus reculer et, sur le refus d'en entendre davantage, il part, mais en disant qu'il reviendra.

Le lendemain, il écrit qu'il a des renseignements à fournir sur la Russie ; Schwarzkoppen avertit alors Berlin, qui donne l'ordre de voir venir. Le 27, Esterhazy revient avec le journal de mobilisation de son régiment et demande carrément 2 000 francs par mois. Schwarzkoppen lui remontre encore une fois la monstruosité

de sa conduite ; l'autre ne parle plus de se tuer, mais de porter ses offres ailleurs. Schwarzkoppen lui propose alors de le mettre directement en rapport avec Berlin, mais Esterhazy refuse et part en disant qu'il reviendra chercher son journal de mobilisation.

Sur le rapport de Schwarzkoppen, le chef du bureau des renseignements au grand état-major de Berlin, qui est en congé dans l'Odenwald, y donne un rendez-vous qui a lieu les 3 et 4 août. Il est convenu de rompre immédiatement si le document apporté est sans valeur, de ne marcher que s'il en a, mais sans engagement pour un traitement fixe.

Rentré à Paris, Schwarzkoppen y trouve une lettre où Esterhazy lui donne son adresse au camp de Châlons jusqu'au 10, puis à Dammartin-la-Planchette, par Sainte-Menehould, jusqu'au 12.

Le 13 août, à dix heures du soir, Esterhazy vient reprendre son journal de mobilisation ; Schwarzkoppen le lui rend comme sans intérêt, lui redit sa répulsion à accepter des services aussi dangereux pour l'un que pour l'autre et lui signifie rupture. Esterhazy insiste, assure que le danger n'existe pas et offre le plan de mobilisation de l'artillerie qui vient d'être établi. Il l'apporte le surlendemain et reçoit 1 000 francs.

La trahison est nouée : quinze jours après, il revient et apporte : 1° la liste des troupes de couverture ; 2° la description du canon de 120 court ; 3° le projet du manuel de tir de l'artillerie de campagne ; il annonce que l'expédition de Madagascar est décidée et promet un rapport sur les observations qu'il a faites au camp de Sissonne sur les manœuvres de masse de l'artillerie de campagne. Le 5 septembre, il apporte ce rapport et le 6, dans une lettre remise par lui-même à l'ambassade, un autre rapport sur l'expédition projetée à Madagascar.



Telle est l'origine première de l'affaire Dreyfus. Les mêmes carnets de Schwarzkoppen, en donnant la lettre où l'ambassadeur Munster lui reproche amèrement de lui avoir caché ses rapports avec Esterhazy, nous font toucher du doigt l'élément de corruption qui, du côté allemand, l'a empoisonné dès l'origine, en donnant une apparence mensongère aux dénégations officielles de l'ambassadeur sur les relations de son attaché militaire avec Dreyfus. Jusqu'au jour où Esterhazy a été en effet découvert, elles ont été pour le grand public la justification de ceux qui ont voulu que Dreyfus fût coupable.

Toutefois il n'y aurait pas eu d'affaire Dreyfus si, pressé de se faire valoir et d'allécher Schwarzkoppen, Esterhazy, avant même d'être en état de livrer tout ce qu'il apporta les 1er, 5 et 6 août, ne l'avait annoncé par une lettre sans date et sans signature, qui fut interceptée dans la loge du concierge de l'ambassade par un agent du service des renseignements, le fameux *bordereau* dont le monde entier a eu les oreilles rebattues :

Sans nouvelles m'indiquant que vous désirez me voir, je vous adresse cependant monsieur, quelques renseignements intéressants :

1° Une note sur le frein hydraulique du 120 et la manière dont s'est conduite cette pièce ;

2° Une note sur les troupes de couverture (quelques modifications seront apportées par le nouveau plan) ;

3° Une note sur une modification aux formations de l'artillerie ;

4° Une note relative à Madagascar ;

5° Le projet de manuel de tir de l'artillerie de campagne (14 mai 1894).
Ce dernier document est extrêmement difficile à se procurer, et je ne puis l'avoir à ma disposition que très peu de jours (...). Si donc vous voulez y prendre ce qui vous intéresse et le tenir à ma disposition après, je le prendrai ; à moins que vous ne vouliez que je le fasse copier en entier et ne vous en adresse la copie.
Je vais partir en manœuvres.

La rédaction même de cette lettre confirme l'exactitude des carnets de Schwarzkoppen. *Sans nouvelles m'indiquant que vous désirez me voir* témoigne des répugnances et des hésitations de Schwarzkoppen. La phrase sur le manuel de tir indique qu'Esterhazy ne l'a pas encore, puisqu'il dit : *je le prendrai*. Et il n'a pas non plus la note sur Madagascar, puisqu'il ne l'apporte que le 6. Ainsi, Esterhazy n'a pas eu besoin de demander à Schwarzkoppen s'il avait reçu une lettre d'envoi qui n'en était pas une, et Schwarzkoppen a pu ignorer une lettre qu'il n'avait jamais reçue et qu'il ne devait connaître comme tout le monde qu'en 1896, quand un fac-similé en fut publié par *Le Matin*.

Mais l'arrivée du bordereau au service des renseignements n'eût pas encore été suffisante pour donner naissance à l'affaire, telle que nous l'avons vécue, si celui qui l'a reçu, le commandant Henry, n'avait été un complice d'Esterhazy. C'était cette complicité qui avait permis à celui-ci de rassurer Schwarzkoppen sur les dangers de leurs rapports : Henry eût supprimé le bordereau si l'agent qui le lui avait remis sans l'enveloppe n'en avait lu lui-même le texte et connu la valeur.

Avant le jour où il fut découvert à son tour, mais seulement comme l'auteur d'un faux, et où le scandale l'atteignit, Henry lui-même dut avouer cette complicité et supplier de la cacher. Dans une des nombreuses opérations judiciaires qui ont fait un labyrinthe de l'affaire Dreyfus, il y eut entre Henry et le juge Bertulus, qui instruisait dans une plainte en escroquerie contre Esterhazy, la scène que, sous la foi du serment, le juge a rapportée à la Cour de Cassation.

J'ai lu, dit Bertulus à Henry, une lettre où Esterhazy fait de vous un terrible portrait. Si cette lettre, qui m'a été reprise, tombait entre les mains de vos adversaires, on y verrait que tout ce que vous avez dit est mensonge, que depuis longtemps vous êtes en relations avec Esterhazy. Certains esprits pourraient facilement aller jusqu'à soutenir que celui qui documentait Esterhazy n'était autre que vous, Henry.

Et Henry s'effondre, se met à pleurer, embrasse Bertulus, en criant à travers ses sanglots :

Sauvez-nous, sauvez-nous, Esterhazy est un bandit !

Bertulus lui rétorque :

Esterhazy est l'auteur du bordereau ? — N'insistez pas, n'insistez pas. Avant tout l'honneur de l'armée, sauvez l'honneur de l'armée !
Je vous dois la vérité, dit Bertulus à la Cour de cassation : dix fois, vingt fois, dans cinquante ans je raconterai les choses de la même façon, parce qu'elles se sont passées ainsi.

Il n'y a donc aucun doute possible sur la complicité d'Henry et d'Esterhazy. C'est pour leur défense commune qu'Henry a accumulé les innombrables faux qu'ont révélés les deux enquêtes de la Cour de cassation. C'est pour assurer sa propre impunité par celle d'Esterhazy qu'au premier procès Dreyfus, en 1894, il a joué la comédie passionnée de montrer Dreyfus du doigt en disant : « Voilà le traîtes que m'a dénoncé nommément quelqu'un qui ne pouvait pas ne pas en être sûr, et que je ne puis nommer sans violer un de ces secrets que le képi d'un

officier doit ignorer lorsqu'ils sont dans sa tête », et après cela un « je le jure » en levant les mains vers le Christ.

Mais le procès Dreyfus lui-même n'aurait peut-être pas eu lieu si Henry n'avait pas craint des hésitations et ne les avait pas vaincues en dévoilant d'abord le secret de l'arrestation de Dreyfus à *La Libre Parole*, qui, dès le 29 octobre, demanda le nom de l'officier arrêté alors qu'elle le savait. Henry lui avait écrit : « Je vous l'avais bien dit, c'est le capitaine Dreyfus qui a été arrêté le 15 pour espionnage (...). Tout Israël est en mouvement », et, le 1er novembre, une manchette du journal en caractères énormes annonce : *Haute trahison, arrestation de l'officier juif Dreyfus.*

A partir de ce jour, l'affaire, à peine engagée, devient un épisode de l'histoire politique du catholicisme en France ; à vrai dire même, elle est engagée dans des conditions où le caractère politique domine le caractère judiciaire, et Henry n'a plus qu'à se mettre au service de l'antisémitisme pour s'en servir lui-même et assurer sa sécurité avec celle d'Esterhazy.

***

Au moment où commença l'affaire, la politique catholique en France était en pleine crise. *La Libre Parole* avait été fondée avec l'argent des jésuites ; Drumont y exploitait à fond le préjugé antisémite, auquel la part de la finance juive dans les scandales du Panama avait fourni un aliment ; l'affaire même du Panama n'était encore liquidée ni politiquement, ni judiciairement ; il fallait battre le fer pendant qu'il était chaud pour abattre la République, et l'occasion paraissait bonne. Mais le pape Léon XIII s'était convaincu qu'aucune restauration monarchique n'était plus possible en France : c'était de la République elle-même que l'Église devait se servir pour reconquérir en France la place dominante que la Révolution lui avait fait perdre.

Cette politique à longue vue se heurtait naturellement à la difficulté de rompre avec une tradition séculaire. La politique à vues immédiates l'emporta, non seulement parce qu'elle avait pour elle cette tradition, mais aussi et surtout parce qu'elle avait pour elle l'opportunité d'un moment où elle pouvait exploiter la force procurée par la réaction qui suivit immédiatement la révolution de 48.

La bourgeoisie effrayée avait alors fait alliance avec l'Église contre le monopole universitaire et, depuis cinquante ans, les écoles des jésuites et des dominicains peuplaient les hauts grades de l'armée des fils de la noblesse, ancienne ou récente, authentique ou frelatée. C'était cela qu'il fallait utiliser.

A l'été de 1898, au plus fort des luttes pour obtenir la revision du procès Dreyfus, le père Didon, directeur de l'école des dominicains d'Arcueil, d'où était déjà sorti le futur maréchal Pétain, fit présider la distribution des prix par le généralissime Jamont et lui fit applaudir un discours sur l'esprit militaire.

Quand je parle de la nécessité pour une nation d'être munie de la force, j'entends parler directement de la force matérielle, de celle qui ne raisonne pas, mais qui s'impose, de celle dont l'armée est la plus puissante expression, de celle enfin dont on peut dire ce qu'on a dit du canon, qu'elle est la suprême raison des chefs d'État et des patries (...). Malgré l'intellectualisme qui fait profession de dédaigner la force, malgré la prétention du civilisme qui veut se subordonner le militaire, la France veut une armée forte et invincible.

Et voici la péroraison :

Lorsque la persuasion échoue, il faut brandir le glaive, terroriser, couper les têtes, sévir, frapper. Malheur aux gouvernements qui masquent leur faiblesse criminelle

derrière une insuffisante légalité, à ceux qui laissent le glaive s'émousser : le pays, livré à toutes les angoisses, les rejettera flétris, pour n'avoir pas su vouloir, même au prix du sang, le défendre et le sauver.

Comme toutes les cours de l'Europe, celle du Vatican savait que ni Berlin, ni Rome ne pouvaient avoir menti en déclarant que jamais Dreyfus, ni directement ni indirectement, n'avait été à leur service. Léon XIII savait Dreyfus innocent ; il disposait de la plus haute autorité morale du monde, il n'en fit pas usage. En vain, un catholique auquel le suicide d'Henry avait ouvert les yeux et qui eut le courage de reconnaître son erreur, le directeur du journal monarchiste *Le Soleil*, Hervé de Kerohant, lui adressa ce pathétique appel en décembre 98 :

Il y a quelqu'un qui est plus haut que les rois et les empereurs, puisqu'il règne sur deux cents millions d'âmes. Dans le grand drame qui occupe le monde entier, c'est à lui, au successeur de saint Pierre, au vicaire de Jésus-Christ, qu'il appartient de dire le mot que les catholiques attendent. Peut-être l'heure n'est-elle pas éloignée où nous connaîtrons la pensée de celui qui représente sur la terre le Dieu qui est mort sur la croix pour racheter l'humanité et montrer par son sublime sacrifice que la justice humaine est sujette à de monstrueuses méprises ; et quand il parlera, sa parole ne pourra être que d'apaisement, de pitié et de justice.

Les paroles de pitié et de justice ne sont pas venues, et la parole d'apaisement en a pris un caractère d'hypocrisie. Léon XIII n'a voulu voir dans l'affaire qu'un obstacle imprévu à sa politique d'alliance avec la République, il n'a eu aucun souci de morale ni de charité. Dans une interview accordée à un journaliste du *Figaro* en mars 99, il a plaint la France d'user ses forces dans une lutte *sans grandeur* et se demanda s'il n'y avait pas un autre prévenu que l'innocent ou le coupable et si la République ne serait pas le véritable accusé : « Qu'on n'espère pas, dit-il, faire une affaire de religion de cette affaire de parti ! » Comme l'affaire est aussi une affaire de morale, il affecte de l'ignorer et rompt toute solidarité entre morale et religion. Plus tard, quand l'innocence de Dreyfus a été démontrée par la Cour de cassation, il affecte encore d'ignorer et, dans une lettre exclusivement politique aux archevêques de Paris et de Bourges, il recommande l'union des catholiques non sur le terrain de la vérité et de la justice, mais sur celui de la République. Hypocrisie, car cela a permis de dire qu'il souhaitait par là, avec le gouvernement Waldeck-Rousseau, l'acquittement définitif de Dreyfus. La preuve qu'il n'en était rien est qu'au lendemain d'une seconde condamnation qui, par les circonstances atténuantes, proclamait elle-même son iniquité, le cardinal Rampolla scandalisa le représentant de la Russie auprès du Vatican en se répandant en paroles onctueuses sur l'heureuse issue d'une affaire qui n'avait que trop duré et trop troublé la France et le monde. L'issue était heureuse parce que l'état-major l'emportait et avec lui la force à laquelle avait fait appel le dominicain Didon.

***

Avec le recul de l'histoire, l'affaire Dreyfus apparaît dans son essence comme l'affaire Esterhazy-Henry.

Elle se divise en plusieurs périodes. La première est celle où tout se passe dans le huis clos du Conseil de guerre et, après comme avant, dans le secret du ministère de la Guerre. Elle dure de 1894 à 1896, jusqu'au jour où la publication dans *Le Matin* du fac-similé du bordereau livre au public, dans sa teneur et dans sa forme matérielle, la base même de l'accusation.

Sachant seul de qui est le bordereau anonyme, Henry détourne l'enquête de

tout ce qui risquerait de la mettre sur la piste Esterhazy ; dès que, sur une similitude superficielle d'écriture, l'antisémitisme des bureaux de l'état-major a éveillé contre Dreyfus des soupçons qui voisinent aussitôt avec la certitude, Henry n'a plus qu'à travailler à maintenir l'enquête sur la mauvaise piste ; il y est aidé par le commandant du Paty de Clam, chargé de l'enquête, en qui l'antisémitisme se double d'un tempérament d'inquisiteur.

Les experts en écriture qui ne se laissent pas influencer par l'assurance que la culpabilité de Dreyfus est déjà établie par ailleurs sont écartés. Comme la réalité interdit d'en trouver aucune preuve directe et que de simples présomptions ne paraissent pas suffisantes au général Mercier, ministre de la Guerre, pour ouvrir une instruction judiciaire, Henry lui force la main en révélant dans *La Libre Parole* et l'existence de l'enquête et le nom même de l'officier juif soupçonné.

La situation ministérielle de Mercier, déjà compromise par des maladresses que lui a fait commettre son « flair d'artilleur », risque d'être définitivement ruinée par de nouvelles attaques qui le représenteraient comme le complice de Dreyfus ; il cède et devient le complice d'Henry.

Envain le ministre des Affaires étrangères, Hanotaux, lui met sous les yeux une dépêche interceptée de l'attaché militaire italien, collaborateur intime de Schwarzkoppen, qui implique presque sûrement l'innocence de Dreyfus, et le supplie de ne pas engager des opérations judiciaires dangereuses pour les rapports entre la France et l'Allemagne ; il ordonne l'arrestation de Dreyfus. La culpabilité dont il doute lui est désormais aussi nécessaire qu'à Henry lui-même, et, quand il est averti que les juges du Conseil de guerre doutent comme lui sur le simple examen du bordereau, il n'hésite pas à mettre sous leurs yeux, à l'insu de l'accusé, un dossier composé par Henry, dont la pièce principale est truquée et où, par ordre, du Paty de Clam a joint un commentaire faisant supposer l'existence d'autres pièces plus probantes encore, mais d'une gravité telle qu'elles ne peuvent être divulguées sans danger de guerre, même avec le huis clos.

Une fois Dreyfus condamné, puis à l'Ile du Diable, Henry ne se sent pourtant pas rassuré. Après en avoir retiré et brûlé le commentaire de du Paty, les grands chefs ont ordonné la destruction du dossier secret ; Henry le garde et le corse de pièces nouvelles, les unes truquées, les autres fabriquées, d'une hardiesse à la fois et d'une invraisemblance énormes ; lettres de Dreyfus à Guillaume II, lettres de Guillaume II à son ambassadeur pour qu'il prenne les livraisons de Dreyfus, bordereau annoté par Guillaume II et dont le bordereau du procès ne serait que le décalque sans les annotations.

Si, comme il le souhaitait, Henry avait succédé au colonel Sandherr comme directeur du service des renseignements, il aurait sans doute supprimé le *Petit Bleu* qui arriva au bureau en mars 1896 et révéla les relations d'Esterhazy avec Schwarzkoppen. L'affaire Dreyfus ou n'aurait pas eu lieu ou se serait engagée d'une tout autre manière.

La nomination du commandant, puis lieutenant-colonel Picquart fut pour Henry une source d'inquiétude d'autant plus vive que le nouveau chef du service le réorganisa, voulut tout voir et, le premier, lui enleva la liberté d'action dont il avait joui sous le colonel Sandherr, déjà souffrant des premiers symptômes de la paralysie générale qui l'obligea à la retraite.

Le passé de Picquart aurait dû plutôt rassurer Henry. Il avait été, en 1894, l'homme de confiance de Mercier, celui qui suivait pour lui les audiences du huis clos et lui en rendait compte. C'était ses impressions qui avaient provoqué la communication du dossier secret. Picquart n'avait rien trouvé que de naturel dans cette illégalité. Il n'avait pas échappé aux tares du milieu, mais, sous sa conscience

de militaire qui fut toujours très forte, il avait conservé sa conscience d'homme encore plus forte, incapable de se dérober devant l'évidence et d'accepter la complicité avec une iniquité monstrueuse. L'état-major ne se reconnut pas en lui ; il fut pour nous un héros.

L'arrivée du *Petit Bleu* avec le nom d'Esterhazy éveilla tout à fait l'inquiétude sourde d'Henry. C'était une dépêche pneumatique que Schwarzkoppen, renonçant à l'envoyer, avait déchirée et dont les morceaux avaient été recueillis dans sa corbeille à papiers par une femme de ménage au service du bureau des renseignements. Elle portait l'adresse du *commandant Esterhazy, 27, rue de la Bienfaisance*, et était ainsi rédigée :

J'attends avant tout une explication plus détaillée que celle que vous m'avez donnée l'autre jour sur la question en suspens. En conséquence je vous prie de me la donner par écrit, pour voir si je peux continuer mes relations avec la maison R. ou non. C...t.

L'inquiétude d'Henry se fit terreur le jour où Picquart, ayant constaté l'identité de l'écriture du bordereau avec celle d'Esterhazy, lui demanda le dossier secret de 1894, puis avertit les généraux de Boisdeffre et Gonse qu'Esterhazy pouvait tout aussi bien que Dreyfus avoir livré les documents du bordereau.

Heureusement pour Henry, les grands chefs s'effrayèrent autant que lui. N'osant pas arrêter l'enquête de Picquart, ils essayèrent de la paralyser en lui donnant l'ordre, absurde parce qu'inexécutable, de tenir distinctes l'une de l'autre deux affaires portant sur un même objet. Gonse finit par dire à Picquart : « Si vous n'en parlez pas, personne n'en saura rien », à quoi Picquart répondit : « Je n'emporterai pas ce secret dans la tombe. »

Dès lors, l'alliance se noua, à l'insu de Picquart et contre lui, entre les grands chefs et Henry. Il fabriqua et leur fournit une lettre de l'attaché italien à l'attaché allemand, l'invitant à tromper comme lui son gouvernement en niant leurs rapports avec Dreyfus ; des rumeurs furent répandues sur son évasion possible, une interpellation provoquée et la lettre mise sous les yeux du général Billot, successeur de Mercier au ministère de la Guerre. Il connaissait déjà la découverte de Picquart et savait l'homme qu'était Esterhazy. Une campagne de presse aussi violente que celle qui avait forcé la main à Mercier l'emporta sur ses hésitations. Dans sa réponse à l'interpellation, il se borna à faire allusion à la fameuse lettre, mais affirma que Dreyfus avait été justement et légalement condamné. A cinq voix près, il obtint un vote de confiance unanime, et cette nouvelle condamnation de Dreyfus mit un général de plus dans les assurances que prenait Henry pour sa propre sécurité (18 novembre 1896).

***

Mais déjà avait commencé une nouvelle période de l'Affaire, la période héroïque où le civilisme maudit par le P. Didon allait donner pour renfort à Picquart une poignée d'intellectuels qui combattirent avec lui et pour lui, avec la même obstination que lui.

Le 10 novembre, *Le Matin* s'était assuré une vente énorme en publiant un fac-similé du bordereau acheté à l'un des experts en écriture du procès de 1894. Désormais, le document qui avait provoqué la condamnation de Dreyfus n'était plus un secret : il était connu de tout le monde, et il n'était pas nécessaire d'être un expert spécialiste pour y reconnaître les dissemblances avec l'écriture de Dreyfus, dont une, celle des deux S, ne pouvait laisser aucun doute, le grand S étant toujours

le premier dans l'une et le second dans l'autre. Bien plus, un correspondant d'Esterhazy en affaires reconnut aussitôt son écriture et prévint la famille Dreyfus. Le 15 novembre, Mathieu Dreyfus dénonça publiquement Esterhazy comme l'auteur du bordereau.

Dans une brochure publiée à Bruxelles, *Une Erreur judiciaire*, Bernard Lazare venait de révéler, d'autre part, que la dernière phrase du bordereau : *Je vais partir en manœuvres* ne pouvait être de Dreyfus. Dreyfus n'était pas allé et n'avait pas dû aller en manœuvres, en vertu d'une circulaire officielle dont il avait en vain demandé la production au Conseil de guerre.

Enfin, en décembre, l'état-major eut la maladresse de faire passer dans *L'Éclair* un article destiné à détruire sur l'opinion publique l'effet qu'avait pu produire la dénonciation d'Esterhazy comme l'auteur du bordereau. C'était un résumé de l'affaire, où il était dit que la conviction des juges avait été faite surtout par la communication du dossier secret, et dans ce dossier par une pièce où « cette canaille de Dreyfus » était nommée en toutes lettres. On ne pouvait deviner que la seule initiale D figurait sur la pièce, mais on constatait à la fois que le bordereau n'avait pas suffi à établir la culpabilité et que la condamnation avait été obtenue par une illégalité, qui devait entraîner l'annulation de toute la procédure de 1894.

A la fin de 1896, pour quiconque savait lire et réfléchir sans parti pris, il était devenu évident que Dreyfus était innocent et que ceux qui l'avaient fait condamner le savaient innocent. Au lieu du crime de Dreyfus, il y avait le crime d'Esterhazy et le crime de ceux qui avaient obtenu des experts une déclaration mensongère et du Conseil de guerre une condamnation inique.

Le tapage mené par la presse nationaliste associée à la presse antisémite autour de cette condamnation en fit un article de foi pour le patriotisme de ceux qui ne prennent pas le temps de réfléchir ; le besoin de confiance de la nation dans les chefs de son armée fut exploité sans scrupules et lui ferma les yeux sur l'évidence de leur indignité. Une petite minorité, dont aucun préjugé ne pouvait altérer la liberté et la lucidité d'esprit ni le sentiment du juste, découvrit avec épouvante les tares intellectuelles et morales de l'esprit militaire dans la haute armée et entreprit la lutte contre lui pour la délivrance de Dreyfus.

***

La sécurité d'Henry exigeait l'innocence d'Esterhazy; celle de l'état-major et l'infaillibilité des grands chefs exigeaient la culpabilité de Dreyfus ; elles firent bloc contre Picquart. Il fallut bien ouvrir une enquête sur Esterhazy, mais elle se fit en collusion avec lui. Le général de Pellieux, stylé par Henry, conclut au non-lieu, mais fit réclamer par Esterhazy sa comparution devant un Conseil de guerre, et, au Conseil de guerre, styla le général de Luxer comme il avait été stylé par Henry. En fait, de concert entre Henry, Esterhazy et Pellieux, l'enquête avait été menée contre Picquart, et au Conseil de guerre il fut traité de telle façon qu'il ne put s'empêcher de s'écrier : « Est-ce donc moi l'accusé ? »

En vain, la preuve avait été faite qu'Esterhazy était un escroc ; en vain, son ignominie avait été révélée par la divulgation des fameuses lettres à Mme de Boulancy, où il rêvait en même temps d'*être tué en capitaine des uhlans sabrant des Français et de voir Paris livré au pillage de cent mille soldats ivres ;* en vain, dans les mêmes lettres, exprimait-il son mépris pour les chefs de l'armée française : des chefs de l'armée française se trouvèrent pour devenir ses complices et organiser avec lui la tragi-comédie judiciaire qui devait le soustraire à la responsabilité de son crime. Comme en 94 on avait trouvé des experts pour déclarer que l'écriture

du bordereau était celle de Dreyfus, on en trouva pour déclarer qu'elle était bien celle d'Esterhazy, mais calquée par Dreyfus; on en trouva pour ne pas reconnaître son écriture dans la lettre du *uhlan*, tout en la reconnaissant dans les autres.

Esterhazy fut acquitté le 11 janvier 1898, porté en triomphe à la sortie du Conseil de guerre, embrassé par un prince d'Orléans; l'escroc et le traître devint pour la portion de l'opinion excitée par les clameurs de la faction qui exploitait son patriotisme, la personnification même de l'honneur de l'armée. L'acquittement d'Esterhazy était la seconde condamnation de Dreyfus, et Henry put se croire rassuré.

***

C'est deux jours après que, sous l'énorme manchette *J'accuse*, parut dans *L'Aurore* la lettre de Zola au président de la République.

Il accusait : le lieutenant-colonel du Paty de Clam d'avoir été l'ouvrier diabolique de l'erreur judiciaire de 1894 ; le général Mercier, de s'être rendu coupable d'une des plus grandes iniquités du siècle ; le général Billot, d'avoir eu entre les mains les preuves certaines de l'innocence de Dreyfus et de les avoir étouffées; les généraux de Boisdeffre et Gonse, de s'être rendus complices du même crime; le général de Pellieux, d'avoir fait une enquête scélérate; les experts en écriture du procès Esterhazy, d'avoir fait des rapports mensongers et frauduleux; les bureaux de la Guerre, d'avoir mené dans la presse une campagne abominable pour égarer l'opinion; le Conseil de guerre de Dreyfus, d'avoir violé le droit en condamnant un accusé sur une pièce restée secrète; le Conseil de guerre d'Esterhazy, d'avoir couvert cette illégalité par ordre, en commettant à son tour le crime juridique d'acquitter sciemment un coupable.

Et Zola désignait lui-même les articles de loi en vertu desquels il voulait être poursuivi : « Qu'on ose me traduire en Cour d'assises et que l'enquête ait lieu au grand jour ! J'attends. »

Cent mille exemplaires du journal furent vendus dans la journée ; l'énormité du scandale donna le premier ébranlement à ceux qu'avait fanatisés le nationalisme allié à l'antisémitisme. Dans la minorité qui ne doutait plus de la culpabilité d'Esterhazy et de l'innocence de Dreyfus, beaucoup s'effrayèrent de la violence révolutionnaire du procédé, mais il mit la flamme au cœur de ceux qui pensèrent : Enfin ! l'outrecuidance réactionnaire trouve en face d'elle une audace qui la brave et la raison demande raison à ceux qui la méprisent !

Vérité et justice furent le mot d'ordre des combattants : ils eurent pour eux les forces combinées de la réalité et de la raison, tandis que leurs adversaires étaient condamnés par la réalité à déraisonner et à mentir.

***

Le cabinet Méline dirigeait alors une politique de résistance au socialisme grandissant, en s'appuyant sur les déserteurs de la monarchie que lui avait fournis Léon XIII. Devant la contradiction irréductible entre la culpabilité légale de Dreyfus et la culpabilité réelle d'Esterhazy, il avait renchéri sur l'état-major qui se refusait à la voir, en se réfugiant derrière la formule d'une simplicité absurde : « Il n'y a pas d'affaire Dreyfus. » Zola venait de lui prouver le contraire. Il lui répondit par une absurdité nouvelle : les grands chefs sont au-dessus de toute attaque, inutile qu'ils se défendent et qu'on les défende, mais il faudra prouver que les juges d'Esterhazy ont reçu l'ordre de l'acquitter. Comme si le seul fait de

mettre cet ordre en discussion ne devait pas entraîner l'examen de l'enquête et par lui celui de toute l'Affaire.

Ce fut en effet toute l'Affaire qui fut évoquée au procès Zola et, par la force des choses, avec le concours de ceux-là mêmes qui avaient voulu l'empêcher. Eux-mêmes en dévoilèrent les dessous.

Dans un palais de justice envahi par les officiers que du Paty recrutait pour acclamer les généraux et huer ou menacer les témoins de la défense, les audiences furent en réalité dirigées par Pellieux, responsable de l'acquittement d'Esterhazy. Ce fut lui qui dut révéler comme preuve de la culpabilité de Dreyfus l'existence de la fausse lettre de Panizzardi à Schwarzkoppen fabriquée par Henry et dont on s'était servi pour persuader Billot en 1896. Il menaça en même temps le jury d'une guerre qui serait une *boucherie*, si l'acquittement de Zola détruisait la confiance de l'armée dans ses chefs ; Boisdeffre, appelé à la rescousse, certifia l'authenticité incontestable du faux et mit le jury en face d'une démission de tout l'état-major.

En vain, le crime d'Esterhazy devint-il visible dans sa personne même, pendant la grande heure où il fut mis au supplice par l'avocat Clemenceau et où, d'accord avec l'état-major, il refusa toute réponse à l'impitoyable questionnaire qui lui mettait sous les yeux toute son infamie; Zola fut condamné et Dreyfus recondamné avec lui.

Son innocence n'en avait pas moins été rendue évidente pour l'univers entier. Tous ceux qui avaient travaillé à sa perte et au salut d'Esterhazy avaient comparu à la lumière du grand jour et donné la mesure de leur valeur intellectuelle et morale. Henry était sorti de l'ombre, mais sans qu'on ait pu soupçonner sa complicité originelle avec Esterhazy, ni les crimes qu'il avait commis pour leur défense commune.

En France, le camp revisionniste s'était accru ; sa passion pour la vérité s'était exaspérée, mais il restait une minorité.

Des élections à la Chambre des députés suivirent de près en 1898 le procès Zola. Dans une circonscription ouvrière comme celle de Carmaux, Jaurès, qui avait rallié le Parti socialiste à la cause de la vérité et mené contre l'état-major, à la Chambre et dans *La Petite République*, une campagne aussi terrible que celle de Clemenceau dans *L'Aurore*, fut battu par le marquis de Solages.

Mais, si les autres partis républicains étaient restés divisés sur l'affaire, ils n'y avaient pas moins discerné le danger pour les institutions républicaines d'une politique appuyée sur les monarchistes ralliés.

Ils firent bloc contre elle, et la nouvelle Chambre renversa immédiatement le cabinet Méline.

A un ministère unanime contre la revision succéda un ministère divisé.

Le président Brisson la voulait ; il devait compter avec l'opposition du ministre de la Guerre Cavaignac, qui crut assurer dans l'avenir son élection à la présidence de la République en se mettant au service de l'état-major.

Malgré la condamnation de Zola, Henry ne pouvait pas être complètement et définitivement rassuré ; loin de se calmer, l'agitation revisionniste allait croissant et n'avait plus devant elle un ministère unanime dans la résistance ; la chose jugée voulait qu'Esterhazy ne fût pas l'auteur du bordereau, mais son ignominie était tellement patente que Cavaignac crut bien faire en le jetant par-dessus bord. Auprès de Cavaignac, c'était une équipe nouvelle qui, sous la direction du général Roget, prenait la direction des opérations contre les dreyfusards ; elle n'avait pas en Henry la même confiance sans réserve que l'ancienne ; elle se servait de lui, mais il n'était pas sûr de pouvoir se servir d'elle. Il fallait la mettre à l'épreuve, elle et

la Chambre nouvelle, pour assurer définitivement l'avenir, en obtenant un vote qui rendrait toute revision impossible.

La manœuvre qui avait réussi avec Billot en 1896 réussit avec Cavaignac en 1898 ; une interpellation le somma de mettre fin aux attaques contre la chose doublement jugée, et le même document auquel Billot avait fait allusion à la Chambre, dont Pellieux et Boisdeffre avaient proclamé l'existence et l'authenticité devant les jurés au procès Zola, Cavaignac fut amené à en révéler le texte. Henry avait fait écrire à Schwarzkoppen par Panizzardi :

J'ai lu qu'un député va interpeller sur Dreyfus. Si (...), je dirai que jamais j'avais de relations avec ce Juif. C'est entendu. Si on vous demande, dites comme ça, car il faudra pas que on sache jamais personne ce qui est arrivé avec lui.

Ce charabia suait le faux ; si Jaurès avait été à la Chambre, il l'aurait dénoncé immédiatement, comme il le fit le lendemain dans son journal. Cavaignac le fit avaler à la Chambre comme il l'avait avalé lui-même, et l'affichage du faux fut voté par une Chambre presque unanime ; les socialistes eux-mêmes lâchèrent pied, les uns votant pour et les autres s'abstenant.

Henry cette fois put se croire tout à fait rassuré, mais il lui arriva ce qui était arrivé quand Picquart avait pris la direction du service des renseignements : on mit le nez dans ses dossiers, et le capitaine Cuignet, un beau soir, s'aperçut que les morceaux recollés dont était faite la lettre Panizzardi n'étaient pas du même papier. Henry dut s'expliquer devant Cavaignac, Roget et Cuignet. Il s'était effondré devant Bertulus pour un simple soupçon, il s'effondra en se voyant démasqué, mais on se garda bien de lui faire signer des aveux où Mercier, Boisdeffre et Gonse étaient certainement compromis ; on lui fit comprendre qu'on saurait bien les dégager de leur complicité avec lui, et on l'accula au suicide en lui en laissant les moyens.

***

Réfugié dans la mort, Henry était désormais hors de cause, mais Mercier et l'état-major restaient aussi résolus que l'avait été Henry à se défendre contre la responsabilité de leurs crimes. Ils eurent derrière eux toute la haute armée, et le caractère de la nouvelle période qui s'ouvrait fut immédiatement marqué par un incident significatif, mais qui resta dans l'ombre jusqu'en 1899.

Le suicide d'Henry avait ouvert les yeux de Pellieux sur les manœuvres odieuses auxquelles il s'était prêté avec complaisance : il eut un cri de remords et de révolte et donna sa démission par l'intermédiaire de son chef immédiat, le général Zurlinden, gouverneur militaire de Paris :

Monsieur le Ministre, dupe de gens sans honneur, ne pouvant espérer conserver la confiance de mes subordonnés, sans laquelle il n'y a pas de commandement possible, ayant perdu de mon côté la confiance en ceux de mes chefs qui m'ont fait travailler sur des faux, j'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien liquider ma pension de retraite pour ancienneté de service.

Zurlinden croyait alors à l'innocence de Dreyfus, il l'a dit lui-même à la Cour de cassation et au procès de Rennes ; il fit rentrer à Pellieux son cri de révolte dans la gorge et lui fit retirer sa demande de mise à la retraite. Rien ne montre mieux jusqu'à quel point la haute armée était indigne de la confiance qu'elle réclamait orgueilleusement de la nation et que celle-ci se croyait tenue de lui accorder.

Avant de disparaître, Henry avait remporté une dernière victoire sur Picquart.

Celui-ci, au lendemain du discours de Cavaignac, avait offert publiquement de démontrer que la lettre Panizzardi était un faux : Henry retourna l'accusation contre lui et l'accusa d'avoir fabriqué le *Petit Bleu*. Zurlinden prit immédiatement l'accusation au sérieux, fit arrêter Picquart et le fit mettre au secret sous l'inculpation qui permit de le retenir prisonnier pendant onze mois.

Le même Zurlinden remplaça Cavaignac à la Guerre quand la révélation du faux Henry l'eut obligé à se retirer, mais le faux avait provoqué la demande en revision de Mme Dreyfus, et Zurlinden, après avoir essayé d'empêcher Brisson de l'engager, donna sa démission avec éclat, en proclamant sa conviction de la culpabilité de Dreyfus.

Son successeur, le général Chanoine, fit mieux : il accepta la revision, mais le jour où Brisson eut à se défendre contre une nouvelle interpellation nationaliste, avant toute discussion il lui jeta sa démission à la face du haut de la tribune, en se proclamant l'interprète de toute la haute armée dans sa conviction de la culpabilité de Dreyfus.

Brisson fut renversé et le président de la République Félix Faure, qui savait de longue date l'illégalité commise en 1894, mais avait résolu que, « lui régnant », la revision ne se ferait pas, appela au pouvoir, pour l'entraver, le président du Conseil de 1894, ce même Charles Dupuy qui avait connu la dépêche italienne impliquant l'innocence de Dreyfus et reçu des ambassadeurs allemand et italien l'assurance que Dreyfus était ignoré à Rome comme à Berlin.

La revision dépendait du résultat de l'enquête menée par la Chambre criminelle de la Cour de cassation. Le cabinet Dupuy, où le vieux Freycinet avait été rappelé à la Guerre, ne pouvait pas refuser et ne refusa pas la communication de toutes les pièces, même secrètes, se rapportant à l'affaire, mais, quand les généraux s'aperçurent que la Chambre criminelle n'acceptait pas leurs témoignages les yeux fermés et ne traitait pas Picquart comme un faussaire reconnu, ils soulevèrent une telle tempête de presse qu'après un court essai de résistance le ministère Dupuy fit voter une loi dessaisissant de la décision finale la Chambre criminelle pour la confier à la Cour de cassation, toutes chambres réunies. C'était une monstruosité juridique qui fut tout de même votée par la Chambre et par le Sénat.

Elle trompa les espérances fondées sur elle : la force de la vérité démontrée fut telle que la revision fut votée à l'unanimité, le jugement de 1894 annulé et Dreyfus renvoyé devant le Conseil de guerre de Rennes.

Son innocence ne laissait aucun doute, et la seule solution exactement conforme à la réalité eût été que le jugement fût cassé sans renvoi. Mais, même si l'unanimité s'était faite pour cette solution, Dreyfus l'avait refusée d'avance. Des preuves morales de son innocence, aucune ne pouvait être plus forte. Militaire dans l'âme, il voulait des juges militaires; il ne pouvait pas croire qu'ils ne se rangeraient pas à la vérité démontrée par la Cour de cassation.

Mais Mercier, Gonse et Boisdeffre avaient besoin qu'il restât condamné, moins pour leur sécurité que pour leur orgueil. Ils savaient que le ministère Waldeck-Rousseau voulait l'acquittement, mais que le ministre de la Guerre, le général de Galliffet, n'y était entré qu'à la condition qu'il n'y aurait pas de représailles. C'était l'infaillibilité de la haute armée qui risquait d'être condamnée si Dreyfus était acquitté, et la haute armée ne l'admettait pas; elle alla jusqu'à la menace avec le général de Négrier.

J'ai relu tout le procès de Rennes, où, pendant un mois, toutes les forces de mensonge et de haine que la réaction militaire avait enrôlées et organisées depuis cinq ans contre l'innocent se sont ruées sur lui et l'ont mis au supplice, et j'en ai encore la nausée.

Henry était mort, mais présent tout de même dans ses faux : le plus énorme, le bordereau annoté, était dans la poche de Mercier, qui le fit savoir à tout le monde.

A qui la palme du mépris ?

Le colonel Jouaust, qui préside, ne doute pas de l'innocence et votera l'acquittement, mais il travaille à la condamnation en fermant la bouche aux avocats de la défense, en traitant de haut les témoins, en laissant la direction réelle du procès au général Roget.

Le général Roget combine et dirige tous les témoignages militaires qui préparent la condamnation ; il fait illégalement la navette entre la salle d'audience et celle des témoins pour avertir des dangers et préparer les parades. Avocat suprême de l'état-major, avec l'assurance d'un chef devant ses subordonnés, regardant Dreyfus dans les yeux, pendant plusieurs séances il dresse contre lui un acte d'accusation qui ne concorde ni avec celui de 1894, ni avec ceux qu'ont apportés avant lui les autres généraux. Aucune preuve, mais des possibilités pour Dreyfus et des impossibilités pour Esterhazy d'avoir livré les documents du bordereau, dont personne d'ailleurs ne connaît la teneur ; en s'en avouant l'auteur, Esterhazy se fait l'homme de paille de la famille Dreyfus. Et quand le président demande au malheureux ce qu'il a à répondre à cet amoncellement d'accusations contre lesquelles l'uniformité inévitable de ses dénégations est dénoncée d'avance comme la preuve de sa culpabilité, il ne peut que dire qu'on lui arrache le cœur et qu'on le met au supplice sans qu'il puisse répondre.

Mercier, lui, du haut de sa grandeur, donne aux juges à choisir entre Dreyfus et lui dans une formule qui supprime Esterhazy :

Il y a un traître dans l'affaire ; Dreyfus ou moi, et, comme ce ne peut être moi, c'est nécessairement lui.

Et, se tournant vers Dreyfus, il ose lui dire :

Si le moindre doute avait effleuré mon esprit, je serais le premier à le déclarer et à dire au capitaine Dreyfus : je me suis trompé de bonne foi.

Sur quoi Dreyfus, n'y pouvant plus tenir, se dresse, marche sur lui et lui crie au visage :

C'est ce que vous devriez faire.

De tous les arguments invoqués à Rennes contre Dreyfus, le plus cynique fut celui des aveux devant le capitaine de gendarmerie qui le garda le jour de la dégradation. *A priori*, il ne pouvait être qu'invention ou erreur, et cet aveu à un inconnu de rencontre était démenti par les protestations d'innocence au procès, avant, pendant et après la dégradation, dans toutes les lettres du bagne. La Cour de Cassation l'avait jugé inexistant. Cavaignac s'en était servi devant la Chambre, il s'en servit à Rennes et tous les généraux avec lui. Henry n'y était pour rien, c'était l'œuvre exclusive de l'état-major.

A la veille du jugement, incertain encore de la condamnation qu'il désirait, Déroulède se paya le luxe de déduire ainsi les conséquences moralement nécessaires d'un acquittement possible :

Si Dreyfus est reconnu innocent, il n'y a pas de châtiment assez terrible, pas de peine assez lourde, pas de pilori assez infâmant pour tous les ministres, civils ou militaires, qui l'ont accusé ou laissé accuser d'un crime qu'il n'aurait pas commis. Toutes les représailles seraient excusables, tous les supplices seraient légitimes. Quant au martyr qui aurait été leur victime, il n'est pas d'honneur assez grand, pas de réhabilitation assez haute à lui accorder. Un arrêt de non-culpabilité ne doit pas être seule-

ment un acquittement, ce doit être l'exaltation, et ce sera l'apothéose. Il n'est que cette solution qui soit digne de la France. Tout le reste ne serait que subterfuge, mensonge et byzantinisme.

***

Dreyfus n'a pas été déclaré innocent, mais il l'était et le monde entier le savait.

La France n'a pas eu la seule solution qui eût été digne d'elle. Au temps même de l'Affaire, l'état-major avait réussi à perdre 5 000 hommes à Madagascar avant toute bataille ; en 1914, il n'a manqué la défaite que par un retournement soudain; en 1940, il l'a assurée dans des conditions effroyables pour s'être complu entre les deux guerres dans l'orgueil d'une victoire qu'il n'aurait pas remportée sans l'aide de nos alliés.

Sur la France envahie s'est alors réalisé le rêve du dominicain Didon, de voir le pouvoir civil jugulé par la réaction militaire.

Depuis 1899, près de cinquante générations étaient venues à la vie, qui n'avaient pas connu les émotions intellectuelles et morales de l'Affaire ; chez ceux qui les avaient vécues et se faisaient de plus en plus rares, elles s'étaient amorties avec le temps, et d'autres émotions plus violentes les avaient fait presque oublier, mais un demi-siècle, c'est déjà le recul de l'histoire. Les acteurs de l'affaire ont reculé dans la pénombre, ses aspects anecdotiques ont perdu de leur intérêt et ses rapports avec l'histoire de la France et du monde ont passé au premier plan.

Dans celle-ci, la frénésie antisémitique française acharnée sur une seule victime apparaît comme le prélude de la frénésie allemande à qui il en a fallu des millions. Dans celle-là, la substitution de la violence à la prudence dans la lutte persévérante de l'Église pour reconquérir en France la puissance politique perdue depuis la Révolution a provoqué une réaction qui a fait perdre à l'Église la place qui lui restait dans l'organisation de l'État, mais elle n'en a eu que plus de liberté pour son action politique ; elle a transporté hors de France ses principales écoles et par elles accru encore son influence dans la haute armée. En 1918, sur cinq maréchaux de France, quatre en étaient sortis, et l'un d'eux est devenu le chef de la *Cagoule*, qui a provoqué à Paris l'émeute réactionnaire du 6 février. C'est à la suite de cette émeute que le maréchal Pétain a été appelé pour la première fois à faire partie d'un ministère qui composa avec les émeutiers ; en 1940, c'est dans la personne de cet ancien élève de l'école des dominicains d'Arcueil que se réalisa le rêve du P. Didon de voir la réaction militaire maîtresse du gouvernement de la France ; le cardinal Gerlier, primat des Gaules et archevêque de Lyon, salua en lui l'incarnation de la France.

C'était l'Affaire qui avait promu Maurras grand homme et prophète de la contre-révolution, le jour où, dans la vieille *Gazette de France*, journal de l'orthodoxie royaliste, il avait porté aux nues le faux Henry comme une œuvre patriotique et exalté le faussaire comme un héros national. En 1940, il bénit comme une faveur du ciel la défaite qui avait permis à Pétain de juguler la démocratie française, et Vichy le trouva derrière Pétain comme inspirateur. Dans leur pensée commune, ils ne prenaient pas seulement une revanche générale sur la lointaine Révolution, ils prenaient aussi une revanche particulière sur les défenseurs de ses idées maîtresses dans une bataille récente.

POUR MIEUX COMPRENDRE LA GRÈCE DÉMOCRATIQUE

par Foula PORPHYROGENIS et Serafim MAXIMOS

Il y a un peu plus d'un siècle (1826) que les prédécesseurs de M. Truman se déclaraient solidaires des insurgés grecs qui se battaient, l'arme à la main, contre le despotisme turc. C'était au moment où l'Amérique se trouvait encore sous l'impression de ses propres luttes pour son indépendance nationale. Détail intéressant : le premier vaisseau de guerre muni de machine à vapeur que la Grèce révolutionnaire put employer dans sa guerre libératrice et nationale lui fut procuré par les États-Unis. Les Grecs s'en souviennent toujours. Il paraît cependant que les épigones des grands défenseurs de la liberté, de l'autre côté de l'Atlantique, ont depuis longtemps oublié ce petit fait, comme tant d'autres du même genre. A l'heure actuelle, ils envoient leurs armes — tellement plus perfectionnées — pour écraser un petit peuple héroïque qui, après avoir été à l'avant-garde de l'épopée des peuples contre le fascisme et le nazisme, tient tête à tout envahisseur étranger, fidèle à sa longue tradition de lutte pour l'indépendance nationale.

***

La Révolution de 1821-1828.

L'insurrection nationale grecque de 1821-1828 avait provoqué un grand enthousiasme partout, en Europe comme ailleurs, parmi les libéraux de l'époque et les amis de la liberté. Chantée par Victor Hugo, elle avait aussi touché profondément le cœur de Pouchkine et la sensibilité raffinée de Byron, qui lui sacrifia sa vie. Des décembristes russes jusqu'aux carbonari italiens et aux libéraux espagnols, toute l'Europe démocratique et progressive d'alors avait reconnu et senti en cette insurrection un des événements précurseurs de l'essor populaire de 1848. Friedrich Engels, alors jeune étudiant, fut tellement impressionné par les exploits des Grecs qu'il consacra une pièce de théâtre à la révolte des Hellènes, comme il ressort des documents inédits, publiés récemment par les archives Marx-Engels à Moscou. Il paraît même qu'Engels avait, à cette occasion, appris la langue néo-hellénique. Dirigée contre le despotisme turc, cette insurrection se dressait au fond contre tout despotisme et, par conséquent, contre la Sainte-Alliance. C'est à cela qu'on doit attribuer le fait que la Conférence de Vérone (Italie), qui eut lieu quelques mois après le commencement de la révolution grecque, la considérait comme étant « l'œuvre de la conspiration internationale anarchique, plutôt qu'un produit de la volonté propre des Grecs ».

Le caractère profondément démocratique de la révolution grecque se reflète dans ses premières lois organiques (Constitutions d'Épidaure, 1823, et de Trizine,

1824), par lesquelles on établit les droits de l'homme et du citoyen comme base de l'organisation de l'État indépendant. Une ordonnance du Sénat du Péloponèse, corps représentatif, créé aussitôt la révolution commencée, datée du 25 mars 1822 (2e année de la révolution), de Tripolitza, capitale du Péloponèse, nous amène aux mêmes conclusions. Cette ordonnance, adressée aux provinces, dit nettement :

...Nous ordonnons aux habitants de votre province, à tous ceux qui ont en leur pouvoir des Turcs, ou des gens d'autres nationalités, achetés ou capturés, hommes ou femmes, de les laisser libres et de ne pas leur mettre des entraves, parce que l'homme n'a aucun droit sur ses semblables, les êtres raisonnables.

Cela caractérise, croyons-nous, très bien ce que fut l'insurrection nationale des Hellènes en 1821-1828.

Cette insurrection, agraire et populaire par son contenu, si nettement révolutionnaire et démocratique, n'aboutit cependant qu'à son contraire, à la monarchie absolue. Les petits féodaux grecs, qui voyaient disparaître leurs prérogatives et leurs privilèges, oublièrent — comme c'est la coutume chez les classes possédantes — la patrie pour leurs intérêts personnels et de classe. Leur réaction, ralliée aux intérêts étrangers — contradictoires et rivaux, — réussit à renverser l'équilibre des forces créé jusqu'alors, à abolir tous les droits constitutionnels, toutes les libertés populaires et arriva, de cette façon, d'abord à la dictature de Capodistria (diplomate grec, originaire de Corfou, tué à Nauplie en 1831, qui fut au service de la Sainte-Alliance), puis à la royauté. Les grandes puissances installèrent à Athènes un prince bavarois comme roi, le fameux roi idiot Othon. Le sang versé, les sacrifices et les privations subies par le vaillant peuple grec pendant toutes ces années, ne servirent donc qu'à créer un État fantôme, dont l'existence quotidienne dépendait de la « bonne volonté des trois grandes puissances protectrices », l'Angleterre, la France et la Russie tzariste. La rivalité de ces grandes puissances dans les affaires grecques devint la cause du plus grand malheur pour le peuple. Sa liberté nationale une fois placée aux mains des Palmerston, Guizot, etc., la Grèce ne fut plus qu'un simple jouet aux mains des Grands ; on la destinait à servir — surtout à cause de sa position stratégique — les impérialismes grandissants, qui, tantôt unis et tantôt opposés, mais toujours apportant malheur à la Grèce, gravitaient autour du Proche-Orient.

***

L'asservissement politique.

Toute l'histoire moderne de notre patrie, depuis la Révolution de 1821 jusqu'à nos jours, n'est qu'une succession d'interventions brutales et de mainmises étrangères. La monarchie absolue bavaroise fut instaurée contre la volonté nationale ; toute opposition libérale fut farouchement et atrocement écrasée. Les paysans cultivateurs furent privés de tout partage des terres dites « terres nationales », c'est-à-dire des terres qui avaient appartenu aux tyrans turcs. Ces terres furent distribuées aux favoris de la royauté, afin de créer de cette façon une base sociale à la monarchie artificiellement implantée dans le pays. Le port du Pirée fut occupé en 1854 — guerre de Crimée — pour empêcher la Grèce de procéder à une action armée contre les Turcs.

En 1862, le roi Othon fut chassé du trône et de la Grèce. On dit qu'il ne comprit jamais pourquoi ces Grecs ne voulurent plus de lui, de tout son cortège d'experts, de conseillers et d'organisateurs bavarois. En vérité, quel peuple ingrat : ne pas

vouloir suivre les conseils des bons Allemands ! Cependant, les grandes puissance « protectrices » vinrent aussitôt à la rescousse : une nouvelle royauté fut imposé aux Grecs ; cette fois ce fut un prince danois, point du tout idiot, qui fut nommé ro des Grecs sous le nom de Georges Ier. Pour ne pas être obligé de suivre le sort d son prédécesseur, le roi Georges se montra assez constitutionnel. En 1897, u contrôle économique international fut imposé à la Grèce, en violation de tou principe de souveraineté nationale. Par des démonstrations de leurs flottes, le puissances protectrices empêchèrent la Crète de s'unir à la Grèce en 1896 et, pa les mêmes moyens, tinrent à sauver la monarchie d'une chute certaine lors du sou lèvement populaire de 1909. Pendant la première guerre mondiale, les impérialisme se jetèrent encore plus ouvertement sur la Grèce, y provoquant une guerre civile Les uns avaient comme agents le roi Constantin et sa femme, sœur du Kaiser (le parents du roi actuel), et les îles de Grèce comme ports de ravitaillement clandesti des sous-marins allemands ; les autres intervenaient par les armes, forçant l Grèce à se ranger à leur côté dans des aventures guerrières qui aboutirent, en 1922 à la terrible catastrophe de l'Asie Mineure. Un million de Grecs, persécutés par le Turcs, se virent obligés de quitter leur pays natal. C'était la première fois depui l'antiquité même que les Grecs se concentraient dans l'espace. Cette concentration bien qu'elle fût le résultat d'une défaite et en eût les conséquences néfastes, contri bua beaucoup au développement ultérieur de la vie grecque ; tout particulièrement allant de pair avec l'échange des populations effectué après la guerre, elle contribu à créer une plus grande homogénéité nationale dans la Grèce du Nord.

La monarchie absolue d'abord, la royauté constitutionnelle ensuite, imposée toutes les deux par des intérêts étrangers, ne servaient et ne défendaient que ce intérêts étrangers, soit du point de vue politique, soit du point de vue économiqu et financier ; de façon que chaque étape de l'évolution de la conscience national grecque se heurtait toujours à ces obstacles et fut toujours obligée de se défendr contre eux ou de les attaquer comme remparts de la mainmise étrangère. La pseudo aristocratie terrienne au début, la bourgeoisie libérale ensuite, servirent à leur tou la politique de la subordination aux grandes puissances. Leurs intérêts spécifique de classe et de caste à l'intérieur se confondaient avec les intérêts et les visée étrangères. C'est à ce fait qu'on doit les prétextes formels des interventions : ce classes et ces castes agissant, aux moments critiques, pour elles et leurs maîtres mais au nom de la nation, comme classes représentatives. C'est à ce fait que son dues aussi les déclarations récentes de M. Tsaldaris à l'O. N. U., selon lesquelle les troupes étrangères se trouvent en Grèce, « invitées par le gouvernemen hellénique ».

***

L'asservissement économique.

La mainmise étrangère se manifeste très clairement dans le domaine de l'activit économique. Des emprunts contractés à Londres, à Paris et à New-York, marquen les points essentiels d'une politique de subordination, qui met la Grèce au ran des semi-colonies. C'est ainsi que, sur les deux premiers emprunts, dits « emprunt de la Libération », réalisés à Londres, chez les Rothschild et Hambro, d'une somm nominale de 2 millions de livres sterling, seulement 200 000 livres sterling arri vèrent jusqu'au Trésor grec. D'un autre emprunt de 45 millions de francs, destin à soutenir la monarchie et les mercenaires bavarois, uniquement quelques débri entrèrent dans la caisse publique. Vers 1875, l'activité du capital étranger reprend

Infiltration beaucoup plus profonde cette fois-ci. Des capitaux français accaparent les mines de Laurium. D'autres, sous forme d'emprunt, entrent dans le pays pour la construction du chemin de fer Athènes-Thessalie. Puis ce sont des concessions à des capitaux français et anglais pour la construction des chemins de fer du Péloponèse et de la Grèce occidentale. A mesure que la question d'Orient arrivait à son point culminant et que les antagonismes pour le partage de l'Empire ottoman s'accentuaient, la Grèce était obligée d'accepter de nouveaux placements de capitaux, c'est-à-dire de nouveaux emprunts lui étaient imposés pour ses réarmements. Les conditions de ces emprunts furent écrasantes. La défaite de 1897, qui eut comme conséquence la faillite et le contrôle international, ci-dessus mentionné, les guerres balkaniques (1912-1913), la guerre mondiale et la guerre dans l'Asie Mineure, qui aboutit à la catastrophe, menèrent le pays à un vrai désastre. A la veille de la seconde guerre mondiale, 30 p. 100 du budget annuel étaient consacrés aux intérêts et amortissements des titres grecs. Si à cela on ajoute les intérêts, frais, gains et assurances des capitaux étrangers, on arrive à une somme équivalant presque au revenu total net.

Pour compléter ce tableau, on doit ajouter quelques remarques importantes. Tout placement de capitaux étrangers en Grèce était en même temps une concession et un monopole. C'est ainsi que des capitaux anglais ont aujourd'hui le monopole de l'électricité — production et distribution — à Athènes, des tramways de cette même ville, du métro Athènes-Pirée, ainsi que des omnibus d'Athènes et de la banlieue. Les tramways de Salonique appartiennent à une société française. Les ports de Candie, de Chios, de Samos, de Volos, sont des concessions aux capitaux étrangers. Les travaux d'irrigation dans les vallées de Serrès et d'Axios ne sont que des concessions aux capitaux anglais et américains ; la société des téléphones est une société étrangère. La société des eaux à Athènes est une société américaine (Ulen et C[ie]). Le lac et les marais de Copaïs ont été asséchés par une société anglaise, et ainsi de suite. Même l'établissement des centaines de milliers de réfugiés de 1922 n'était qu'une grande entreprise capitaliste américaine qui eut à construire en masse des villages. Ces concessions et ces monopoles ont empêché le pays de profiter de la concurrence de tous les capitaux du marché financier. La Grèce n'a jamais connu la loi de la baisse du pourcentage du profit ; elle a toujours eu le taux d'escompte le plus élevé de l'Europe et un taux d'exploitation du travail vraiment colonial. Ce n'est pas par hasard qu'au lendemain de la Libération (novembre 1944) un officier anglais de la Mission économique osa dire au ministre du Travail du premier gouvernement d'Union nationale que les salaires que celui-ci avait fixés (en accord avec les représentants des ouvriers et des industriels) étaient inacceptables et qu'en Afrique on payait beaucoup moins les Noirs !

Cependant la Grèce possède un sous-sol riche en minerai de fer, de plomb, de bauxite, de lignite ; mais elle n'a jamais eu l'occasion de procéder à une exploitation industrielle de ces matières premières.

* * *

La conscience nationale.

Cette mainmise étrangère sur le pays et la tendance à en faire un pays dépendant, presque colonial, contribuèrent, évidemment, à la formation et au développement d'une conscience nationale qui s'exprima par des révoltes populaires. Ces révoltes ont deux aspects simultanés : l'un tendant à la création des prémisses nécessaires à une vie progressive à l'intérieur du pays et l'autre visant à une vie

nationale indépendante du point de vue des relations extérieures. Ce double aspec de la conscience moderne grecque s'explique par ce que nous venons d'exposer e est une conséquence directe du fait que le pays fut toujours traité comme un semi-colonie. Une très vieille chanson populaire grecque dit :

De grands trafiquants
Vendent les nations
Comme des troupeaux.
Ils trahissent la terre en riant.
Mais ici, chez nous, sur ces montagnes jamais conquises,
Ce sont les armes qui ont la parole.

Elle est vieille, cette chanson, mais elle n'a rien perdu de son actualité.

En 1843, un soulèvement des éléments progressifs de l'armée, allant de pa avec un soulèvement du peuple, imposa la Constitution. En 1862, un autre soulè vement, plus étendu, renversa la monarchie du roi Othon. L'année 1909 marqu l'avènement du libéralisme progressif, qui, cependant, n'aboutit qu'à des compro mis avec la réaction. L'aile gauche de ce libéralisme se déclare démocratique e socialiste. Sous la pression des intérêts étrangers surtout, de violentes luttes inté rieures conduisent à une guerre civile et, à travers des guerres extérieures et de défaites (1922), au renversement de la royauté. La première République grecqu apparaît (1924). Il y a déjà quelques années que le prolétariat grec est interven dans la vie sociale et politique comme force indépendante. Le libéralisme ne tard pas, comme partout dans le monde, à se rallier aux partis monarchiques contre le forces sociales populaires. La crise économique et politique s'accentue. On passe la restauration de la royauté par la dictature de Kondylis (1935) et à la dictatur de Métaxas et du roi Georges Ier (1936).

***

La guerre antifasciste.

L'invasion mussolinienne en octobre 1940 trouvait une Grèce non préparée dont le gouvernement dictatorial n'avait aucune envie de faire une vraie résistanc aux troupes fascistes. C'est chose très connue que le général Métaxas avait toujour été pro-Allemand et très lié aux cercles militaires allemands et hitlériens. Ce fu donc la volonté du peuple qui força le gouvernement d'alors à faire face à l'en vahisseur fasciste. Ce fut ce peuple qui, en habits civils, presque sans armes, oblige les Italiens à se retirer du territoire grec ; ce fut ce même peuple qui alla de victoir en victoire en Albanie, malgré des moyens très inférieurs à ceux de l'ennemi Frappant exemple de ce que peut faire un peuple « gourmand de sa liberté » e de son indépendance nationale. Frappant exemple aussi de ce que n'arrivent pa à faire d'un peuple, civilisé et humain, même vingt années de tyrannie, cela di en l'honneur de l'aimable peuple italien : il ne voulait pas de cette guerre. De leu côté, les Grecs savaient très bien qu'en combattant Mussolini ils combattaient l dictature dans leur propre pays, le fascisme et le nazisme dans tous les pays. Chos dont se rendait aussi très bien compte la dictature et qu'elle ne désirait aucune ment ; ses intérêts ne coïncidaient pas avec les intérêts de la patrie, chose qu'illustr bien franchement la réponse donnée par le ministre de l'Ordre public, Maniadakis aux déportés antifascistes qui demandaient à être mobilisés et à se battre contr l'envahisseur, pour l'indépendance de la Grèce, à ce moment critique où toutes le forces étaient indispensables à la patrie ; ils mettaient de côté toute divergenc

politique, plaçant au-dessus de tout la patrie, son indépendance, sa liberté et son honneur. Cette réponse fut : « La patrie n'a pas besoin de vous ; vous voulez combattre le fascisme, tandis que la patrie ne combat pas le fascisme de Mussolini, mais la nation italienne, comme telle. » La petite Grèce résista encore, malgré les ordres de l'état-major, trois semaines aux Allemands. La semaine de mai 1941 où des milliers de parachutistes allemands furent jetés dans la bataille de la Crète est à jamais gravée dans la mémoire des hitlériens. « Nous haïssons les Grecs, comme les Yougoslaves et les Norvégiens, disaient-ils, plus que tous les autres peuples ; vous serez tout à fait rayés de la carte de l'Europe. Le Führer l'a dit. »

***

La Résistance de l'E. A. M.

L'occupation produisit un grand revirement dans la nation entière. Les partis politiques ou bien acceptèrent, comme le parti populiste de Tsaldaris, la collaboration camouflée avec les Allemands et leur fournirent deux gouvernements de Quislings, ou bien restèrent passifs. D'ailleurs, comparaissant comme témoin dans un procès après la guerre, M. Tsaldaris saisit l'occasion pour déclarer que « ce n'était pas l'affaire des partis politiques de faire de la Résistance ». Et, vraiment, ce ne furent pas les vieux partis qui en firent. La seule Résistance efficace fut celle qui émana directement du peuple, la Résistance de l'E. A. M. et de l'E. L. A. S. Peu à peu cette Résistance arriva à englober la nation entière. Elle mobilisa la conscience nationale dans tous les domaines ; elle unifia les forces, mit en valeur toutes les possibilités. Elle coordonna la lutte dans le maquis avec la lutte dans les villes, la lutte militaire et la lutte politique.

Il serait trop long de parler ici de l'œuvre purement constructive du Conseil national (Parlement de la Résistance) et du P. E. E. A. (Gouvernement provisoire de la Résistance) dans les territoires libérés. Nous voudrions seulement noter que :

Tous les pouvoirs émanent du peuple et sont exercés par le peuple. L'administration et la justice populaires sont des institutions fondamentales de la vie publique des Grecs.

Tous les Grecs, hommes et femmes, jouissent des mêmes droits politiques et civils.

Le travail est une fonction sociale fondamentale et crée des droits pour la jouissance de tous les biens de la vie.

C'est ce peuple qui a tout sacrifié et tant lutté que, de nouveau, des maîtres et seigneurs étrangers veulent asservir pour pouvoir mieux utiliser sa valeur stratégique dans leurs aventures impérialistes. C'est ce même peuple qui se bat et qui dit non aux nouveaux conquérants et à leurs mercenaires, comme il s'est battu jusqu'à la victoire contre les Sultans de jadis et les Hitlériens d'hier ; ce peuple qui se bat, toujours à l'avant-garde, dans la grande lutte pour la paix, pour l'indépendance des nations, pour une humanité plus heureuse. Une humanité qui se souviendra avec reconnaissance de tous ses défenseurs, de quelque côté de l'océan qu'ils se soient trouvés, mais qui aura chassé les grands trafiquants des peuples, leurs bombes atomiques et leurs mercenaires.

Octobre 1947.

P.-S. — Nous croyons intéressant de donner quelques chiffres concernant l'activité et les sacrifices du peuple grec.

Sabotages accomplis par l'E. L. A. S. :

30 ponts détruits ;
85 locomotives détruites ;
987 wagons détruits ;
1 007 camions détruits ;
Des centaines de kilomètres de voies ferrées détruites ;
Des lignes télégraphiques détruites.

Batailles livrées aux occupants : 525. Au cours de ces batailles, il y eut :

4 500 maquisards tués ;
6 000 blessés et disparus ;
2 000 mutilés.

Les pertes infligées aux occupants par la Résistance furent :

Tués : 19 355 ; blessés : 8 297 ; prisonniers : 52 230.

Il faut toujours avoir en mémoire que la population de la Grèce ne dépasse guère 7 000 000 d'habitants.

C'est ce petit pays qui connut :

200 000 morts de faim à Athènes et au Pirée ;
110 000 dans le reste de la Grèce ;
60 000 déportés politiques morts en Allemagne ;
49 188 résistants de l'E. A. M. fusillés ;
47 camps de concentration en Grèce ;
500 000 détenus ;
80 000 otages ;
1 700 villes et villages complètement détruits ;
709 écoles incendiées ;
501 églises incendiées ;
156 825 maisons incendiées ;
584 876 maisons sinistrées.

Le DÉTERMINISME et la MÉDECINE

par H.-Pierre KLOTZ

Prenant le mot déterminisme dans son sens classique et laissant de côté toute discussion métaphysique, je me bornerai ici à chercher si le principe du déterminisme est applicable à la médecine.

Le principe du déterminisme peut se résumer dans les deux formules traditionnelles : tout fait a une cause ; les mêmes causes, dans les mêmes conditions, produisent toujours les mêmes effets. En physique, malgré l'impossibilité actuelle de prévoir exactement certains phénomènes atomiques, la valeur de ce principe reste entière, comme l'ont montré Einstein, Langevin et la plupart des savants avec eux.

Son application à la biologie fut l'œuvre de Claude Bernard. Dans une série de travaux remarquables, celui-ci a montré que les phénomènes de la vie se produisent, sans exception, sous l'influence de conditions physico-chimiques déterminées. De la biologie à la médecine, le passage semble facile. Aussi bien, Claude Bernard écrivait-il :

Pour le savant il n'y a ni médecine ni physiologie. Il n'y a qu'une science de la vie.

Cependant, le déterminisme pose en médecine des problèmes très particuliers, que je me propose d'étudier ci-dessous.

***

Le caractère propre du déterminisme médical est son extrême complexité. Certes, il est des cas où, en médecine comme ailleurs, le déterminisme semble simple. Il en est ainsi, par exemple, dans telle maladie infectieuse provoquée par un microbe déterminé, ou dans telle intoxication, mercurielle ou phosphorique ; encore que, même dans ces éventualités, le caractère propre du terrain confère à chaque cas une évolution particulière.

Mais ces problèmes simples sont relativement rares. Habituellement, *la causalité en médecine est complexe* : la cause évidente n'est pas la cause réellement efficiente, ou, plus exactement, les causes efficientes sont multiples. Dans l'établissement du diagnostic médical, nous commettons fréquemment deux erreurs, dont il faut bien nous garder :

1. Nous localisons la maladie dans l'espace et devenons de plus en plus des spécialistes d'organe ; or, un organe n'est jamais touché isolément, il fait partie d'un ensemble qui participe dans sa totalité à l'état pathologique.

2. Nous localisons la maladie dans le temps ; or, un sujet n'est pas seulement ce

qu'il est au moment présent, il est également riche de son héritage ancestral, et, de son passé personnel, ce passé qui est encore présent en lui.

En d'autres termes, il nous faut comprendre et soigner le malade *dans son unité, dans sa totalité*, et non pas seulement soigner un organe particulier de ce malade à un moment déterminé. Les Grecs, déjà, avaient la notion de cette synthèse nécessaire, qui se moquaient de la médecine des Égyptiens qui, disaient-ils, possédaient des spécialistes de l'œil droit et des spécialistes de l'œil gauche.

Cet effort de synthèse, visant à comprendre le malade dans sa totalité, exige du médecin une enquête approfondie dirigée dans des voies très différentes.

1. L'étude de l'*hérédité* est, de cette enquête, une première étape essentielle. Encore mystérieuse jusqu'à la moitié du siècle dernier, devenue rationnelle avec les travaux de Mendel, qui, en 1865, en codifia les lois, décrivant ses modalités récessives et dominantes, l'hérédité fut précisée dans son mécanisme intime par Morgan, en 1910. Celui-ci, dans des travaux très démonstratifs, précisa que les gènes, petites molécules protidiques un peu comparables aux virus protéines, constituaient les vecteurs des principaux caractères héréditaires. Ces gènes sont contenus dans le noyau de la cellule, et leur nombre est caractéristique de l'espèce en cause. Chaque cellule possède dans son noyau les mêmes gènes, non seulement les cellules germinales qui prorogent l'espèce et ont une sorte d'immortalité, mais toutes les cellules de l'organisme. Chacune de nos cellules est donc en puissance une cellule germinale. Les gènes ne sont pas seulement les vecteurs de facteurs physiologiques tels que la couleur des cheveux, des yeux, la taille du corps, le groupe sanguin ; ils sont aussi l'élément de transmission de multiples états pathologiques. Ce sont en quelque sorte les régulateurs nucléaires du métabolisme.

Voici un exemple de l'intervention du facteur génétique dans le déterminisme médical : une jeune femme travaille dans une industrie du caoutchouc où, en dépit des lois actuelles codifiant l'hygiène du travail, elle vit dans des conditions insalubres et respire des vapeurs benzoliques, nocives pour ses globules rouges. Elle fait une anémie toxique grave. Voilà bien un cas où le déterminisme semble simple, et pourtant une étude plus fouillée révèle chez cette malade toute une série d'anomalies globulaires qui ont fragilisé les globules rouges et facilité l'agression toxique. Ces lésions globulaires fragilisantes sont d'origine héréditaire et liées à une altération du génotype. Cette constatation particulière n'a pas seulement un intérêt théorique. Il ne suffit pas de soustraire la malade au milieu toxique où elle travaille, il faut aussi enlever sa rate par quoi se transmet et se perpétue cette anomalie globulaire.

Le rôle de l'hérédité est grand dans un certain nombre de maladies. Il n'est que de citer l'hypertension, surtout l'hypertension maligne des jeunes, la lithiase biliaire, certaines formes de diabète et d'obésité pour illustrer cette affirmation.

2. L'étude de la *constitution* est également un temps important de l'examen.

Les classiques déjà s'intéressaient aux constitutions, qui distinguaient, avec Galien, les bilieux, les sanguins, les atrabilaires et les lymphatiques. Ultérieurement, l'étude des constitutions se trouva empêtrée, avec Paracelse, dans les hypothèses des alchimistes, et de nos jours encore certains homéopathes classent les individus en trois catégories qui nous paraissent assez mystérieuses ou pour le moins métaphysiques, les « carboniques », les « phosphoriques », les « fluoriques ».

Exagérément simplifiée dans les classifications purement morphologiques de Sigaud, en respiratoires, digestifs, cérébraux et musculaires, l'étude des constitutions s'est trouvée également trop systématisée dans la classification somato-

psychique de Kretschner, qui classe les individus en deux groupes : les leptosomes, qui correspondent aux longilignes des classifications françaises et sont habituellement, pour Kretschner, des schizoïdes, c'est-à-dire des êtres repliés sur eux-mêmes et dont l'accentuation pathologique est la schizophrénie ou démence précoce, et les pycniques, nos brévilignes ou, plus exactement trapus, qui, pour Kretschner, sont des cycloïdes, c'est-à-dire des sujets en syntonie avec le milieu, et dont l'état pathologique est la cyclothymie.

A mon avis, la seule base physiologique solide dans l'étude des constitutions est la base neuro-endocrinienne sur laquelle se sont appuyés les travaux de Pende en Italie, de Cawadias en Angleterre. Ne sont-ce pas, en effet, nos glandes endocrines et le système neuro-végétatif qui, en quelque sorte, les sous-tend, les contrôle, et en reçoit les impulsions, qui déterminent notre morphologie et aussi en quelque manière notre psychisme ? L'étude des constitutions neuro-endocriniennes apporte souvent un élément déterminant essentiel dans l'étude d'un cas pathologique.

Voici une asthmatique ; à chaque hiver, à la moindre infection pulmonaire, elle souffre de la réapparition de ses troubles. Le traitement de désinfection pulmonaire et de désensibilisation habituelle reste sans succès. Au contraire, l'étude du tempérament de cette malade révèle une hyperfolliculinie importante et souligne la recrudescence des accès dans la période d'hyperfolliculisme physiologique qui précède les règles. Les crises disparaissent par un traitement hormonal dirigé contre l'hyperfolliculinisme constitutionnel.

Voici un autre malade, un épileptique ; quoi de plus banal ? Le traitement habituel, le gardénal, éloigne bien les crises, mais maintient le malade dans un état d'abrutissement pénible. L'étude de sa constitution permet de réunir tout un ensemble de symptômes qui signent une spasmophilie manifeste, liée à une insuffisance parathyroïdienne idiopathique. On traite la spasmophilie et l'on supprime l'élément humoral de dysrégulation calcique, favorable au déclenchement des crises.

Cet autre malade est atteint de colite ulcéro-membraneuse avec dolicho-mégacôlon. Un régime très strict, des anti-infectieux restent inopérants. Du point de vue constitutionnel, ce malade apparaît comme un hypothyroïdien, grand vagotonique. L'administration prolongée d'extrait thyroïdien et d'excitants du sympathique, antagoniste du vague, guérit sa colite, parfois même son mégacôlon.

Réunir les éléments de l'hérédité, préciser la constitution sont les premiers temps de l'enquête étiologique. Mais, à côté de ces éléments en quelque sorte innés, d'autres facteurs, ceux-ci acquis, peuvent intervenir dans le déterminisme de chaque cas pathologique.

3. Au premier rang de ces facteurs acquis, il faut mettre le *bilan actuel de la nutrition.*

Sous le nom de nutrition, j'englobe en fait l'ensemble des phénomènes qui assurent l'utilisation des matériaux ingérés, c'est-à-dire toute une série de processus différents, depuis la digestion, l'assimilation, l'utilisation hépatique et tissulaire jusqu'aux éliminations, essentiellement urinaires, en passant par tous les métabolismes intermédiaires. Une anomalie de la nutrition, comprise dans ce sens très général, peut être la cause réelle bien qu'inapparente des phénomènes morbides.

Voici, par exemple, un sujet qui s'est blessé dans un travail de jardinage. Il fait une infection locale qui, en dépit des incisions suffisantes, évolue vers l'ex-

tension et la gangrène. Seule, l'étude de sa nutrition explique cette éventualité par la découverte d'une hyperglycémie diabétique et de son complément inévitable, l'hyperglycystie. La réduction du diabète est nécessaire si l'on veut obtenir la rétrocession des phénomènes inflammatoires.

Un autre sujet s'intoxique chroniquement de boissons alcooliques ; après quelques mois, il présente une polynévrite. Ici encore, à un examen superficiel, le déterminisme semble des plus simples : cette polynévrite est alcoolique. En réalité, le mécanisme en cause est beaucoup plus complexe. On sait, en effet, qu'il faut des solutions de l'ordre de 25 à 50 p. 100 pour léser directement un nerf et que, par ailleurs, les taux maxima de l'alcoolémie, ceux qui sont atteints en cas d'ivresse aiguë, sont de l'ordre de 5 p. 1 000. Ce n'est donc pas par imprégnation directe des nerfs par l'alcool que se produit la lésion névritique ; celle-ci est en réalité la conséquence d'un trouble du métabolisme de la vitamine B_1, que l'alcoolisme précipite et entretient chez ce sujet dyspeptique atteint de gastrite chronique et d'hépatite graisseuse. Administrée à temps et à doses suffisantes, la vitamine B_1 empêchera l'installation de la névrite.

Un autre exemple du même ordre est réalisé par le cas suivant : un sujet s'alimentant en excès de légumes verts ou de racines colorées, toutes sources de carotène, présente parfois, au bout d'un certain temps, une coloration jaunâtre des paumes des mains sans jaunisse du reste du corps, c'est le tableau de la carotinémie. Ici encore, le déterminisme semble simple ; et pourtant, chez le sujet normal, le carotène ou provitamine A est transformé par le foie en vitamine A, quel que soit son taux d'ingestion, et, chez notre malade, la carotinémie n'est pas tant la conséquence d'une erreur de régime que d'une insuffisance hépatique. C'est cette insuffisance qu'il importe en premier lieu de traiter.

Tout aussi démonstratif est l'exemple du malade, que nous avons eu l'occasion d'observer à l'hôpital Broussais, dans le service du professeur Justin-Besançon. Il vint consulter pour une éruption des membres inférieurs de type érythémateux avec quelques phlyctènes. Cette éruption, dit-il, est apparue à la suite de l'exposition de ses jambes au soleil. Il nous parut étonnant que le soleil printanier, peu ardent, de la région parisienne, pût déterminer de telles lésions. Or, ici encore, l'étude du bilan nutritif devait apporter la précision du diagnostic étiologique, en révélant que ce malade présentait un état de carence en vitamine PP (*p*réventive de la *p*ellagre), qui protège la peau contre ces lésions de photosensibilisation. Dans le cas particulier, c'était donc l'absence de cette protection qui constituait l'élément déterminant essentiel de l'affection. La carence en vitamine PP n'était d'ailleurs pas d'origine alimentaire ; notre malade ingérait, en effet, suffisamment d'aliments riches en ce nutrilite (viande, poisson, laitages) ; elle relevait des lésions gastriques et hépatiques qui entraînaient un défaut d'utilisation de ce principe, en quelque sorte une carence endogène. A l'occasion de ce cas, on peut saisir comment l'étude dialectique d'une maladie contribue à préciser un déterminisme médical qui pouvait sembler simple au premier abord.

4. *La sensibilité cellulaire.* Il n'est pas seulement des insuffisances organiques, hépatique ou tissulaire, il faut aussi faire jouer un rôle aux états d'intolérance. Sous ce terme très général, M. A. Tzanck a réuni tous les états que l'on décrivait sous les noms divers d'allergie, d'idiosyncrasie innée ou acquise, d'anaphylaxie et, surtout, en a codifié les principaux traits. Dans cette intolérance, l'état de réactivité tissulaire est essentiel, le rôle du réactogène déclenchant insignifiant. Elle s'oppose ainsi à l'intoxication, où le terrain est accessoire et le toxique essentiel.

Tout le monde connaît ces éruptions urticariennes, ces coryzas spasmodiques,

ces asthmes qne certains sujets présentent pour les réactogènes les plus variés et les plus insignifiants en apparence. En fait, ces intolérances peuvent toucher les organes les plus divers ; il faut y penser devant l'hépatite, la néphrite, l'hémopathie, la plus banale en apparence. Cet état particulier d'hypersensibilité cellulaire constitue donc un élément important de la prédisposition morbide.

5. Il est un dernier groupe de facteurs enfin qu'il ne faut pas négliger, ce sont les éléments de ce que nous appelons le *milieu* et que les Anglais désignent sous le terme de facteurs périphériques (*environmental factors*).

Le milieu dans lequel évolue un individu, son hygiène physique et mentale, son état d'harmonie ou d'inadaptation sociale, ne sont pas sans retentir fortement sur la santé d'un sujet. Les *traumatismes affectifs* jouent dans ce domaine un rôle qu'on ne saurait sous-estimer. Parfois, le choc affectif est évident ; nous avons tous connu de ces déportées de la Résistance qui ont présenté une aménorrhée durable, souvent accompagnée d'infiltration cutanée. L'aménorrhée, dans de tels cas, date habituellement du jour de l'arrestation et non point de la date de la déportation et des carences alimentaires qui l'accompagnent nécessairement. On est donc conduit à admettre dans ces cas un retentissement diencéphalo-hypophysaire du choc affectif. Une autre de ces déportées présenta du jour de son arrestation des crises d'asthme qui persistèrent après sa libération et s'accompagnaient d'un syndrome d'hyperfolliculinisme ; le tout disparut par un traitement hormonal approprié.

Ces cas ne sont pas rares, où l'intervention d'un facteur psychique est déterminant. J'ai vu récemment un jeune adolescent de treize ans entrer à l'hôpital pour des crises asthmatiformes. Elles étaient en fait très atypiques, et l'enquête devait révéler deux faits très importants : d'une part, son père est mort il y a un an, d'une affection étiquetée asthme, en réalité insuffisance cardiaque ; d'autre part, sa mère, depuis lors, mène une vie personnelle dont il souffre. Partant de ces données, il est facile de concevoir que cet enfant se réfugie inconsciemment dans la maladie pour essayer de ramener vers lui l'affection maternelle et que, limité dans son érudition médicale, il fait par imitation un syndrome asthmatiforme qui lui semble, d'après l'exemple paternel récent, la maladie la plus grave et la plus susceptible de retenir l'attention de sa mère.

Souvent, le facteur psychique n'est pas aussi évident ; il peut même être totalement inapparent et ne sera décelé que par une recherche systématique, au besoin par les méthodes analytiques, psychanalyse ou narco-analyse, cette dernière se proposant ambitieusement d'explorer l'inconscient du sujet sous l'influence d'une anesthésie incomplète. Cette étude du retentissement du psychisme sur le corporel que les Américains ont reprise en la généralisant, sous le nom de médecine psychosomatique, est appelée à prendre une très grande importance, même dans les affections qui semblent très éloignées de toute influence psychique. Je n'en citerai pour exemple que l'étude de l'obésité infantile. L'analyse psychosomatique de l'obésité infantile a permis de faire des constatations très intéressantes. On a vu tout d'abord que nombre de ces petits obèses vivent dans un milieu familial tout à fait anormal : maman très mondaine, préoccupée de ses réceptions, de ses thés, de ses courses, père très occupé par ses affaires, et tout se passe comme si ces enfants, carencés de l'affectivité qu'ils sont en droit d'attendre de leurs parents et confiés à des mercenaires, se rejetaient par compensation sur les « douceurs ». Par ailleurs, la plupart de ces jeunes obèses, quelle qu'ait été la cause initiale de leur obésité, présentent à la longue et au contact de leurs petits camarades un complexe d'infériorité les tenant éloignés des

jeux et exercices physiques. Ce complexe entretient leur sédentarisme et, par là même, leur obésité. Il semble donc bien que, dans certains cas, une cure d'hygiène mentale, un redressement des fautes éducatives, puissent être des éléments thérapeutiques aussi importants que la cure diététique.

Un autre exemple d'application de cette méthode psycho-somatique nous est fourni par un cas récent de maladie de Basedow. Cette jeune malade présente de cette affection tous les caractères classiques ; certains symptômes cependant nous font suspecter un élément psychogène ; une étude narco-analytique précise qu'elle vit en complet désaccord avec son mari qui l'abandonne fréquemment, lui a transmis la syphilis, et il apparaît nettement que c'est au lendemain d'une discussion particulièrement violente et animée que tout le syndrome hyperthyroïdien s'est déclenché. L'association aux thérapeutiques antithyroïdiennes habituelles d'une cure de libération conflictuelle amena progressivement la rétrocession des symptômes.

Un grand nombre de névroses organiques, œsophagienne, gastrique, cardiaque, etc..., peuvent relever d'une même origine psychogène.

***

On voit la multiplicité des angles sous lesquels il convient d'étudier un cas médical donné. Cette étude synthétique est indispensable non pas seulement dans ce que l'on pourrait appeler la médecine constitutionnelle, où le médecin spécialisé doit être en quelque sorte un « pantologue » (les maladies de la constitution comprenant essentiellement les maladies de la nutrition, les maladies neuro-endocriniennes, les maladies allergiques, les névroses viscérales), elle est utile aussi dans n'importe quelle affection isolée. C'est une *méthode d'approche* du malade, une *technique d'examen* qui doit être commune à tous les cas. Il ne faut pas perdre de vue, en effet, que la plupart des maladies que nous isolons abstraitement les unes des autres sont des constructions artificielles de notre esprit, constructions nécessaires, certes, pour la schématisation de leur étude, mais constructions dont nous devenons les dupes si nous oublions leur caractère factice. Ce que nous observons en clinique, ce sont non point des maladies, mais bien des malades, selon la vieille et bonne formule de l'école française.

Réunir les éléments déterminants complexes de chaque cas particulier constitue le diagnostic médical ; c'est la fréquente complexité de ce diagnostic qui est à l'origine de la trop fameuse question : *l'exercice médical est-il un art ou une science ?* Cette question aussi classique et aussi défraîchie que le vieux devoir scolaire des mérites respectifs de Racine et de Corneille ou de Jean-Jacques Rousseau et de Voltaire est en fait très mal posée. Si l'on envisage le geste du diagnostic, il est bien évident, et nous croyons l'avoir montré, que cette synthèse, qui réunit les différents éléments du déterminisme de chaque cas, est un geste scientifique et non pas artistique, puisque l'œuvre d'art est essentiellement une création. En d'autres termes, ce geste du diagnostic n'est une œuvre d'art que dans la mesure où, abandonnant sa position d'observateur et d'analyste, le médecin prétend créer, recréer, inventer la symptomatologie, c'est-à-dire dans la mesure où il est un observateur infidèle. Mais c'est un geste scientifique particulièrement subtil et délicat, étant données la complexité et la multiplicité des facteurs déterminants. Quant au fameux sens clinique, à l'intuition médicale, ce n'est, en fait, que l'utilisation automatique d'une multitude de petits faits d'observation et d'expérience qui ont été accumulés et sont devenus inconscients à l'usage. Le sens clinique inné est une notion poétique, scientifiquement impensable.

Si l'on vise, au contraire, l'utilisation du diagnostic à des fins thérapeutiques, si l'on envisage la médecine non plus sous sa forme analytique, scientifique, mais dans son application pratique, là intervient alors indiscutablement le savoir-faire, le tour de main qui permettent de gagner, en artiste, la confiance du malade et d'ajouter à la vertu thérapeutique la puissance de la sympathie.

Cependant, même dans la conduite du traitement et l'établissement du pronostic, un nouveau déterminisme apparaît. Ce sont, en effet, les divers éléments que l'on a pu réunir lors de l'examen du malade qui constituent autant d'indications thérapeutiques, autant d'éléments de pronostic. Nous avons délibérément écarté de notre sujet ce nouveau déterminisme qui est la détermination du traitement et la prévision de l'évolution morbide ; disons seulement qu'ici la place de l'inconnu est encore grande, mais c'est un inconnu actuel, non point un indéterminé définitif inhérent à une mystérieuse « propriété vitale » ; ces difficultés de prévision ressortissent beaucoup plus simplement à l'insuffisance actuelle de nos moyens d'appréciation et de mesure des éléments de pronostic et particulièrement de l'élément « résistance psychique », qui est le plus impénétrable de ces facteurs actuellement impondérables.

Pour revenir au seul déterminisme que nous ayons étudié ici, c'est-à-dire à la recherche des causes d'un état morbide, nous croyons pouvoir conclure :

1. Qu'en médecine, comme partout ailleurs dans les sciences, le déterminisme trouve son application ;

2. Que ce déterminisme médical est particulier par son extrême complexité.

Pour améliorer notre connaissance de ce déterminisme médical infiniment complexe, nous possédons deux armes : une technique, l'*expérimentation*, une méthode de raisonnement, la *dialectique marxiste.*

La voie expérimentale est celle qui nous a été indiquée par Claude Bernard : « Nous ne connaissons bien, dit Claude Bernard, que ce que nous savons reproduire », et ailleurs il précise sa pensée : « Nous devons, autant que nous le pouvons, transporter les actes physiologiques en dehors de l'organisme ; cet isolement nous permet de voir et de mieux saisir les conditions intimes des phénomènes. » Cette méthode expérimentale, qui reste la meilleure pour pénétrer plus profondément dans l'intimité des phénomènes, peut être appliquée même à l'étude des manifestations mentales, comme l'ont montré les écoles physiologiques récentes.

La dialectique marxiste, cette forme moderne du rationalisme, est la méthode de pensée qui trouve son application féconde en médecine comme dans les autres disciplines de la pensée. Certes, est-il besoin de le dire, il y a d'excellents médecins qui ne savent rien du marxisme et de sa philosophie ; mais c'est qu'à la manière de M. Jourdain ils usent de la dialectique marxiste sans le savoir.

L'étude dialectique de la maladie est, en effet, la seule méthode d'examen qui nous permette la compréhension totale d'un cas morbide envisagé.

Chaque cas particulier doit être replacé dans ses *connexions* avec les phénomènes qui l'ont précédé ou l'accompagnent et non point considéré isolément comme une entité autonome.

Chaque cas pathologique doit être envisagé non comme un état fixe, mais *comme un état mouvant* ; il est un perpétuel devenir ; à l'instant où on l'examine, il est différent de ce qu'il était la veille et de ce qu'il sera le lendemain.

Les transformations morbides ne sont pas seulement d'ordre quantitatif, mais *qualitatif*. Les crises qui marquent la fin brutale d'une maladie sont l'illustration de cet énoncé.

Dans l'étude de la maladie enfin, il apparaît qu'il convient fréquemment de

réunir à l'origine du syndrome observé les éléments *contraires*. Dans la science médicale, comme dans toute autre science, la thèse et l'antithèse doivent être souvent dépassées dans une synthèse plus élevée et plus compréhensive.

Les quatre grands principes de la dialectique marxiste trouvent ainsi, on le voit, leur application dans l'étude systématique de la maladie. Dans cette étude, il nous faut également nous entourer de la plus extrême prudence. Laplace nous l'enseignait déjà, qui disait avec modestie : « Toutes nos connaissances ne sont que des probabilités. » Si nous nous en tenons à ces règles scientifiques, nous ne mériterons plus cette boutade du même Laplace qui répondait à qui lui demandait pourquoi il avait introduit des médecins à l'Académie des sciences : « C'est afin qu'ils se trouvent avec des savants. »

UN VÉRITABLE ENSEIGNEMENT LIBRE

LA FONDATION DU COLLÈGE DE FRANCE

par JACQUES NICOLLE

A notre époque où le mot enseignement libre est devenu synonyme d'enseignement confessionnel, il n'est pas inutile de montrer que le véritable enseignement libre s'est créé contre l'enseignement confessionnel : c'est le cas de ce grand établissement qu'est le Collège de France.

Sa fondation fut l'un des événements les plus caractéristiques de la Renaissance en France. Comme l'a écrit Abel Lefranc dans un livre qu'il a publié en 1893, « la liberté s'est trouvée conquise du même coup dans le domaine de la pensée et dans celui de l'enseignement public ». Cette création fut une réaction contre l'esprit étroit de la scolastique qui régnait à l'Université de Paris. Cette dernière institution croyait embrasser tout le savoir humain, avec ses quatre Facultés : Théologie, Droit, Médecine, Arts, mais on ne s'y livrait qu'à des discussions stériles.

***

Puisque l'enseignement du Collège de France débuta par celui des langues, examinons rapidement l'état de cette étude dans les périodes qui précédèrent sa création.

Du XIIIe au XVIe siècle, on se préoccupait de l'enseignement du grec et des langues orientales dans le but de travailler plus efficacement à convertir les infidèles et les schismatiques. Dans ce but, le pape Innocent IV avait aidé à fonder à Paris un collège oriental, que l'on appela Collège de Constantinople et qui était situé sur la rive gauche, près de la place Maubert.

Le franciscain Roger Bacon, de son côté, préconisait la connaissance des langues grecque, arabe et hébraïque pour l'étude de la philosophie. Raymond Lulle, écrivain et alchimiste espagnol, écrivit en 1300 au roi de France, Philippe IV le Bel, pour lui proposer l'institution d'un grand collège pour l'étude du grec, de l'arabe et du « tartare ».

En 1306, le légiste Pierre Dubois s'exprimait ainsi :

> ... Par la diffusion des langues, les chrétiens deviendront plus vertueux, plus savants et plus riches. La diffusion générale de la science et de la philosophie fera renaître l'âge d'or.

Après le concile de Vienne, en 1321, le roi de France reçut mandat de pourvoir à l'enseignement des langues orientales dans l'Université de Paris ; mais, pour

qu'en fussent exclus les Juifs et les Orientaux, les maîtres devaient faire profession de religion catholique. C'est ainsi que, vers 1319, un certain Jean Salvati, Juif converti, enseignait l'hébreu et le chaldéen aux étudiants de Paris.

Cependant, le Collège de Constantinople n'avait cessé de décliner. En 1362, il ne comptait qu'un seul élève ; en 1374, il n'en avait plus un seul ! D'autre part, l'Université avait abandonné l'enseignement des langues orientales.

En 1476, arriva à Paris Georges Hermonyme, de Sparte, qui se fixa en France, où il professa sa langue maternelle. Il eut comme élèves deux des plus grands érudits de la Renaissance, Jean Reuchlin et Guillaume Budé.

Enfin, ce n'est que sous le règne de Louis XII que devait être institué le véritable enseignement du grec par Girolamo Alexandro.



Dès le début de son règne, François Ier avait songé à créer un grand établissement réservé à l'étude des lettres. En 1517, le projet commença à prendre forme sur le conseil du savant philologue Guillaume Budé, « maître de sa librairie », de l'évêque de Paris, Poncher, de son confesseur Petit et de Cop, son médecin. Ces derniers portaient leur attention vers le Hollandais Érasme, qui était alors la personnalité la plus considérable du monde de l'humanisme et qui devait être l'âme du nouveau collège. Érasme, à toutes les demandes, répondit d'une manière évasive et en se dérobant. Entre autres choses, il craignait certainement de paraître faire cause commune avec les ennemis de son protecteur Charles-Quint, et il avait peur d'encourir la haine redoutable des théologiens de la Sorbonne. Si l'on se reporte aux lettres d'Érasme (édition Le Clerc, p. 1695), on voit que les prédicateurs parisiens le dénoncèrent plus tard comme l'un des précurseurs de l'Antéchrist.

Devant les refus d'Érasme, François Ier fait venir en France le Grec Jean Lascaris. Il est à noter qu'à cette époque la Sorbonne dénonçait à tout propos la langue grecque comme celle des hérésies.

De 1518 à 1520, le silence semble se faire sur le futur collège. Mais Budé, avec persévérance, continue la lutte, et Jean Lascaris est envoyé à l'étranger pour y chercher des professeurs. L'on ne sait trop pourquoi ce dernier fonde en 1522 un collège en Italie et se trouve bientôt démuni d'argent. François Ier, de son côté, est absorbé par une situation intérieure difficile et par le souci de la guerre. Enfin il est fait lui-même prisonnier, et à cette époque Jean Lascaris plaide la cause du roi de France auprès de Charles-Quint.

Durant sa captivité en Espagne, François Ier visita la célèbre Université de Alcala de Hénarès, où avait été exécutée la célèbre Bible polyglotte, et cette visite ne fut certainement pas sans avoir une influence sur les futurs projets de création d'un Collège des lettres. Chose remarquable, François Ier, du fond de sa prison de Madrid, tente d'arrêter les persécutions exercées par la Sorbonne contre des personnes suspectes en matière de littérature et de religion.



Enfin, le moment arriva où François Ier ne put se dérober davantage à l'accomplissement de ses promesses. Les paroles fermes et éloquentes de Budé entraînèrent la volonté toujours indécise du roi. Budé écrit en effet :

> Nous vous avons représenté la philologie comme une fille pauvre qui était à marier et nous vous avons prié de lui faire une dot. Vous nous avez promis... que vous fonderiez une école, une pépinière, en quelque sorte, de savants et d'érudits renommés.

Le roi se contenta d'accomplir le minimum de ce qu'il pouvait accorder. L'établissement grandiose si souvent évoqué resta comme un beau rêve. Mais l'œuvre que le roi a négligé de parfaire, les hommes de la grande génération du XVIe siècle ont su l'accomplir pleinement. En enlevant à un seul la gloire exclusive d'une fondation, l'histoire en fait une œuvre collective.

Le nouvel enseignement rompait en visière avec des habitudes et des préjugés séculaires, *substituant la liberté à la routine, l'esprit à la lettre.* Plus de grades obligatoires, plus de licences pour enseigner, plus de frais d'études arbitraires et monstrueux, mais des cours indépendants, gratuits, ouverts à tous.

Les lecteurs royaux commencèrent leur enseignement dans le courant de mai 1530. Pendant plus d'un siècle, les leçons furent données dans le Collège de Cambrai ou des Trois-Évêques. Certains cours se firent dans le Collège des Lombards et dans le Collège du cardinal Lemoine. Quelquefois, l'affluence était si grande que les cours avaient lieu en plein air, mais les disputes des harangères et les odeurs de la rue forçaient parfois à suspendre la leçon. Les chaires avaient un caractère personnel. Les deux personnes qui exercèrent à cette époque une grande influence sur le choix des titulaires furent Marguerite de Navarre et Guillaume Budé. Dès 1530, la Sorbonne censura le nouvel enseignement, en le déclarant téméraire, scandaleux et hérétique.

Pendant le même temps, les humanistes célébraient l'institution nouvelle en termes enthousiastes. Rabelais lui-même a exposé le programme exact des professeurs royaux dans sa lettre de Gargantua à Pantagruel.

***

Mais tout n'allait pas pour le mieux pour les lecteurs royaux, qui devaient souvent attendre pendant quatre ou cinq ans le traitement qui leur était dû. Le savant évêque Pierre Duchâtel fit valoir auprès du roi la nécessité qu'il y avait à inscrire les professeurs au nombre des officiers de sa maison, afin qu'ils fussent, comme ces derniers, payés par quartiers. On voyait tous les jours se former les plans les plus beaux pour le nouveau Collège, mais, quand il s'agissait de fournir les ressources matérielles, l'incurie administrative arrêtait tout. Plusieurs professeurs interrompirent leurs cours, et les étrangers notamment regagnèrent leur pays. A ce propos, nous pouvons donner quelques indications sur les premiers lecteurs royaux. On peut signaler pour l'hébreu les noms de Vatable et Guidacerius; pour le grec, Danès et Toussaint, et, enfin, pour les mathématiques, Oronce Finé, ce qui montre que la chaire de mathématiques date de l'origine même de l'institution. Un nombre considérable d'étrangers avaient d'ailleurs été appelés par François Ier : un Luxembourgeois, Latonus; quatre Italiens, Paradis, Guidacerius, que nous avons déjà nommé, Vidus Vidius et François de Vicomercato; un Flamand, Jean Strazel.

Il est bon également d'attirer l'attention sur l'auditoire incomparable des premiers professeurs royaux. Calvin fut un auditeur assidu de Danès, et, à ses cours, il s'est certainement assis plus d'une fois à côté d'Ignace de Loyola, de Pierre Lefèvre, de François Xavier et de Rabelais. A cette époque, une lutte ardente mettait en présence les partisans de la vieille routine universitaire et ceux de l'indépendance de la science.

Les étudiants affluaient de toutes parts, d'Allemagne, de Suisse et de Flandre. L'auditoire était considérable ; on cite pour certaines leçons le chiffre de trois à quatre cents personnes.

Par tradition, il semble que les premiers cours furent professés en latin ; cela

expliquerait que des étrangers furent admis au nombre des professeurs. Ceux-ci n'avaient d'autre insigne particulier que la *cornette*, large bande de soie qu'ils portaient autour du cou et qui descendait jusqu'à terre.

En 1533, la « meute sorbonique », pour employer une expression du temps, est absolument déchaînée et réclame la suppression de l'imprimerie, mesure que, dans un accès de faiblesse, le roi devait sanctionner. A cette même époque, les professeurs du roi s'avisèrent de faciliter la publicité de leurs leçons au moyen de placards. Ils apposèrent aux différents carrefours du quartier des écoles de petits placards indiquant l'heure et les sujets des cours ; on pouvait y lire notamment :

François Vatable, professeur royal en langue hébraïque, continuera, le lundi à une heure de l'après-midi, son interprétation des psaumes.

Paul Paradis, interprète royal en langue hébraïque, reprendra le lundi à dix heures son cours... Il entreprendra le commentaire des proverbes de Salomon, au Collège des Trois-Évêques. On vend ces ouvrages chez Gilles Gourmont.

Devant cette manifestation assez peu agressive, la Sorbonne demanda des poursuites contre les lecteurs royaux et leur manière d'interpréter les textes anciens. De simples philologues, disait-elle, n'avaient pas le droit de se mêler des choses sacrées. Mais le roi fit suspendre les poursuites, et la Sorbonne essuya une défaite.

François Ier avait projeté de fonder, sur les bords de la Seine, en face du Louvre, un grand établissement qui devait être doté d'un revenu de 100 000 livres. Six cents élèves d'élite devaient y être entretenus aux frais du roi, les cours devaient durer quatorze ans. L'établissement devait comprendre des professeurs pour toutes les langues connues. A la culture littéraire devait s'ajouter la culture scientifique. Mais ce projet avorta.

Cependant, vers la fin de sa vie, le roi se repentit. Il accorda, en 1546, à la corporation des professeurs royaux, des lettres qui les soustrayaient aux juridictions ordinaires. La mort de François Ier marqua la fin de ce qu'on pourrait appeler la première période de l'histoire du Collège de France.

Les premiers lecteurs choisis par le roi (sauf les étrangers) avaient fréquenté l'Université entre 1515 et 1520. Voici les plus célèbres d'entre eux : Danès, helléniste, comme son confrère Jacques Toussaint ; Vatable, qui étudia spécialement la Bible et l'exégèse ; Oronce Finé, mathématicien, arrêté dans sa jeunesse pour s'être mêlé d'astrologie ; Paradis (de son vrai nom Canossa), Juif vénitien converti, professeur de grec et d'hébreu ; Agathias Guydacerius, Calabrais, professeur de grec et d'hébreu ; Jean Strazel, Flamand, professeur de grec, qui eut comme successeur Jean Dorat, le maître de Ronsard ; Latomus, Luxembourgeois (de son vrai nom Barthélémy Le Masson), qui fut le premier lecteur de latin ; enfin, Guillaume Postel, célèbre orientaliste né en Normandie, qui professa le grec, l'hébreu et l'arabe.

***

Au début du règne d'Henri II, des troubles éclatèrent dans l'Université, à propos d'un terrain réclamé par les étudiants à l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés. La lutte devint telle que les deux partis prirent les armes et se livrèrent aux plus grands excès. Par des raisonnements très subtils, on tenta de prouver que ce conflit était dû aux professeurs de langues anciennes, auxquels on imputait une diminution de l'esprit religieux.

Au milieu de toute cette agitation, voici qu'entre en scène l'un des plus hardis

combattants du XVIe siècle, Ramus (de son vrai nom Pierre La Ramée), qui est nommé en 1551 au nombre des lecteurs royaux, en qualité de professeur d'éloquence et de philosophie. Il était né en Picardie, six ans après Calvin. Jamais homme n'éprouva une haine plus vigoureuse à l'égard de la routine et des abus.

Si le Collège de France a pu survivre aux persécutions et conserver intact, à travers tant d'intrigues, le sentiment de sa dignité, c'est aux traditions défendues par Ramus qu'il a été redevable de son salut. Dans une dédicace de ses œuvres au cardinal de Lorraine, Ramus écrit :

Je vous présente la préface de mon cours ; elle a été prononcée au milieu d'une si grande affluence de monde que plusieurs personnes, à demi asphyxiées, ont dû être emportées hors de la salle et que l'orateur lui-même, pris d'un accès de toux dans cette grande chaleur, a failli être suffoqué. Vous lirez plus d'un détail que n'ont pu entendre deux mille auditeurs venus pour assister à votre éloge.

L'enseignement de Ramus embrassait la rhétorique, la grammaire, la philosophie, la morale, la politique, la logique, les mathématiques. Il fut le plus attaqué, mais aussi le plus acclamé des professeurs de son époque. Henri II lui resta du reste fidèle jusqu'au bout. Mais voici qu'en 1557 la vieille querelle des étudiants venait de reprendre, accompagnée de troubles violents et de meurtres. Un arrêt du Parlement du 22 mai 1557 suspendit momentanément les leçons des lecteurs royaux. Enfin l'affaire finit par s'arranger. En 1562, nous voyons que Ramus s'occupe spécialement de la réforme de l'enseignement de l'Université et trace, deux siècles et demi à l'avance, la ligne de démarcation adoptée depuis la Révolution entre l'enseignement secondaire et l'enseignement supérieur.

Cependant, les sympathies que Ramus montrait à l'égard de la Réforme l'obligèrent à quitter la France pour une année. Son élève Forcadel était devenu lecteur royal en mathématiques depuis 1560. Il enseignait *en français* (ce qui était une innovation) l'arithmétique et la géométrie.

A la suite du mauvais enseignement donné par un Sicilien, mathématicien sans valeur, nommé Dampestre Cosel, qui était incapable de s'exprimer en latin ou en français, Ramus obtint de Charles IX des lettres statuant que Dampestre et tous les professeurs seraient examinés par la compagnie des lecteurs royaux. Mais, à cette époque, Ramus possédait un ennemi puissant en la personne de Jacques Charpentier, protégé du cardinal de Lorraine. Ce personnage refusa de se soumettre à l'épreuve en vue de devenir lecteur de mathématiques. Il gagna contre Ramus, professa en philosophie et poussa l'audace jusqu'à réclamer un salaire de ses auditeurs ! Ramus, à ce moment et devant ces difficultés, dut quitter la France pour sauver sa vie. Il devait d'ailleurs être assassiné, le 26 août 1572 (le lendemain de la Saint-Barthélemy), par Charpentier et ses affiliés.

Vers cette époque, Jacques Amyot devint administrateur du Collège ; on lui doit notamment l'interdiction du cumul des chaires. En 1568, on peut noter la création d'une seconde chaire de médecine.

Pendant la Ligue, les lecteurs royaux ne furent pas favorisés. Puis vint le règne d'Henri IV. Les difficultés concernant le traitement des lecteurs étaient toujours aussi grandes. On peut signaler l'activité de Monantheuil, qui joua un rôle très actif pour aplanir ces difficultés et fut le premier historien du Collège de France.

Henri IV s'intéressa à la corporation des lecteurs royaux ; il augmenta leur traitement et fonda deux nouvelles chaires, l'une de botanique, l'autre d'anatomie. Enfin, en 1609, il songea à préparer la construction de l'*édifice* tant de fois souhaité. Un devis détaillé fut fait pour réaliser une « académie complète de toutes sciences ».

Henri IV n'eut pas la satisfaction de poser la première pierre de l'édifice. Cet honneur fut réservé à un enfant, Louis XIII. La cérémonie eut lieu le 28 août 1610. Mais cent soixante ans plus tard la construction était encore loin d'être achevée ; on la reprit en 1774.

Nous devons ajouter que l'indécision de François Ier a été féconde. Le magnifique établissement rêvé par les grandes âmes de la Renaissance a été réalisé, mais d'une autre manière. Il a été, suivant le mot énergique de Pasquier, « basty en hommes ». C'est avec ces matériaux-là que sont fondées toutes les œuvres vraiment durables de l'humanité.

LE DISCOURS DE A. A. JDANOV SUR "L'HISTOIRE DE LA PHILOSOPHIE"

par Georges COGNIOT

Dans son numéro de novembre 1947, la revue *Europe* a publié le document essentiel de la discussion qui a eu lieu, du 16 au 25 juin 1947, à Moscou, sur l'*Histoire de la philosophie de l'Europe occidentale* de G. F. Alexandrov. Ce document est l'intervention du secrétaire du Comité central du Parti communiste (bolchévik) de l'U. R. S. S., A. A. Jdanov.

On avait invité à la conférence non seulement les philosophes de Moscou, mais ceux des principales villes de la République de Russie et des autres républiques soviétiques. La revue russe *Questions de philosophie* a publié le sténogramme des discours prononcés par quarante-sept participants, ainsi que les textes de trente-six autres interventions qui avaient été préparées, mais pour lesquelles le temps a manqué.

Comme *Europe* le remarque, l'ampleur des débats est hors de comparaison avec tout ce qui peut se faire chez nous dans ce domaine. L'étendue du public qui s'intéresse aux questions de philosophie ainsi que l'esprit profondément démocratique qui a guidé l'organisation d'un pareil examen critique, portant sur l'œuvre d'une personnalité en vue, sont l'indice d'une civilisation différente et supérieure.

Cette civilisation se réclame de la philosophie marxiste-léniniste, dont la grandeur s'exprime notamment dans le fait que le développement de la science, depuis un siècle, en a confirmé entièrement la vérité. Toute autre théorie philosophique est non seulement en désaccord avec l'expérience de l'histoire et avec les données de la science, mais directement contredite par elles.

La conception du monde marxiste-léniniste donne la connaissance du développement de la société ; elle élargit l'horizon, elle fortifie le courage et la vigilance des bâtisseurs de la société nouvelle ; elle procure des armes contre l'idéologie de la réaction.

La composition d'un manuel marxiste d'histoire de la philosophie a, dans ces conditions, la plus haute importance du point de vue scientifique et du point de vue politique, et il n'est pas étonnant que, selon la remarque de Jdanov, la réunion de Moscou se soit transformée « en une sorte de conférence pansoviétique sur l'état du travail scientifique en philosophie ».

Pour qu'un manuel de ce genre puisse armer sérieusement les intellectuels soviétiques, les cadres de la société, la jeunesse, il faut qu'il réponde à de hautes exigences. Jdanov a rappelé quelles sont les conditions requises :

Primo : il faut que dans le manuel soit exactement défini l'objet de l'histoire de la philosophie en tant que science.

Secundo : il faut que le manuel soit scientifique, c'est-à-dire qu'il repose sur les conquêtes contemporaines du matérialisme dialectique et historique.

Tertio : il est indispensable que l'exposé de l'histoire de la philosophie ne soit pas scolastique, mais serve à une fonction positive de création, soit immédiatement rattaché aux problèmes de l'actualité, conduise à leur explication et trace les perspectives du développement ultérieur de la philosophie.

Quarto : il faut que la documentation produite soit entièrement contrôlée et vérifiée.

Quinto : il faut que le style de l'exposé soit clair, exact et convaincant [1].

Or, l'ample critique à laquelle fut soumis le livre d'Alexandrov, et dont celui-ci a personnellement reconnu le bien-fondé en fin de discussion, a montré que ce manuel ne satisfaisait pas aux exigences énoncées, même pas à celles qu'il semble le plus facile de respecter. Il s'est avéré que l'ouvrage contenait des erreurs graves soit dans la rédaction (« Le baromètre enseigne aux hommes à *prédire* le temps », etc.), soit dans l'information (par exemple, la sous-estimation du rôle joué à l'origine du marxisme par trois grands

1. Nous prenons la liberté de rectifier la traduction d'*Europe* en quelques passages.

faits comme la découverte de la structure cellulaire de l'organisme, la théorie de la conservation et de la transformation de l'énergie, la théorie de Darwin).

Les interventions publiées par la revue *Questions de philosophie*, et abondamment commentées dans la presse soviétique [1], touchent un grand nombre de problèmes. Mais le problème essentiel, c'est l'esprit militant, l'*esprit de parti* en philosophie, l'intransigeance à l'égard de toutes les manifestations de l'idéologie réactionnaire, le lien intime de la science avec la vie actuelle, avec la lutte.

LE THÈME CENTRAL DE TOUTE HISTOIRE DE LA PHILOSOPHIE

L'histoire de la philosophie, comme la philosophie elle-même, est une science *qui prend parti*. Dans ce domaine se déroule la même lutte « partisane » que dans le ressort de l'économie ou de la politique. C'est un véritable conflit de classe qui oppose les deux tendances fondamentales de la philosophie, le matérialisme et l'idéalisme, et refuser ce point de vue serait s'interdire toute analyse correcte des doctrines des hommes du passé comme des contemporains. Jdanov rappelle que l'ouvrage de Lénine, *Matérialisme et empiriocriticisme*, les travaux de Staline : *Anarchisme ou socialisme ?* et *Sur le matérialisme dialectique et historique*, ainsi que les autres œuvres des classiques du marxisme-léninisme, sont de grandioses exemples de l'attitude de parti, la seule scientifique, dans l'appréciation des différentes théories philosophiques. Il ajoute que, malheureusement, le principe de l'esprit de parti n'est pas respecté dans le livre d'Alexandrov, qui tourne ainsi à la compilation sans âme.

Le manuel d'Alexandrov présente plusieurs définitions de ce que doit être une histoire de la philosophie, mais chacune d'elles éclaire seulement des aspects isolés de la question, sans que le manuel fournisse une définition générale et exhaustive. Jdanov, au contraire, montre en toute netteté que

> l'histoire scientifique de la philosophie est l'histoire de l'engendrement, de la naissance et du développement de la conception matérialiste scientifique et de ses lois. Pour autant que le matérialisme a grandi et s'est développé dans la lutte contre les tendances idéalistes, l'histoire de la philosophie est aussi l'histoire de la lutte du matérialisme contre l'idéalisme.

PHILOSOPHIE ET LUTTE DES CLASSES

Tout système philosophique a été une arme aux mains des classes en lutte. C'est ainsi que la philosophie idéaliste allemande de la fin du XVIIIe siècle et du début du XIXe était subordonnée à des intérêts de classe : elle servait la lutte de l'aristocratie réactionnaire et féodale de Prusse contre la Révolution française. Il n'est pas moins certain que la philosophie bourgeoise contemporaine sert les intérêts de la réaction et de l'impérialisme. Or, dans le livre d'Alexandrov, les problèmes fondamentaux, ceux autour desquels une lutte acharnée se déroule depuis deux mille cinq cents ans, ne sont pas suffisamment dégagés.

D'après Jdanov,

> l'exposé des idées philosophiques est conduit, dans le manuel, d'une façon abstraite, affectant l'objectivité, la neutralité. Les écoles philosophiques prennent place, dans le livre, l'une après l'autre, ou l'une à côté de l'autre, mais non pas en lutte l'une contre l'autre. C'est encore là un « hommage » à la « tendance » académique professorale. On voit, dans ces conditions, que le hasard n'est pour rien dans l'impuissance complète de l'auteur à exposer le principe de l'esprit de parti en philosophie.

A propos de toute tendance, même de toute question isolée, développées par tel ou tel philosophe, l'auteur s'efforce de ne montrer que le côté positif, progressif, avancé. Toute école philosophique, selon une expression souvent répétée par Alexandrov, se présente comme « un grand pas en avant dans le développement de la philosophie ».

Jdanov remarque :

> Pour presque tous les vieux philosophes, Alexandrov trouve l'occasion d'un mot aimable. Et, plus le philosophe bourgeois est volumineux, plus il l'encense. Le résultat de tout cela, c'est que le camarade Alexandrov, sans peut-être le soupçonner lui-même, se présente en captif des historiens bourgeois de la philosophie, qui ont pour principe de voir en chaque philosophe d'abord un confrère, et, seulement ensuite, un adversaire. De telles conceptions, si elles venaient à se développer chez nous, nous conduiraient inévitablement à l'objectivisme, à la servilité à l'égard des philosophes bourgeois et à l'exagération de leurs mérites, à la perte de l'esprit militant et offensif de notre philosophie, ce qui signifierait l'abandon du principe fondamental du matérialisme : sa situation orientée, son esprit de parti.

1. Nous nous inspirons surtout, dans la présente étude, de G. GAK et A. MAKAROVSKI, *La Revue « Questions de philosophie »*, dans *Le Bolchévik*, n° 15, Moscou, 15 août 1947 (en russe), et de l'article critique, sans nom d'auteur, paru sur le même sujet, dans *La Vie du Parti*, Moscou, n° 15, août 1947 (en russe).

Et Jdanov cite Lénine :

Le matérialisme implique pour ainsi dire l'esprit de parti, puisqu'il oblige, pour l'appréciation de chaque fait, à se placer ouvertement et carrément au point de vue d'un groupe social déterminé.

Le marxisme demande que les idées philosophiques soient considérées non pas dans l'abstrait, non pas en elles-mêmes, mais en fonction des circonstances concrètes de l'histoire, sous l'éclairage des rapports sociaux de leur époque, en relation avec l'emploi qui a été fait de chaque théorie philosophique par les groupes sociaux. Or Alexandrov n'a projeté, sur les milieux où les théories sont nées, qu'une lumière historique insuffisante et, par moments, fausse ; on ne trouve pas, chez lui, la profonde analyse marxiste des racines de classe des doctrines. C'est ainsi que l'exposé des systèmes de Socrate, de Démocrite, de Spinoza, de Leibniz, de Feuerbach et autres, se présente à l'écart des circonstances historiques, de la lutte des classes, si bien que les idées de tel ou tel philosophe perdent toute liaison avec leur époque et apparaissent comme quelque chose de supérieur à l'histoire et d'autonome.

Étudier les idées en les séparant de la base sur laquelle elles sont nées et se sont développées conduit à méconnaître que telle ou telle idée, selon les conditions concrètes de l'histoire, peut être réactionnaire ou progressiste. C'est ce genre d'erreurs qui permet la pénétration en contrebande de la conception idéaliste de l'indépendance des idées par rapport aux temps et aux lieux.

FACE A LA RÉACTION IDÉALISTE

Il serait d'ailleurs faux de penser que l'appréciation des théories philosophiques du passé présente seulement un intérêt historique. La philosophie bourgeoise contemporaine restaure les plus réactionnaires de ces théories ; elle s'en sert abondamment pour lutter contre la science matérialiste, la démocratie, le communisme. Il en résulte que la caractéristique des doctrines philosophiques du passé revêt une importance très actuelle. La critique des philosophes anciens nous aide à nous battre contre une idéologie pernicieuse.

Les opinions et les idées philosophiques depuis longtemps détruites et enterrées ne doivent pas retenir beaucoup l'attention, a déclaré Jdanov. Au contraire, il faut critiquer avec une singulière âpreté les systèmes et les idées philosophiques qui, malgré leur caractère réactionnaire, sont en circulation et dont tirent parti les ennemis actuels du marxisme. C'est le cas, en particulier, pour le néo-kantisme, la théologie, les éditions anciennes et nouvelles de l'agnosticisme, les tentatives de réintroduire Dieu en contrebande dans les sciences contemporaines de la nature, et toutes les autres cuisines qui servent à retaper et maquiller, pour les besoins de la clientèle, la marchandise idéaliste défraîchie. Tel est l'arsenal qui est aujourd'hui mis en service par les laquais philosophiques de l'impérialisme pour soutenir leur patron en déroute.

Précisément, l'un des défauts du livre d'Alexandrov est qu'il ne met pas en lumière les attaches des anciens systèmes avec la philosophie réactionnaire d'aujourd'hui [1].

Une autre grave lacune du livre consiste dans l'omission absolue de la philosophie russe et du rôle de la pensée progressive russe dans la lutte contre la réaction idéaliste en philosophie. Jdanov a remarqué qu'à faire le silence sur la philosophie russe on donnait à entendre que son rôle avait été minime, on divisait artificiellement l'histoire de la philosophie en une histoire de la pensée occidentale et une histoire de la pensée russe, en consacrant la distinction réactionnaire entre culture « occidentale » et culture « orientale ».

ÉVOLUTION ET RÉVOLUTION DANS L'HISTOIRE DE LA PHILOSOPHIE

Celui qui viole le principe de l'esprit de parti en philosophie ne saurait échapper au danger de défigurer le tableau général de l'histoire de la philosophie. C'est ce qui arrive au manuel d'Alexandrov quand il rabaisse l'importance hors de pair de la révolution des sciences sociales qui a été accomplie par les fondateurs du marxisme. L'histoire de la philosophie est présentée dans le manuel comme une marche facile, une évolution des idées et des systèmes, qui s'opère par la croissance des changements quantitatifs, comme une relève graduelle des philosophies l'une par l'autre. C'est ainsi qu'on crée l'impression que le marxisme est simplement l'héritier du développement des doctrines progressives qui l'ont précédé. Jdanov a consacré une

1. Jdanov a fait observer aussi l'insuffisance complémentaire d'Alexandrov : son livre ne traite pas de l'histoire de la préparation de la méthode dialectique, ne fait pas voir ce qui a déterminé son apparition. Il ne donne pas l'histoire de la logique et de la dialectique, ne montre pas le processus de développement des catégories logiques elles-mêmes (et non seulement des systèmes) comme reflet de la pratique humaine.

grande partie de son intervention à critiquer cette erreur. Il a montré que

l'apparition du marxisme a été une véritable découverte, une révolution dans la philosophie. Évidemment, comme n'importe quelle découverte, comme n'importe quel bond, n'importe quelle rupture dans une succession, n'importe quel passage à un état nouveau, cette découverte n'a pas pu se produire sans une accumulation préalable des changements quantitatifs, en l'espèce les résultats acquis par la philosophie jusqu'à la découverte de Marx et Engels. Il est manifeste que l'auteur ne comprend pas que Marx et Engels ont fondé une philosophie nouvelle, qualitativement différente de tous les systèmes précédents, quelque progressifs qu'ils fussent...

L'auteur concentre son attention, non point sur ce que le marxisme a apporté de nouveau et de révolutionnaire en comparaison des systèmes philosophiques antérieurs, mais sur ce qui l'unit au développement de la philosophie prémarxiste. Cependant Marx et Engels ont dit eux-mêmes que leur découverte signifie la fin de la vieille philosophie.

LA RÉVOLUTION MARXISTE DE LA PHILOSOPHIE

La fin de la vieille philosophie, de l'idéalisme, a signifié aussi la disparition de l'opinion que la philosophie est une science particulière érigée au-dessus de toutes les autres sciences, une sorte de science des sciences. Jdanov remarque :

Les créateurs des systèmes philosophiques d'autrefois, qui prétendaient à la connaissance de la vérité absolue en dernier ressort, n'ont pu contribuer au développement des sciences de la nature, puisqu'ils les emmaillotaient dans leurs schémas, qu'ils aspiraient à se mettre au-dessus de la science, qu'ils imposaient à la vivante connaissance humaine des conclusions dictées non par la vie réelle, mais par les besoins du système. Dans ces conditions, la philosophie se transformait en un musée, où s'entassaient, avec la plus grande diversité, faits, conclusions, hypothèses, voire simples chimères. Si la philosophie pouvait tout de même servir pour le coup d'œil, pour la contemplation, elle ne valait rien comme instrument d'action pratique sur le monde, comme instrument de connaissance du monde.

Le dernier des systèmes de ce genre a été celui de Hegel, qui a tenté d'élever une construction philosophique se subordonnant toutes les autres sciences, les obligeant à tenir dans le lit de Procuste de ses propres catégories et qui, dans l'espoir de résoudre toutes les contradictions, tomba lui-même dans une contradiction désespérée avec la méthode dialectique qu'il avait lui-même pressentie sans la comprendre et que, par suite, il appliquait à faux.

La découverte géniale de Marx, qui a mis fin à la philosophie en tant qu'elle prétendait à une explication universelle du monde, a été caractérisée par Jdanov dans les termes suivants :

La philosophie marxiste, à la différence des systèmes antérieurs, n'apparaît pas comme une science dominant les autres, mais elle se présente comme un instrument de recherche scientifique, comme une méthode pénétrant toutes les sciences de la nature et de la société et s'enrichissant des apports de ces sciences au cours de leur développement. En ce sens, la philosophie marxiste apparaît comme la négation la plus complète et la plus catégorique de toutes les philosophies antérieures. Mais nier, comme le souligne Engels, ne signifie pas, purement et simplement, dire « non ». Nier, c'est recueillir, c'est absorber, c'est soumettre à un remaniement critique et unir en une synthèse supérieure tout ce qui a été acquis d'avance et de progressif dans l'histoire de la pensée humaine.

Avec Marx et Engels commence une période absolument nouvelle dans l'histoire de la philosophie, qui devient pour la première fois une science. L'apparition du marxisme comme conception scientifique du monde professée par le prolétariat met fin à la période où même les systèmes les plus avancés restaient le fruit de la méditation de savants de cabinet ou d'individus isolés de la vie et étrangers au peuple, qui protestaient contre les conditions sociales établies. La philosophie marxiste a été créée par des militants politiques, des hommes d'action, des guides du prolétariat : leur doctrine est invoquée par des millions d'hommes qui luttent pour s'affranchir du capitalisme. C'est Staline qui a montré que, pour comprendre le marxisme,

il est avant toute chose nécessaire de savoir que le socialisme prolétarien ne représente pas simplement une doctrine philosophique. Il est la doctrine des masses prolétariennes et leur étendard ; c'est lui qu'elles honorent, c'est devant lui que « s'inclinent » les prolétaires du monde. Par conséquent, Marx et Engels ne sont pas seulement les auteurs d'une « école » philosophique quelconque : ils sont les guides vivants du vivant mouvement prolétarien, qui grandit et se renforce de jour en jour.

Avec le marxisme commence l'histoire de la connaissance philosophique vraiment scientifique. Il ne suffit pas de dire qu'il représente la conception du monde qui a renversé et vaincu tous les systèmes antérieurs de connaissance sociale, qu'il a fondé le seul point de vue juste sur le monde et sur les lois de son développement : à partir de lui commence l'époque grandiose où s'unissent le mouvement révolutionnaire de la classe ouvrière et la théorie révolutionnaire qui conduit en fin de compte au renversement du capitalisme

et à la déroute de ses idéologies de tout acabit.

LE DÉVELOPPEMENT CRÉATEUR DU MARXISME

Le marxisme, qui a déjà un siècle d'histoire et qui a été poussé plus avant par les travaux de Lénine et de Staline, n'a pas simplement fourni les seules réponses justes et strictement scientifiques aux questions qui avaient été posées dans le passé par les esprits avancés : il a donné en pratique la solution des problèmes nouveaux que pose l'histoire universelle.

Il va donc de soi que, si l'on ne met pas en lumière l'histoire de la philosophie depuis cent ans, si l'on ne décrit pas le développement créateur du marxisme, il ne saurait être question du tout de faire un manuel d'histoire de la philosophie. Alexandrov a pourtant borné son traité à l'année 1848. Jdanov déclare à ce propos :

> Nulle part, l'auteur ne souligne qu'un des devoirs essentiels de la philosophie et de l'histoire de la philosophie est de continuer à développer la philosophie comme science, de fonder de nouvelles lois, de mettre ses thèses à l'épreuve de la pratique, de remplacer les thèses vieillies par des thèses nouvelles. C'est qu'il part, en général, d'une conception pédagogique de l'histoire de la philosophie ; il se propose un but de culture générale et donne ainsi à toute l'étude de l'histoire de la philosophie un caractère passif et contemplatif, un caractère académique. Cela ne répond évidemment pas à la définition marxiste-léniniste de la science philosophique, qui, comme toute science, doit se développer sans interruption, se perfectionner, s'enrichir de thèses nouvelles en rejetant celles qui ont vieilli.
>
> En concentrant l'attention sur le côté scolaire de son objet, l'auteur impose par là même des limites au développement de la science, comme si le marxisme-léninisme avait déjà atteint son plafond et que le développement de notre doctrine ne fût plus la tâche essentielle. Une telle appréciation est en contradiction avec l'esprit du marxisme-léninisme, pour autant qu'elle introduit l'idée métaphysique que le marxisme est une doctrine achevée et parfaite : elle ne peut mener qu'à tarir la vie et paralyser l'esprit de recherche en philosophie.

Rien de plus contraire à ce qu'on attend des philosophes en Union Soviétique : on les presse de faire avancer la théorie sans trêve, de développer la science, de dégager les conclusions générales de l'énorme expérience qu'accumule la vie réelle[1]. On demande à tous les militants du front théorique de ne pas craindre de soulever les questions brûlantes, de lutter contre la scolastique, de développer une critique hardie.

BILAN DE LA SITUATION SUR LE FRONT PHILOSOPHIQUE

Jdanov a précisément consacré une part importante de son intervention à la situation sur le front philosophique en U. R. S. S. Il a montré que la production philosophique était insuffisante en quantité et que sa qualité laissait beaucoup à désirer, qu'elle avait trop souvent un caractère descriptif interdisant les conclusions sérieuses, qu'on consacrait trop d'efforts à l'étude du passé et trop peu aux problèmes d'actualité. Il a demandé que l'esprit militant s'affirme plus nettement dans le travail philosophique. Il a insisté pour que l'expression de « front philosophique » prenne tout son sens :

> Où est-il, à proprement parler, ce front ? Il ne ressemble pas du tout à l'idée que nous nous faisons d'un front. Quand on parle de front philosophique, l'idée s'impose aussitôt d'un détachement organisé de philosophes combattants, parfaitement armés de la théorie marxiste, qui conduisent largement l'assaut contre les idéologies hostiles existant à l'étranger, et contre les survivances de l'idéologie bourgeoise dans la conscience des hommes soviétiques à l'intérieur du pays, qui poussent inlassablement notre science plus avant, qui arment les bons ouvriers de la société socialiste de la conscience d'être dans la voie juste et de la confiance, scientifiquement fondée, dans la victoire finale de notre cause.
>
> Est-ce que, d'aventure, notre front philosophique ressemble à un vrai front ? Il rappelle plutôt une eau morte ou un bivouac quelque part, loin du champ de bataille. Le terrain n'est pas encore conquis; les contacts avec l'adversaire ne sont généralement pas pris; on ne fait pas de reconnaissances, les armes rouillent, les soldats combattent à leurs risques et périls, et les chefs ou bien s'enivrent des victoires passées, ou bien délibèrent si les forces suffisent pour l'attaque et s'il ne faut pas demander des secours à l'extérieur, ou disputent de combien la conscience peut retarder sur l'être pour ne pas paraître tout à fait arriérée.

CONTRE LE VIDE INTELLECTUEL

Jdanov a rappelé toutes les décisions récentes qui en U. R. S. S. ont eu trait

---

1. Cf. *Culture et Vie*, Moscou, 30 novembre 1946 : « Les historiens soviétiques n'ont pas encore écrit d'œuvres donnant les idées générales sur le cours suivi par l'État soviétique dans sa formation, son développement et son activité constructive ; ils n'ont pas encore composé de monographies qui reproduisent le tableau historique de l'œuvre créatrice colossale du peuple soviétique dans les domaines de la vie matérielle et de la vie spirituelle. » *(En russe.)*

aux questions d'idéologie[1] : elles sont orientées contre le vide intellectuel, la peur des idées en littérature et en art, contre la fuite devant les sujets contemporains et l'éloignement dans le passé, contre la tendance à s'incliner devant l'étranger[2] :

On sait que de nombreux détachements de travailleurs de notre front idéologique ont déjà tiré pour eux-mêmes les conclusions convenables de la décision du Comité central et qu'ils ont obtenu, ce faisant, d'importants succès.

Cependant nos philosophes restent en retard. Il est visible qu'ils ne remarquent pas les cas d'absence de principes et d'idées dans le travail philosophique, les cas de mépris des thèmes contemporains, les cas de servilité rampante devant la philosophie bourgeoise. Ils estiment visiblement que le tournant sur le front idéologique ne les concerne pas. Il est clair maintenant que ce tournant est nécessaire.

C'est le manque d'esprit militant qui explique l'hésitation de quelques-uns des philosophes à éprouver leurs forces sur les questions nouvelles, les questions d'actualité. En les appelant à se défaire de cette pusillanimité, à promouvoir hardiment la théorie de la société soviétique, la théorie de l'État soviétique, la théorie des sciences de la nature, la morale et l'esthétique, Jdanov a insisté sur quelques questions spéciales. Il a montré en particulier que le problème de la critique et de l'auto-critique est non seulement un problème pratique, mais un problème théorique profond :

Si le contenu interne du processus de développement, comme l'enseigne la dialectique, est la lutte des contraires, la lutte entre l'ancien et le nouveau, entre ce qui meurt et ce qui naît, entre ce qui a cessé de vivre et ce qui se développe, notre philosophie soviétique doit montrer comment agit cette loi dialectique dans les conditions de la société socialiste et ce qu'il y a d'original dans son application. Nous savons que, dans une société divisée en classes, cette loi agit autrement que dans notre société soviétique. Voilà le champ le plus large pour la recherche scientifique, et il n'a encore été travaillé par aucun de nos philosophes. Cependant il y a longtemps que notre parti a trouvé et mis au service du socialisme cette façon particulière de dégager et de dépasser les contradictions de la société socialiste (ces contradictions existent, et, si les philosophes ne veulent pas en parler, c'est par lâcheté), cette forme particulière de lutte entre l'ancien et le nouveau, entre ce qui meurt et ce qui naît dans notre société soviétique, qu'on appelle critique et auto-critique.

Dans notre société soviétique, où sont liquidées les classes antagonistes, la lutte entre l'ancien et le nouveau et, par suite, l'évolution de l'inférieur au supérieur se produisent non sous la forme de lutte des classes antagonistes et de cataclysmes, comme c'est le cas dans le capitalisme, mais sous la forme de la critique et de l'auto-critique, qui s'affirment véritable force motrice de notre développement, puissant instrument entre les mains du parti. C'est, incontestablement, une nouvelle espèce de mouvement, un nouveau type de développement, un nouveau genre de loi dialectique.

UN IMMENSE CHAMP D'ACTIVITÉ

Un immense champ d'activité s'ouvre aux philosophes s'ils veulent procéder à l'analyse et à la généralisation des résultats actuels des sciences de la nature. La « science » bourgeoise fournit l'obscurantisme, le fidéisme d' « arguments » nouveaux, qu'il faut combattre sans pitié :

L'éclatante victoire remportée par le socialisme dans la grande guerre nationale a été, en même temps, une éclatante victoire du marxisme. Les impérialistes n'arrivent pas à l'avaler ! Le centre de la lutte contre le marxisme est passé, aujourd'hui, en Amérique et en Angleterre. Toutes les forces d'obscurantisme et de réaction sont maintenant au service de la lutte contre le marxisme. On voit de nouveau paraître au jour, et servir d'armes à la philosophie bourgeoise, ces instruments de la démocratie de la bombe atomique et du dollar, armures usées de l'obscurantisme

---

1. Décision du Comité central du Parti communiste de l'U. R. S. S., en date du 14 août 1946, sur les revues *Zvezda* et *Léningrad*, et série d'indications ultérieures.

2. Voir, sur cette dernière question, un développement clair et complet de G. MALENKOV, dans son *Rapport sur l'activité du Comité central du Parti communiste (bolchévik) de l'U. R. S. S.*, publié dans le nº 2, 1er décembre 1947, du très important périodique *Pour une paix durable, pour une démocratie populaire*, « organe du Bureau d'Information des Partis communistes à Belgrade ». Malenkov définit le patriotisme soviétique, « indissolublement lié à la lutte contre les manifestations d'étroitesse nationale et de chauvinisme » et au respect des autres peuples, à la reconnaissance de leur droit de se développer librement. Dans ces derniers temps, il a fallu lutter avec énergie contre l'esprit de servilité de certaines couches d'intellectuels devant la culture bourgeoise de l'Occident ; cette servilité est une des survivances du passé maudit de la Russie tsariste, qui vivait dans l'esclavage économique et spirituel du capital étranger. « Les capitalistes étrangers... cultivaient de toutes les façons, en Russie, l'idée de l'infériorité culturelle et spirituelle du peuple russe. Les classes dirigeantes de la Russie tsariste, étrangères au peuple russe et détachées de lui, n'avaient pas confiance en ses forces créatrices et n'admettaient pas la possibilité, pour la Russie, de sortir de cet état arriéré par ses propres moyens. » Les Russes étaient condamnés à un rôle éternel d'*apprentis*. Ce sont les survivances de cette mentalité d'esclaves, de cette vieille conception capitaliste, que tentent d'utiliser aujourd'hui les agents américains et anglais.

et du cléricalisme : le Vatican et la théorie raciste, le nationalisme déchaîné et l'idéalisme caduc, la presse vénale et l'art bourgeois dépravé. Mais la force, visiblement, leur manque.

Cependant, Jdanov, prenant l'exemple des *Temps modernes* et du *Journal d'un voleur*, de Jean Genêt, qui y a été inséré, montre que la réaction est encore capable d'empoisonner les consciences. Il poursuit :

Prenez, ne fût-ce que la théorie de l'astronome anglais Eddington sur les constantes physiques du monde qui ramènent tout droit à la mystique pythagoricienne des nombres ; de formules mathématiques, il déduit des « constantes essentielles » du monde, telles que le nombre apocalyptique 666, etc... Sans comprendre la démarche dialectique de la connaissance, les rapports de la vérité absolue et de la vérité relative, de nombreux successeurs d'Einstein, transférant à l'univers infini les résultats de la recherche des lois du mouvement dans un domaine fini et limité de l'univers, vont jusqu'à parler du caractère fini du monde, de ses limites dans le temps et dans l'espace, et l'astronome Milne a déjà « calculé » que le monde a été créé il y a deux milliards d'années. A ces savants anglais, on pourrait appliquer le mot de leur grand compatriote, le philosophe Bacon, disant qu'ils emploient l'impuissance de leur science à calomnier la nature.

Dans cette égale mesure, les subterfuges kantiens des physiciens atomistes contemporains les amènent à des déductions sur la « libre volonté » de l'électron, à des essais pour ne représenter la matière que comme un ensemble d'ondes et autres diableries...

LE « TRIOMPHE DU MARXISME »

Il y a là un champ d'action colossal pour les philosophes soviétiques, a estimé Jdanov, qui a parlé ensuite des obligations incombant à ces philosophes par rapport aux États de démocratie nouvelle et aux mouvements de libération nationale des peuples coloniaux. Le socialisme est à l'ordre du jour dans la vie des peuples. Et c'est un devoir pour le pays du socialisme vainqueur et pour ses philosophes de venir à l'aide des amis, des frères de l'étranger, et d'éclairer leurs luttes.

A l'intérieur de l'U. R. S. S., la philosophie marxiste-léniniste est le fondement théorique de l'œuvre pratique grandiose par laquelle se bâtit le communisme. Le secteur philosophique du front idéologique est appelé à jouer un très grand rôle, et même les manifestations légères de manque d'esprit politique, d'indifférence, de soumission à tout ce qui reflète les influences idéologiques réactionnaires de l'étranger, doivent être résolument dénoncées.

La discussion sur le livre d'Alexandrov a montré que certaines thèses erronées du manuel représentaient non des fautes fortuites et isolées, mais des phénomènes caractéristiques pour l'état actuel du travail philosophique. La discussion a porté un coup redoutable à l'académisme, au divorce de la théorie d'avec la pratique. Elle a mis en lumière toute l'importance de l'esprit militant pour l'homme de science.

La discussion a montré non moins nettement que les cadres philosophiques de l'U. R. S. S. étaient capables de vaincre les insuffisances et de reprendre leur travail par la base. Même dans les régions éloignées du pays se sont révélés des hommes aptes à la grande œuvre qu'attendent d'eux et le pays des Soviets, et le mouvement socialiste international. Le pays soviétique dispose d'un nombre suffisant de philosophes qualifiés, et ce n'est pas en vain que Jdanov a conclu son intervention en développant l'idée du « triomphe du marxisme » en U. R. S. S.

FEDERICO NITTI

Avant de quitter la France pour essayer de rétablir sa santé dans son pays natal, le Dr Nitti avait donné à La Pensée *l'article sur* La Méthode pastorienne, *qui parut dans notre numéro 7 (avril-mai-juin 1946)* [1]. *Pour rendre hommage à sa mémoire, au premier anniversaire de sa mort prématurée, nous nous sommes adressés à Mlle Jeanne Lévy, professeur à la Faculté de médecine de Paris, et à l'un de ses collaborateurs de l'Institut Pasteur, Alain Bussard.*

I

Federico Nitti est né à Ischia, île située dans le golfe de Naples, le 30 septembre 1905.

Après avoir passé sa jeunesse en Italie, où il acquit la culture secondaire, il dut, en 1925, quitter son pays natal, où il était en butte aux persécutions fascistes, séjourna une année à Zurich, puis se réfugia en France.

C'est à Paris qu'il fait ses études de médecine et soutient, en 1935, sa thèse de doctorat en médecine, sur la vaccination dans l'asthme bronchique.

Déjà, à cette époque, il fréquente, à l'Institut Pasteur, le service de vaccins dirigé par le Dr Salimbeni et s'adonne à des recherches bactériologiques qu'il poursuit bientôt en qualité de chef de service jusqu'à sa mort.

A partir de 1935, il travaille en liaison avec M., Mme Trefouel et Bovet, et permet à ceux-ci, chimiste et physiologiste, de constituer une équipe qui devait bientôt, à la suite de la découverte des actions thérapeutiques des sulfamides, devenir célèbre.

En effet, Domack, en 1935, avait préparé un dérivé azoïque chimiquement actif dans les streptococcies localisées ; J. et Th. Trefouel, Bovet et Nitti démontrent que le « Prontosil » de Domack n'agit dans l'organisme qu'après une série de transformations et libération du véritable agent actif, de formule plus simple. Cette observation les conduit à la synthèse de la première sulfamide active, la *p*-aminophénylsulfamide, qui, douée de remarquables propriétés antimicrobiennes, permet la guérison de nombreuses affections et ouvre à la thérapeutique une voie nouvelle.

A la suite des multiples emplois cliniques des sulfamides, une série de recherches sont entreprises en France et dans le monde pour découvrir leur mode d'action. Ces substances n'agissent que sur les fonctions de reproduction du germe, prennent la place d'un métabolite de l'enzyme bactérien, empêchant ainsi la division cellulaire. Le vrai métabolite joue le rôle d'antisulfamide et le sulfamide d'un faux métabolite.

1. Il n'en put corriger lui-même les épreuves et rectifier la fâcheuse erreur qui lui attribua un autre prénom que le sien.

Nitti poursuit ensuite des recherches sur les antisulfamides et s'engage dans la chimie des faux métabolites microbiens, mais, hélas ! ces travaux furent interrompus avant qu'il ait pu en tirer des conclusions pratiques.

Pendant l'occupation, à l'insu des Allemands, possédant une souche de *Penicillium nautatum*, Nitti étudie le mode d'action et la production de la pénicilline. Il fut donc l'un des premiers, en France, à fournir, à l'hôpital Pasteur, une petite quantité de pénicilline destinée à des essais cliniques. C'est à la même époque qu'il entreprend ses premiers travaux sur la chimiothérapie de la tuberculose.

La Légion d'honneur lui fut attribuée en 1946 pour ses découvertes thérapeutiques.

L'œuvre scientifique de Nitti, malgré sa mort prématurée au début de 1947, est importante. Il sut allier aux qualités du chercheur les connaissances du clinicien et la ténacité du réalisateur. Ses nombreux articles scientifiques sur des sujets variés, ses livres sont les témoignages de l'étendue de sa culture, de son esprit critique et de la sûreté de son jugement.

Les problèmes politiques et sociaux se posèrent à Nitti dès sa jeunesse et chaque jour, avec plus d'acuité, au fur et à mesure du développement de sa personnalité. Nature calme, mais enthousiaste, il comprit la nécessité d'une lutte acharnée pour faire triompher les principes de liberté et de justice sociale et sut, au moment critique, choisir sans hésitation sa voie.

Pendant l'occupation, il contribua avec un courage tranquille et un mépris total des risques à l'organisation et au fonctionnement d'un dépôt de médicaments clandestins à l'Institut Pasteur. Il reçut la médaille de la Résistance en 1945.

Après l'insurrection de Paris, il rejoint les rangs du Parti communiste français, où il laisse le souvenir d'un militant convaincu et dévoué.

Mais il doit bientôt tout abandonner, ses recherches, son action sociale, ses amis, pour retourner en Italie et tenter d'enrayer les progrès du mal qui devait l'emporter en moins d'une année. Sa mort prématurée a privé sa famille d'un guide avisé, ses amis d'un camarade fidèle, la science d'un chercheur d'élite et la société d'un homme perspicace et généreux, convaincu de l'efficacité de l'action.

JEANNE LÉVY.

II

De Nitti on garde d'abord un souvenir : celui de sa gentillesse. Dans notre époque de lucidité crue, où le butor passe pour vertueux, la gentillesse latine de Nitti prenait un aspect d'aristocratie intellectuelle. Cette gentillesse et cette politesse étaient tout autre chose qu'une « manière mondaine », c'était une manifestation extérieure du respect à une échelle de valeurs. Pendant cinq ans, ce fut aussi une forme de la Résistance, qui, à côté de ses servitudes matérielles nécessaires, paraissait également importante à Nitti.

Cette gentillesse, ce cœur chaleureux avec lequel notre ami accueillait chacun, c'était enfin une philosophie, celle de l'optimisme philosophique qui, en fin de compte, est celui de tous ceux qui croient en l'homme et à la possibilité d'ennoblir sa destinée.

A connaître plus intimement Frédéric Nitti, on s'apercevait qu'il ne s'agissait pas là d'une gentillesse bon enfant et inavertie ; il savait au contraire voir les torts ou les défauts des hommes, mais il avait la sage indulgence du grand siècle, le XVIIIe, et se hâtait d'en rire. C'était au fond une forme d'humilité qui savait discerner dans son moi ce qu'il aurait pu critiquer chez autrui et, par conséquent, comprenait « de l'intérieur » les mobiles des actions de ses contemporains. Cela n'impliquait d'ail-

leurs nullement une froide indifférence, il y avait chez Nitti une intense acuité intellectuelle qu'il préférait exercer à l'analyse des idées plutôt qu'à celle des hommes. Sur ce plan, il savait atteindre à la « sainte indignation » lorsqu'il s'agissait de fustiger ces pseudo-idées dont cinq ans de pétainisme nous abreuvèrent et dont la victoire fut loin de nettoyer les relents. Sa verve latine était irrésistible dans ce combat et, dans la meilleure tradition, il aimait user de l'ironie pour démonter mécanisme de ces sophismes dont la bourgeoisie décadente pare la défense sordide de ses intérêts. Dans le combat de la Résistance, il sut aussi user de cette astuce gaie, et les Allemands ne comprirent jamais la joie que Nitti eut, par exemple, à leur faire cultiver laborieusement les souches de pénicillium, dont il avait soigneusement contrôlé l'inactivité thérapeutique.

Son ironie s'arrêtait cependant au seuil du grand sujet de la lutte de l'homme pour sa libération ; dans ce domaine, il avait pris passionnément position, s'élevait au-dessus de ses propres tendances de grand bourgeois libéral, parce qu'il savait qu'à un tel enjeu convenaient une dure discipline et une grande foi, mais il était justement persuadé que cette discipline demande à l'intellectuel d'assumer son état et de ne pas châtrer sa liberté de jugement. Il gardait cette dernière intacte et pouvait, en appliquant le mode d'analyse marxiste aux événements et aux idées, tirer les conclusions qui s'imposent à l'esprit lucide et à l'action droite.

C'est ainsi que nous conserverons de Frédéric Nitti l'image sereine d'un intellectuel probe et profond, qui ne dédaignait ni la joie, ni l'effort et qui, parce qu'il avait foi en l'homme, voulait le défendre par les idées, par la science, par le combat enfin.

Alain BUSSARD.

CHRONIQUE SCIENTIFIQUE

SUR LA TECHNOLOGIE COMPARÉE

par Marcel COHEN

La technologie comparée est une science trop négligée et dispersée. A. Leroi-Gourhan lui aura fait faire un grand pas en avant par les deux volumes mis sous la suscription d'ensemble de *Évolution et techniques* : I. *L'homme et la matière* et II. *Milieu et techniques* (Paris, Albin Michel, 1943 et 1945). Laissant de côté les descriptions de techniques dans le cadre d'une civilisation nationale ou d'un « cercle culturel » et en élargissement de son essai inclus dans le tome VII de l'*Encyclopédie française permanente*, 1936, avec le titre de : « L'homme et la nature », il fait œuvre de nouveauté, avec hardiesse et réflexion (encore que cette réflexion n'aille pas toujours dans le sens qu'on pourrait désirer).

***

Il donne essentiellement un répertoire systématique, classé à la fois suivant les matériaux et les actes accomplis pour les façonner en outils et utiliser ceux-ci. Voici le plan : *Moyens élémentaires d'action sur la matière* (les percussions, le feu, l'eau, l'air, la force). *Les transports. Les techniques de fabrication* (solides stables, solides ferreux, solides semi-plastiques, solides plastiques, solides souples, fluides). *Les techniques d'acquisition* (armes, chasse et pêche, élevage, agriculture, minéraux). *Les techniques de consommation* (alimentation, vêtement, habitation).

C'est un ouvrage de base, comme on voudrait en avoir, malgré les difficultés, pour d'autres disciplines ; ainsi : grammaire générale, constituée en répertoire des notions exprimées et des moyens grammaticaux de les exprimer dans toutes les langues connues ; types de moyens d'échange et de relations juridiques ; types de croyances et actions magiques et religieuses, etc. (Les cours de Marcel Mauss à l'Institut d'ethnologie qui viennent de paraître sous le titre de *Manuel d'ethnographie*, Payot, 1947, donnent déjà des cadres très utiles).

L'auteur a une érudition large et sûre. On pourra regretter que, voulant faire bref et, autant que possible, léger, il n'ait pas indiqué ses sources, et plus d'un ethnologue pourra signaler certaines omissions de détail. On déplorera aussi l'absence presque totale de cartes. En revanche, on sent partout, avec confort, que cet auteur n'est pas un ethnographe de cabinet : en effet, A. Leroi-Gourhan, professeur à la Faculté des Lettres de Lyon, sous-directeur du Musée de l'homme, où il organise le département de technologie comparée, a été et reste un actif enquêteur sur le terrain (Pacifique Nord) ; il est habile de ses mains, ayant expérimenté lui-même les techniques préhistoriques et « sauvages » ; c'est lui-même aussi qui a exécuté les 1 199 dessins, précis et pleins de goût, qui illustrent ses deux volumes.

Mentionnons que l'industrie moderne n'est pas décrite, mais n'est pas négligée, et les analogies de fonction sont utilement rappelées.

Il n'entrait pas dans les plans de l'auteur de mentionner les transpositions d'emploi, pour usages religieux en particulier. Ce sont pourtant des données impor-

tantes en elles-mêmes et indispensables si on s'occupe des transmissions ou des conservations archaïques. Ainsi, la question des objets votifs devrait être posée, de même que celle des survivances à caractère religieux (comme celle du couteau en pierre pour la circoncision chez des gens qui usent par ailleurs du métal).

Délibérément aussi, l'auteur a laissé de côté les techniques corporelles (manière de courir, de nager, de grimper, etc.) : mieux que personne, il sait que ce serait la matière d'un autre travail, non moins utile.

* * *

Mais l'ouvrage n'est pas seulement un répertoire : A. Leroi-Gourhan aborde toutes les questions que pose la technologie. Sauf quelques passages où il s'est laissé entraîner, ces questions sont traitées en avant-propos et en conclusion : en tête « Introduction » et « Structure technique des sociétés humaines » ; à la fin : « Les problèmes d'origine et de diffusion » et « Évolution et techniques ». Il est question de biologie et de paléontologie aussi bien que d'histoire ; pour les méthodes que l'auteur essaye de définir, il retient la dénomination d'ethnologie. (On doit regretter que les notions examinées ne soient pas regroupées dans un index, à côté de l'index des choses.)

Une première besogne est de critique, pour débarrasser le terrain de vues trop sommaires, d'illusions ou préjugés et de généralisations prématurées. L'humour n'y manque pas. S'agit-il de représenter combien il faut être prudent en parlant de migrations préhistoriques sur l'indice de quelques objets ? Voyons :

(I, p. 11) Sont-ce des indices de migrations que le calvinisme, les toits de tuiles, le code napoléonien, la selle anglaise, la voûte ogivale, le pétrin mécanique, la bicyclette ?

Reproduisons encore cet appel à la prudence pour les questions d'origine des techniques :

(P. 16) Lorsqu'on voit le tabac arriver d'Amérique en Europe, gagner toute l'Asie et l'Afrique, se confondre parfois dans ses modalités de consommation avec le chanvre et l'opium et retrouver le continent américain à la fois à l'Est (influence sino-japonaise) par l'intermédiaire des peuples de Sibérie et à l'Ouest dans nos importations, on peut, devant l'imbroglio des emprunts, des trouvailles locales, des influences, se demander quelle précision contient une restitution de technique plus ancienne.

Il est bon de mentionner spécialement dans le volume II, pages 445 et suivantes, l'examen qui est fait des constitutions hasardeuses de grands groupes *ethniques* caractérisés par des ensembles techniques et autres, qui sont surtout à la base des théories dites des *cercles culturels*.

(P. 446) La masse nouvelle D (chez les jaunes) semble tenir un passé considérable, un véritable héritage des origines, puisqu'elle possède les traditions communes aux extrêmes géographiques A″ et C″. Elle pose l'existence d'un groupe hypothétique D, très ancienne origine des trois masses [A, B, C]. C'est une pure illusion.

En effet (p. 448)... Il y a, dans nombre de théories fondées sur la seule perception intuitive, une propension très dangereuse à centrer, sur un écran d'autant plus étroit qu'on se perd dans les lointains fabuleux de la protohistoire ou de la préhistoire, des faits qui n'ont leur centre commun qu'à un niveau souvent très proche de nous. — (P. 450) Il est en réalité impossible de proposer des solutions simples sur le terrain mouvant des masses qui évoluent à des rythmes différents, globalement et dans chacun de leurs éléments.

Il est marqué utilement (I, p. 41) combien il est difficile de caractériser congrument des populations par une seule technique, une prédominance de chasse, par exemple, pouvant s'associer à un rudiment d'agriculture, et il est justement

conclu qu'il faut surtout considérer des « ensembles techniques » d'un étage plus ou moins élevé. Aussi, en écartant le « primitif », que nous n'atteignons nulle part, les populations sont-elles nommées dans l'ouvrage par les termes de : très rustique, rustique, semi-rustique, semi-industrielle, industrielle.

Sur toutes sortes de questions (emprunts, convergences, inventions, survivances), A. Leroi-Gourhan opère un criblage des notions et des théories avec une intelligence aiguë accompagnée d'un solide sens des réalités qui devront lui valoir une reconnaissance durable.

***

Mais il ne se borne pas là : ses derniers chapitres représentent un gros effort personnel d'interprétation. Les thèmes en sont tous importants pour une théorie de l'évolution humaine. La reproduction de la table des matières en donnera une idée : « Problèmes généraux » (le devenir ethnique). « Civilisés et sauvages. » « Économie technique ». « La tendance technique. » « Le milieu technique. » « L'emprunt » (le milieu favorable). « L'invention » (traits généraux de l'invention, influence du milieu extérieur, l'intention technique, les éléments préexistants, emprunt et invention). « L'activité créatrice » (associations et milieux favorables). « Les groupes et les masses. » « Le temps et le milieu intérieur. » « Le temps et le milieu technique » (inertie et survivance, la diffusion, la convergence). « Le progrès technique. » Et voici quelques citations.

(II, p. 396) Pour emprunter, le milieu technique doit être favorable à l'emprunt. (Une note fait mention du « refus de l'emprunt ».) — (P. 470) Sur un point nous avons été plus heureux que la biologie ; un abîme ne sépare pas pour nous évolution et mutation. La transmission héréditaire des caractères acquis est normale en technologie : le rouet créé se reproduit d'emblée sous toutes ses caractéristiques et s'enrichit de génération en génération de détails plus adéquats. Mais tout aussi normale est apparue la mutation : en une génération, par l'effort d'assimilation des emprunts, un groupe change radicalement d'état et, sans transition appréciable, passe du néolithique aux métaux, de l'élevage à l'agriculture, du nomadisme au sédentarisme et du bouddhisme au christianisme. — (P. 471) Tout cela peut concourir à créer l'image du progrès collectif ; l'acquis technique ne se perd pas, sa transmission est assurée hors des aventures politiques. (P. 472 et dernière.) Si la biologie peut hésiter à prêter à la vie des plans prédéterminés, nous pouvons attribuer à cette mince pellicule matérielle qui s'interpose entre l'homme et le milieu [l'appareil technique, on pourrait dire « la technosphère »], des tendances, des intentions, un but, parce qu'elle est création humaine et parce que l'homme est apte à désirer.

***

La dernière phrase citée nous permet d'accrocher à notre tour la critique. Disons au préalable qu'on est stupéfait en arrivant au bout de l'ouvrage de n'avoir pas vu citer une seule fois, ne serait-ce que pour une réfutation, Marx et Engels. Au contraire, de nombreuses références sont faites à Bergson et aussi à Jean Przyluski (on est étonné qu'il soit parlé de solidité à propos de l'ambitieux ouvrage de cet auteur sur l'*Évolution humaine*).

On ne saurait approuver le choix qui est fait ici, pour encadrer à chaque instant les descriptions, du terme de *tendance*, ni les définitions qui en sont données :

(I, p. 13) Tout semble se passer comme si un prototype idéal de poisson ou de silex taillé se développait suivant des lignes préconcevables du poisson à l'amphibien, au reptile, au mammifère ou à l'oiseau, du silex indifférencié dans sa forme au tranchet de pierre polie, au couteau de cuivre, au sabre d'acier. — (P. 25) La *tendance* a un caractère inévitable, prévisible, rectiligne ; elle pousse le silex tenu à la main à acquérir un manche, le ballot traîné sur deux perches à se munir de roues, la société fondée sur le matriarcat à devenir tôt ou tard patriarcale.

Il ne suffit pas d'un correctif comme :

(I, p. 13, *suite*) Qu'on ne s'y trompe pas, ces lignes rendent simplement un aspect de la vie, celui du choix inévitable et limité que le milieu propose à la matière vivante...

ou de la reconnaissance de lois générales servant de cadres :

(II, p. 359) On démontre, en traînant dans l'eau une masse plastique, qu'un solide quelconque en déplacement dans l'élément liquide prend forcément un aspect fusiforme particulier et que le thon, l'ichtyosaure, la baleine et le bateau ne pouvaient pas avoir d'autre plan général que celui qu'impose la physique.

Les exemples même qui viennent d'être cités sur le domaine technique nous donnent bonne prise pour contredire l'auteur. Ainsi, il y a fort bien des outils qui restent indéfiniment sans emmanchement, comme l'aiguille (en mettant à part les cas particuliers de l'alène... et de la machine à coudre). Lorsque l'emmanchement s'est produit, ainsi dans la hache, doit-on dire que c'est l'outil tranchant (silex taillé) qui s'est muni d'un manche, ou que c'est le bâton, connu déjà des grands singes, qui s'est augmenté d'un complément ? — Pour ce qui est des formes « hydrodynamiques », on sait qu'il y a des poissons à tête ronde comme des poissons à tête pointue, et de même pour les avants de bateaux ; pour ceux-ci, on peut citer le cas paradoxal de la corbeille-bateau (en Mésopotamie), où d'autres circonstances se sont opposées à l'emploi de la forme effilée. Et ne sait-on pas que des civilisations assez perfectionnées, comme celles des Incas, se sont développées sans avoir connu la roue ? Qu'en conclure, sinon que l'affabulation idéaliste par la « tendance » risque de mener à de véritables divagations et de masquer les justes explications des faits ?

On souhaiterait de voir repris tout le livre dans un esprit matérialiste dialectique. Les notions essentielles seraient sans doute alors celles des *besoins* de l'homme industrieux en société, et des *caractères fonctionnels* de tout ce qui peut servir à leur satisfaction. On examinerait alors utilement les circonstances contradictoires par où des lois physiques générales, des matériaux et des milieux donnés interviennent dans les activités techniques de l'homme, en produisant des équilibres momentanés (y compris ceux des développements « en impasse ») et des changements plus ou moins profonds et rapides.

A. Leroi-Gourhan, travailleur de la « technologie à peine vagissante » (I, p. 472), a nettement déblayé la route et classé des matériaux. Il est à souhaiter qu'il soit suivi par des chercheurs aussi bien préparés, mais armés d'autres conceptions. La technologie comparée, qui a le grand avantage d'opérer sur des activités humaines toujours tangibles et bien délimitées, doit prendre sa juste place dans les sciences de l'homme.

***

En complément de cette chronique, voici quelques comptes rendus succincts de livres récents sur la technologie :

André Leroi-Gourhan, **Archéologie du Pacifique Nord.** Matériaux pour l'étude des relations entre les peuples riverains d'Asie et d'Amérique (Institut d'ethnologie, 1946). Ce livre comporte l'utilisation de la « grammaire » établie par l'auteur, sur un domaine où il a prospecté lui-même. Une première partie examine toutes les données archéologiques acquises : la conclusion est que, pour la période d'environ 2 000 ans qui est accessible par les documents connus, il n'y a pas eu de grands mouvements de population : Asiatiques, Eskimos, Américains apparaissent en place autrefois comme maintenant. La seconde partie, consacrée à l'examen d'un certain nombre de « thèmes techniques », montre, au contraire, une grande circulation des objets, ceci souvent à partir de centres situés en dehors du domaine considéré : parfois des objets importés sont utilisés tels quels ; d'autres fois, ils sont imités secondairement en matières différentes ; l'analyse précise est ici très instructive. La conclusion est que le « commerce » au sens large est un phénomène normal, bien avant l'existence des moyens modernes de transport. La transcendance des faits économiques est ici spécialement frappante.

Le livre de P. Rivet et H. Arsandaux, **La Métallurgie en Amérique précolombienne**

(Institut d'ethnologie, 1946), est un autre exemple d'étude précise, où sont utilisées toutes les ressources des analyses chimiques sur les objets de musée, l'érudition historique et les observations sur place. Les conclusions montrent l'originalité de la métallurgie du nord de l'Amérique du Sud, qui a été transportée commercialement dans l'Amérique centrale, l'Amérique du Nord ayant eu une métallurgie indépendante moins raffinée.

Ch. Le Cœur, **Le Rite et l'Outil.** Essai sur le rationalisme social et la pluralité des civilisations (P. U. F., 1939). C'est un recueil disparate et décevant, dû à un ethnographe intelligent prématurément disparu. L'idée centrale est indiquée page II par cette phrase : « L'homme s'apparaît à lui-même comme un technicien ; il apparaît aux autres comme un créateur de rites. » Ainsi est abordée, sous un certain angle, la question de la superstructure (sous son aspect plus ou moins religieux), dans son rapport avec l'infrastructure matérielle.

Pierre Ducassé, **Histoire des techniques** (Presses universitaires, 1945), est un sec manuel qui a l'avantage de suivre les lignes de développement, des cultures préindustrielles à la civilisation industrialisée, et de donner un aperçu de la bibliographie.

E. Gaignebet, **Une Langue vivante internationale : le dessin de machines** (Publications techniques et scientifiques de l'École française d'ingénieurs de Beyrouth, 1946) est une étude très suggestive d'un technicien technologue original.

CHRONIQUE PHILOSOPHIQUE

UN LIVRE POSTHUME DE JEAN CAVAILLÈS

par ANDRÉ LENTIN

L'ouvrage[1] que publient la famille et un groupe d'amis de Cavaillès a été écrit dans les prisons de Vichy. L'auteur, manuscrit en poche, s'évada de son camp d'internement, dans les derniers jours de l'année 1942. On sait qu'il poursuivit son activité de résistance, qu'il fut arrêté par les Allemands en août 1943, et fusillé.

Cavaillès aurait désiré écrire un *Traité de logique*. Il n'en a pas eu le loisir. Il a livré l'essence de ses réflexions sur des sujets qu'il avait longuement étudiés.

Il est donc absolument nécessaire, avant d'aborder ce texte, d'avoir assimilé les ouvrages précédents de l'auteur, à savoir : *Remarques sur la formation de la théorie abstraite des ensembles* et *Méthode axiomatique et formalisme.* Faute de quoi on s'exposerait à ne pas toujours saisir une pensée qui s'exprime dans une langue extrêmement abstraite, sous une forme volontiers elliptique.

Ces réflexions sur la logique et la théorie de la science reprennent et approfondissent certains des thèmes et des conclusions des ouvrages antérieurs que nous venons de mentionner. La méthode de travail reste la même.

La démarche de Cavaillès est la suivante : il expose les idées, le système, la philosophie de X ou Y, un peu comme s'il les faisait siens — puis il en montre subtilement les insuffisances. Les trois parties de son œuvre posthume fissurent ou ruinent successivement la logique de Kant et les *avatars* multiples d'un certain idéalisme : les philosophies épistémologiques de l'immanence comme celle de Brunschwicg ou celle de Brouwer, les écoles formaliste et logiciste, la phénoménologie de Husserl.

Il est presque impossible de donner des citations : la « pression interne » qui règne dans le corps du texte est telle qu'un fragment isolé, détaché, semble perdre sa forme et sa substance... Mais il semble impossible de rendre compte de cet ouvrage sans le citer abondamment.

I[1]

Une étude du kantisme conduit Cavaillès à écrire :

> Pour le Kantisme, il n'y a pas de science en tant que réalité autonome et caractérisable comme telle, mais unification rationnelle, suivant un type fixe, d'un divers déjà organisé par l'entendement, ou parcours d'un ensemble d'évidences sans plan ni découverte. (P. 14.)

Si l'on accepte, en gros, la critique kantienne, deux possibilités semblent rester ouvertes pour la théorie de la science. Pour parler de façon imprécise, mais imagée, disons que la première est la solution « rigide » (Bolzano et ses successeurs), l'autre la solution « souple ».

A cette dernière se rattachent l'intuitionisme de Brouwer et l'épistémologie brunschwicgienne. On connaît les positions de base de l'intuitionisme : il reprend les thèmes essentiels du kantisme. Pour lui, la connaissance mathématique présente un caractère intuitif immédiat ; la vérité s'y constate dans une expérience *sui generis.* Caractère intuitif ? Cavaillès laisse entendre qu'au départ de sa mathématique l'intuitioniste choisit, parmi les données psychologiques que lui fournit l'introspection, celles qu'il estime les plus fondamentales. Mais la pauvreté même des données qu'il retient l'oblige d'abord à démolir les mathématiques classiques (qui ont tout de même fait leurs preuves) pour en reconstruire d'autres. Et s'il déclare, avec Brouwer, que « la mathématique est mise en ordre du monde, pensée rationnelle du monde », il

1. Jean CAVAILLÈS, *Sur la Logique et la Théorie de la science* (Paris, Presses Universitaires de France, 1947).

1. Les divisions marquées par des chiffres romains correspondent aux divisions du texte lui-même, que nous résumons.

laisse dans le vague tout rapport avec la physique.

Bolzano, lui, avait tenté de mettre l'accent sur la notion de système démonstratif. La crise de croissance de l'analyse mathématique exigeait alors qu'on se défendît des trop faciles *recours à l'évidence*. Mathématicien lui-même, il fait faire un pas et à la science et à la philosophie[1]. *La science, si elle est, est tout entière démonstration, c'est-à-dire logique.* Tel est l'idéal de l'époque :

La théorie de la science est un *a priori*, non antérieur à la science, mais âme de la science, n'ayant pas de réquisits extérieurs, mais exigeant à son tour la science. Double difficulté de la solution bolzanienne : si elle évite la subordination à un existant historique ou à l'absolu de la conscience, elle doit poser elle-même la totalité de ce qu'elle atteint, discerner ensuite, si elle le peut, l'élément essentiel permanent de ce qui est mobile par lui. Construction d'une théorie pure des enchaînements rationnels d'une part, d'autre part, rapport à la science développée. L'épistémologie scientifique ne peut, sans avoir résolu ces problèmes, se constituer directement la première comme elle en avait l'ambition, mais elle est postérieure à l'analytique qui donne le contenu de son objet et à l'ontologie qui l'achève en être. (P. 25 et 26.)

II

Une théorie de la démonstration nécessite alors la notion de forme logique. Celle-ci résultera d'un processus double de séparation. Cavaillès en appelle le premier aspect : horizontal ou *paradigme* ; le second : vertical ou thématique.

C'est de ce premier effort de séparation, que résultera l' « idée pure de variable », de place vide à remplir par l' « élément quelconque ».

En remplaçant les déterminations d'actes par la place vide pour une substitution, on s'élève progressivement à un degré d'abstraction qui donne l'illusion d'un formel irréductible. C'est ce qu'avait tenté Leibniz en passant à l'absolu, par le mirage d'un infini dont la simplicité rend simultanés conditions et conditionnés. Tels les essais de caractéristique géométrique ou algébrique, la théorie des déterminants, le symbolisme du calcul infinitésimal où, chaque fois, se manifeste le désir de ne conserver que ce qui est d'essence ; telle enfin la réduction de tous les jugements au jugement prédicatif, de tout raisonnement à la répétition ou au morcellement d'une formule unique et identique. Ici, l'image spatiale de la juxtaposition, l'utilisation d'une combinatoire élémentaire, qui conserve en tant qu'elle se révèle à elle-même (quitte à justifier de façon opaque tous les hiatus) dans l'infini les caractères simples du fini, sont à la fois liées à l'origine de l'entreprise et cause de son échec. (P. 29 et 30.)

Mais il faut maintenant achever la formalisation en superposant au dessin des structures les règles qui les régissent. C'est le deuxième aspect du processus de séparation : la thématisation qui fait d'une opération elle-même le terme, l'élément d'une opération d'ordre supérieur. La théorie des groupes d'opération en est une illustration mathématique.

Des efforts pour une théorie effective des opérations naissent historiquement les calculs de Boole, Schröder et Frege, les systèmes formels généraux (P. 31),

écrit Cavaillès, et plus loin :

Dans le moment qui dégage le sens, apparaît une dualité entre *sens posant* et *sens posé*, entre la signification d'une opération en tant qu'elle est *opérée* et sa signification en tant qu'*opérante*. (P. 31.)

Les deux procédés s'enchevêtrent, se renforcent mutuellement. La séparation entre matière et forme dans un enchaînement rationnel apparaît désormais comme simpliste :

Il n'y a pas de formalisme sans syntaxe, pas de syntaxe sans un autre formalisme qui la développe. (P. 33.)

D'où les efforts des logicistes contemporains comme Carnap et Tarsky pour isoler enfin par distillations successives ce qui sera la théorie logique :

La théorie logique n'est pas l'ensemble des systèmes formels, mais l'ensemble des syntaxes de tous les systèmes formels. (P. 33.)

Les mathématiques deviennent alors « l'ensemble de tous les systèmes formels » et la physique « certain système privilégié grâce au principe de choix que constitue l'expérience ».

Mais les difficultés se multiplient : la logique interne du procédé oblige à formaliser maintenant la syntaxe elle-même... Puis, la syntaxe de sa syntaxe... Régression qui oblige à définir le système base de toutes les syntaxes ; or,

Ce que Carnap appelle la syntaxe générale n'est qu'un ensemble de règles abstraites, pour lesquelles du reste tout le précis est emprunté aux mathématiques effectivement réalisées et à leur syntaxe : l'imagination syntaxique semble se perdre dans le vide d'une abstraction radicale. Par les quelques précisions données, on pourrait même montrer que les chemins par avance prévus, où devait s'engager la science postérieure, sont restés déserts. (P. 35.)

Enfin, la définition d'un système formel

---

1. En 1817, à propos d'un problème presque uniquement technique : il s'agit de démontrer qu'une fonction continue ne peut changer de signe qu'en s'annulant, et ce sans recourir à l' « évidence » géométrique de la courbe « qui est obligée » de traverser l'axe des abscisses.

n'est pas complète avec l'énoncé de sa syntaxe. On s'en serait douté ! Il faut savoir tout de même de quoi l'on parle et définir les objets eux-mêmes, éléments ou composés, qui interviennent dans les enchaînements : c'est le rôle de ce que Tarski appelle la *sémantique*.

On a fait table rase, il faut maintenant créer *ex nihilo*. On ne peut pourtant pas échapper à la question naïve : qu'y avait-il avant ? Les logicistes pourtant prétendent s'en tirer :

> Les logicistes croient échapper à la question, en confondant les actes primaires avec leur représentation sensible, objets figurables, dont sinon la totalité, au moins les modes de construction paraissent délimitables exhaustivement : le départ est un ensemble de signes ou d'espèces de signes ; les actes, des moyens réglés de les organiser en groupes à forme déterminée. (P. 38.)

Ce que la définition d'un formalisme complet prend pour commencement absolu n'est qu' « évocation subreptice d'actes et d'enchaînements antérieurs ». C'est ce que confirme la deuxième difficulté du logicisme, le problème posé par la physique, problème qu'il ne peut pas davantage résoudre.

Les seules notions d'enchaînement intelligible de sens, se dissociant en sens posant et sens posé, ne pouvaient suffire :

> La représentation de l'objet, chassée d'un côté, reparaît ailleurs, ne fût-ce que l'objet système formel ou objet acte opératoire, objet, c'est-à-dire réalité se suffisant à soi et manifestant de façon quelconque une dualité avec l'acte pur immergé dans l'enchaînement qu'il déroule. De même que la théorie directe des sciences ou de la science renvoyait à la théorie de la démonstration, celle-ci réclame une ontologie, théorie des objets qui fixe enfin la position relative des sens authentiques et des êtres indépendants ou non, auxquels ils se rapportent ou qui prétendent les fonder. (P. 43.)

III

> C'est une sauvegarde simultanée des uns et des autres comme éléments irréductibles que prétend apporter la phénoménologie de Husserl. Grâce à la découverte, préparée par Brentano, de l'intentionnalité de la conscience, grâce à la corrélation qu'elle établit entre actes noétiques et contenus noématiques, elle se dit en mesure d'assurer à la fois l'indépendance réciproque entre objets et procès d'atteinte, et l'unité supérieure où les uns et les autres prennent source et signification. Ainsi, se trouveraient partiellement justifiées parce que remises en leur lieu propre — par un mode de conciliation imité de Leibniz et de Kant — les doctrines dont elle représente la synthèse approfondissante, logicisme et théorie de la conscience. (P. 44.)

C'est ainsi que Cavaillès commence la partie III de son ouvrage, la plus intéressante, sans aucun doute.

Son livre précédent, *Méthode axiomatique et formalisme*, semblait, dans sa conclusion, faire la part assez belle à la phénoménologie de Husserl. Le vague et l'équivoque de certaines formules finales pouvaient laisser croire que Cavaillès, dialecticien subtil, prétendait accrocher sa dialectique à des nuages. L'équivoque se dissipe nettement, comme l'avait prévu le regretté Henri Mougin, qui, dans son étude sur Cavaillès [1], ne pouvant faire état du livre posthume qu'on publie aujourd'hui, se basait en partie sur des conversations de son ami et paraissait le tirer à lui.

Or, la partie III, que nous ne pouvons pas résumer ici (nous n'avons pu qu'essayer, en résumant les parties I et II, de montrer l'importance de cette dernière partie), montre un Cavaillès entièrement détaché de la phénoménologie de Husserl. Citons ici la fin de l'ouvrage :

> ... L'évidence justificatrice de l'analyse transcendantale est nécessairement unique : s'il y a conscience des progrès, il n'y a pas progrès de la conscience. Or, l'un des problèmes essentiels de la doctrine de la science est que justement le progrès ne soit pas augmentation de volume par juxtaposition, l'antérieur subsistant avec le nouveau, mais revision perpétuelle des contenus par approfondissement et rature. Ce qui est après est plus que ce qui était avant, non parce qu'il le contient ou même qu'il le prolonge, mais parce qu'il en sort nécessairement et porte dans son contenu la marque chaque fois singulière de sa supériorité. Il y a en lui plus de conscience — et ce n'est pas la même conscience. Le terme de conscience ne comporte pas d'univocité d'application — pas plus que la chose d'unité isolable. Il n'y a pas une conscience génératrice de ses produits, ou simplement immanente à eux, mais elle est chaque fois dans l'immédiat de l'idée, perdue en elle et se perdant avec elle et ne se liant avec d'autres consciences (ce qu'on serait tenté d'appeler d'autres moments de la conscience) que par les liens internes des idées auxquelles celles-ci appartiennent. Le progrès est matériel ou entre essences singulières ; son moteur, l'exigence de dépassement de chacune d'elles. Ce n'est pas une philosophie de la conscience, mais une philosophie du concept qui peut donner une doctrine de la science. La nécessité génératrice n'est pas celle d'une activité, mais d'une dialectique. (P. 77 et 78.)

De ce livre posthume se dégage, certes, une idée de la position de Cavaillès en matière de philosophie des sciences mathématiques et physiques. Nous avons de sa philosophie une image, mais elle se détache comme un négatif. Elle ne se définit que par rapport au système qu'elle combat.

A défaut d'indications positives sur les solutions qu'il eût adoptées, du moins cette critique de l'idéalisme est claire et constitue un acquis précieux.

1. *La Pensée*, n° 4, juillet-août-septembre 1945, p. 70 à 83.

CHRONIQUES ARTISTIQUES

I

RÉFLEXIONS D'UN VIEIL ARTISTE A LA RECHERCHE DE QUELQUES VÉRITÉS

par Francis JOURDAIN

A cette recherche, je suis enchanté que mon cher René Maublanc veuille bien collaborer. Je ne suis pas peu fier que ma précédente chronique ait été l'occasion des pertinentes remarques d'un homme pour la haute intelligence duquel, depuis plus de vingt ans, je professe tant d'affectueuse estime ; ce me fut toujours un précieux réconfort que de me sentir si proche de lui. En proclamant qu'un tel accord est la meilleure condition d'une fructueuse discussion, vais-je consolider la réputation que me fait malicieusement mon ami fidèle ? Maublanc, en effet, laisse entendre que je serais assez enclin au paradoxe ! Pure calomnie ! Je me flatte tout au contraire d'être le déférent disciple de M. de La Palisse, et j'ai été bien déçu que mon complice n'ait pas rendu hommage aux efforts méritoires que je ne cesse de faire pour assimiler la méthode de mon maître et me rendre digne de lui. De cette méconnaissance de mes plus sûres vertus, je me vengerai en dénonçant l'imposture dont Maublanc s'est rendu coupable : n'a-t-il pas le toupet d'opposer à ma « fantaisie » la pesanteur du « cuistre professionnel » qu'il prétend être ? Il y aurait beaucoup à dire sur le cuistre. Il y aurait tant à dire que, pour n'être pas détourné de notre propos, je n'en dirai rien, me bornant à constater que mon honorable partenaire ment comme un arracheur de dents : il n'a absolument rien du cuistre. Il est un militant de l'anticuistrerie. N'est pas cuistre qui se vante de l'être, et, pour mériter ce titre et les prérogatives y attachées, il ne suffit pas de détenir une chaire. Personne ne songerait à traiter de cuistre le professeur Michelet, et il faudrait avoir le nez bouché pour ne pas subodorer les relents de cuistrerie que dégage la majesté d'un Napoléon, qui, lui, ne professa cependant qu'un mépris de fer pour les animaux politiques.

***

Mais, encore un coup, l'heure n'est pas à l'analyse du cuistre. Laissant Maublanc à ses vantardises, j'ai hâte de passer à l'examen des commentaires que je dois à son bon sens critique. Ce sera d'abord pour dire ma satisfaction d'être une fois de plus à peu près complètement d'accord avec lui. Je dis « à peu près » pour paraître justifié à poursuivre ici ma perquisition ou, si vous préférez, mes tâtonnantes recherches. Car c'est de cela, seulement de cela qu'il s'agit. Je me défends de formuler une doctrine, d'exposer une thèse ou de fournir des origines de l'art une expli-

cation après tant d'autres dont je m'efforce humblement et honnêtement de souligner ce qu'elles ont d'insuffisant, même quand elles se recommandent — à mon avis avec moins de pertinence que de légèreté — du marxisme.

Qu'un artiste soit, qu'il l'ignore ou non, en définitive condamné sans recours à travailler « bon gré mal gré pour la clientèle qui le fait vivre », Maublanc ne le pense pas plus que moi, mais il m'explique fort raisonnablement que le peintre non conformiste n'est concevable que « dans certaines conditions sociales et à de certaines époques ». Un Cézanne est donc médiatement redevable de son audace — et, par conséquent, des singularités de son génie — à cette révolution bourgeoise dont les répercussions l'ont rendue possible.

Bien que le cas d'un Rembrandt oblige à quelques réserves (hâtivement formulées dans ma précédente chronique et sur lesquelles je reviendrai tout à l'heure), cette vue me paraît extrêmement juste. Je l'adopte d'autant plus volontiers qu'elle m'aidera à confondre les artistes que j'entends pleurnicher sur le passé, déplorer d'être aujourd'hui privés des bienfaits de la contrainte et avouer ne savoir que faire de la part de liberté conquise. L'initiative de Cézanne, l'aventure qu'il a osé courir malgré les sarcasmes et le mépris général, sont impensables sans la transformation sociale — donc économique — opérée jadis au profit des hommes de sa classe. Mais cela ne fait nullement de sa peinture le miroir de cette classe, la réponse à une demande que ni le « philistin » ni le bourgeois (au sens social du mot) ne songeaient à formuler. La bourgeoisie qui, en tant que classe, créa jadis un milieu favorable à l'éclosion d'un talent hérétique, n'en était pas moins — venue l'heure de cette éclosion — justifiée à pousser les hauts cris. Elle avait entièrement raison de ne rien retrouver de soi dans ce monstre. Il est tout naturel qu'elle lui ait préféré un Bouguereau (dont il est faux de dire qu'il ne représente rien), mais il n'est pas vrai que Cézanne ait été, tout comme ce représentant authentique de l'immense majorité de leur commune classe, le serviteur de ceux qui l'ont honni. Ce que Cézanne et d'autres maudits doivent au passé de leur classe ne suffit pas à rendre très apparent le lien existant entre eux, d'une part et, d'autre part, les faits historiques, politiques de leur temps.

Ce lien, je ne le chercherais pas si je ne croyais à son existence, mais la plus élémentaire probité m'oblige à confesser que les démonstrations faites par de plus malins que moi me semblent peu rigoureuses. Lesdits malins n'ont pas toujours les scrupules qui empêchent Maublanc de préciser les relations de cause à effet entre l'évolution du paysage et l'ascension de la bourgeoisie. Il se borne à constater (je crois bien qu'il est le premier, et il ouvre une voie qui mérite d'être explorée) une sorte de synchronisme en effet très curieux. Je crois comme lui qu'il y a là tout autre chose qu'une coïncidence ; si ce phénomène confirme l'existence du lien que nous cherchons ensemble, il ne nous permet pas de le très bien voir, de le saisir et d'en faire notre fil d'Ariane. Est-ce donc « se faire de l'artiste une conception individualiste » que de sourire de la superbe de ceux qui se portent garants de la solidité d'un fil invisible ? Est-ce être individualiste que de faire sa part à l'apport individuel [1] ?

Il n'est point négligeable, et rares sont les artistes tout à fait obéissants, c'est-à-

1. Maublanc est, je le sais, d'accord avec moi pour déplorer le malentendu qui oppose l'individualisme au communisme. C'est comparer deux notions entre lesquelles il n'y a pas de commune mesure, l'individalisme n'étant et ne pouvant être qu'une manière de voir, un état d'esprit, tout au plus une thique (?), et le communisme étant un système aboutissant à des fins sociales. L'individualisme est bien souvent le nom donné au plus vulgaire égoïsme et, au mieux, à un égotisme, à un égocentrisme proprement antisocial. Une société individualiste est impensable. Le communisme n'est et ne peut être qu'altruiste ; pour lui, autrui existe, il tend à organiser les relations entre individus. Donc, il ne commet pas la sottise de les nier. Il n'oublie pas que les

dire entièrement soumis aux usages. Raphaël, que Maublanc prend adroitement en exemple, Raphaël lui-même, si sage qu'il ait été, s'est-il montré tellement traditionnaliste, dans le sens du moins où l'entendent les historiens de l'art ? Ceux-ci nous parlent de l'admiration que Raphaël professait pour ses aînés, les Lippi, les Ghirlandajo, les Masaccio. Il n'en est pas moins vrai qu'il ne se trouva lui-même qu'en s'éloignant d'eux. Assurément ses écarts ne sont pas comparables à ceux que devaient, quelque trois cents ans plus tard, se permettre les peintres français. Pour avoir été moins tapageuse, l'audace, parfois inconsciente, à laquelle la force de leur personnalité condamnait les ancêtres n'en est pas moins certaine[1]. La vraie tradition est faite du respect de la tradition de l'irrespect, de cette continuité dans l'hérésie.

C'est évidemment la grandeur de la peinture bourgeoise que d'avoir été plus téméraire que toute autre. On reproche au XIXe siècle d'avoir, en favorisant l'individualité, accru la diversité des recherches au détriment de son homogénéité. N'est-ce pas se plaindre d'être comblé ? Cet excès de richesses et cette dispersion des efforts auraient fait oublier aux peintres cette partie de leur mission qui est de témoigner pour leur temps. N'est-ce pas méconnaître la manière dont, dans le passé, fut remplie cette mission que l'on confond trop volontiers avec celle de l'annaliste ou du conteur ?

Pour prendre en exemple cette Hollande qui donna tant de beaux peintres, quel est celui d'entre eux dont l'œuvre tient compte ou rend compte des démêlés de sa patrie avec l'Espagne, l'Angleterre, l'Autriche, ou de la persécution des protestants par la régente Marie de Bourgogne, ou de la révolte des gueux ou des conquêtes coloniales et de ses innombrables conséquences de tous ordres ?

On me répondra que la grande époque de la peinture hollandaise fut le XVIIe siècle, ère de prospérité et de paix. Tiens, tiens ! L'art ne fleurit donc que dans la prospérité et la paix ? Mais alors, la misère du Moyen Age, c'est une blague ? La guerre de Cent ans, c'est un canular ? Ne nous a-t-on pas apitoyés aussi sur le sort de l'Italie qui servit si longtemps de champ de bataille aux Allemands, aux Français, aux Espagnols ? L'ignorant que je rougis d'être n'a rien appris de ces guerres en fréquentant Giorgione et le Corrège, Titien et Tintoret.

Puisque me voici sur la voie des aveux, je renonce à essayer de vous faire croire que je suis fortement documenté sur les conditions dans lesquelles, il y a (sauf erreur) trois cent cinquante-sept ans, Justin de Nassau remit les clefs de Bréda à un certain marquis génois au service de l'Espagne. Ayant toute honte bue, j'ajouterai que mon inexcusable ignorance ne m'a pas empêché d'admirer le tableau de Velasquez, relatant cet événement. Tableau indéniablement « commandé ». Est-ce un des plus beaux de Velasquez ? Non. Que l'astreinte ait ajouté quoi que ce soit à son libre génie, dussé-je scandaliser les contempteurs de la liberté octroyée aujourd'hui aux artistes, je n'en crois rien. Je ne crois pas davantage que David se soit trouvé aussi bien des travaux *forcés* que le prétendent les amoureux de la double boucle. Ni *Le Serment des Horaces* — commande royale — ni *Le Sacre* — commande impériale — ne valent le *Marat* qu'imposa entre temps à ce caméléon

---

masses dont il rêve de régler le comportement pour le plus grand bien de tous et de chacun sont composées d'individus. Nous ne devons, à mon avis, laisser échapper aucune occasion de nous élever contre la calomnie imbécile qui prête au communisme un idéal grégaire et fait de la société communiste une sorte d'usine peuplée de robots, une caserne où la discipline imposée abolirait toute faculté critique et tout esprit d'initiative ; nous ne devons perdre aucune occasion de rappeler que — Marx l'a proclamé il y a cent ans — nous entendons instaurer une « société où le libre développement de chacun sera la condition du libre développement de tous ».

1. « Les artistes primitifs ont été hardis avec naïveté et pour ainsi dire sans le savoir. » (Eugène Delacroix.)

sa sincère et momentanée ferveur républicaine. Je dis bien *imposa* ; mais entendons-nous. Plaidant ici la cause de la liberté (non pas contre Maublanc, bien sûr !), je ne suis pas assez sot pour mettre sur le même plan le devoir que nous dicte notre conscience et celui qui nous vient de l'extérieur. Avec Maublanc, je me félicite qu'il y ait eu quelques volontaires pour « faire passer dans leurs toiles leurs enthousiasmes et leurs colères de citoyens » ; avec lui, je regrette que la liste en soit si vite dressée ; avec lui, je déplore qu'aujourd'hui soient aussi rares ceux qui acceptent de mettre leur talent au service d'une cause qu'ils servent par ailleurs avec dévouement et à laquelle tant d'ouvriers donnent généreusement, eux, le meilleur d'eux-mêmes. Ce regret formulé, n'y a-t-il pas un enseignement à tirer d'un tel état de choses ? Ceci m'amène à revenir sur quelques pertinentes réflexions de Maublanc concernant le sujet.

***

Je ne nie point la valeur des indications que fournissent le sujet et l'étude des motifs qui l'ont fait choisir. Il n'est certes pas inintéressant d'examiner comment le peintre a soit interprété ou déformé un fait historique, soit traduit ou trahi la mentalité de ces contemporains, mais je continue à ne pas voir le rapport entre l'intérêt certain de ces indications et, par ailleurs, la valeur artistique avec laquelle elles ne se confondent pas.

Certains autres examens de l'objet qu'est matériellement un tableau peuvent, eux aussi, fournir des renseignements sur l'époque et le pays de sa fabrication (analyse chimique des couleurs, qualité de la toile utilisée, nature des clous la fixant au châssis, assemblages de celui-ci, etc.), mais il faudrait être bien décidé à jouer sur les mots, il faudrait avoir cyniquement recours au calembour pour prétendre que ces éléments sont *incorporés* à l'œuvre d'art.

La nécessité de la distinction à établir entre le tableau-objet et l'apport de l'artiste est rendue évidente par le fait que l'erreur historique commise sur le tableau-objet est absolument sans répercussion aucune sur la sensation que procure seul l'apport de l'artiste. On ne modifie en rien sa valeur émotionnelle en rectifiant une erreur d'attribution sur ses origines.

Ce n'est pas un niais mépris d'esthète ou l'ignorance de la signification qu'a, *d'autre part*, le sujet d'un tableau, mais bien un souci de clarté et de méthode qui m'empêche de lui accorder une place quelconque dans l'émotion qu'éveille en nous l'artiste. Pour celui-ci, le seul sujet qui compte est « le sujet plastique », affirmait Signac. Peut-être déplorait-il ce que l'expérience l'obligeait à constater ; je crois plutôt qu'il se préoccupait de distinguer ce qui est le propre du plasticien de ce qui est le domaine de l'historien, du philosophe, du moraliste ou du romancier. Encore un coup, il ne s'agit pas d'une *opinion*, il ne s'agit pas de se prononcer pour ou contre le sujet [1], il s'agit d'une discrimination à établir pour rendre plus évidents les caractères spécifiques de l'œuvre d'art, partant plus facile la recherche de ce qui l'engendre.

C'est embrouiller la question (qui est surtout une question de définition) que d'attribuer au peintre un rôle de conteur. Le métier de conteur est un fort beau métier : il n'est pas celui du peintre. L'art du peintre n'est pas plus dans le sujet

1. Ceci est, en effet, une tout autre affaire. L'œuvre d'art n'étant pas fonction du sujet, je crois, quant à moi, que, si on peut faire un chef-d'œuvre — ou une croûte — en se passant de ce qu'il est convenu d'appeler un sujet, il est parfaitement possible de faire un chef-d'œuvre avec n'importe lequel des sujets qui servent trop souvent à faire des croûtes. C'est en tant que citoyen, en tant que partisan que je regrette très sincèrement et très vivement le peu d'entrain des artistes à défendre par leur talent les idées qui me sont chères.

que l'art du conteur n'est dans la typographie, qui cependant nous permet de prendre contact avec lui.

Les erreurs historiques dont peuvent impunément fourmiller les tableaux d'un Delacroix ou d'un Paul Delaroche ont une importance historique, mais n'ont aucune importance artistique. Elles ne font ni moins splendides les premiers, ni plus médiocres les seconds.

L'exactitude du fait représenté, objectera-t-on, n'entre pas en ligne de compte dans la question du sujet et celle-ci est ailleurs. Cela est tout à fait vrai, mais que cette question existe n'implique pas qu'il la faille confondre avec les problèmes posés par notre désir de préciser les conditions dans lesquelles une esthétique naît et évolue. Considérer cette assimilation comme raisonnable obligerait à démontrer que notre admiration pour la *Vénus de Milo* s'est trouvée diminuée, accrue ou simplement modifiée par la découverte que le sujet de cette statue magnifique n'est pas celui que les siècles ont cru, la Vénus n'étant pas une Vénus, mais une Victoire.

Personne n'oserait prétendre que la suppression (par le fait de la fixation sur un châssis trop petit de cette toile méprisée) d'une figure de *La Ronde de nuit* ait été jadis sans importance, tandis que la qualité du tableau est restée la même lorsqu'on sut pertinemment que *La Ronde de nuit* n'avait jamais été une ronde de nuit.

Je disais tout à l'heure que je me proposais d'insister sur la fort instructive réprobation encourue jadis par Rembrandt. Il n'est, en effet, pas inutile de rappeler quel scandale provoqua cette même prétendue ronde.

Rembrandt en la peignant — dit très justement un de ses meilleurs biographes [1] — n'a pas plus respecté les conventions sociales qu'il ne s'est plié aux goûts artistiques de ses concitoyens.

Déjà couvert de gloire et, depuis deux lustres, peintre en vogue, Rembrandt renonça à tous les avantages de son immense renommée. Ayant, par ses audaces, déplu à ceux qui l'avaient enrichi, il allait s'entêter dans son non-conformisme [2], délibérément opter pour la misère et, de bon peintre, devenir le plus grand des peintres.

Cette belle, dramatique et authentique histoire ne rend-elle pas malaisée la tâche de ceux de nos amis qui entendent démontrer que l'art ne saurait être qu'un gagne-pain, « une industrie engendrant un trafic commercial », et que l'artiste est fatalement aux ordres de ceux à qui il doit plaire ?

D'aussi hâtives assertions ne vous paraissent-elles pas de même ordre que les « décrets de la Providence » invoqués par d'aucuns ? Quoi qu'il en soit, elles n'expliquent pas le refus opposé par tant et tant de vrais maîtres à la commande informulée que tant et tant de faux artistes s'efforcent de deviner et s'empressent d'exécuter.

Si la guerre de 70, écrit Maublanc, n'a laissé dans la peinture que des traces dérisoires, ce n'est pas que de tels événements soient indignes d'exciter l'inspiration des artistes et que ceux-ci doivent se réfugier dans leur tour d'ivoire en faisant abs-

---

1. Marcel Brion, *Rembrandt*, édit. Albin Michel.

2. Son entêtement alla jusqu'à peindre cet « étonnant » (*sic*) *Bœuf écorché*, que je m'obstine à considérer, non seulement comme, à tous égards, plus audacieux que *Les Pèlerins d'Emmaüs*, mais comme un événement gros de conséquences et beaucoup plus important dans l'histoire de la peinture. Moins admiré que *Les Pèlerins*, ce bœuf ouvrait cependant, sans qu'on s'en soit alors aperçu, une voie qui menait loin. Ce chef-d'œuvre incomparable constitue, par une sorte de renonciation aux sujets admis, par son absence — pourrait-on dire — de sujet, une étape de la libération que, comme l'observe si justement Maublanc, une subversive bourgeoisie allait, d'autre part, permettre de poursuivre.

traction de ce qui se passe autour d'eux, c'est tout simplement que Detaille, de Neuville et Aimé Morot étaient de piètres artistes.

Bien dit ! Il n'y a qu'avec les mots « tout simplement » que je ne peux me dire d'accord. Car n'allons pas omettre, mon cher ami, de rappeler que ce n'étaient pas les bons peintres qui manquaient en 70. Le doyen s'appelait Corot; le benjamin, Renoir, et les autres avaient nom Daumier, Courbet, Millet, Boudin, Daubigny, Jongkind, Manet, Monet, Degas, Cézanne, Puvis, Pissarro, Sisley ! Fameuse équipe, hein ? (et j'en oublie) [1]. Or, aucun de ces noms ne figure au bas d'un seul des innombrables tableaux évoquant une défaite qui a compté dans notre histoire. Comment expliquez-vous cela, Maublanc ? Vous ne l'expliquez pas ? Moi non plus. Nous voici fraternellement réunis sous le même point d'interrogation, nous répétant l'un à l'autre qu'il devrait, qu'il pourrait en être autrement, ne pouvant cependant nier ni la réalité, ni l'importance d'un fait troublant — et pas simple — mais qui, je le répète, n'est pas, au sens exact du mot, extraordinaire.

Accordez-moi, Maublanc, que, si l'on venait nous dire que l'absence d'art a besoin d'être compensée, que le piètre artiste est bien obligé de suppléer, par l'intérêt du sujet, à ses insuffisances de peintre, alors que l'artiste authentique, lui, n'a pas besoin de recourir à cette aide pour dire ce qu'il a à dire, — accordez-moi que cet argument ne serait pas plus arbitraire, le serait peut-être un peu moins que tels des arguments sommaires, voire savants, que d'ailleurs vous rejetez comme je les rejette, tant qu'ils seront aussi peu au point et aussi précaires ?

Je ne m'insurge nullement contre ceux que chagrine la fréquence des inerties que nous déplorons et des carences que nous constatons ; je m'insurge contre la complaisance avec laquelle des consciences insuffisamment exigeantes se contentent de déductions fragiles, se dérobent à la désobligeante rigueur des faits et, pour gagner sans se donner de mal, sont enclins à tricher. Je demande l'application à la recherche qui nous intéresse de la méthode expérimentale. Tout comme le cuistre (un vrai, celui-là) dont se moque si drôlement Dickens, et bravant courageusement le ridicule, je demande « des faits ». Du courage, n'en faut-il pas parfois au maître dont je me réclame, à l'excellent M. de La Palisse, pour recourir à l'évidence ?

***

J'étais un jour en train de me laisser convaincre par un très ingénieux enchaînement d'observations psychologiques tendant à expliquer pourquoi, depuis le XVIIIe siècle, la peinture était devenue si éclatante. Gœthe était notamment embauché par l'avisé démonstrateur qui rappelait que

les couleurs agissent sur l'âme, peuvent y exciter des sensations, y éveiller des idées qui nous reposent ou nous agitent et provoquent la tristesse ou la gaîté.

Toutes remarques fort justes qui, adroitement utilisées, permettaient de déceler le complot ourdi à des fins claires par d'obscurs ennemis des plus saines traditions.

Mais quelqu'un troubla la fête, mon bon maître. M. de La Palisse nous donna lecture des notes qu'il venait de prendre en compulsant je ne sais quel manuel platement objectif : le plus ancien procédé de fabrication de la laque de garance est dû à un certain Robiquet (mort en 1840), élève de Vauquelin, qui lui-même

1. Le silence n'est-il pas particulièrement troublant, de ce Constantin Guys (encore un Hollandais bien français — et si parisien !) en qui Baudelaire voyait « le peintre de la vie moderne » et dont c'était un peu le métier d'être correspondant de guerre.

avait découvert seulement quarante-trois ans auparavant le chrome dont est fait ce jaune cher à Van Gogh (« Que c'est beau, le jaune ! »). Quant au cadmium, il fut signalé pour la première fois en 1817 par un pharmacien de Hanovre. La découverte du strontium — avec lequel est fabriqué le jaune de strontiane — est de 1790. Connu dès le XVIe siècle comme colorant bleu du verre, le cobalt ne fut isolé à l'état métallique qu'à la fin du XVIIIe siècle et l'outremer artificiel date de 1815, etc. Je dis bien *et cætera*... La raison péremptoire pour laquelle on ne fit pas usage dans le passé de bien des couleurs éclatantes, c'est qu'elles n'existaient pas. Je goûte infiniment la convaincante éloquence de ce genre d'arguments. Que ne nous en fournit-on pas plus souvent de cette qualité !

Celui-ci apporte autant d'eau à mon moulin qu'à celui de mon voisin Maublanc, — si semblable au mien, d'ailleurs, qu'il m'arrive de mal les distinguer l'un de l'autre. Les trouvailles de mon maître confirment les dires excellents de mon ami, renforcent notre obstiné, mais scrupuleux déterminisme, et nous permettent de rendre justice aux généreux efforts réalisés par ce XIXe siècle que Léon Daudet qualifiait de stupide, sans doute pour les raisons mêmes qui nous le font chérir : au cours d'ans riches en révolutions, les fils de la Révolution se sont unis pour élargir, sur le plan matériel comme sur le plan intellectuel, le champ d'action des artistes [1], ce qui n'empêche pas ces ingrats de regretter le bon vieux temps et de larmoyer sur la perte de leurs chaînes.

Faut-il pour autant voir en Vauquelin, ses confrères et ses élèves, les responsables de l'impressionnisme ? Dans ce cas, Épicure serait aux Champs-Élysées justifié à — révérence parler — rouspéter comme un volé. En effet, il n'y a pas moins de deux mille ans (comme le temps passe !), ledit Épicure remarqua que la lumière qui frappe les objets modifie leur coloration. Il en fut même amené à penser que les corps n'ont, eux-mêmes, aucune couleur. Dans cette erreur que la théorie chromatique de Newton devait bien plus tard réfuter, n'y avait-il pas en germe la vérité impressionniste ?

Alors... c'est Épicure le patron de Pissarro ? Cette manière simpliste de résoudre les problèmes, ou plus exactement de poser les questions ne satisfait pas le moins du monde le goût que j'avoue avoir des idées claires, fussent-elles grossièrement entachées de la plus rudimentaire et banale logique. En n'attribuant qu'une cause à quelque geste que ce soit, on est à peu près sûr de se tromper. Pour expliquer ce geste, on ne saurait prendre trop de précautions ; choisir arbitrairement dans la multiplicité des causes celle qui sert le plus efficacement la certitude que l'on a acquise ou la foi à laquelle on se cramponne, ce n'est que céder à la loi du moindre effort et se débarrasser à bon compte d'une nécessaire inquiétude.

Je débattais récemment de ces choses avec mon bon maître rencontré dans la rue. Un petit vent froid se prit à souffler. Mon maître éternua, ce qui l'incita à penser qu'il était sur la fâcheuse voie du coryza. Il prit congé, en m'assurant qu'il allait « bien vite regagner le coin de son feu ».

Son feu... Je méditai (on ne médite guère moins bien au bord d'un trottoir que devant une tête de mort et un sablier). Son feu... Pour avoir du feu, il fallait

1. Et Maublanc a cent fois raison de souligner notamment l'importance des travaux de Chevreul, travaux qui ont amené le savant aux conclusions suivantes dont les artistes ont si largement fait leur profit. Quand deux couleurs sont juxtaposées, la nuance de chacune d'elles est modifiée par le mélange avec la couleur complémentaire de l'autre ; si les couleurs juxtaposées sont complémentaires, chacune d'elles paraît plus vive et plus pure ; si l'on juxtapose une couleur à du blanc ou à du noir, elle paraît entourée d'une auréole de sa couleur complémentaire et partant plus vive. Il n'est pas vain de rappeler que l'ouvrage de Chevreul intitulé *De la loi du contraste simultané des couleurs* parut en 1839, soit cinq ans *après* que Delacroix eut peint ces *Femmes d'Alger* qui témoignent d'une sorte de prescience par l'artiste des lois formulées par le savant.

que mon maître eût une cheminée, il fallait que cette cheminée tirât convenablement, il fallait qu'elle fût garnie de bûches, que ces bûches ne fussent pas de bois vert, qu'elles fussent disposées sur des chenets ; il fallait aussi des fagots, du papier et, pour faire flamber celui-ci, des allumettes; il fallait que l'humidité ne les empêchât de prendre...

Ce n'est là qu'un bien petit nombre des conditions d'un bon feu; en outre M. de La Palisse n'eût assurément pas, en rentrant chez lui, trouvé le sien tout allumé, s'il n'avait eu une femme de ménage. « J'étais pour être bien », dit souvent la triste et douce Mme Victa. Elle entend par là que son destin n'était pas d'être femme de ménage (de quelle femme est-ce la vocation, de faire le ménage des autres ?). La femme de ménage de M. de La Palisse est une victime du capitalisme, c'est sûr. Mais, si l'on vient me dire que M. de La Palisse ne doit qu'au capitalisme d'éviter les désagréments du rhume, je me crois en droit de dire que ce « raisonnement » est extrêmement proche du ridicule, voire de l'imbécillité.

Mes camarades, les épigones de M. de La Palisse, écrivent volontiers qu'il n'y a pas d'effet sans cause. J'opine. Mais j'ai remarqué que notre maître, lui, met toujours le mot *causes* au pluriel. Cet *s* va loin. J'admire cet *s*, la profondeur de son dessein, autant que j'admire la sagesse de l'apophtegme ainsi heureusement complété.

II

EN GUISE DE CONCLUSION PROVISOIRE

Par René MAUBLANC

Je me réjouis d'avoir amené Francis Jourdain à développer, préciser et nuancer sa pensée, dans un article où le paradoxe, quoi qu'il en dise, se camoufle subtilement en bon sens. Je crois bien que, si nous ne sommes pas entièrement d'accord, c'est surtout que nous nous plaçons à deux points de vue différents : pour ma part, j'étudie les problèmes esthétiques du dehors, du point de vue de l'amateur, et c'est naturellement le rapport de l'œuvre avec son milieu, l'accord ou le désaccord de l'artiste avec son public, le retentissement social de l'œuvre d'art qui m'intéressent au premier chef. Francis Jourdain les étudie du dedans, du point de vue de l'artiste créateur, et c'est l'originalité de cette création qu'il met naturellement au premier plan. De plus, le type d'artiste qui s'impose à lui et qu'il tend à considérer comme le seul digne de ce nom, parce qu'il l'a connu de très près, est l'artiste incompris, l'artiste hérétique, l'artiste maudit, c'est-à-dire celui qui semble au premier abord absolument indépendant de son temps, de son milieu, des circonstances historiques.

Je maintiens que d'abord cette forme d'art, pour laquelle j'ai personnellement la même préférence que Francis Jourdain, n'est pas dans l'histoire la seule possible; et s'il est vrai que tout grand artiste doit apporter quelque chose de nouveau, donc bousculer certaines traditions et scandaliser le conformisme béat, s'il est vrai que l'académisme, bien qu'il ne soit pas toujours négligeable, n'est pas la forme supérieure de l'art parce qu'il n'en est pas l'« aile marchante », il n'en reste pas moins vrai que, pour ne parler que des peintres, ni Fra Angelico, ni Clouet, ni Vinci, ni Raphaël, ni Titien, ni Holbein, ni Rubens, ni Poussin, ni Velasquez, ni Watteau, ni Chardin, ni Fragonard, ni David, ni Ingres, ni Delacroix n'ont été des solitaires méconnus et qu'une théorie de l'art qui ne tiendrait pas compte de leur existence serait singulièrement incomplète. Je maintiens, d'autre part, que ce phénomène de l'artiste révolté contre le goût de son époque est lui-même un phénomène d'époque, qui a ses conditions sociales et manifeste un état de crise dans une société donnée, et que, par conséquent, loin

de prouver que l'artiste est indépendant de son temps, il doit nous amener à chercher plus complètement les liens subtils et complexes qui unissent l'individu créateur à son milieu.

***

C'est pourquoi je ne renonce pas à donner au moins un commencement de réponse à certaines des questions posées par Francis Jourdain. Celui-ci s'étonne, par exemple, que d'une part Giorgione et le Corrège, Titien et Tintoret, d'autre part, Corot, Courbet, Manet et leurs grands contemporains ne nous aient laissé aucun témoignage des guerres de leur temps. La réponse n'est évidemment pas la même dans les deux cas. Les Italiens de la Renaissance travaillaient essentiellement sur commande (de l'Église, des princes et des seigneurs), et, s'ils n'ont pas peint de tableaux de batailles, c'est, avant tout, parce qu'ils n'en auraient pas trouvé le placement. Par contre, David, Gros et Géricault, qui sont bien aussi, toutes proportions gardées, les plus grands peintres de leur temps, n'ont pas hésité à répondre aux commandes de Napoléon et aux désirs d'un public amateur d'héroïsme. La question se pose différemment à partir de 1815, justement parce qu'un divorce s'établit entre les exigences de l'État et du public bourgeois et les aspirations des artistes. Si Corot ou Courbet ne peignent pas de tableaux de bataille, ce n'est pas parce qu'ils ne trouveraient pas à les placer (il y a des commandes officielles, mais seuls des artistes médiocres, d'Horace Vernet à Meissonnier et Detaille, s'emploieront à les satisfaire), c'est seulement parce qu'ils n'en ont pas envie, parce que cela ne les intéresse pas ou parce que même cela leur répugne : état d'esprit nouveau, né d'un fait social nouveau, conséquence de la Révolution et de la démocratie bourgeoise. Encore est-ce pour des raisons différentes que les grands peintres français du milieu et de la fin du XIXᵉ siècle se refusent à peindre des tableaux de bataille : certains parce qu'ils ne veulent point exalter la guerre et ses massacres, parce qu'ils ne sont ni bellicistes ni militaristes (ainsi Daumier et Courbet qui l'un et l'autre ne dédaignent pas de mettre dans leurs œuvres leur idéal de citoyen, mais se consacrent l'un à la lutte politique, l'autre à la lutte anticléricale) ; d'autres, les plus nombreux, parce qu'ils séparent entièrement en eux l'artiste du citoyen et isolent l'art de la vie pratique et sociale. Dans ce cas, ou bien ils renoncent entièrement à s'intéresser aux choses de la cité (c'est l'attitude de l'esthétisme, la théorie de l'art pour l'art); ou bien, s'ils adoptent comme citoyens une attitude militante, du moins s'interdisent-ils de la transporter dans le domaine réservé de l'art (c'était hier encore l'état d'esprit de Paul Signac et de notre cher Albert Marquet).

***

Cette cloison étanche établie entre l'art et la vie sociale, Francis Jourdain est d'accord avec moi pour la regretter ; mais il semble bien lui attacher une importance esthétique plus grande qu'elle ne le mérite. Je crois qu'elle est le signe d'un malaise social, qu'elle correspond à ce qu'Auguste Comte appelait une « période critique » dans l'histoire de l'humanité et qu'aux « périodes organiques » elle disparaît d'elle-même, sans que personne s'en étonne ou même s'en aperçoive.

Puisque nous sommes plus que jamais dans une « période critique », en un temps où les idées, les mœurs et les institutions sont dans le plus complet désordre et se choquent dans les plus éclatantes contradictions, il n'est pas surprenant qu'aujourd'hui encore l'art, même le plus audacieux, se sépare de la vie et s'éloigne de la réalité (c'est bien le sens, je crois, de cet art abstrait qui a pris récemment des proportions inquiétantes et que je considère non comme un enrichissement, mais comme un symptôme de déséquilibre social). Il n'est pas surprenant non plus que ceux qui croient possible et prochaine la venue d'une nouvelle « période organique » par la réalisation d'un régime social équilibré et sain se préoccupent de favoriser l'éclosion d'un art plus complet parce que plus réaliste, d'un art où s'exprime l'homme tout entier, en accord avec un public qui partage toutes ses aspirations, non seulement esthétiques, mais aussi idéologiques.

Aussi bien, faut-il remarquer un fait essentiel. C'est que cette défense faite à l'artiste, au nom de l'art pour l'art, de mêler à son œuvre des préoccupations autres qu'esthétiques, s'est

toujours exercée à sens unique, je veux dire seulement contre un idéal social de progrès et de démocratie. Ce qu'on appelle péjorativement un art de propagande, c'est un art qui propage un idéal de progrès; mais propager un idéal réactionnaire, c'est considéré comme un acte honorable, mieux, comme un devoir de conscience. On a reproché à Courbet, libre penseur, d'avoir peint des tableaux de tendance irreligieuse ; on s'est félicité, au contraire, que Signac, communiste, ait brossé des paysages, d'ailleurs admirables, où le communisme n'a aucune part ; mais qui donc s'est jamais offusqué qu'un peintre catholique ait prétendu faire passer sur ses toiles sa ferveur religieuse ? Il y a là une insupportable contradiction. Puisque nul ne conteste à l'artiste croyant le droit et même le devoir de faire servir le prestige de son art à répandre sa foi, comment interdire à un artiste appartenant, comme on dit, à d'autres « familles spirituelles » le droit d'user, pour communiquer son idéal à ses contemporains, de cet incomparable moyen d'émotion collective qu'est la beauté artistique ? Si tant de peintres ont eu raison de tenter d'émouvoir la piété de leur public avec des Crucifixions ou des Nativités, comment Picasso aurait-il tort de vouloir susciter la pitié ou l'indignation avec *Guernica* (comme Delacroix avec les *Massacres de Chio*, ou Manet lui-même avec l'*Exécution de Maximilien*) ? Cela ne nuit en rien à la liberté, à l'indépendance de l'artiste, dans la mesure relative et au sens défini où cette liberté a été conquise par le XIXe siècle ; mais encore faudrait-il vaincre ce préjugé absurde que l'indépendance de l'artiste consiste à oublier le réel et l'actuel, à s'abstraire de la vie, à s'évader dans un monde factice de rêverie où ne saurait parvenir l'écho de nos luttes et de nos espoirs, — le préjugé qui veut qu'un artiste se déshonore en donnant à son œuvre une signification humaine.

***

La vérité, c'est que nous restons tous — je dis bien tous — plus ou moins intoxiqués par une vieille théorie du beau et de l'art qui est celle du XIXe siècle, la théorie romantique de l'art pour l'art, et qui est encore considérée par nombre de nos contemporains comme un évangile. Cette théorie forme un tout cohérent et déroule ses conséquences avec une imperturbable logique. Je crois pouvoir la résumer comme suit : le plaisir esthétique est le plaisir du jeu gratuit ; le beau est donc le contraire de l'utile ; ce qui est beau, c'est ce qui ne sert à rien ; toute adaptation à un but utilitaire nuit à la beauté ou même la supprime. L'œuvre d'art est donc un jeu, une évasion hors de la vie réelle et pratique ; aussi l'artiste ne doit-il pas se soucier de rien prouver ni même de rien signifier ; sa création n'a d'autre but que de satisfaire son goût personnel de jouer avec la beauté. Rien ne doit limiter ni même orienter le libre essor de son génie créateur, qui est indépendant des circonstances et n'exprime rien d'autre qu'un individu exceptionnel, sans rapport avec son milieu. Il n'a donc à se soucier ni du sujet de ses œuvres, simple prétexte à son inspiration, sans valeur propre, ni du public qui peut goûter ses œuvres ou leur rester insensible ou hostile, mais ne saurait agir sur lui sans aliéner son indépendance. Pour être plus sûr d'échapper à ce danger et de rencontrer la beauté, l'artiste devra donc, d'une part, éviter tout sujet qui ait un intérêt par lui-même, puisse plaire par d'autres attraits que le pur attrait esthétique et se rattache à l'actualité, de quelque manière que ce soit (car le beau, c'est l'éternel, et par conséquent le contraire de l'actuel) ; il devra, d'autre part, se garder non seulement d'obéir à un public, mais même de lui complaire, et la meilleure preuve qu'il puisse se donner de remplir pleinement sa mission, c'est d'être incompris et méconnu de ses contemporains. L'isolement de l'artiste est le meilleur gage de la valeur de son art. Dernière conséquence, il est vain et même absurde de prétendre expliquer une œuvre d'art : ni par les circonstances, ni par le milieu, ni par le sujet, ni même par ce qu'on peut savoir de l'artiste ; car la seule cause de l'œuvre d'art est la nature propre du génie créateur de l'artiste, et ce génie est rebelle à l'analyse : aussi bien le simple effort pour comprendre empêcherait de sentir la beauté, car il y a contradiction entre le sentiment et la raison.

Or nous nous apercevons bien, les uns et les autres, que cet édifice logique est fragile. Nous savons en particulier que son affirmation première est fausse, que le beau n'est pas le contraire de l'utile et qu'il y a une beauté dans la juste appropriation à un but, qu'il s'agisse d'une maison, d'un meuble, d'une statue, ou même d'un tableau, comme d'une théière (mieux que personne, Francis Jourdain esthéticien l'a démontré dans ses articles, comme Francis

Jourdain décorateur l'a prouvé par ses œuvres). Nous sentons bien aussi — et c'est l'objet essentiel de la présente recherche — que l'artiste n'est pas un miracle inexplicable, qu'il n'est pas indépendant de son milieu et que même l'artiste maudit (qui n'est pas le seul type d'artiste valable) dépend du public de son temps, dans la mesure même où il s'oppose à lui (car penser contre quelqu'un, c'est bien encore penser par rapport à lui). Mais à peine avons-nous démasqué un sophisme que nous nous laissons aller sans défense à en accepter un autre ; lorsque nous venons de reconnaître que l'artiste a le droit et souvent même le devoir de donner à son œuvre une signification, d'y exprimer ses réactions en face des événements auxquels il est mêlé, ses colères ou ses enthousiasmes de citoyen, nous sommes repris d'une vieille tendresse pour l'idée que le sujet d'une œuvre est sans importance esthétique... Il ne suffit pas, je crois, pour expliquer ces inconséquences, d'invoquer la force d'habitudes anciennes ; il ne suffit même pas de rappeler la sympathie naturelle que nous pouvons éprouver pour l'esprit de révolte qui, contre le conformisme bourgeois, a dressé au cours du XIXe siècle tous les grands artistes révolutionnaires (révolutionnaires dans leur art, s'entend ; car beaucoup l'étaient fort peu politiquement ; et ce divorce anormal pose un problème qu'il faudrait étudier sérieusement). Il faut encore comprendre — et c'est le but que poursuit Francis Jourdain — que le sentiment du beau et la création artistique posent des problèmes extrêmement complexes et difficiles, et qu'on ne les résoudra pas à coup d'affirmations brutales et simplistes. Car enfin, si le beau n'est pas le contraire de l'utile, il n'est pas non plus simplement l'utile ; si l'art n'est pas seulement un jeu, il y a pourtant du jeu dans l'art ; si l'œuvre d'art ne s'explique pas seulement par le génie individuel, il ne s'explique pas non plus, directement et uniquement, par l'action du milieu social ; si l'artiste ne crée jamais pour lui tout seul, sans penser à un public au moins éventuel, l'artiste digne de ce nom ne crée jamais non plus pour répondre seulement à des exigences commerciales ou à une commande du public, et, si la valeur esthétique d'un tableau n'est pas entièrement indépendante de la valeur du sujet qu'il représente, elle est bien loin pourtant de s'expliquer tout entière par son intérêt anecdotique ou par l'importance sociale de son sujet.

Ce qui importe en vérité pour les théoriciens de l'esthétique, c'est de reprendre le travail que Jean-Marie Guyau a raté, mais dont il avait bien vu la portée lorsqu'il écrivait *L'Art au point de vue sociologique*. Les chroniques de Francis Jourdain et les miennes n'ont pas d'autre but que d'attirer l'attention sur cette nécessité et de débrouiller le terrain de quelques-uns des obstacles qui l'encombrent. Cette amicale controverse ne prendra d'ailleurs tout son sens que si les collaborateurs et les lecteurs de *La Pensée* veulent bien y apporter leur contribution.

III

UNE LETTRE DE FRANCIS JOURDAIN

Après avoir lu les pages qui précèdent, Francis Jourdain m'a adressé la lettre suivante :

MON BIEN CHER AMI,

Les réflexions que mes propos ont eu la bonne fortune de vous inspirer me paraissent tout à fait excellentes. Permettez-moi de préciser une fois de plus que, si elles ne constituent pas une réfutation de mes thèses, c'est que (encore et toujours : *La Palisse avec nous !*) je ne soutiens pas de thèse : je borne mon ambition à faire quelques constatations tendant évidemment à montrer les insuffisances de certaines thèses dont nous pourrions être tentés de nous contenter. Je me garde bien de proclamer que l'artiste *doit* agir de telle ou telle manière, j'essaye de me rendre compte de la façon dont, à tort ou à raison, il agit. Je ne dis pas qu'un tableau *doit* faire fi du sujet, je constate que très, très, très souvent il s'en passe. Et surtout je déplore que ce fameux sujet soit, en dépit de sa précarité, la seule notion dont consentent et s'obstinent à faire état tant de ceux qui étudient les rapports de l'œuvre d'art et des circonstances. J'aimerais les voir aborder d'autres aspects du problème. Ce n'est pas

sous-estimer les indications fournies par le sujet que de mettre celui-ci à sa vraie place, qui, à mon avis, n'est pas dans l'esthétique mais *à côté*. (Est-ce mépriser le fauteuil que d'affirmer qu'il n'est pas une table?)

Au lieu de puiser tous ces arguments dans ce domaine du sujet que nos meilleurs peintres persistent à différencier du domaine spécifiquement artistique, pourquoi ne jamais rechercher ce qui, dans le temps et l'espace, détermine la multiplicité des moyens d'expression? A quelle force (extérieure à eux-mêmes) Rembrandt et Van Gogh doivent-ils non plus le choix de leurs motifs, mais la liberté et l'audace, et la nouveauté de leur écriture; Clouet, Holbein et Durer, la rigueur de la leur ? Comment la même société pousse-t-elle Delacroix à tant de fougue romantique, tandis qu'elle oblige Ingres à cacher sous des dehors classiques et sévères une sensualité passionnée ? Pourquoi, au XIXe siècle, la France fut-elle si riche en peintres magnifiques, alors que l'Italie ne vivait plus que sur les souvenirs de sa gloire passée ? Pourquoi le pays de Phidias, longtemps sans rivaux, ne donne-t-il plus de sculpteurs ? Pourquoi, à la Renaissance, la couleur est-elle si somptueuse à Venise, si vulgaire à Bologne ? On n'en finirait pas de poser des questions de cet ordre. Elles ont entre autres avantages (?) celui de rendre inopérante la traditionnelle et vraiment trop commode intervention du sujet.

Nous aurons à reparler de tout cela. En attendant, je vous remercie d'avoir introduit dans cet utile et cordial débat nombre de belles et bonnes idées sur lesquelles je ne serai assurément pas le seul à méditer.

Je suis affectueusement votre Francis JOURDAIN.

CHRONIQUE LITTÉRAIRE

LA LITTÉRATURE EXPRESSION DE LA SOCIÉTÉ

par JEAN LARNAC

BIBLIOGRAPHIE. — Gabrielle ROY, *Bonheur d'occasion*, Éd. Flammarion, 1947 ; Jean-Louis CURTIS, *Les Forêts de la nuit*, Éd. Julliard, 1947 ; Jean CAYROL, *Je vivrai l'amour des autres* : I. *On vous parle*; II. *Les premiers jours*, Éd. du Seuil, 1947 ; André WURMSER, *Un Homme vient au monde* : III. *Notre Jeunesse*, Éd. de la Bibliothèque française, 1947 ; Edmond BUCHET, *Les Vies secrètes* : IV. *La Symphonie*, Éd. Corrêa, 1947 ; Henry BORDEAUX, *Le Double Aveu*, Éd. Plon, 1947; Roger VERCEL, *L'Aurore boréale*, Éd. Albin Michel, 1947; Paul GUTH, *Quarante contre un*, Éd. Corrêa, 1947 ; Claudine CHONEZ, *Introduction à Paul Claudel*, Éd. Albin Michel, 1947.

On ne me voit pas attacher une grande importance aux prix littéraires, dans cette chronique, et peut-être certains lecteurs s'en étonnent-ils. Mais, observant d'un peu près la manière dont sont attribués les bons points aux écoliers de la plume, je ne laisse pas d'en être affligé. Certes, dans notre organisation économique, la littérature dépend de la librairie, et l'industrie du livre, comme toutes les industries en ce régime, se trouve soumise aux lois de la concurrence qui provoquent les surenchères grotesques de la publicité — a-t-on fait le calcul de tout le travail gaspillé dans la publicité commerciale? Je dis bien : gaspillé, puisqu'il n'enrichit que des particuliers aux dépens d'autres particuliers et n'est d'aucun profit pour la communauté. Tout de même, un peu de retenue s'impose aux trafiquants de la chose imprimée qui voudraient réduire à un simple commerce de librairie le commerce spirituel : un livre n'est pas une boîte de conserve.

On compterait sur le bout des doigts les maisons d'édition qui n'ont pas encore institué une distribution de prix réservés à leurs «poulains», qui n'ont jamais soudoyé un jury extérieur à leurs services en proposant aux membres les plus influents un contrat avantageux pour des œuvres éventuelles. Toutes les ruses sont bonnes qui font venir l'argent dans la caisse du marchand. Le chef-d'œuvre en ce genre me semble avoir été réalisé par cette maison qui fait payer à cinq cents abonnés de sa feuille publicitaire le prix qu'elle patronne. Entre les deux guerres mondiales, au moment où les prix commençaient à pulluler, de probes chroniqueurs affirmèrent que leur attribution entraînait la corruption la plus éhontée dans la République des lettres et qu'un nettoyage sérieux s'imposait si l'on ne voulait pas que le Goncourt et le Femina eux-mêmes perdissent toute valeur. Je crains que leurs prédictions ne se soient réalisées. Sont-ce des considérations esthétiques qui ont valu le prix Femina à Gabrielle Roy pour son roman *Bonheur d'occasion*, ou des considérations politiques ? Il y a sans doute, parmi ces dames du prix Femina, un puissant parti américain qui a voulu honorer un écrivain canadien sans grand talent, afin de montrer que la France d'aujourd'hui n'est pas encore entièrement corrompue par l'esprit démocratique et qu'elle sait reconnaître la supériorité des pays du dollar, non seulement dans le domaine économique, mais dans le domaine littéraire. Ainsi, après les automobiles de Detroit, les films d'Hollywood et les romans yankees, le roman canadien s'impose à nous, dont l'excellent esprit — travail, famille, patrie — nous fera bientôt regretter ceux de Steinbeck et de Richard Wright. Quand on pense que, le lendemain du jour où l'on couronnait Gabrielle Roy, les ci-devant Sacha Guitry et René Benjamin fondaient un prix Jules de Goncourt à seule fin de couronner un autre romancier canadien, Kléber Hædens, auteur d'une histoire de la littérature française où les Maurras et les Guitry sont portés au pinacle et où il n'est

question ni d'Éluard, ni d'Aragon, pas même de François Mauriac, qui eut le tort de travailler clandestinement contre le couple Pétain-Hitler, — on ne laisse pas d'être écœuré.

Que dire aussi de la découverte d'André Gide par le Comité du prix Nobel ? On eût compris que Gide fût honoré de la plus haute récompense internationale, de la plus fastueuse aussi — plusieurs millions, même au cours officiel du change — alors qu'il était, selon l'expression d'André Rouveyre, le « contemporain capital ». Aujourd'hui, il ne représente plus qu'une gloire embaumée dans ses bandelettes. La jeunesse de nos collèges apprend à ranger « l'auteur des *Nourritures terrestres* » parmi les personnalités de la littérature dont il faut connaître le nom ; mais les *Nourritures* datent d'un demi-siècle. Et combien de collégiens ont la curiosité de lire ce petit livre désuet ? Combien s'éprennent des idées qu'on y trouve, du style démodé qui les habille ? La vieillesse de Gide rassure sans doute maintenant ceux qui s'étaient effarés devant *Corydon*. Le scandaleux apôtre de l' « uranisme » est devenu un monsieur très bien. On lui fait confiance pour empêcher l'adolescence de participer à la grande bataille pour la justice en lui donnant des leçons d'individualisme forcené, de désertion, d'anti-héroïsme. Mais l'espoir sera déçu. Les hommes qui atteignent ou dépassent la quarantaine furent d'ardents gidiens après le traité de Versailles. Nos jeunes gens ont d'autres idoles que le vieillard jouisseur qui, depuis cinquante ans, enseigne le culte du moi dont Barrès, qu'il déteste pour cette raison, fut le premier prophète.

A propos de Jean-Louis Curtis, prix Goncourt avec *Les Forêts de la nuit*, et de Jean Cayrol, prix Renaudot, je ne ferai pas les mêmes réserves, car tous deux ont écrit des œuvres engagées dans le présent, Jean Cayrol surtout, après une expérience durement acquise à Fresnes, où il passa un an au cachot, et à Mauthausen, où il vécut deux ans. Mais par quelle aberration les journalistes du Renaudot ont-ils pu mettre en balance, durant dix tours de scrutin, l'*Étoile absinthe* de Maria Le Hardouin — dont je n'ai pas caché l'absurdité foncière et le style prétentieux, incohérent — avec *On vous parle* et *Les Premiers Jours* de Jean Cayrol ? Il faut croire que certains journalistes manquent de goût ou qu'ils sont sensibles à des qualités autres que les qualités littéraires quand ils jugent des livres.

Quelle pauvre humanité nous découvre Jean Cayrol ! On pense, en le lisant, aux confessions de Pierre Minet. Le héros presque anonyme de *On vous parle* et ses amis sont des misérables, toujours en quête d'un croûton de pain et d'un peu de chaleur, parfois d'un gîte. Mendiants ? Non, pas tout à fait, ou plutôt pas toujours. Mais ils ne nous donnent pas l'impression de faire quoi que ce soit pour sortir de leur misère par le travail. Ils semblent se complaire dans l'oisiveté, y trouver, comme Minet, leur « liberté ». Ainsi, *On vous parle* est un livre triste, triste, qui fait monter aux lèvres l'*à quoi bon* dont nous nous servons, aux heures de découragement, pour masquer notre lâcheté. J'incline à croire qu'en couronnant Jean Cayrol les jurés du prix Renaudot ont voulu mettre à la mode un nouveau romantisme : après le romantisme de la bohème qui fut en vogue depuis l'époque de Mimi Pinson jusqu'à celle du *Lapin à Gill*, le romantisme du vagabondage, de la mendicité, de la loque humaine.

Qu'on ne croie pas trouver, dans *On vous parle*, un vrai roman. Non, c'est une sorte de soliloque qui, par certains côtés, s'apparente aux récits de Gide. Méditant sur son existence, l'auteur semble se battre les flancs afin de découvrir un sujet de littérature pour sa distraction et pour la nôtre :

> Je trouverai bien une belle histoire qui puisse me contenter pour tout le reste de ma vie, que je dégrossirais un peu tous les jours, une histoire sans savoir où l'on va, avec des secrets, des mystères incompréhensibles, des recoins d'ombre ; ça va si bien, l'ombre, sur les visages qui parlent ; un roman où la solitude éclatera comme un soleil ; les gens s'y prendront comme de la glu ; pas moyen d'y échapper. (P. 59.)

Solitude, paresse, ennui qui oppresse : oui, tout cela vous englue. Et l'on est tenté de faire à Jean Cayrol le reproche que le pauvre Luc à la jambe pourrie fait au protagoniste du récit :

> Tu as une vie qui n'en est pas une ; tu parles d'amour comme si tu n'avais jamais aimé ; tu parles de copains comme si tu n'en avais jamais connu ; tu parles du monde comme si tu n'y étais pas... Partout où tu es, tu t'enfuis... Qu'est-ce que tu as à te reprocher, dis ?... Tu te conduis devant la vie comme devant un cadavre. (II, p. 172-173.)

Certes, il y a dans l'œuvre cette émotion contenue, cette résonance qui n'appartiennent qu'aux œuvres authentiques. Une expérience douloureuse a fait naître ces notations, ces réflexions amères, ces évocations désolantes. Mais quelle lassitude on éprouve à les lire ! On extrairait d'ailleurs facilement de l'ouvrage de petits couplets de bravoure qui semblent avoir été conçus à part et rompent l'unité du récit : couplet sur le complet neuf, sur les huîtres (II, 64), sur les serviettes chez la repasseuse (II, 86). Jean Cayrol est peut-être un poète, peut-être un styliste, je ne le prends pas pour un romancier. L'émotion romanesque ne sourd

qu'à la page 115 du deuxième volume, quand Armand appelle sur lui, comme un Christ, les coups que son ami Albert destinait à Lucette. Encore la discussion qui suit sent-elle bien la littérature : ni l'abnégation d'Armand ni ses raisonnements ne paraissent naturels. Aux toutes dernières pages des *Premiers jours* (II, 238), on pressent la résurrection d'Armand par l'amour. Si c'est à cette conclusion que Jean Cayrol veut nous conduire, on ne pourra guère le louer pour la nouveauté d'une idée dont Auger-Duvignaud et Maria Le Hardouin sont les derniers en date à l'avoir exploitée. Mais le troisième tome de *Je vivrai l'amour des autres* nous découvrira peut-être d'autres perspectives. Je le souhaite.

***

Pendant que se distribuent ainsi les chèques ou les témoignages de satisfaction, des œuvres de premier plan paraissent sur lesquelles aucun mécène n'attire l'attention. Cela est dans l'ordre des choses. Quel prix, quelle siège dans une académie récompensa jamais Baudelaire, Rimbaud, Zola ou Jules Vallès ? La société bâtie par M. Prudhomme et entretenue par ses fils craint les fiers talents comme les barricades; elle considère les idées neuves comme des bombes et, si elle l'osait, elle ferait enfermer ceux qui les émettent. Soyons donc sûrs qu'aucun jury ne signalera au public l'importance du roman cyclique dont André Wurmser vient de publier le troisième volume sous le titre de *Notre Jeunesse*.

J'ai avancé, dans une précédente chronique, que le roman-fleuve ne correspondait plus à nos désirs et que notre époque tourmentée exigeait des œuvres courtes. Peut-être me suis-je trompé, car, en même temps que Wurmser nous offre le troisième tome d'*Un Homme vient au monde*, Edmond Buchet lance le quatrième tome de ses *Vies secrètes* sous le titre de *La Symphonie*. Mais je doute que, malgré la publicité dont un éditeur peut utiliser toutes les ressources lorsqu'il met en vente ses propres ouvrages, Edmond Buchet séduise un grand nombre de lecteurs avec cette banale histoire d'une famille appartenant à la bonne bourgeoisie genevoise. S'il n'y avait le décor du lac serti entre les Alpes et le Jura, si l'on ne subissait l'attrait de l'exotisme qui vient du paysage étranger, du folk-lore, des coutumes, du langage qui est le nôtre tout en étant différent, on abandonnerait vite Claude et Sébastien de Cusy à leurs petites aventures individuelles. Pourquoi Edmond Buchet ne nous a-t-il pas transmis directement son expérience au lieu de la prêter à des fantoches romanesques mal séparés de ses propres souvenirs ? Il manque de ce don, essentiel au romancier, qui fait que l'on s'intéresse à un récit, que l'on s'y passionne. Sa narration est lourde, son analyse psychologique élémentaire. Il n'a pas su choisir entre la méthode des « séquences » chère aux romanciers américains et la méthode de narration continue traditionnelle. A de certains moments, il semble se rappeler qu'il n'a pas parlé depuis longtemps de tel personnage dont il a besoin, et il en évoque le souvenir dans un chapitre de potins. Tel autre personnage a-t-il cessé de l'intéresser ? Il le fait mourir en trois lignes.

Et quelle salade de mysticisme poivré d'érotisme ! Lorsque Mauriac et Plisnier utilisent ces deux facteurs essentiels du roman chrétien contemporain, ils les parent d'un vêtement séduisant ; chez Edmond Buchet, ils apparaissent dépourvus de toute *aura*, si bien que la vie de la très bourgeoise et très calviniste famille Cusy nous semble aussi vide qu'odieuse. Oh ! ce n'est pas faute de prétention de la part de son historiographe. Lisons la « Prière d'insérer », consacrée à *La Symphonie* :

> Les caractères s'affrontent, les thèmes qui devront s'épanouir dans le dernier volume se révèlent : celui de la solitude, de l'amour absolu, de l'influence de la création artistique sur la vie, de la défense de l'individu, de sa personnalité, de son unicité, contre la famille, la société, la politique, la profession (thème du dégagement plutôt que de l'engagement). Ils s'enchevêtrent, nombreux et riches, mais ne nuisent en rien à l'action qui se déroule à la fois à Paris, en Dordogne, à Berlin, en Espagne, dans une construction à la fois vaste et claire, véritablement symphonique...

Petites filles vicieuses compromettant des hommes par un goût du mensonge qui confine à la mythomanie, pasteurs orgueilleux se débattant entre la convoitise et l'austérité, jeunes vierges s'offrant en détail à la curiosité virile et se suicidant lorsqu'elles sont déflorées, femmes-esthètes cherchant l'absolu dans l'étreinte avec le premier venu, hommes d'affaires engagés dans des combinaisons louches, épouses qui se prostituent pour amadouer la clientèle de leur mari... Telle est la faune qui s'agite dans les *Vies secrètes*. Je laisse à qui voudra le soin de chercher si elle fut engendrée par François Mauriac ou par Maurice Dekobra.

Au contraire du roman d'Edmond Buchet, où traînent tant de poncifs, celui de Wurmser apparaît tout vibrant de vie authentique. Parce qu'il est écrit à la première personne, *Un Homme vient au monde*[1] se rapproche de la *Recherche du temps perdu*, mais quelle différence entre les milieux aristocratiques décrits par Proust et les

---

(1) J'ai parlé des deux premiers volumes dans le n° 12 de *La Pensée*.

milieux de toute petite bourgeoisie que nous révèle Wurmser ! Comme ceux de Georges Duhamel dans sa *Chronique des Pasquier*, ses personnages sont de petites gens aspirant à l'aisance, à la considération. On regrette qu'il les ait décrits avec esprit. Il se moque, il se raille de celui qu'il fut, de ce que fut la famille où il vécut, de l'époque où s'épanouit sa jeunesse. Il ne montre pas assez d'amour pour les êtres qu'il présente ; cet amour du romancier pour ses créatures sans lequel on ne peut s'éprendre d'elles : Balzac chérissait aussi bien son Vautrin que son Goriot ; Proust chérissait Charlus aussi bien qu'Albertine. Certes, Wurmser aime en secret ceux qu'il décrit, mais il se garde de nous le faire savoir ; il est de ces tendres dont la sensibilité se masque d'ironie. Et, si l'ironie est une qualité majeure chez le moraliste, le satiriste, le conteur parfois, elle diminue l'influence du romancier sur son lecteur.

La sensibilité de Wurmser, nous la découvrons dans son attachement à son enfance. D'ordinaire, l'attendrissement sur ses naïves années appartient à la vieillesse : ce fut après avoir achevé leur œuvre que France et Loti se remémorèrent leurs jeunes ans. Or, Julien Dubroc, porte-parole d'André Wurmser, rêvait déjà, alors qu'il n'atteignait pas sa majorité, de composer une symphonie de l'enfance :

> Je tenais encore et je devais toujours tenir à mon enfance par tant de fibres que je ne me savais pas différent de celui qui guettait, rue des Feuillantines, à la fenêtre de la cuisine. (P. 218.)

Étant donnée cette tendance fondamentale, on pourrait croire que Wurmser n'a dressé un réquisitoire contre la famille de Julien que pour enseigner, à la façon de Gide, la nécessité de l'affranchissement individuel. En fait, il n'en est rien. Lorsque Gide lança son célèbre cri de guerre : « Familles, je vous hais », ce fut seulement parce que sa famille avait risqué d'empêcher son épanouissement. Lorsque Mauriac mit à jour les « nœuds de vipères » formés par les familles du gros négoce bordelais, ce fut surtout pour se meurtrir parce qu'il reconnaissait en lui bien des traits du pharisien. Tandis que Wurmser s'est attaqué à la famille Marcadet afin de nous montrer tout ce que peut avoir de vil, de mesquin, l'idéal bourgeois. Il n'a pas fait un roman d'analyse psychologique, mais un roman d'analyse sociale. Ce n'est pas contre *la* famille qu'il s'est dressé, ni contre *sa* famille (encore qu'elle ait sans doute servi de point de départ à sa réflexion), mais contre un certain type de famille, la famille petite-bourgeoise qui se donne pour idéal de singer la grande bourgeoisie, faute de pouvoir entrer dans ses rangs :

> Pareil à ces employés misérables qui continuent de porter un col de celluloïd, et d'élever à L'Ipec [une école technique privée où Julien a fait ses études], en se saignant aux quatre veines, un futur comptable à col de celluloïd qui, comme son papa, méprisera menuisiers et plombiers, j'étais rassuré plus que déçu par la certitude de demeurer parmi les gens de mon espèce, ceux qui tremblent et peinent et se reprochent leurs flâneries. (P. 59.)

A l'exemple de Mauriac, Wurmser n'hésite pas à dénoncer les « crimes maternels ». « Quel maître chanteur que ma mère ! », écrit Julien ; ou encore : « Comme elle savait me froisser, me meurtrir ! » Mais, quand Mauriac peignait ses *Genitrix*, c'était afin de nous initier aux plus troubles tendances de la *libido* entretenues par le « Malin ». Tandis que Wurmser nous invite à réfléchir sur l'institution familiale sans éveiller dans notre esprit aucune idée malsaine. C'est une étude clinique, douloureuse, mais précise, qu'il a faite de la jalousie de M[me] Marcadet à l'égard des amis de son fils, de Nicolas Verger en particulier :

> L'amitié : elle eut tout de suite la prescience que le plus grand malheur qui puisse frapper une mère la menaçait, que j'allais être encore plus différent de ses rêves. (P. 80.)

Parallèlement à la satire familiale, on trouverait dans *Notre Jeunesse* une satire non moins vive des premières ambitions littéraires de la génération qui approche aujourd'hui de la cinquantaine. Certes, elle est pathétique, la pénible expérience de ce gamin sorti trop tôt de l'école et qui, désireux d'écrire, acquiert peu à peu la conscience de ses manques, découvre la littérature, la vraie, la vivante, celle qui ne figure pas dans les manuels. Mais, très vite, Julien s'enferme dans la parlote littéraire. Que de conversations oiseuses entre lui et ses camarades ! On pense parfois aux interminables ratiocinations des amis de la *Nouvelle Revue française*, rapportées par Jacques de Lacretelle dans *Le Pour et le Contre*[1]. A cause de ces monotones échanges de vues entre esthètes en herbe, l'action stagne. On a parfois l'impression que Wurmser se complaît dans ses souvenirs et se refuse à en sacrifier aucun. A la réflexion, on s'aperçoit que cette lenteur, cette monotonie étaient nécessaires. Il fallait peindre cette « oisive jeunesse » qui consumait sa vie sans but valable, ne pas forcer la vérité en précipitant les choses. Au demeurant, la peinture de ces jeunes gens qui, en 1917, étrangers aux batailles livrées autour de Verdun, utilisaient tous les moyens d'échapper au devoir militaire et ne pensaient qu'à devenir poètes, prend tout son sens lorsque s'ouvre

(1) Dont j'ai rendu compte dans le n° 13 de *La Pensée*.

le chapitre intitulé : « Pour donner l'échelle ». Transportés à Moscou le 7 octobre 1917, nous participons alors à l'action de la jeunesse moscovite, qui, malgré la terreur policière, prépare la révolution et attend Lénine. Sans être vraiment neuf, le chapitre est dramatique à souhait ; Wurmser y montre de véritables dons d'homme de théâtre. Aucune opposition ne pouvait être plus saisissante que celle qui dresse les héroïques bolchéviks en face des petits jeunes gens de France indifférents aux grands combats de libération et prêts à écrire, comme Julien :

Telle était sur moi l'emprise de la littérature que, du jour où il n'était plus fait pour que j'en compose un beau livre, ce monde m'étouffait. (P. 180.)

Ah ! il s'agissait bien de la guerre des hommes et des divers régimes qui s'offraient aux foules, troupeau militaire, hier électoral. Si je célébrais mes vrais anniversaires : ceux de mes découvertes, chaque jour me rappellerait une fête de 1917. Littérature et philosophie mêlées, nous ne dessoûlions pas. (P. 102.)

Qu'adviendra-t-il de Julien Dubroc-Marcadet ? Nous le saurons en lisant les volumes à venir, mais déjà l'on peut prévoir que le héros de Wurmser ne restera pas toujours indifférent aux problèmes sociaux. Son sentiment de classe s'est éveillé lorsqu'il s'est trouvé en contact avec son oncle paternel, le notaire Alfred Dubroc, afin de régler la succession d'un père qui, après avoir pris femme à son goût, l'avait abandonnée au clan des petites gens :

Et une haine sourde m'animait contre Alfred, contre les Beaurain [ami du notaire et de l'avocat défunt], contre tous ces riches dont je n'étais pas, dont je ne serais jamais et qui auraient éternellement raison contre les miens et contre moi... moi qui n'étais et ne serais jamais que Julien Marcadet, *dit* Dubroc. (P. 35.)

Cette révolte à la Julien Sorel s'étend vite à d'autres objets que la famille du notaire. Lorsque Julien découvre la stupidité du négoce auquel se livrent presque tous les membres de sa tribu, commis voyageurs, placiers ou agents de banque, il est bien près de découvrir que ce sont les sots métiers qui font les sottes gens et que les sots métiers n'existent que dans les sottes sociétés :

Comme si les gens n'étaient pas formés et déformés par leur métier et comme s'il n'y aurait pas infiniment moins de sottes gens une fois abolis leurs sots métiers : coulissier, grossiste, courtier, sacristain, commis voyageur ! (P. 262.)

Le troisième tome d'*Un Homme vient au monde* se termine au moment où un obus de la grosse Bertha vient de tomber non loin de la maison où Julien habite avec sa mère. Il se pourrait que cet obus soit le signal du départ pour une vie nouvelle.

***

Au sortir d'une œuvre, certes inégale, mais qui répond à nos préoccupations d'aujourd'hui, une œuvre vivante, ce n'est pas sans ennui qu'on lit *Le Double Aveu* d'Henry Bordeaux ou *L'Aurore boréale* de Roger Vercel. Le critique a ses plaisirs, il a aussi ses pensums. Depuis belle lurette, je n'avais rien lu d'Henry Bordeaux. Je le croyais d'ailleurs assez âgé pour avoir renoncé au roman. Lui faut-il continuer à servir une clientèle que j'imagine fidèle ? Dans sa dédicace à la comtesse Jacques de Larnage, il déclare que *Le Double Aveu* sera « vraisemblablement » son dernier roman « dans la longue série de mes romans de mœurs provinciales, parisiennes ou même cosmopolites ». Acceptons-en l'augure.

C'est peut-être parce que *Le Double Aveu* nous est présenté comme le couronnement d'une carrière que j'ai voulu savoir comment un académicien bien pensant, en passe de devenir octogénaire, pouvait composer un « roman d'amour ». Je n'ignore maintenant plus rien de la recette, et je la communique aux futurs Henry Bordeaux. Il suffit d'emprunter au guide Joanne cinq pages sur la ville de Toul (p. 18 à 23), quelques autres à un traité de vénerie (p. 45), à l'histoire de Laure, inspiratrice de Pétrarque (p. 70 à 76), et d'évoquer, dans l'intervalle, un fait divers appartenant à la chronique secrète des belles familles. Le tout assaisonné de réflexions sur

ces hommes d'autrefois... ces *autorités sociales*, comme les appelait Frédéric Le Play, destinés à conduire et administrer toute une province quand ils doivent se contenter aujourd'hui, où l'aristocratie est souvent méconnue, d'être maires de village en temps de paix et commandants de compagnie en temps de guerre (p. 8).

Le romancier bordelaisien doit récriminer aussi, bien entendu, contre la classe ouvrière perpétuellement « à la recherche de travail et de cinéma ». Enfin, pour montrer son indépendance d'esprit, il ne s'interdira pas — dans une phrase aussi bien écrite que celle de notre éminent spécialiste préposé à la revision du dictionnaire et de la grammaire — de dénoncer

notre société bien pensante qui n'est guère plus croyante que cette société du XVIIIe siècle adonnée à l'athéisme ou se satisfaisant avec la religiosité de Jean-Jacques et la *Profession de foi du vicaire savoyard*. (P. 193.)

D'aucuns trouveront des excuses à l'auteur d'un si beau travail dans le fait qu'il écrivit son roman en trois mois, d'août à

octobre 1945. Pour moi, je déclarerai avec Alceste que le temps ne fait rien à l'affaire. Noblesse académique oblige, n'est-ce pas !

Comme Henry Bordeaux, Roger Vercel a sa clientèle et lui livre régulièrement sa marchandise. Mais, plus jeune, il en surveille mieux la fabrication, il faut le reconnaître. Je me demande quel plaisir on peut trouver à écrire ainsi, sans être poussé par le désir profond de mettre au clair une idée qui vous hante ; car je ne suppose pas qu'il était nécessaire, pour Roger Vercel, de composer ce roman en marge de l'histoire du commandant Charcot. Voici l'argument de *L'Aurore boréale* : l'explorateur Fertray est mort ; les amis et la famille du défunt voudraient que le fils succède au père. Par un esprit de rébellion souvent prêté aux fils de grands hommes, il s'y refuse, puis la voix du sang parle... On devine l'aventure, ainsi évoquée avec une belle simplicité dans la « Prière d'insérer » :

> L'aventure, une héroïque et redoutable aventure polaire, domine le livre, mais à la façon dont les combats des dieux de l'*Iliade* dominaient les batailles terrestres des héros.

***

Parmi les livres d'histoire et de critique littéraire récemment publiés, il en est qui ne sont guère plus sérieux que ces romans de série. Ainsi le *Quarante contre un* dans lequel l'orgueilleux Paul Guth se présente tout seul — ses dents, ses lunettes et son nez retroussé dessinés par Sennep figurent sur la couverture — devant quarante écrivains qu'il est allé interviewer pour le compte d'un hebdomadaire. Peut-être de telles chroniques, qui se veulent spirituelles, ont-elles leur raison d'être dans un journal qu'on effleure du regard, mais qu'elles paraissent tapageuses et vides, réunies en volume ! Il ne suffit pas de nommer Alexandre Arnoux, *Le Capucin du baromètre*; Paul Claudel, *L'Himalaya à Paris*; Éluard, *Le Bleu*; Paul Léautaud, *Le Baron de Fontenay-aux-Roses* ; Roger Vailland, *L'Oiseau Vailland*, pour nous introduire dans leur univers. En un sens, les lourdes discussions de Frédéric Lefèvre avec ses victimes faisaient mieux notre affaire. *Quarante contre un* n'est que poudre aux yeux.

L'*Introduction à Paul Claudel*, rédigée par Claudine Chonez, est plus ferme, mieux écrite aussi, un peu trop bien même, car parfois l'idée s'englue dans les mots. Seulement, je n'aime guère une méthode critique qui semble se réduire à la ferveur.

> Laissons les raisonneurs étouffer le danger du poème derrière le pare-feu des piles de références, sources et biographies, expose Claudine Chonez, dans son avant-propos. Comprendre, c'est aller droit au poème et s'y brûler les doigts.
>
> Non pas s'*expliquer*, mais d'abord rendre par des analogies l'impression ressentie, puis prolonger et développer cette impression, bref, tâcher d'être soi aussi poète. Ne craignons pas de le dire : la critique doit enrichir le poème, en délivrer les suggestions qu'il pouvait contenir, profondément enlisées, parfois même absentes jusqu'à ce que la subtile délectation d'un lecteur les ait fait naître.

N'en déplaise à Claudine Chonez, on peut préférer des méthodes moins lyriques et tenir que le meilleur critique, sans s'effacer devant l'œuvre qu'il interprète, doit chercher l'objectivité : lorsque Claudine Chonez nous annonce un livre sur Claudel, c'est à Claudel que nous voulons être conduits, et non à Claudine Chonez. Ces réserves faites, on relèverait aisément dans son livre maintes formules excellentes : « Le soudard de Dieu » (p. 57) ; « Il y a de l'ogre et du Gargantua en lui » ; « D'instinct, il a horreur de l'introspection dont notre temps a fait un tel régal » (p. 101). Mais j'aurais aimé qu'après avoir souligné l'importance du génie épique de Claudel, « notre seul poète épique », plus vrai poète que Hugo, — l'essayiste soulignât que l'épopée claudélienne n'a aucune portée, puisque personne, ou presque, ne participe à la foi de l'auteur. Homme du Moyen Age égaré parmi les automobiles, Claudel est un anachronisme. Et que serait sa gloire si, après bien des hésitations, toute une classe ne l'avait soutenu, encouragé, poussé, par désir de réaction contre la montée des forces progressives ? Cette gloire paraît mesquine à Claudine Chonez, qui a écrit ces lignes désabusées : « Voici cette œuvre à peu près achevée, et voici cette haute cathédrale à peu près totalement délaissée. » Pour moi, je m'étonne, au contraire, que la cathédrale claudélienne ne soit pas totalement dépourvue de visiteurs.

CHRONIQUE ÉCONOMIQUE

LA HAUSSE NOUS VIENT D'AMÉRIQUE

par JEANNE GAILLARD

On ne cesse de nous dire que la prospérité est un produit *made in U. S. A.* En attendant, c'est la hausse qui nous vient d'Amérique. Voilà ce qui ressort le plus nettement de la très marshallisante *Conjoncture économique et financière* (numéro d'août et septembre 1947).

L'équilibre général de l'économie américaine, lit-on page 45, apparaît dans les données actuelles très instable. Notamment on a commis l'erreur majeure de laisser se développer un mouvement inflationniste important.

En effet, une hausse de 40 p. 100 sur les prix de gros s'est produite de janvier 1946 à avril 1947.

Nous renouvellerons donc les plus expresses réserves sur la stabilité de l'équilibre américain pour l'avenir.

Le lecteur démêlera aisément la menace très claire qui se dégage de l'obscure conclusion ci-dessous :

Nous craignons que les niveaux de très haute conjoncture et les éléments exceptionnels de la phase traversée conduisent plutôt à poursuivre aussi loin que possible la consolidation du gonflement inflationniste des prix et des revenus, en remettant à plus tard les graves difficultés d'adaptation à prévoir.

Nous sommes donc avertis : les États-Unis vont vers une crise analogue à celle de 1929, crise dont les répercussions seront d'autant plus sensibles en France que notre économie sera davantage liée à celle des U. S. A. On peut s'étonner après cela que la *Conjoncture économique et financière* conseille le plan Marshall. Mais elle y voit une opération *politiquement* nécessaire, dont les capitalistes doivent endosser les risques.

***

L'analyse des divers graphiques dont la revue est abondamment pourvue montre que déjà les prix de gros européens suivent la grimpée des prix américains dans les pays qui achètent aux États-Unis. L'Angleterre avait résisté à la hausse jusqu'à l'été 1947. Mais l'indice des prix industriels de gros montait brusquement en juin-juillet (moyenne de 1946 : 166 ; indice d'août 1947 : 202) ; et cette hausse coïncidait avec l'épuisement prématuré des crédits en dollars de la Grande-Bretagne. Les deux faits avaient une même explication : la hausse des prix américains ne permettait pas à l'Angleterre d'acquérir aux États-Unis toutes les marchandises

escomptées, et la majoration des prix britanniques traduisait essentiellement celle des matières premières importées des U. S. A. Après avoir tenté de réduire les importations britanniques par quelques mesures plus spectaculaires qu'efficaces, comme la restriction des achats de tabac, le gouvernement anglais tâche maintenant d'intensifier les relations commerciales avec les États-Unis, mais il renonce par cela même à la stabilité des prix.

On peut s'attendre, dit la *Conjoncture économique et financière*, à une accentuation notable des prix anglais.

Montée beaucoup plus brutale des prix de gros en France pendant l'été de 1947, accompagnée d'une hausse des valeurs industrielles cotées en Bourse. Le détail de ces hausses n'est pas indifférent :

Le compartiment du pétrole — c'est toujours *Conjoncture* qui parle, — dont l'intérêt était indéniable au cours du 1er semestre de cette année (1947), a été poussé très rapidement de l'indice[1] 528 au début de 1946 à ...1 900 environ fin août.

Depuis, le pétrole a dépassé l'indice 2 000. Les constructions mécaniques sont à l'indice 1 600; la navigation au coefficient 19; l'alimentation, malgré son léger recul, au coefficient 14; l'automobile (industries non nationalisées), au coefficient 12, etc. Toutes ces hausses concernent des entreprises qui, peu ou prou, sont basées sur l'importation ou qui sont les filiales de trusts américains, et la Bourse de Paris suit ici la Bourse de New-York :

De nombreux groupes spéculatifs cotaient en hausse, notamment les valeurs de sidérurgie, les automobiles, les rails et les pétroles. On assiste parallèlement à un besoin spéculatif sur les marchés commerciaux (blé, caoutchouc, pétrole). (Extrait de l'*Économie*, numéro du 23 octobre 1947, p. 30)[2].

Cependant, les valeurs concernant les industries clefs françaises — les industries nationalisées en particulier — s'efforcent aussi de suivre la hausse, mais elles s'essoufflent plus vite. Les forges et aciéries sont au coefficient 8,5 environ, nous apprend la *Conjoncture économique et financière*; les transports automobiles, au coefficient 6,5, et les industries nationalisées n'atteignent pas le coefficient 3. Ainsi, la spéculation détourne de ces entreprises essentielles une épargne qui leur fait défaut pour moderniser leur structure. On voit la France tourner délibérément le dos à la politique de baisse si fructueuse dans les démocraties de l'Est européen. Les financiers s'efforcent d'obtenir un relèvement des marges bénéficiaires pour attirer les crédits ; les groupes industriels sollicitent du gouvernement des autorisations de hausse et la liberté des prix. Mais aux États-Unis l'industrie est bien équipée, les investissements sont amortis et l'indice des prix de gros industriels était à 170, tandis qu'il atteignait 700 en France (été 1947). Relever les prix industriels français, c'est aussi relever l'indice.

---

1. Indices et coefficients s'entendent par rapport à 1938.
2. Pendant l'été 1947, l'Italie a connu une hausse boursière beaucoup plus poussée que celle de la France. L'indice moyen des valeurs approchait de 2 000 contre 1 290 pour les valeurs françaises cotées en septembre à Paris. Parallèlement s'effondrait le cours de la lire, tandis que grandissait la misère. Depuis lors une série de mesures prises par le ministre des Finances d'octobre à décembre 1947 a abouti en fait à une dévaluation de la lire. Les détails nous manquent encore sur les effets de ces mesures. Les prix ont baissé, c'est vrai, mais le pouvoir d'achat des masses semble avoir baissé davantage encore (2 millions de chômeurs !), d'où les révoltes paysannes, les grèves... Qui a gagné à l'opération ? Les banques autorisées à relever le taux de l'escompte, les exportateurs, dont les devises étrangères sont achetées désormais au taux du marché libre et non au tarif officiel.

***

Que la hausse ne suffise pas à sauvegarder l'économie nationale, l'exemple grec le prouve surabondamment. Nous livrons sans commentaires les statistiques qui accompagnent l'intéressant reportage de Jean Lessay dans *Le Monde illustré* du 15 novembre 1947 :

Le coefficient d'augmentation des prix est de 229 par rapport à 1939. Le pouvoir d'achat du salarié moyen est de 46 p. 100 de celui de 1939. La production a augmenté dans certains secteurs. Ainsi l'électricité est à 117 p. 100 de son niveau d'avant guerre ; la soie artificielle, à 212 p. 100; la bière, à 120 ; la pharmacie, à 140 ; les cigarettes, à 150.

En gros, donc, l'augmentation porte sur les produits de luxe, tandis que le niveau des industries de base diminue : ciment, 54 p. 100 (100 = niveau 1939) ; minerais extraits, 12 p. 100 ; lignite, 90 p. 100 ; papier, 60 p. 100 ; industrie moyenne générale, 60 p. 100.

Certaines entreprises, notamment métallurgiques, ne travaillent plus qu'à 10 p. 100 de leurs possibilités.

Les importations ont été considérablement réduites, surtout l'essence. Des milliers d'ouvriers sont chaque jour acculés au chômage avec une indemnité quotidienne de 5 000 drachmes. Certaines denrées alimentaires disparaissent ou sont stockées, notamment le riz et le fromage blanc (aliment de base des classes laborieuses).

L'impôt sur les bénéfices « douteux », dit impôt sur les « enrichis », dont on prévoyait un rendement de 150 millions de dollars (la moitié de l'aide américaine), a été supprimé il y a deux mois sans avoir donné même un résultat notable.

Pendant ce temps, les entreprises mixtes gréco-américaines se multiplient. On remarque chez les commerçants une tendance à transformer leur affaire en succursale de grandes maisons d'outre-Atlantique ou à s'en faire les représentants. C'est que le produit américain est alléchant. On évalue communément son prix d'achat aux U. S. A. à 30 p. 100, à 15 p. 100 le fret et la douane, à 15 p. 100 le bénéfice légal et à 40 p. 100 le bénéfice réel consécutif à la forte demande, donc un bénéfice brut de 55 p. 100 pour l'importateur.

On voit le cercle vicieux dont la Grèce est prisonnière : elle pourrait échapper à l'inflation des prix par une production accrue, mais la colonisation économique américaine fait barrage à la renaissance nationale.

Toutes les conséquences de la hausse ne se sont pas encore manifestées en France, mais elles sont d'ores et déjà prévisibles, et la *Conjoncture économique et financière* en précise certaines.

Il y a d'abord la baisse du pouvoir d'achat des masses qui va de pair avec le relèvement des profits. Les valeurs boursières stimulées par la hausse des profits ont depuis 1938 grandi deux fois plus vite que les salaires : elles atteignaient l'indice 1 400 en septembre 1947, tandis que les salaires étaient seulement à 668 ! Et l'inflation des profits manifestée clairement par la montée des valeurs en Bourse agit comme une pompe aspirante sur l'ensemble des prix ; le cultivateur qui paie trop cher son essence, ses outils (rappelons que la fabrication de tracteurs en série vient d'être accordée à des usines non nationalisées sous contrôle américain), augmente le prix des denrées.

Il est à craindre que la disproportion entre les prix industriels et le pouvoir d'achat ne fasse que s'accroître par l'entrée massive de marchandises américaines en France, car la tendance à la hausse est stimulée aux États-Unis par les perspectives d'exportation. La *Conjoncture économique et financière* est très discrète sur ce sujet, mais la revue *Économie,* dans son numéro du 23 octobre 1947, établit

nettement la corrélation entre la hausse et l'exportation. L'article intitulé « La hausse des prix aux États-Unis » montre en particulier : 1. La présence aux États-Unis de stocks très importants qui se sont accumulés depuis 1946. Ils ont maintenant largement dépassé l'indice 200 par rapport à 1938. 2. La nécessité d'exporter ces stocks pour maintenir les profits, car le marché intérieur ne peut les absorber. En effet, le gouvernement fait baisser le pouvoir d'achat intérieur aux États-Unis en diminuant la masse monétaire en circulation. Celle-ci est passée de 28 952 millions de dollars en décembre 1946 à 28 149 millions de dollars en juin 1947. Or les prix et les profits ont monté, la compression monétaire s'est donc faite aux dépens des salaires[1]. 3. Après une légère dépression des prix de gros enregistrée en avril 1947 corrélative à une accumulation plus importante des stocks et à une chute des exportations, la hausse a repris. Elle coïncide exactement avec les offres du général Marshall. Conclusion : l'exportation engendre la hausse. Et l'adhésion de l'Europe occidentale aux plans américains aura pour effet de consolider les bénéfices nets qui, depuis le fléchissement d'avril dernier, ont atteint un niveau « plus haut que pour toutes les périodes précédentes ». (Confidence du Département du Commerce des États-Unis rapportée par l'*Economist* du 15 novembre 1947.)

***

Ce n'est pas tout. La montée des prix américains est susceptible de perturber le système économique et monétaire français. Le mieux est, ici, de laisser parler *Conjoncture économique et financière :*

Si vraiment on assiste à une adaptation en baisse des prix américains dans la prochaine année, ce qui est parfaitement possible, il s'agirait pour les pays européens intéressés d'une aggravation de difficultés : en effet, la ligne de baisse éventuelle des prix américains n'a aucune raison de se répercuter sur la ligne des prix nationaux intérieurs des pays européens en question ; d'autre part, les prix des produits européens exportés vers les États-Unis se trouveront plus élevés encore qu'antérieurement, relativement aux prix américains.

Donc, la *Conjoncture*, qui redoute, nous l'avons vu au début de cet article, la hausse inflationniste, ne veut pas de la baisse.

Elle prévoit et préconise comme remède à un déséquilibre qui risque de tourner rapidement à la catastrophe un « remaniement complet des niveaux monétaires dans le monde occidental ». En termes clairs, cela signifie la dévaluation, soit une baisse relative des prix européens par rapport au dollar et une aggravation de la hausse américaine !

Sans doute la *Conjoncture* espère-t-elle que les achats des États-Unis en France seront stimulés par la dévaluation. Mais les bénéfices seront tellement inférieurs aux pertes ! Voici comment s'établit le commerce France-U. S. A. pour le premier semestre 1947 :

Importations : 45 milliards de francs (un tiers environ de nos importations).

Exportations : 3 223 millions de francs (un vingtième environ de nos exportations).

Peut-on raisonnablement supposer un bond de nos exportations suffisant

1. Cependant l'inflation reste menaçante aux U. S. A. Pour l'éviter, il faut exporter la hausse, donc les marchandises américaines. Le plan « anti-inflation » du président Truman et le plan Marshall sont « indiscutablement liés », déclare un des leaders de l'expansionnisme américain, Lerner. (Voir à ce sujet l'article de James S. Allen intitulé « Expansion, inflation, coufusion » dans la revue *New Masses* du 2 décembre 1947.)

pour combler un tel écart ? Il est clair que notre endettement progressera plus vite que notre crédit, même si la dévaluation incite les États-Unis à acheter davantage chez nous, car le plan Marshall nous fait une obligation de nous fournir chez eux. Il nous faudra payer plus cher encore les dollars destinés à compenser le déficit de notre balance commerciale, continuer de vendre notre or, contracter de nouveaux emprunts dont nous ne pourrons pas nous libérer, de sorte que les « remaniements » monétaires ouvrent la perspective d'un endettement continu, d'une colonisation déguisée. Et, pour finir, la catastrophe économique est au bout, aussi bien pour les États-Unis que pour nous.

Voilà où en arrive une revue française : à faire la politique de Gribouille. Par peur de la démocratie, elle jette les capitalistes français dans les bras de l'Amérique, leur ménage deux ans, trois ans de répit, et après ?

CHRONIQUE JURIDIQUE

LA TENTATIVE IMPUNISSABLE DE SUBORNATION DE TÉMOIN

par J. B.

...Et, souvent, on voit l'or d'un forfait servir à soudoyer la loi.

SHAKESPEARE : *Hamlet* (acte III, scène III).

Les plus savants ouvrages de droit pénal, et même le *Petit Larousse illustré* au mot « subornation », nous enseignent gravement que la loi réprime avec vigueur le témoignage de mauvaise foi. Un article du code pénal prévoit, en effet, une peine criminelle pour celui qui, par des dons ou de simples promesses, aurait obtenu d'un témoin qu'il fît de fausses déclarations tendant à innocenter ou à charger un accusé. Cette rigueur de la loi semble d'autant plus justifiée que la preuve par témoins est l'une de celles qu'emploie le plus couramment le ministère public pour soutenir son accusation. On peut donc dire que tous les citoyens sont directement intéressés, en tant que justiciables éventuels — innocents ou coupables — à ce que ce mode de preuve, déjà si critiqué quant à ses possibilités d'erreur involontaire, puisse au moins présenter de sérieuses garanties contre le mensonge.

Il est dès lors facile d'imaginer l'étonnement des lecteurs non initiés aux arcanes de la science criminelle, auxquels cet article est destiné, lorsqu'ils apprendront qu'à la suite d'un arrêt de la cour de cassation déjà plus que centenaire (22 juillet 1843) la jurisprudence permet, encore à l'heure actuelle, à un individu malhonnête de se rendre chez un témoin, de lui proposer ou de lui faire parvenir une somme d'argent pour prix de certaines déclarations ou de certaines réticences, *sans risquer la moindre sanction* pour cet agissement frauduleux.

Deux hypothèses, en effet, sont possibles : ou le témoin empochera l'argent et déposera comme il lui a été demandé et, comme il n'est pas dans son intérêt de s'en vanter, son mensonge demeurera ignoré — d'où impunité de son suborneur — ou, dans le pire des cas pour ce dernier, le témoin — scrupule ou dégoût — n'hésitera pas à dénoncer aux juges, en pleine audience, la démarche dont il a été l'objet, et le suborneur en sera quitte pour... une émotion désagréable, la *tentative* de subornation de témoin n'étant pas punissable.

Voilà comment, par l'application d'une jurisprudence qui fait arbitrairement du suborneur le simple *complice* du témoin, — ce qui a pour effet d'impliquer la nécessité de poursuites à l'encontre de ce dernier pour que le suborneur

puisse être également poursuivi — la loi demeure lettre morte pour le plus grand bénéfice des individus sans scrupules, mais non sans moyens.

Mais si une telle pratique judiciaire confond le bon sens, on peut affirmer qu'elle heurte aussi les principes les plus élémentaires du droit pénal puisque, les peines prévues en l'espèce étant des peines criminelles, la tentative devrait être punissable comme elle l'est *toujours* en matière de crime (art. 2 du code pénal) sous la seule réserve qu'elle ait été manifestée par un commencement d'exécution et qu'elle n'ait « manqué son effet » que « par des circonstances indépendantes de la volonté de son auteur ».

Or, dans le cas qui nous occupe, on peut dire que, du côté du suborneur, l'exécution a été non seulement commencée, mais complètement achevée et qu'il n'existe donc aucune raison pour que la malhonnêteté *consommée* du suborneur puisse bénéficier d'un sursaut d'honnêteté du témoin.



Ce qui souligne le caractère extravagant de cette carence pénale, c'est le contraste existant entre le cas du suborneur de témoin et celui du corrupteur d'un simple employé privé.

Dans le premier cas, nous venons de le dire : impunité pour le suborneur dans la mesure où, *malgré* ce dernier, le témoin reste honnête.

Dans le second cas, au contraire, non seulement la tentative de corruption est punissable, mais encore la peine encourue par le corrupteur est *supérieure* à celle encourue par le corrompu (cinq années d'emprisonnement au lieu de trois).

Et ce qui rend, sur le plan juridique, un tel contraste encore plus paradoxal, c'est que la corruption active est un simple délit, alors que la subornation de témoin par dons ou promesses est un crime.

A cela, on me répondra sans doute que la tentative de corruption a été expressément prévue par un texte ; mais celle de subornation de témoin ne l'est pas moins par l'article du code pénal que j'ai déjà indiqué.

De telle sorte, pour donner une exemple précis, qu'un commerçant qui soudoierait un employé de la S.N.C.F. pour obtenir ne serait-ce qu'un tour de faveur dans l'expédition de sa marchandise encourrait cinq ans de prison, alors même que cet employé aurait décliné son offre, tandis qu'un inculpé qui pousserait l'impudence et le mépris de la justice jusqu'à s'offrir le luxe d'aller débaucher un témoin à domicile pour tenter de s'assurer l'impunité ne serait pas inquiété dans le cas où le témoin sollicité se révélerait honnête pour deux.

Remarquons, en passant, que nous n'avons envisagé que le cas où la subornation s'exercerait en faveur de l'inculpé, mais n'est-il pas au moins aussi inquiétant d'imaginer que le faux témoignage « dirigé » pourrait être impunément mis au service de l'assouvissement de haines personnelles, auxquelles un prévenu innocent risquerait d'être sacrifié ?

Mais sans sortir du cas où la subornation de témoin est utilisée par un inculpé pour s'assurer l'impunité. éclairons d'un autre exemple frappant l'incohérence de la pratique judiciaire que nous dénonçons : un automobiliste qui, pour essayer d'échapper aux conséquences de son acte, ne s'arrêterait pas après avoir causé un accident, même bénin, encourrait deux ans de prison. Mais ce même automobiliste, s'il tentait — toujours pour se dérober aux conséquences de son acte — de suborner un témoin, échapperait, si celui-ci restait

honnête, ou revenait, avant la fin des débats, sur une déposition mensongère, à toute sanction du crime commis par lui pour masquer sa culpabilité.



L'existence d'un tel paradoxe dans notre système judiciaire vaudrait déjà pour elle-même d'être signalée. Or il se trouve qu'elle revêt, de nos jours, un caractère brûlant d'actualité.

Combien de dossiers concernant des affaires de marché noir ou de trafic économique avec l'ennemi ne font-ils pas, en effet, le désespoir des parquets par la difficulté que ceux-ci rencontrent à asseoir leurs accusations sur des données objectives ? Finalement, tout repose sur des témoignages dont seule l'orientation générale, les « nuances » permettront aux magistrats de se faire une opinion. Dans bien des cas, le commerce avec l'ennemi sera une affaire de plus ou de moins. Sous l'occupation, dans telle petite ville, tous les commerçants ont été contraints de vendre leurs articles aux Allemands. Mais certains l'ont fait avec une fréquence et une complaisance répréhensibles (réservant, par exemple, certains de ces articles, plus rares, à la seule clientèle occupante).

C'est donc sur l'insistance ou la réserve des témoins que se jouera le sort des inculpés. Qui ne voit l'importance du *ton* de la déposition sur la décision à intervenir ? Et comme, par définition, les commerçants peu scrupuleux ont pu amasser des réserves pécuniaires de nature à leur permettre bien des audaces et que, toujours par définition, ce ne sont pas les scrupules qui les étouffent, on voit tout ce qui est à craindre de témoignages complaisants, à une époque où la vie est si difficile, pour détourner le cours d'une justice qui est l'un des facteurs les plus importants de l'ordre public et de la paix.

Ce n'est pas par hasard que la possibilité de poursuites contre les corrupteurs d'employés du commerce ou de l'industrie ne date que de *1919*, c'est-à-dire d'une époque semblable en beaucoup de points à celle que nous vivons aujourd'hui.

Allons-nous continuer d'accepter que l'on considère comme mieux justifiée la répression de tentative de corruption d'agents d'entreprise privée que celle de citoyens qui tiennent dans leurs mains — ou sur leurs lèvres — l'honneur et la liberté de leurs concitoyens ?

Qui ne voit que, dans ce dernier cas — tentatives non seulement de corrompre d'autres hommes, mais encore de placer un faux poids dans la balance de la justice — la malhonnêteté du corrupteur se double d'un *défi à la justice*, mise en échec par de telles manœuvres et, par contrecoup, d'un véritable attentat à l'organisation sociale tout entière ?

Et pourtant le remède est simple, puisqu'en l'espèce il n'est pas même besoin d'un nouveau texte de loi pour faire cesser ce scandale. Que, dans un cas de ce genre, un arrêt de la cour de cassation intervienne, consacrant le principe, rigoureusement juridique, que doit être réprimée toute tentative de subornation de témoin, *crime* prévu par l'article 365 du code pénal, *indépendamment de l'attitude du témoin lors de sa déposition*, et, du même coup, les notions de droit inculquées à l'étudiant, comme l'exemple du dictionnaire Larousse, redeviendront ce qu'ils n'auraient jamais dû cesser d'être : l'expression d'une rassurante vérité. Et la jurisprudence cessera de favoriser les gangsters...

CHRONIQUE POLITIQUE

UNE BATAILLE NÉCESSAIRE ET FÉCONDE

par GEORGES COGNIOT

Du 13 novembre au 10 décembre, un des plus grands mouvements de grève de l'histoire s'est produit en France. Au point culminant de la lutte, 2 500 000 travailleurs y furent engagés. Le but essentiel des grévistes était d'obtenir la revision périodique des salaires, leur adaptation automatique au prix de la vie. En s'y opposant, le gouvernement de la France a infligé au pays des pertes bien supérieures à ce que l'acceptation des revendications aurait coûté dans l'immédiat.

Ainsi, le refus de garantir un pouvoir d'achat stable procédait non du souci de l'intérêt national, mais de la volonté de défendre le grand capital, acquis à l'influence américaine, qui spécule sur l'inflation et sur la hausse indéfinie des prix. Cette froide résolution d'abaisser constamment le niveau de vie du prolétariat et des fonctionnaires se complète par le plan général de campagne contre les paysans et contre l'ensemble des classes moyennes — y compris les professeurs, les médecins, les avocats, les architectes — tel qu'il s'est traduit dans les projets financiers du ministre René Mayer, universellement connu comme un instrument de la banque Rothschild. En même temps qu'il avouait l'intention de réduire systématiquement la part de la classe ouvrière dans le revenu national, M. René Mayer donnait à entendre à la Commission des Finances de l'Assemblée nationale qu'il n'y a pas assez de faillites en France ! Tout se passe comme si le gouvernement Robert Schuman voulait justifier les plaintes exprimées par M. Robert Wolf dans un livre largement diffusé en Amérique, et d'après lequel la France serait victime depuis 1919 d'un culte mortel de la *petitesse* ; on ne penserait qu'à défendre *le petit agriculteur, le petit boutiquier, le petit instituteur de village*. Place aux idées de *grandeur* ! La banque Rothschild est toute prête à favoriser le remplacement du petit commerce par les magasins à prix unique et à succursales multiples...

Les causes du mouvement gréviste.

Le malheur est qu'un puissant Parti communiste, une forte C. G. T., échappent à l'influence du parti américain : c'est l'obstacle capital à la vassalisation de la France. Il faut donc essayer de porter des coups décisifs à la C. G. T. Depuis longtemps, les éléments scissionnistes en son sein sont soudoyés par l'impérialisme américain. L'organe central du Parti socialiste, *Le Populaire* lui-même, s'est trahi dans son numéro du 27 décembre : Marc Carriche y a reconnu qu'un million de dollars avaient été affectés à la propagande des « conceptions » américaines dans les milieux syndicaux de notre pays par la mission Irving Brown.

Pour couvrir ces vilenies, les ennemis de la classe ouvrière et des fonctionnaires ont eu besoin de beaucoup d'imagination. Ils ont été chercher bien loin des prétextes à la grève. Ils ont accusé les militants de la classe ouvrière d'un crime dont eux-mêmes étaient coupables. Ils ont reproché à autrui leur propre subordination à des vues politiques partisanes.

Dans un article fondamental [1], l'un des secrétaires généraux de la C. G. T., Benoît Frachon, a démontré que, si les salaires représentaient encore, en juillet 1945, 90 p. 100 du niveau de 1938, ils étaient tombés successivement à 80 p. 100 en juillet 1946, 61 p. 100 en janvier 1947, 48 p. 100 en novembre 1947. Sans doute, le taux nominal des salaires a été augmenté à plusieurs reprises. Mais, à chaque augmentation des salaires, plutôt que d'en rejeter le poids, comme c'était parfaitement possible, sur les bénéfices patronaux, les gouvernants socialistes, qui se baptisent eux-mêmes, avec Léon

1. Voir pour plus de détails au numéro 4, 1er janvier 1948, du périodique *Pour une paix durable, pour une démocratie populaire*, l' « entretien avec Benoît Frachon » intitulé *Dans la lutte, la classe ouvrière de France accroît ses forces et consolide son organisation*.

Blum, « gérants loyaux » du système capitaliste, ont riposté par une augmentation plus considérable des prix.

En même temps, ils appliquaient une politique générale des plus réactionnaire. L'influence américaine leur imposait la sollicitude la plus vive pour la « libre entreprise », pourvu qu'elle fût à l'échelle des trusts, bien entendu. Ils liquidaient donc en pratique les nationalisations, en les mettant sous la tutelle des hommes des banques, en en chassant les représentants authentiques de la classe ouvrière, en faisant de l'Etat bourgeois un patron plus féroce que les patrons individuels eux-mêmes.

Dans la situation ainsi créée, personne de sensé ne pouvait attendre autre chose que l'explosion du mécontentement populaire. Sauf pour les hypocrites, et pour les sots qui sont trompés par eux, il n'y a rien eu de mystérieux dans les grèves de novembre-décembre.

Dès le deuxième trimestre de l'année, c'est-à-dire après l'exclusion des ministres communistes imposée par Washington, exclusion qui était le signe d'une offensive renforcée contre la classe ouvrière, la statistique officielle a dénombré près de six millions de journées de travail perdues par le fait des grèves. Et ces grèves étaient des grèves pour les salaires.

Quand la revision des salaires promise pour juin eut été renvoyée en décembre, le Comité national de la C. G. T., réuni les 12 et 13 décembre, définit les mots d'ordre suivants : salaire minimum garanti à 10 800 francs, avec augmentation répercutée sur toute la hiérarchie des salaires ; augmentation immédiate de 25 p. 100 ; garantie du pouvoir d'achat par la revision périodique des salaires, etc... Les travailleurs devaient être consultés dans les entreprises sur l'action à engager.

Semaines de combat.

On sait comment les événements se sont précipités. Le 12 novembre, une augmentation insupportable des transports urbains déclenchait la grande grève de Marseille. Bientôt, la révocation de l'administrateur des houillères nationales Delfosse, militant syndical, provoquait l'arrêt du travail dans les puits. Partout, revendications de salaire. Marins, dockers, métallurgistes, travailleurs du bâtiment entrèrent dans le mouvement, qui gagna aussi les cheminots à partir de Marseille, les P. T. T., le Gaz et l'Electricité, les Produits chimiques. Le bureau de la C. G. T. se solidarisa avec les grévistes.

Le 26 novembre, le président du Conseil refusait les revendications. Il offrait une prime de 300 francs pour les ouvriers au travail et rien pour les grévistes. Vingt des fédérations cégétistes publièrent une déclaration commune repoussant ces propositions. C'est alors qu'on vit cinq des secrétaires confédéraux : Jouhaux, Neumeyer, Bothereau, Bouzanquet, Delamarre, se rebeller contre la majorité de la C. G. T. en pleine bataille, porter un coup de poignard à la grève. Eux qui avaient critiqué les décisions du Comité confédéral national de novembre parce qu'elles prévoyaient la consultation, dans l'entreprise, de tous les travailleurs, syndiqués ou non, ils demandaient maintenant que les grèves fussent décidées par des votes à bulletin secret sous la pression des patrons et le contrôle de la police. Ils proclamaient désormais licite et nécessaire la version caricaturale de ce qu'ils avaient condamné quinze jours plus tôt comme antistatutaire !

Tout était mobilisé par le Gouvernement contre la grève : le pays assistait à une longue bataille parlementaire autour de lois d'exception dont la première rédaction supprimait toute liberté de parole et de presse ; à la saisie des grands journaux ouvriers ; au rappel de 200 000 réservistes ; à l'usage général des gaz lacrymogènes. Des milliers d'ouvriers étaient blessés ; quatre étaient tués sur l'ordre du ministre de l'Intérieur, Jules Moch, dont trois à Valence, la ville qui avait eu le tort impardonnable de battre ce même Jules Moch aux élections législatives.

Tout au long de ce mouvement, le gros capital n'eut pas grand'chose à faire : l'État se chargeait de toute la besogne.

Les ministres étaient soutenus sans défaillance par l'unanimité du parti américain. Des socialistes aux gaullistes, pas une note discordante. De Gaulle ne trouva pas le moindre reproche à faire aux dirigeants socialistes, et eux ne repoussèrent jamais les bons et loyaux services des politiciens et des journalistes gaullistes.

Les pseudo-défenseurs de l'indépendance du syndicalisme apparurent pour ce qu'ils étaient : les porte-parole d'une influence socialiste sectaire. Jamais coterie ne fut davantage l'instrument d'un parti. Jamais maffia n'avoua plus cyniquement l'origine de sa caisse noire : même la quotité des sommes reçues d'Amérique a été déclarée avec un sans-gêne inouï.

Le personnel enseignant dans la lutte.

Les décisions gouvernementales étaient aussi éloignées des revendications des fonctionnaires que de celles des ouvriers.

En particulier, les membres du corps enseignant attendaient, depuis plus de deux ans, leur reclassement, dans le cadre du

reclassement général de la fonction publique, sans aucun résultat. Placés devant la nécessité de sauvegarder leurs moyens d'existence, les instituteurs de Paris, au début de novembre, bousculant les habitudes bureaucratiques sur lesquelles comptaient les agents du ministère, décidèrent d'en finir avec les atermoiements et votèrent la grève à une écrasante majorité. Pour la première fois dans l'histoire, les universitaires allaient user massivement, pour défendre leurs droits, du même moyen que les ouvriers.

Le 21 novembre, malgré la police lancée contre les instituteurs, malgré les menaces de sanction, les appels des briseurs de grève, les télégrammes expédiés dans chaque école par le ministre socialiste Naegelen pour exiger leur ouverture, les écoles primaires de la Seine fermaient, les piquets de grève s'organisaient, les maîtres des centres d'apprentissage quittaient à leur tour leur travail. Et dans les Facultés (où la sous-section de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique appartenant à la Fédération de l'éducation nationale avait voté à l'unanimité la grève pour soutenir les instituteurs), le débrayage commençait.

Du côté du gouvernement, aucune prise de conscience de la puissance d'un mouvement qui s'élargissait avec rapidité, atteignait les lycées l'un après l'autre, les bibliothèques, le Collège de France et même les Musées nationaux. Les universitaires démontrent qu'ils ont besoin de leur reclassement avec une urgence que proclame leur unanimité : le briseur de grève Naegelen répond par des irruptions de gardes mobiles à la Sorbonne, des arrestations d'étudiants, des ordres que personne n'exécute. Un immense fossé se creuse entre les enseignants et le gouvernement.

En même temps, avec une force et une ampleur chaque jour croissantes, un mouvement de solidarité s'empare des étudiants, des élèves, des parents d'élèves des écoles laïques et des lycées. La grève gagne la province, s'étend à travers la France. Image symbolique : la Sorbonne en effervescence, avec des groupes de professeurs et d'étudiants prenant la parole, et le comité de grève de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique à son poste de combat dans le laboratoire du professeur Prenant.

Schuman remplace Ramadier, et tout va de Charybde en Scylla. Le 29 novembre, la nouvelle des propositions de lois scélérates explose dans les milieux universitaires. Dès lors, se déclare ouvertement ce que pressentaient les enseignants en grève : conjointement à leurs revendications, ils défendent la pensée libre, l'école laïque, les libertés syndicales, la grandeur de l'Université française. Ce n'est pas par hasard que, le soir du 29, pendant que commençait à l'Assemblée la bataille historique des députés communistes pour la liberté menacée, on put voir, parmi la foule accourue autour de L'*Humanité* pour la protéger contre les saisies policières, un grand nombre d'instituteurs, de professeurs de lycée, voire de professeurs d'Université, une foule d'étudiants, y compris beaucoup de catholiques.

Le 3 décembre, 1 500 universitaires parisiens, debout, acclamaient Raoul Calas, le député communiste exclu de l'Assemblée pour avoir rappelé comment les soldats du 17e, autrefois, avaient refusé de tirer sur le peuple. Le lendemain, le courant de grève se renforçait dans toute la France, et, le 5 décembre, la Fédération de l'éducation nationale décidait enfin la grève totale de l'enseignement.

On put voir alors dans le pays entier se fermer les écoles et les lycées. Le 8 décembre, 1 500 professeurs agrégés étaient en grève à Paris, les lycées fermaient, les écoles de province en même temps. Partout, dans les assemblées, dans les réunions des comités de grève, une même volonté de lutte se manifestait. L'enseignement français tenait victorieusement sa place dans la lutte commune. Schuman et Naegelen avaient perdu.

Car ils ont perdu. L'Université française a pris conscience de sa force. Et, en reprenant le travail, les enseignants, par la voix de leur Comité central de grève, ont déclaré :

> Au service de la pensée française, l'Université est résolue à faire aboutir ses revendications, à obtenir la place à laquelle elle aurait droit dans un pays véritablement démocratique. C'est pourquoi la bataille continue.

Solidarité nationale.

C'est le 10 décembre que l'ordre de reprise fut donné pour les fonctionnaires comme pour les ouvriers, avant que le gouvernement eût réussi à effriter le front gréviste, et cela malgré les attaques policières répétées depuis trois semaines, malgré la situation de misère des ouvriers, malgré la coalition générale des forces de la réaction, de Léon Blum à de Gaulle.

Les preuves de la solidarité nationale avec le mouvement de grève n'avaient pas manqué. Des sanctions très lourdes avaient été prononcées contre la police qui ne voulait pas tirer; des compagnies entières de gardes républicains de sécurité avaient dû être dissoutes. L'armée était encore moins disposée à servir contre le peuple. A Saint-Étienne, un escadron d'auto-mitrailleuses avait aidé les grévistes à reprendre la gare à la police ; le gouvernement avait dû recourir aux troupes de couleur, elles-mêmes peu sûres, et surtout aux ex-hitlériens de

l'armée d'Anders, qui faisaient évacuer les puits de mine en criant en allemand : *Raus mit den Sowjets !* (*Dehors les Soviets* !)

La solidarité paysanne prit l'aspect d'un véritable mouvement de masse, alors qu'au contraire en 1936 les paysans avaient vu les occupations d'usines avec inquiétude et effroi. Maintenant, ils savent qu'ils ont un allié dans la C. G. T., ils savent que c'est elle qui a défendu en 1946 la thèse du blé à 1 200 francs, combattue par toute la réaction.

Quiconque, aujourd'hui, essaie de répandre, dans les milieux de fonctionnaires, la démagogie anti paysanne, est ou la dupe ou l'auxiliaire criminel de ceux qui veulent diviser le peuple pour régner sur lui.

La grève a rassemblé des forces considérables.

Ainsi, la grève a rassemblé des forces considérables ; elle a porté le mouvement ouvrier plus haut tout en recueillant les sympathies paysannes ; elle a élevé à la conscience politique les jeunes, les femmes, les fonctionnaires. Elle a constitué un avertissement très sérieux pour les chercheurs d'aventure, les gaullistes, en montrant les énormes possibilités du mouvement ouvrier.

Personne ne doute que ce fut une bataille nécessaire, et une bataille féconde. La grève a imposé des revendications qui n'auraient jamais été obtenues sans lutte. Au lieu de l'ancien minimum vital de 8 500, le gouvernement a dû admettre celui de 10 500, soit 2 000 francs d'augmentation ; le 26 novembre, il ne voulait encore entendre parler que de 9 800 ! Le gouvernement a dû reconnaître aussi le principe du rétablissement de la hiérarchie professionnelle, tout en essayant, il est vrai, d'ergoter sur l'interprétation de ses propres décisions, de rabaisser le boni pour les hauts rendements, etc. Les allocations familiales sont relevées à compter du 1er janvier. Les salaires, pour les heures comprises entre la 40e et la 48e, échappent à la double imposition. Un premier effort de reclassement est consenti pour les fonctionnaires. En même temps, la portée des lois antisyndicales, inspirées de la législation américaine Taft-Harley, a été quelque peu limitée. La preuve est ainsi faite que l'action gréviste était légitime et qu'elle fut utile. La grève, dont le gouvernement n'est pas arrivé à obscurcir le caractère revendicatif, a eu des résultats partiels quant au relèvement des salaires, qui était son objectif essentiel.

Il est certain que, si des satisfactions ont été arrachées, la victoire n'a pas été complète. Du moins, la rentrée massive des grévistes, militants en tête et sur l'ordre librement donné par les organisations, a-t-elle hautement manifesté la maturité politique du monde du travail. Les ouvriers ont été capables, immédiatement après la reprise, d'engager de nouveaux combats pour imposer la réintégration des militants frappés. L'ampleur de leur mouvement leur a donné davantage conscience de leur force. Des cadres nouveaux ont surgi dans la lutte ; un rôle considérable a été joué par les jeunes, y compris les jeunes de l'enseignement : suppléants, intérimaires, élèves des écoles normales tant primaires que supérieures.

L'idée s'est répandue et fortifiée qu'une grande bataille est en cours pour assurer non seulement une vie digne aux travailleurs manuels et intellectuels, mais du même coup une vie digne au pays, dont le régime intérieur démocratique et l'indépendance à l'extérieur sont compromis par l'entreprise dite plan Marshall.

Quelques dessous du plan Marshall.

Dans l'excellent périodique londonien *Labour Monthly*, au numéro de décembre, R. Palme Dutt remarque très justement que l'opération, qui a commencé sous une forme économique et financière, prend de plus en plus un caractère ouvertement politique. Les naïfs, dit-il, feront bien de se rappeler le principe autrefois défini par Hitler dans *Mein Kampf* :

> Autant que possible, un vainqueur avisé n'imposera ses exigences au vaincu que par étapes successives... Plus nombreuses sont les exactions ainsi acceptées passivement, et moins la résistance paraît justifiée aux yeux des autres hommes quand le peuple vaincu finit par se révolter contre le dernier acte d'oppression d'une longue série, surtout quand ce peuple a déjà supporté patiemment et en silence tant de mesures beaucoup plus pénibles.

MM. Marshall et Harriman, de toute évidence, ont profité de la leçon. Ils ont procédé petit à petit. On a d'abord eu la condition imposée pour l'accord de prêt : l'abandon de la liberté commerciale et monétaire. Est venue ensuite la grande offensive économique dont les résultats sont consignés dans l'acte de Genève, qui ouvre tout grand et sans défense le marché français à la concurrence américaine et doit ruiner notre agriculture, notre industrie aéronautique, notre industrie de l'automobile, celle du bâtiment (concurrence des pré-fabriqués), aussi sûrement que les accords Blum-Byrnes ont ruiné notre cinéma. Ensuite, l'humiliation de ce rapport des « Seize », issu de la parlote de Paris, qui a été fait et refait sous dictée américaine ; ensuite l'insolente tournée d'inspection des commissions formées par les 215 membres du Congrès qui ont pris l'avion pour l'Europe, afin d'y passer en

revue les ressources de leur nouveau domaine d'outre-mer ; ensuite, l'acceptation de la nouvelle proposition Marshall qui comporte la nomination par le président des États-Unis d'un « Office de surveillance » (*Supervising Agency*) avec des « bureaux locaux » dans chacun des « pays Marshall ». On comprend que toute la presse française officieuse, reprenant un thème de Léon Blum, traite l'idée de l'indépendance nationale de mythe suranné !

L'organe même de M. Naegelen, le bulletin *L'Education nationale*, dans son numéro 33 du 20 novembre dernier, n'a pas craint d'expliquer, d'après le bulletin officiel *U. S. A.* (10 octobre 1947), les projets effrontés du « comité des bourses d'études à l'étranger », composé de dix membres et nommé par le président Truman conformément à la loi sur « l'enseignement international », dite loi Fulbright ; le comité siège actuellement à Washington. Le mécanisme de ces projets est le suivant : la loi Fulbright autorise la conclusion d'accords de l'Exécutif avec des gouvernements étrangers pour utiliser, *en vue de l'expansion universitaire*, les devises et les crédits obtenus de ces gouvernements au moyen de la vente des surplus américains. Le taux d'emploi a été fixé à un million de dollars par an, et le programme prévoit une entreprise de vingt années. Des indications reçues jusqu'ici à Washington de la part de vingt-trois pays, il ressort qu'au moins 140 millions de dollars en devises étrangères seront affectés au programme dans les vingt années à venir. Or, l'expansion universitaire comporte non seulement l'exportation des étudiants, mais aussi l'exportation des professeurs et des « spécialistes », destinés à « participer à tous les genres d'entreprises poursuivis par des écoles étrangères », — y compris, par conséquent, la recherche de caractère économique et militaire, les fouilles, la « conservation » des œuvres d'art et des trésors du passé, etc. On estime que *plusieurs centaines* de « professeurs » se rendront à l'étranger dès les toutes premières années du programme ! Comme personne n'ignore qu'il n'y a pas un pays au monde où le *talon de fer* du capital pèse sur l'enseignement et sur la recherche aussi brutalement qu'en Amérique, tout commentaire serait superflu sur la sorte d'activité dont seront chargés les « savants du plan Marshall »... Ajoutons simplement que les militaires de carrière jouent aussi un rôle considérable dans l'organisation et le contrôle du travail scientifique aux États-Unis. Le haut commandement a passé des contrats avec presque toutes les Universités et tous les établissements de recherche. Tandis que les dépenses de la recherche n'atteignaient que 220 millions de dollars en 1938, elles se sont montées, en 1946, à 1 250 millions, dont les neuf dixièmes fournis par l'armée et la marine. On sait, d'autre part, que beaucoup de savants allemands ont été transférés en Amérique sous le patronage des autorités militaires : ils contribuent à perfectionner la machine de guerre du pays. Mais peut-être nous en enverra-t-on aussi quelques-uns en France sous le signe du plan Marshall ? En ce cas, 1948 verrait la réalisation d'un plan qui ne fut même pas jugé possible en 1940.

Nous rappellerons, en effet, que le régime de Vichy avait hésité devant l'entrée directe de « spécialistes » allemands dans nos Universités et avait dû se contenter d'introduire les personnalités germaniques dans d'autres régions de l'activité intellectuelle française. Hitler n'avait pas osé inscrire dans l'armistice honteux de 1940 la clause qui a été insérée dans les accords résultant de la loi Fulbright [1] !

Le plan Marshall, « plan stratégique et politique ».

Assez d'hypocrisie humanitaire ! Les fins du plan Marshall sont nettement politiques et stratégiques. Le rapport Harriman déclare :

> L'intérêt des États-Unis en Europe ne peut pas se mesurer simplement en termes économiques. Il est aussi stratégique et politique. Nous savons tous que, dans le monde d'aujourd'hui, nous sommes en face de deux idéologies en conflit. L'une est un système où les droits et les libertés individuels sont sauvegardés. Dans le système contraire, une discipline de fer imposée par l'État écrase les libertés individuelles.

Voilà ce qui s'appelle poser franchement la question, — à condition, simplement, d'entendre par *individualisme* le capitalisme. Le rapport continue en déclarant que le but à viser est de mettre en échec la « tactique communiste » et aboutit à cette conclusion cynique :

> C'EST POURQUOI les pays de l'Europe occidentale doivent être rétablis dans une situation telle qu'ils puissent conserver la foi entière dans la

---

1. Il y a lieu d'ajouter ici que les relations intellectuelles germano-américaines sont plus étroites que jamais. Au bulletin *U. S. A.* du 10 octobre 1947 se trouve également un résumé de la déclaration récente du département d'État et du ministère de la Guerre à Washington qui traite du renforcement des échanges culturels avec l'Allemagne « sur une base non commerciale » : il s'agit de fortifier les contacts « le plus tôt possible ». « La division des échanges internationaux de la *Smithsonian Institution* a déjà repris l'envoi en Allemagne de publications scientifiques et littéraires... Le conseil des Agences de secours autorisées à fonctionner en Allemagne a reçu le droit d'expédier en Allemagne, par l'intermédiaire de commissions allemandes, du matériel et de l'équipement scolaires. » Les établissements laïques sinistrés en France peuvent toujours attendre !

valeur de leur façon traditionnelle d'aborder les affaires mondiales.

Attitude traditionnelle par rapport aux affaires mondiales : ces mots signifient *capitalisme* et *impérialisme*. Pour maintenir un régime de rapine et de guerre, on essaie de faire mordre à l'hameçon du dollar les pays d'Europe occidentale, comme la France et l'Italie, où les peuples montrent de plus en plus clairement leur volonté de progrès et de liberté.

Même un simple journal libéral d'Angleterre, le *News Chronicle*, a reconnu la vérité le 17 novembre, sous la signature de Stuart Gelder :

M. Marshall croit que l'Amérique ne pourra préserver son indépendance qu'en faisant pour cela une guerre mondiale de plus si, en conséquence de la dislocation économique de l'Europe et de l'Asie, les communistes prennent le pouvoir dans tout l'hémisphère oriental. Il croit que ce sera le cas si l'Europe et la Chine s'effondrent par épuisement économique et politique et que l'empire communiste sur la moitié de la terre est la seule solution en dehors du plan Marshall.

Une guerre mondiale de plus représente ainsi toute la perspective de nos philanthropes ! On sait que M. François Mauriac les a appelés, dans un article de fond du *Figaro* qui fut remarqué, à occuper Brest... par peur que l'Armée Rouge y vienne !

C'est pour préparer cette guerre d'intervention à la mode grecque que les gaz lacrymogènes et les mitraillettes sont nécessaires contre les grévistes ; que le pain quotidien est refusé aux meurt-de-faim de la fonction publique comme aux autres travailleurs ; que le poids des impôts augmente encore pour les paysans comme pour les citadins, tandis que les prix industriels sont « libérés » et que chaque fin de mois pose un problème insoluble ; qu'enfin un prélèvement inique est imposé aux écrivains, aux médecins, aux architectes, à tous les hommes des classes moyennes, tandis que le taux demandé aux grosses sociétés est ridiculement faible. Seul, le budget militaire s'enfle sans arrêt ; le budget de l'Éducation nationale est « reconduit » pour 1948, ce qui veut dire que, pour les écoles et leur personnel, la misère noire de l'an dernier va littéralement se transformer cette année en dépérissement par inanition.

La discussion du budget de l'éducation nationale.

Le 26 décembre, alors que tous les autres partis avaient formé le projet (annoncé par *Le Populaire* du matin) de faire voter les crédits pour 1948 en quelques minutes, seuls les communistes ont insisté pour que le budget de l'Éducation nationale fût réellement examiné.

Ils ont notamment souligné la nécessité absolue de présenter au Parlement un plan de 10 milliards pour les constructions scolaires, mesure qui s'avère parfaitement possible si l'on songe aux centaines de milliards du budget de la Guerre. Tout le monde peut constater à l'*Officiel* que le ministre Naegelen a répondu à cette demande précise par des phrases vagues, par des allusions aux nécessités générales de la reconstruction en dehors de l'enseignement, par une promesse de mise à l'étude qui ne tendait qu'à rejeter la faute de sa propre incapacité sur le ministre des Finances, comme s'il n'était pas en fait de connivence avec lui ! M. Naegelen semble oublier que personne en France ne croit plus à sa parole depuis qu'on l'a entendu, au banquet de clôture de la Ligue de l'enseignement, à Nancy, en juillet 1946, déclarer solennellement qu'il ne serait plus ministre au 1er octobre suivant si le reclassement de la fonction enseignante n'était pas chose faite et achevée à cette date. Depuis, il est passé de l'eau sous les ponts, mais M. Naegelen n'a pas bougé...

Quand les parlementaires communistes ont réclamé les créations d'emploi nécessaires, l'*Officiel* témoigne encore que M. Naegelen a répondu : « J'ai fait ce qui dépendait de moi ! » Toujours cette curieuse désintégration de la personnalité, cette dissociation du moi quasi pathologique qui permet à M. Naegelen de s'affirmer partisan des revendications dans son propre ministère de la rue de Grenelle et de voter contre chacune de ces revendications au sein des conseils du gouvernement !

Le rédacteur de cette chronique a posé lui-même à M. Naegelen une des questions les plus brûlantes : celle de la rétribution des heures supplémentaires. Il lui a demandé d'abandonner la solution à la fois absurde et inique qui est en vigueur : le calcul sur neuf mois et demi au lieu de douze. Le ministre a répondu en observant toujours la même tactique : « Cette solution ne me satisfait pas moi-même. » On croirait avoir affaire à un personnage de Molière : l'éternel opposant, qui finit en éternel acceptant. Ce n'est jamais cet homme à double face qui est coupable du mal fait à l'école, ce sont les autres.

Dans le répertoire du *Tartufe*, il aurait sa place toute marquée. Le pauvre homme ! Si on lui parle du reclassement, qui est à peine commencé, il vous répond : « Le reclassement devient *en gros* une réalité ». Nuance !

Si on lui parle de la retenue de traitement infligée aux grévistes, — retenue illégale, puisque le droit de grève, d'une part, est dans la Constitution et que, d'autre part, le

statut des fonctionnaires ne prévoit la retenue de traitement que pour faute lourde, — le ministre « s'élève » sur un plan moral « supérieur » et vous répond : « Ceux qui faisaient grève savaient à quoi ils s'exposaient. » Remarquable élégance et vraie leçon de tact quand on est dans un gouvernement qui a sur la conscience les morts de Valence !

Quand on demande à M. Naegelen s'il a appliqué aux grévistes de l'enseignement des sanctions autres que la retenue de traitement, il apporte un démenti formel, indigné, frémissant. Ce n'est pas lui, voyez-vous, qui a suspendu les professeurs grévistes de la Faculté de médecine : c'est seulement le ministre de la Santé publique, son collègue. Ce n'est pas lui non plus qui a chassé de la Cité universitaire dix étudiants, dont sept médaillés de la Résistance, et de l'Ecole normale de Nice deux élèves, dont un combattant de la Libération : c'est seulement dans un cas le recteur, son subordonné, et, dans l'autre, le directeur, non moins son subordonné. Nuance ? Élégance ? Simplement, escobarderie.

On dirait que, même sous la Restauration, le jésuitisme n'a jamais mis aussi bien son empreinte morale sur le ministère de l'Education nationale. Le grand-maître est un personnage de Pascal encore plus que de Molière ! Lui reprochez-vous de fermer les classes dans les villages, de supprimer les emplois d'instituteurs, il use de cette riposte désarmante : « Je n'ai pas supprimé d'emplois, je les ai seulement transférés à d'autres cantons ou à d'autres départements, où le besoin était encore plus pressant. » Telle est la théorie social-démocrate du *moindre mal* appliquée à la carte scolaire. Comme l'augmentation de la natalité doit, dans quelques années, gonfler considérablement les effectifs scolaires, et que M. Naegelen sera obligé d'opérer beaucoup de transferts des zones les moins peuplées aux zones les plus peuplées pour éviter les créations d'emplois, on ne peut pas douter de la prochaine fermeture de toutes les classes qui n'auront pas quarante ou quarante-cinq élèves ! La preuve a été faite à l'Assemblée que M. Naegelen considérait déjà comme effectif minimum le chiffre de quarante-deux élèves pour l'école à classe unique...

Unité dans la C. G. T.

Voilà ce qu'il en coûte d'assumer l'honneur de « sauver la civilisation occidentale » : la « civilisation » des feux de salve de Valence et des matraquages de la Cité universitaire de Paris, de la guerre d'Indochine et des *Reader's Digest* glissés subrepticement dans tous les paquets de livres à la distribution des prix du Lycée Henri-IV. Qu'est-ce que cette « civilisation » à l'américaine, sinon le refus de toute conception nationale évoluée en matière d'enseignement ?

Voilà ce qu'il en coûte de confier le soin de la défense laïque à l'un des plus fidèles suiveurs de Léon Blum, théoricien de l'accord sans principes avec le M. R. P. et inventeur de la « 3e Force ». Le maître cafard a des disciples dignes de lui.

Sait-on que c'est dans le propre cabinet du ministre que se tiennent les réunions fractionnelles entre dirigeants socialistes droitiers des organisations syndicales de l'enseignement ? Nous défions quiconque de démentir qu'on a « préparé » de cette façon la réunion de la direction du syndicat des agents des lycées qui a eu lieu le dimanche 21 décembre [1]. C'est au ministère que se trame la scission de la Fédération de l'éducation nationale. C'est au ministère qu'on machine la désorganisation, la débandade du puissant groupement qui défend l'avenir de l'école et de la culture françaises, en même temps que la cause de la paix, délibérément compromise par les auteurs du plan Marshall, les provocateurs qui désirent par-dessus tout la rupture avec l'Union Soviétique et la guerre d'agression contre elle.

Le corps enseignant répondra en resserrant les rangs, en renforçant l'organisation syndicale au sein de la C. G. T., en vouant à l'isolement et à l'impuissance ceux qui voudraient faire passer les instituteurs et les professeurs qui ont noblement lutté pour leur école, sous le joug du ministre briseur de grève et de toute sa camarilla si digne de la censure du vieux Régnier :

Il n'est bon courtisan s'il n'a bon appétit.

Ce n'est pas à la coterie corrompue du cabinet ministériel de commander le mouvement syndical, si légitimement fier de son indépendance et de ses hautes et pures traditions.

Ce n'est pas au saboteur de l'école Naegelen qui VIENT DE SUPPRIMER 5.000 POSTES DANS L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE, de donner des leçons à personne. Ce n'est pas à la « 3e Force » de régenter l'école laïque, — elle qui a voté en décembre à l'Assemblée contre l'introduction de la législation scolaire nationale en Alsace et en Moselle avant le 31 décembre 1948 (proposition Rosenblatt).

Ce n'est pas à un petit groupe d'hommes de parti, sectaires et bornés, de briser l'unité des communistes, des socialistes, des

---

1. Piteux résultat, d'ailleurs ! Le 11 janvier, les agents parisiens, réunis en assemblée générale, donnaient 80 p. 100 des voix à la C. G. T. Les « autonomistes » prétendus se briseront les dents contre la Fédération de l'Éducation Nationale : leur « autonomie » ne trompe personne.

autres républicains, y compris les catholiques d'esprit vraiment libéral, qui s'est faite dans la C. G. T.

Au moment où le R. P. F. signifie un danger mortel pour l'école et la culture, le corps enseignant refusera toute audience à ceux qui aplanissent le chemin au pouvoir personnel en tentant de ruiner la cohésion, l'unité et l'efficacité du mouvement syndical.

La bataille n'est pas terminée. La bataille passera par d'autres phases aiguës. Loin de se démobiliser et de se laisser diviser, le corps enseignant demandera à l'unité les armes de la victoire.

POLÉMIQUES

I

GIDE PRIX NOBEL, OU LA LÂCHETÉ COURONNÉE

« Le point de vue esthétique est le seul où il faille se placer pour parler de mon œuvre sainement, » a dit André Gide, auquel il arriva d'être prudent. Ce « point de vue esthétique » présente des commodités que bien des gens apprécient. Mais il serait vraiment dommage d'en user quand le jury du prix Nobel lui-même nous oriente vers cet exposé des « problèmes de la vie humaine », cet « intrépide amour de la vérité ». cette « grande pénétration psychologique » qui l'incitèrent à couronner André Gide, écrivain français dont la France ne s'honore pas.

Des « problèmes de la vie humaine », il n'exposa qu'un seul, le sien. Or, soumis aux tracas d'un refoulement qu'aggravait d'année en année la tendre sollicitude qu'il lui portait, Gide s'enivrait de ferveurs, — ô Nathanael ! — imaginaires, et qui le ramenaient toujours à la « porte étroite » dont son individualisme farouche répugnait à ouvrir les battants. Il se voyait grandissant « par delà le bien et le mal », brandissait la gloire de l' « acte pur », construisait un échafaudage lyrique d'évasions, de libertés, de perversités audacieuses de l'esprit. Il se croyait le surhomme de son temps : il n'était qu'un pédéraste à la plume magnifique, et toute son œuvre se tissa autour de ce vice qui en fournit la clé.

Car cet « intrépide amour de la vérité » se résuma en *Corydon*. Le jury du prix Nobel a couronné Gide parce qu'il ne cacha ni les amours d'Édouard et d'Olivier, ni les tendresses de l'Immoraliste. A tout péché miséricorde. Gide se confessa publiquement assez souvent pour qu'un prix de littérature vînt récompenser sa « vérité » particulière.

A s'étaler ainsi, Gide trouvait une ineffable jouissance. Semblable au dieu du philosophe, il s'aima d' « un amour infini ». Il n'eut d'autre occupation dans l'existence que de se contempler avec délices et, plein d'une admiration naïve, de faire part au monde des réflexions qu'il se suggérait.

Car cette « grande pénétration psychologique », que le jury du prix Nobel a saluée, il ne l'exerça que sur lui. Dans la collection des grands auteurs vus par de grands auteurs dont on vient de lancer la mode, Gide occupera une place de choix. Et nous ne risquerons pas de voir déformer par d'autres des pensées qu'il recueillit lui-même avec une minutie toute bureaucratique.

Une fois effleuré le cycle qui de lui-même le ramène à lui-même, si l'on veut chercher à travers le monde la trace de ses pas, on le rencontre apportant au communisme « un cœur dont on — le communisme — n'avait que faire » (Profonde vérité)... Ce cœur tendre buta en U. R. S. S. sur des âmes insensibles à sa surhommie. Gide et les Russes ne partageaient pas la même conception du « Aimez-vous les uns les autres »... Conclusion : « Je me croyais communiste, dit Gide, j'étais chrétien... » Aussitôt la Russie soviétique est déclarée par lui totalitaire, et au royaume de l'antisoviétisme le grand homme méconnu devient prophète.

Arrive la guerre. Le cœur de Gide en éprouve vraiment de la peine. Le 1er mai 1940, « j'ai de nouveau raté le premier printemps », écrit-il. Il le retrouvera quelques jours plus tard au cours d'une « nuit admirable », etc., etc. Le 14 juin, il lit avec passion Kyra Kyralina — un confrère — et écoute l'allocution de Pétain, qui « est tout simplement admirable... On ne peut mieux dire, et ses paroles nous consolent de tous les *flatus vocis* de la radio... ».

Cependant les événements le chiffonnent et l'inquiètent, quoique du reste ils soient « revêtus d'un caractère de fatalité ». Ici commence le grand effondrement d'André Gide. Au fur et à mesure qu'Hitler semble grandir, Gide coule comme du sable, comme cette phrase, dont chaque mot est une lâcheté : « Je sens en moi d'illimitées possibilités d'acceptation. » Car, « composer avec l'ennemi d'hier, ce n'est pas lâcheté, c'est sagesse... Vive la pensée comprimée !... »

Le *Journal* n'est plus qu'une apologie de l'oppression. Gide descend de plus en plus bas, de plus en plus vite. Bientôt Hitler va incarner pour lui ce surhomme qu'il eût tant voulu devenir. Hitler, « ce meneur de jeu dont l'habileté sournoise dépasse celle des grands capitaines »; Hitler, que Gide contemple avec un intérêt grandissant. « Ce que j'admire *surtout*, dit-il, c'est peut-être la variété de ses ressources. » Oh ! le *Journal* pouvait tomber aux mains de n'importe qui : il y en avait pour tous les goûts, pour tous les dangers. Le vainqueur, quel qu'il fût, y trouverait sans doute matière au pardon...

Voilà esquissé l'homme qui reçoit 120 000 couronnes suédoises et reste un traître après comme avant. Il est content. Il se sent mériter cette récompense et le dit. Sans doute s'applique-t-il à lui-même les mots qu'il plaça dans la bouche de *Thésée* : « Pour le bien de l'humanité future, j'ai fait mon œuvre. J'ai vécu. »

Ainsi parle un écrivain déchu, fou d'orgueil et dont le rare talent fit naufrage. Le « nombre deux » ne « se réjouit » plus d' « être impair », comme dans *Paludes*... C'est du nombre 13 que Gide se réjouit maintenant : il porte chance... Car le grand Gide est devenu superstitieux. Le surhomme témoignera désormais au *Figaro* d'un respect servile. « Notre journal », dit ce bienfaiteur de l'humanité future, qui a vécu pour devenir, selon le mot d'Aragon, « une pièce majeure dans la main de la propagande ennemie ». Lafcadio, Olivier, Bernard finissent dans la peau d'un Amédée Fleurissoire qui n'est pas même encore tout à fait inoffensif.

Léopold DURAND.

II

A PROPOS DU « POLITIQUE » ET DU « SOCIAL »

M. Maxime Leroy vient de publier le premier tome d'une *Histoire des Idées sociales en France (de Montesquieu à Robespierre)*[1]. On y trouve bien des citations originales, et l'auteur a souvent eu le mérite incontestable d'aller aux textes. Mon propos, d'ailleurs, n'est point de faire le compte rendu de cet ouvrage.

On peut toutefois s'étonner que, dans un livre paru en 1947, on reprenne sur Maximilien Robespierre les jugements d'Alphonse Aulard (dont l'histoire politique de la Révolution est qualifiée d' « excellente » (p. 345), de Lamartine et de Mme de Staël. Robespierre nous est présenté « comme jaloux, vaniteux, injuste, sans franchise » (p. 307). Dans un chapitre qui s'intitule *Le système de Robespierre*, les idées de Robespierre sont escamotées en quelques lignes, tandis que l'auteur s'étend longuement sur le prétendu système de Robespierre, qui serait un système terroriste. Même si M. Maxime Leroy nuance quelque peu son jugement dans la conclusion de l'ouvrage, il est surprenant qu'il n'ait tenu aucun compte des travaux d'Albert Mathiez, de Georges Lefebvre et de ce recueil de textes que M. Jacob a présenté sous le titre : *Robespierre vu par les contemporains*[1]. Il y a plus. Les crises successives qui ont marqué les étapes de la Révolution française sont expliquées par le jeu des factions, voire par la violence des passions ! Il y a quelque paradoxe pour un historien « social » à justifier par des ambitions déçues ou les excès du fanatisme la chute des Girondins, la mort de Danton ou le 9 Thermidor[2] ! Tout n'aurait-il pas pu s'arranger par un compromis, une motion nègre-blanc !

On ne sait quoi d'opaque, écrit M. Maxime

1. *N. R. F.*, 384 pages.

1. A. Colin, Paris, 1938.

2. Il est vrai que, si M. Maxime Leroy n'aime point Robespierre, il semble vouer à Blanqui une haine « passionnée ». Il va jusqu'à mettre sur le même plan Guizot et Blanqui. Il écrit que « l'aveuglement (de Guizot) n'a pas été moins pernicieux à la France que l'action révolutionnaire et désordonnée de Blanqui et de Barbès ». (P. 31.) J'attends avec impatience le tome II de l'*Histoire des Idées sociales en France* !

Leroy, ferme les yeux aux contemporains sur la communauté de leurs plus distincts intérêts, sur l'intérêt qu'ils auraient à s'entendre, serait-ce sur un malentendu, par une feinte entente. (P. 264.)

C'est d'ailleurs une idée chère à M. Maxime Leroy. Dès les premières pages, il évoque cette sorte de ballet final où les « factions sociales », illuminées par la sociologie, danseront la farandole de la réconciliation.

Ce n'est que lorsque l'on sera délivré d'une compréhension étroite des phénomènes sociaux, sous la pression de la sociologie, que l'on pourra apercevoir qu'il existe un immense social où les sectes et les factions sociales ou socialistes se confondent si intimement qu'apparaissent en partie vaines et inexactes les objections et accusations sous lesquelles elles s'accablent mutuellement. (P. 29.)

A vrai dire, tout cela n'est pas étonnant si l'on se réfère aux cinquante premières pages du livre, qui constituent la préface et l'introduction.

C'est à quoi je veux surtout m'attacher. M. Maxime Leroy tente de démontrer qu'on ne saurait établir une ligne de démarcation nette entre le politique et le social. C'est exact. Mais au fond cette démarcation, notre auteur l'admet. L'urgent était, en effet, de définir ce qu'on entend par social. C'est un mot passe-partout. On en a tellement usé qu'il a fini par perdre toute signification. On l'emploie pour désigner des réalités totalement différentes, voire opposées. Depuis que la classe ouvrière existe et que des âmes sensibles ont découvert sa situation de classe opprimée, le mot social a pris une allure paternaliste indiscutable. D'un patron qui fait construire des maisons pour ses ouvriers (je ne discute point des mobiles réels), on dira qu'il est un patron social. D'un pape comme Léon XIII qui découvrit un peu tard que le capitalisme existait, on a dit qu'il était un pape social. On parle également d'œuvres sociales, de politique sociale, etc. Il y a du même mot une seconde interprétation qui traduit tout simplement social par socialiste. Vive la République sociale ! cela veut dire : vive la République qui ouvre la voie au socialisme ! Enfin il est bien évident qu'une histoire « sociale », c'est celle de la société et qu'une histoire des idées « sociales », c'est l'histoire des idées relatives à la société. Qu'on m'excuse d'enfoncer des portes ouvertes — mais quand M. Maxime Leroy parle de « social », on ne sait pas toujours de quoi il s'agit. Et le style presque mystique avec lequel il évoque « le social » n'est point fait pour nous éclairer. Cela conduit M. Maxime Leroy à se demander (question bien oiseuse) si Voltaire et Rousseau sont socialistes ! Cela le conduit aussi à jouer imprudemment des mots « société » et « classe » — à tel point que, résumant Jaurès (sans le citer), il en arrive à écrire :

La société française change de physionomie en 1789 ; mais en devenant classe moyenne, elle garde mille traits de l'ancien régime. (P. 66).

J'avoue ne point comprendre comment une société peut devenir une classe, même moyenne.

Ce n'est point une mauvaise querelle de vocabulaire que nous cherchons à M. Maxime Leroy. C'est sa conception même de l'histoire qui nous paraît discutable. Il écrit page 15 :

Je crois qu'il n'est plus à propos de reconnaître au socialisme de Babeuf et aux conceptions sociales des écrivains à tendances plus ou moins communistes du XVIIIe siècle finissant et du XIXe siècle naissant un caractère différent de celui du milieu du XIXe siècle, *sous le prétexte* [1] qu'il n'existait pas alors un régime grand industriel, seules les conditions économiques de ce régime pouvant susciter une doctrine vraiment sociale, c'est-à-dire socialiste, celle de Proudhon ou de Marx.

Encore que la phrase de M. Maxime Leroy ne soit point très claire, encore qu'on ne puisse mettre sur le même plan Marx et Proudhon, nous ne trahirons pas la pensée de notre auteur en l'exprimant ainsi : il y a pour M. Maxime Leroy une sorte de social en soi, ce qu'il appelle un « social continu », indépendant des conditions historiques du moment [2]. Eh bien ! non ! Il est incontestable que, depuis sa sortie du communisme primitif, l'humanité a aspiré à un monde meilleur. Ce rêve a exprimé les aspirations de ceux des hommes qui étaient alors opprimés. Il est impossible de le comprendre en dehors des conditions concrètes qui s'imposaient à ces hommes. Spartacus, Thomas Morus, Babeuf, Karl Marx, Lénine représentent des moments de la pensée révolutionnaire. Mais des moments dont chacun s'explique par des conditions historiques déterminées. C'est cela qui permet en dernière analyse d'abord de différencier chacun de ces théoriciens et militants révolutionnaires, et ensuite de voir dans chacun d'entre eux celui qui a été le plus loin (dans les conditions du moment, répétons-le), de le saluer comme un précurseur (encore qu'il

---

1. C'est nous qui soulignons. J. B.

2. Quelques pages plus loin (p. 24), M. Maxime Leroy reconnaît que « les socialismes, s'ils expriment la plainte de ceux qui souffrent, une espérance par delà cette souffrance, expriment aussi en même temps une partie du savoir économique et politique de l'époque où ils ont paru ». Là encore tout est fonction du temps, et il fut des époques où des systèmes idéologiques ont exprimé la plainte de ceux qui souffrent sans être des socialismes. Il y a quelque chose d'énervant dans cette mode qui consiste à voir partout du socialisme — sauf naturellement là où il existe.

ait été dépassé, précisément parce que les conditions ont changé).

Il me suffira d'une citation pour que nous comprenions à quelle impasse arrive M. Maxime Leroy.

> Depuis des millénaires, écrit-il, on s'ingénie à trouver une pièce maîtresse qui fasse durer et prospérer les institutions, un roi, un tyran, une assemblée, le peuple. A la vérité, ce sont des factions ou des coteries-maîtresses, des intérêts-maîtres qui ont plus ou moins exercé, usurpé la fonction, qui n'est que théoriquement dévolue au roi, au tyran, à l'assemblée, au peuple délibérant dans ses comices. Quelquefois l'État semble avoir trouvé un ordre stable favorable au bien public, par exemple, avec le Sénat de Rome, avec les Antonins, avec Bonaparte au début du Consulat, qui provoqua un extraordinaire accord national, bref d'ailleurs, mais ce n'est qu'à distance que ces événements apparaissent être des réussites conformes aux principes qui les justifient, parce que le jeu des passions individuelles et des intérêts collectifs est voilé par l'éloignement, comme sont voilées à distance les mille menues particularités d'un vaste et lointain horizon.

Il n'y a pas là l'ombre d'une explication. Qu'est-ce donc que ce « on » qui s'ingénie à trouver une pièce maîtresse? Qu'est-ce donc que ces coteries maîtresses, comme si au début du Consulat, il ne s'agissait pas d'une consolidation du pouvoir d'État au profit exclusif de la grande bourgeoisie ? Qu'est-ce donc que ces « passions individuelles » et ces « intérêts collectifs » ?

Qu'on ne dise point à M. Maxime Leroy que tout cela peut s'expliquer par la lutte des classes sociales. M. Maxime Leroy n'est point marxiste. Il a un faible pour Proudhon. Libre à lui. Mais libre aussi à nous de considérer l'interprétation qu'il donne du marxisme comme une interprétation caricaturale. A ses yeux Karl Marx est un utopiste. Il nous concède simplement qu'il l'est moins que Fourier. En quoi consiste donc l'utopie de Marx ? Marx a été utopique en tant qu' « observateur économique ». Il faut reconnaître qu'on a quelque peine à comprendre. Un observateur peut se tromper, parce qu'il observe mal ou parce que les instruments dont il se sert sont mauvais ou insuffisants. Mais comment peut-il pécher par utopie ?

> L'utopie de Marx porte sur le rôle qu'il a cru que joueraient les circonstances économiques en tant que créatrices révolutionnaires de l'avenir.

Ah ! vraiment, c'était là de l'utopie ! Dans le *Manifeste du Parti communiste*, vieux d'un siècle, Marx et Engels ont démontré que le capitalisme en se développant engendrait avec le prolétariat son propre fossoyeur. Si c'est cela de l'utopie, alors ils furent aussi des observateurs utopistes ceux qui pour la première fois affirmèrent que la terre était ronde ! Ah ! mais pardon, j'oubliais l'argument essentiel. Il y a une utopie marxiste parce qu'

> en France les terrassiers ont toujours été révolutionnaires, tandis que les typos ont toujours marqué dans l'ensemble de vives préférences pour le socialisme réformiste. (P. 16.)

Nous ne discuterons point des exemples choisis (encore qu'il y ait des réserves à faire). Mais où donc Marx a-t-il déclaré que la classe ouvrière était un bloc ? M. Maxime Leroy a trop fréquenté les auteurs « sociaux » pour qu'on lui fasse l'injure de penser qu'il ne connaît de Marx que le résumé du *Capital* établi par Gabriel Deville en 1887. M. Maxime Leroy connaît, sans aucun doute, les écrits historiques de Marx et d'Engels. Qu'il les relise, et il lui apparaîtra que, loin de nier les différences qui existent entre les éléments constitutifs du prolétariat, Marx et Engels les ont soulignées et, qui plus est, expliquées. J'ajouterai (et ce n'est point par méchanceté) que la survivance du proudhonisme au sein de la classe ouvrière apparaît comme un exemple de l'influence petite bourgeoise sur le prolétariat. Cela, Marx l'a dit et redit. Il n'a donc jamais considéré le prolétariat comme un bloc réfractaire à toute influence venue de l'extérieur.

Qu'on excuse ces quelques notes trop brèves à propos d'un ouvrage qui réunit une telle documentation. Qu'on excuse surtout leur ton un tantinet agressif. Mais nous constatons que, plus particulièrement à l'heure actuelle, les tentatives se multiplient qui visent à substituer la parade des mots à l'explication rationnelle de l'histoire.

7 septembre 1947. JEAN BRUHAT.

III

L'EXPLOITATION COLONIALE EST-ELLE UNE RÉALITÉ GÉOGRAPHIQUE ?

C'est la question que l'on se pose en lisant l'ouvrage que M. Gouron vient de publier aux Presses Universitaires de France [1].

Sous le titre : *Les Pays tropicaux. Principes d'une géographie humaine et économique*, M. Gouron expose un certain nombre d'idées générales sur une question qu'il connaît bien, dont il est un spécialiste éprouvé et mûri. Il y a beaucoup à tirer de cet ouvrage, et en particulier de ses chapitres sur les sols tropicaux et l'agriculture tropicale ; les revues spécialisées se sont chargées ou se chargeront d'en faire connaître au public les lignes essentielles. C'est seulement de la conclusion de l'ouvrage et de la méthode qui y a conduit que je voudrais dire quelques mots.

***

En effet cette conclusion prétend — et c'est normal — dépasser le cadre de la pure géographie.

> Le chapitre de conclusion, nous dit M. Paul Rivet dans sa préface, devra être particulièrement médité. Les hommes politiques, les hommes d'affaires, les colons blancs y trouveront d'utiles indications et aussi, et c'est là sans aucun doute l'action la plus bienfaisante que le livre peut et doit exercer, les dirigeants de tous les pays d'outre-mer qui réclament justement le droit à la liberté et à l'égalité pour leurs peuples.

Essayons donc de résumer les conclusions de M. Gouron : les pays tropicaux, à peu d'exceptions près, sont des pays arriérés, à niveau de vie très bas. La cause essentielle en est la pauvreté des sols tropicaux (p. 181), à quoi s'ajoutent une série d'infériorités naturelles :

> Les climats chauds et pluvieux... permettent le développement d'une riche collection de maladies infectieuses qui font le milieu tropical moins humain que les latitudes tempérées... Les épizooties, la pauvreté des pâturages ne favorisent pas l'élevage. Les forêts équatoriales n'ont pas la valeur économique qui correspondrait à leur luxuriance. Les ressources en charbon des régions chaudes sont modestes. (P. 173.)

Que les constatations de M. Gouron aient une valeur pour le passé ; qu'elles expliquent l'état retardataire des civilisations tropicales à la fin du siècle dernier, c'est admissible.

Mais M. Gouron prétend visiblement étendre ses conclusions au présent, et pour une part à l'avenir : il se montre très pessimiste quant aux possibilités d'élever sérieusement le niveau de vie des populations des pays chauds. Et pourtant est-ce bien seulement à la pauvreté des sols que les pays chauds doivent leur misère, à l'époque actuelle ?

Dans un récent article, le professeur Auguste Chevalier écrivait à propos d'un des pays les plus incontestablement déshérités par la nature, le Sénégal, les lignes suivantes :

> Le sort (du petit cultivateur) est misérable. J'ai pu constater ces temps derniers, en visitant des villages où j'étais passé autrefois, qu'il vit au moins aussi pauvrement qu'il y a cinquante ans ; il est en guenilles, ses enfants ne sont pas vêtus, sa case est lamentable, il couche sans couverture sur une mauvaise natte... *et pourtant, grâce à lui, on exporte du Sénégal chaque année, depuis soixante ans, pour des centaines de millions de francs de cacahuètes* [1].

M. Gouron semble ignorer que de ces pays misérables sortent chaque année des millions et des milliards ; que ces pays ne sont misérables que pour leurs habitants et non pour ceux qui les exploitent. Bref, nous sommes conduits à cette constatation déconcertante : l'éminent spécialiste qu'est M. Gouron, posant les « principes d'une géographie économique et humaine » des pays tropicaux, ignore que l'un des caractères fondamentaux des pays dont il traite est d'être des pays coloniaux ou soumis à l'exploitation coloniale [2].

Il serait oiseux de reprendre ici l'étude générale du mécanisme de cette exploitation coloniale. Dans *L'Impérialisme stade suprême du capitalisme*, Lénine en a donné,

---

1. P. Gouron, *Les Pays tropicaux. Principes d'une géographie humaine et économique*. Coll. « Colonies et Empires ». Presses universitaires de France, Paris, 1947, in-8, 200 p., 16 fig.

1. *Revue internationale de botanique appliquée et d'agriculture coloniale*, mai-juin 1947, nos 295-296, p. 181.

2. Tout le monde sait à quoi s'en tenir sur la portée de l'« indépendance » des pays de l'Amérique tropicale (Brésil y compris) ou du Libéria.

il y a plus de vingt ans, une analyse qui conserve toute sa valeur. A titre d'illustration, bornons-nous à voir ce qui se passe en Afrique Noire française : une étude de M. Georges Montaigu [1], dont les chiffres sont tirés d'un rapport officiel provenant du ministère de la France d'outre-mer et d'articles de la revue *Marchés coloniaux*, en donne une idée saisissante.

Sur 28 milliards de francs 1940 investis en Afrique Noire française de 1900 à 1940, 21 (soit 70 %) représentent les investissements effectués par des sociétés.

Si nous considérons la capitalisation des valeurs émises par ces sociétés [2], nous constatons que les valeurs, commerciales et bancaires, représentent 7 099 millions, contre seulement 1 543 millions pour les plantations, 708 millions pour les mines, 633 millions pour les industries.

Ajoutons que les deux tiers des capitaux investis dans le commerce sont détenus par douze sociétés.

Ces quelques chiffres suffisent à montrer que l'économie de l'Afrique Noire française est dominée par le secteur commercial, lui-même aux mains de quelques trusts (où la finance étrangère détient la plus grosse part : finance suisse pour la S. C. O. A., finance britannique pour l'*Unilever*).

Le monopole de fait de ces trusts commerciaux leur permet de réaliser les bénéfices les plus extravagants. Quelques exemples : le café, vendu en 1946 20 francs à la production, était revendu sur le marché métropolitain sans aucune transformation 115 francs le kilogramme (prix officiel). En 1947, telle société a acheté de vieux sacs de sucre aux U. S. A. au prix de 15 francs pièce. Coupés en deux et passés à l'eau de Javel, ils ont été revendus comme torchons au prix de 35 francs pièce. Ces exemples pourraient être multipliés à l'infini.

Il est clair que ces trusts n'ont aucun intérêt à investir des capitaux dans les secteurs productifs de l'économie, alors que, dans le secteur commercial, les bénéfices sont plus considérables, la rotation du capital investi plus rapide, les immobilisations peu importantes, donc rapidement amorties.

Tels sont les faits qui expliquent le maintien d'une agriculture aux méthodes primitives, l'absence d'industrie moderne, et les bas niveaux de vie qui en découlent dans l'Afrique Noire française. L'étude des autres pays tropicaux montrerait que, sous des formes différentes, le système colonial aboutit aux mêmes résultats.

***

M. Gouron n'ignore certainement pas ces faits : mais il en méconnaît visiblement la portée. Dans un chapitre intitulé *Problèmes posés par l'intervention européenne*, il condamne très honnêtement certains abus du colonialisme (travail forcé, portage, etc.), mais ne semble pas voir qu'ils ne sont que des manifestations d'un régime économique dont l'étude préalable aurait été indispensable. Au cours de ce chapitre, onze lignes (p. 153) signalent les « dommages économiques du système colonial » en citant un exemple emprunté au Congo Belge. Onze lignes, c'est peu pour un fait aussi fondamental, et le lecteur peut croire qu'il s'agit d'un abus localisé, alors qu'il s'agit d'un phénomène général.

M. Gouron est certainement de bonne foi : son ouvrage n'est pas la première étude géographique qui ignore le rôle du capital financier moderne et de l'impérialisme.

Mais cette méconnaissance de l'un des facteurs essentiels de la géographie humaine de notre temps risque de fausser dangereusement les conclusions d'études par ailleurs savantes et consciencieuses.

En géographie humaine, comme dans les autres branches de la science, les spécialistes auraient intérêt à reviser leurs conceptions et leurs méthodes à la lumière du marxisme.

JEAN CANALE.

1. Revue *L'Afrique*, numéro unique (octobre 1946 ?).
2. Produit du nombre des titres émis par leur valeur en Bourse.

IV

L'EXISTENTIALISME N'EST PAS UN HUMANISME

Désormais, l'existentialisme ne devrait plus tromper grand monde après avoir été dénoncé — et avec quelle vigueur ! — par Henri Mougin dans ses brillants articles de *La Pensée*[1] et par Henri Lefebvre en un essai magistral[2]. Il appartenait cependant à Jean Kanapa de porter, sur le terrain de la polémique, le coup de grâce à M. Sartre et à ses acolytes, en démontrant que l' « humanisme » dont ils se gargarisent leur est, au fond, totalement étranger, et que leur doctrine de renoncement fait d'eux, qu'ils le veuillent ou non, « les adversaires de l'espoir, du progrès, de l'histoire, les adversaires de l'homme et du peuple »[3].

Il y a trop de choses dans les 125 pages écrites par Kanapa pour qu'on ait la prétention d'en donner ici une image achevée. Lorsqu'il s'attaque à Jean Wahl et aux existentialistes de la Sorbonne, il développe l'intuition si profonde de Politzer, selon laquelle, le bergsonisme une fois enterré, la bourgeoisie réactionnaire et décadente devait nécessairement « se fabriquer un nouveau cheval de bataille philosophique » destiné, comme le précédent, à piper les suffrages des intellectuels patentés et à les détourner de la solution marxiste.

Ailleurs, il montre clairement que la description « ontologique » de Sartre « n'est que la description idéologique, mythique, de la situation actuelle de la bourgeoisie ». Que l'existentialisme nie l'histoire, comme la bourgeoisie, par peur de l'avenir, peur de la solution. Que la « Liberté » abstraite n'est mise en avant que pour tenter de dissuader les hommes de conquérir la vraie liberté. Que la « Contingence » et l' « Absurde » (ce nouveau masque de l'irrationalisme) ne sont destinés qu'à semer le doute et l'esprit de démission. Que, « démystifié, le « Choix » existentialiste n'est que l'expression de l'hésitation symptomatique de l'intellectuel bourgeois devant l'action ». Que parler d'abondance de l' « Engagement » dispense trop souvent de s'engager effectivement et d'agir concrètement pour l'homme...

***

Après avoir peint la vérité de Heidegger le fasciste, Kanapa exécute littéralement Gabriel Marcel le paternaliste et le « gang des existentialistes catholiques » :

> Il n'y a pas d'humanisme possible qui trouverait son fondement dans une philosophie religieuse quelle qu'elle soit. Et le fait que l'existentialisme catholique soit un existentialisme compte peu en l'occurrence. Ce qui compte, c'est qu'il soit religieux. Car il n'y a pas d'humanisme religieux. Plus même, la religion contredit, jusqu'à le combattre, l'humanisme.

Kanapa traite de cette idée fondamentale dans des pages d'une rare profondeur où il montre que les principes de base du véritable humanisme (deux affirmations de Marx : « Pour l'homme, la racine de l'homme est l'homme lui-même », et : « Pour l'homme, l'homme est l'être suprême ») constituent, pour la religion, de véritables blasphèmes. Tout comme la méthode de l'humanisme véritable, le rationalisme (dialectique) s'oppose irréductiblement à l'attitude mystique.

Lorsque Emmanuel Mounier déclare : « La première préoccupation d'une pensée existentielle est de ne pas laisser dégénérer les mystères en problèmes », ne dévoile-t-il pas les intentions profondes de l'existentialisme catholique ? Et « la première préoccupation de l'humanisme, parce qu'il est un rationalisme, n'est-elle pas justement de faire dégénérer les mystères en problèmes », un problème étant, par définition, toujours résoluble ?

***

Toujours soucieux, en marxiste conséquent, de confronter les vues théoriques aux actes, Kanapa dénonce l'attitude à laquelle conduit le prétendu « humanisme » chrétien : « Au pardon pour les traîtres, à la grâce pour les coupables. »

> Cela, c'est proprement la trahison, note-t-il, car ces appels à la charité universelle qu'on veut faire prendre pour souci humaniste, on ne les lance jamais qu'en faveur des traîtres avérés et

1. Ces articles ont été réunis, on le sait, en un livre, *La Sainte Famille existentialiste* (Éditions sociales).
2. *L'Existentialisme* (Éditions du Sagittaire).
3. *L'Existentialisme n'est pas un humanisme*, collection « Problèmes » (Éditions sociales, Paris, 1947, un volume in-16, 128 pages).

des bourreaux. On les lance en faveur de Pétain ou des criminels de guerre (ou de Petkov). On ne les lance pas en faveur des républicains espagnols condamnés au garrot (ou des démocrates grecs fusillés en séries)... [La charité] n'est qu'un paravent à l'ombre duquel la réaction et ses alliés manœuvrent dans un seul but : sauver leurs mercenaires condamnés ou compromis.

Lorsqu'il en vient à l'équipe Sartre-de Beauvoir-Camus et Cie, les « existentialistes-types », Kanapa est amené à faire les mêmes constatations. Ceux-là veulent « comprendre ».

> Mais comme il est curieux que l'existentialisme s'acharne tant à comprendre le bourreau, le milicien, le traître, le collabo avachi de peur, bien plus que leurs victimes !... Et comme comprendre pour eux est proche d'excuser !

***

Excuser ! C'est que ces messieurs ont la manie de s'ériger en juges. Or « il n'y a pas de juges en politique, il n'y a que des ouvriers de l'histoire ». C'est sur ce point qu'il faut insister. Kanapa n'y manque pas, et il porte le fer dans la plaie :

> On ne peut pas indéfiniment appeler à l'action pour ensuite s'asseoir, regarder et compter les points. Il n'y a pas trois partis dans la lutte de l'homme avec son histoire : il y en a deux. On est dedans ou dehors, pour ou contre, pour demain ou pour hier, pour les hommes ou pour les mots, pour la libération ou pour la mystification.

Le « tiers parti », ou, comme on dit maintenant, la « troisième force » :

> C'est simplement le camouflage de l'abstraction, de la rumination intellectuelle et politique, du dédain de l'homme, de la réaction proprement dite... Le tiers parti n'existe pas ; il n'est, en fait, que l'aile droite de l'offensive réactionnaire... « Faire l'Europe par mes écrits... » C'est Sartre qui souligne, mais c'est Marschall qui inspire...

La « troisième force », c'est, au moins, la complaisance pour le fascisme ennemi de l'homme, antihumaniste par définition. Ce fascisme que *L'Être et le Néant* n'a donné aucune possibilité de condamner, et que l'attitude présente des existentialistes sert à merveille.

S'il a fallu un certain temps en France pour que l'existentialisme laisse tomber ses masques, « On » a vite vu là-bas, écrit Kanapa, quel parti on pouvait tirer de cette philosophie... Un parti ouvertement, agressivement anticommuniste d'abord, antidémocratique ensuite, réactionnaire enfin.

« Là-bas » : en Amérique, où l'on fait fête à M. Sartre, en dépit de sa *Putain respectueuse*. Kanapa ne nous apprend-il pas que le *Partisan Review* a consacré, au printemps de 1946, un numéro entier à l'existentialisme, dont l'absurdité de la Résistance constituait le thème principal ? « La Résistance était absurde. » C'était un acte gratuit, un geste de joueur..., d'aventurier à la Malraux...

Voilà ce que les revues réactionnaires américaines retiennent de la lecture de Sartre !

***

Toutes ces considérations nous entraînent loin de la philosophie, pourrait-on dire. Eh ! Kanapa le rappelle fort opportunément :

> C'est qu'il n'y a pas de philosophie pure... C'est qu'il n'y a que des philosophes en chair et en os qui vivent, parlent et prêchent. C'est que toute philosophie a ses conséquences terriblement présentes, réelles, dont le philosophe est responsable. Directement responsable.

Et c'est un fait que nos existentialistes servent à l'heure actuelle une politique, celle de la « troisième force », celle de l'Amérique impérialiste, la plus néfaste à l'homme.

« L'heure du clan a sonné. » Les mystificateurs existentialistes sont maintenant démasqués. Attention ! « L'espèce n'en est pas morte ! »

Il viendra d'autres mystificateurs ! Mais, dit encore Kanapa, il y a de solides raisons d'espérer :

> Les menteurs peuvent venir. Passés, présents ou à venir, rhéteurs ou sophistes, nous les démasquerons avec la même franchise, tous ceux-là que Lénine appelait les savants commis de la bourgeoisie.

GUY LECLERC.

V

QUAND LA PSYCHANALYSE NOUS ARRIVE D'AMÉRIQUE

LES JOURNÉES DE ROYAUMONT

Reprenant la tradition des décades de Pontigny, qui ont servi avant guerre de rendez-vous aux adeptes du munichisme, un groupe qui s'intitule pompeusement « Centre d'études des sciences de l'homme », a organisé fin octobre, au foyer de l'abbaye de Royaumont, une semaine d'études, consacrée au thème général : « Le destin de l'homme collectif. »

En réalité, il s'agit d'une vaste entreprise de mystification qui, dans le but d'éloigner les intellectuels d'étudier les véritables solutions aux problèmes que pose notre époque, essaye de les orienter vers le mysticisme, la théologie et... la psychanalyse. Cette dernière a tenu, en effet, la place essentielle dans les entretiens de Royaumont, et c'est à elle qu'on a demandé d'éclairer les mécanismes inconscients de la vie psychique et de mieux faire comprendre ce que, dans l'abbaye fondée par saint Louis, on désigne sous le vocable d'homme collectif.

Le prospectus annonçant les entretiens est significatif dès sa première phrase :

> Le vrai danger qui menace l'humanité de la destruction totale, ce n'est pas la bombe atomique. C'est l'homme. Maîtriser la peur, la haine, les forces obscures de l'inconscient : voilà, chacun le sent, la tâche urgente.

Et plus loin :

> Le temps est venu où les sciences de l'homme aideront l'homme à se défendre contre lui-même, avant que l'irréparable s'accomplisse.

Ainsi les fauteurs de guerre ne seraient pas les impérialistes américains, mais de mythiques forces inconscientes enfouies en chacun de nous.

C'est, d'ailleurs, le thème essentiel des bavardages de Royaumont, comme l'on peut facilement s'en apercevoir, en jetant un coup d'œil sur le programme, dont nous extrayons quelques chapitres :

Psychanalyse, introduction à la vie spirituelle (M. Davy).

La liberté psychologique et la vie collective (Pierre Salzy).

Le rôle affectif de la Vierge Marie dans le catholicisme (R. P. Beinaert, S. J.).

Carme Déchaux (R. P. Bruno de J. M.).

Signification des fêtes (Charles Baudouin).

La tripartition indo-européenne (M. Dumezil).

La mentalité noire (Marcel Griaule).

Quelques légendes irlandaises sur la rivalité du père et du fils (Clémence Rausnoux).

La psychanalyse de l'art hypermoderne (professeur-Dr Servadio).

Le conflit humain (G. Maraux).

Origine de la culpabilité dans le *Procès* de Kafka (Dr Hesnard).

Le symbole religieux et la psychanalyse (Charles Baudouin).

Psychanalyse du colonisé (M. Mannoni).

Le viol psychique des masses (professeur S. Tchakhotine).

La psychanalyse de la phobie du communisme (N. Perrotti).

Psychanalyse et anthropologie sociale (M. Williams).

Une solution biologique du problème de la paix (professeur S. Tchakhotine).

Les conséquences psychologiques de la chirurgie esthétique (D. Claoué).

Etc., etc.

Il s'agit manifestement d'un véritable engouement pour la psychologie individuelle et surtout pour la psychanalyse, présentée même par des révérends pères comme la science des sciences, comme la discipline susceptible de fournir des réponses à tous les problèmes du temps présent.

Et tout cela noyé dans pas mal d'inconscient, d'angoisse, de mythes, de folklore, d'irrationalisme, et pimenté d'un peu d'orientalisme (c'est tellement mystérieux !) et d'anthropologie plus ou moins raciale. C'est derrière ce rideau de fumée idéologique que l'on essaye de réunir les intellectuels d'Occident, en vue de les faire fraterniser, et pour la bonne cause, avec leurs confrères d'outre-Atlantique.

Il nous faut, en effet, rappeler le rôle capital que jouent aujourd'hui, dans la psychiatrie américaine, les théories freudiennes et signaler combien significati- est le fait que lorsque, après la première guerre mondiale, la doctrine de Freud

parvint en France, elle rencontra de farouches oppositions, tandis qu'aujourd'hui, lorsque dans des circonstances différentes elle nous arrive d'Amérique, elle trouve un accueil chaleureux.

Il ne s'agit pas ici de faire ni le bilan, ni la critique de la psychanalyse. On ne peut méconnaître l'apport de Freud lorsqu'il mettait en valeur l'importance du facteur sexuel dans l'explication de certaines névroses, dans l'interprétation du mécanisme des rêves, dans les traumatismes affectifs de l'enfant.

Mais la psychanalyse, en faisant de la *libido* l'incitation essentielle de tout comportement humain, ne peut constituer une psychologie individuelle scientifique. Quant à sa prétention de devenir une sorte de conception générale du monde, débordant dans le domaine de la sociologie et de l'histoire, comme dans celui de l'anthropologie ou de la religion, elle aboutit à des conceptions franchement ridicules, que les marxistes ont dénoncées de longue date. Rappelons, pour ne citer qu'un exemple, que des psychanalystes (W. Reich et d'autres) ont interprété le geste séculaire du paysan remuant la terre à l'aide d'instruments aratoires et l'ensemençant, comme ayant le sens symbolique d'un complexe d'Œdipe, d'un inceste avec la mère (« la terre, mère nourricière »).

Actuellement, aux États-Unis, les psychanalystes insistent beaucoup sur de prétendus « instincts d'agressivité » qui seraient à l'origine du comportement des individus. Ainsi, si certains ne trouvent pas parfaite la République de M. Truman, ni l'idéologie de la libre entreprise, ils sont considérés comme des « rouges », des oppositionnels, contre lesquels on ne manque pas d'utiliser les gaz lacrymogènes, mais en même temps, comme des malades, qui n'ont pas suffisamment liquidé leurs instincts d'agressivité. Il semble, d'après les études de ce genre de savants, que le régime des prisons est susceptible de favoriser une telle liquidation.

Voilà les idées qu'on essaye actuellement, en les traduisant servilement de l'américain, d'implanter en France comme dernier cri de la psychologie ultramoderne.

Mais l'on ne se contente pas, aux États-Unis, de faire, dans les sociétés dites savantes, des communications sur les troubles mentaux des grévistes. On vient de développer dans les grandes entreprises, en ces dernières années, des sections de la « Ligue pour la protection de la santé mentale ». Les grandes usines sont pourvues de psychiatres et de psychanalystes, qui, en présence des revendications ouvrières, partent à la recherche... des tendances agressives inconscientes.

Nous n'en sommes pas encore là chez nous, mais, si la psychocratie de marque américaine continue à se développer, sous l'œil bienveillant d'ailleurs de l'Église (« changer d'abord l'homme pour changer le monde »), le temps n'est pas loin où Jules Moch mettra en place ses « équipes de santé mentale ».

En attendant, on discute dans les sociétés savantes et les publications spécialisées des tendances agressives. Qu'on nous permette de citer l'observation ci-jointe, publiée dans *La Semaine des hôpitaux* (n° 19, 21 mai 1947, p. 3298) :

Un homme de trente ans présentait une hypertension artérielle essentielle permanente qui avait été reconnue à l'occasion de deux poussées paroxystiques post-émotives qui l'avaient conduit à l'hôpital.

Cœur et reins étaient normaux ; il existait un spasme artériel rétinien avec hémorragies en flammèches ; les antécédents héréditaires et personnels n'offraient rien à signaler.

Cet homme, conducteur de camions lourds, était anxieux, sexuellement impuissant, et l'étude de sa personnalité montrait l'existence d'une tendance agressive diffuse, mais surtout conjugale. C'est d'ailleurs en pleine agressivité qu'il s'était marié, sans amour, mais pour souffler sa femme à un rival.

On conseilla à cet homme de n'observer ni régime ni repos. On le suivit régulièrement à l'hôpital. Or, il advint que, quelques mois plus tard, cet homme, sans quitter son travail, s'enrôla dans un mouvement syndicaliste dont il prit la tête et où il se livra à une politique très combative. Dès ce moment, on nota la disparition de l'anxiété et des troubles sexuels, la chute de la tension artérielle à la normale, la disparition complète de tout signe anormal au fond d'œil.

Cet excellent état général se maintint sans défaut pendant deux ans et cessa au moment même où le malade fut obligé, par les circonstances, à renoncer à son activité politique. Anxiété et impuissance réapparurent. La tension remonta à 17,10.

Ce qui veut dire en clair que l'activité politique ou syndicale est conditionnée par le besoin d'exprimer et de satisfaire les « tendances agressives diffuses ».

Les psychiatres français n'accepteront jamais de telles caricatures, même quand elles nous viennent d'Amérique, même si on essaye de les naturaliser dans l'abbaye royale de Royaumont.

Dr Victor LAFITTE.

DOCUMENTS

I

LETTRE DU CAIRE

par le docteur X...

L'épidémie de choléra qui a sévi dernièrement en Égypte a attiré l'attention du public sur quelques aspects, généralement peu connus, du problème social qui se pose dans ce pays.

Mais, dans cet important carrefour de voies internationales qu'est l'Égypte, dans ce pays qui jouit d'un prestige tout particulier dans la région pétrolifère la plus riche du monde — le Moyen-Orient — et qui est devenu le point d'interférence des impérialismes anglais et américain, le problème social présente des incidences politiques qu'il importe de dégager.

Il n'est que de se reporter à la presse anglaise et américaine pour se convaincre de la multiplicité des questions soulevées par les proportions effrayantes prises par l'épidémie de choléra qui, partie du village d'El-Korein le 25 septembre dernier, s'est répandue avec la rapidité de l'éclair à travers le delta et le long de la vallée du Nil jusqu'aux frontières du Soudan.

***

S'il est vrai, comme l'affirment les plus hautes autorités du monde médical, qu'une épidémie de choléra est plus aisément enrayable qu'une épidémie de typhoïde, par exemple, il faut se remémorer la phrase lapidaire de Pasteur : *Le microbe n'est rien, le terrain est tout,* pour mesurer la gravité du péril que les Égyptiens viennent d'affronter.

Treize millions de fellahs (paysans) vivent dans le dénuement le plus complet : voilà la terrible réalité égyptienne qu'on ne peut plus, aujourd'hui, ignorer.

Qu'on en juge :

a. *La nourriture.* — D'après le département de physiologie de l'École de médecine de Kasr-el-Aini, la nourriture du fellah est déficiente en protéine de 20 p. 100, en matières grasses de 16 p. 100. Ce serait surtout l'équilibre entre les divers éléments de son alimentation qui ferait défaut.

La base de la nourriture du fellah est un pain de maïs semblable par son aspect à une feuille de carton. La fève et le riz constituent le complément de cette nourriture avec quelques fruits (dattes, pastèques, etc.). Le fellah ne consomme de la viande que les jours de fête et du sucre et des matières grasses qu'en très petites quantités.

b. *L'habitation.* — Elle consiste en une hutte en terre battue, ne comportant le plus souvent qu'une pièce unique, sans fenêtre, insalubre, où sont entassés pêle mêle la famille du fellah et le bétail.

c. *Les vêtements.* — Réduits au minimum, ils ne comportent qu'une robe (*galabieh*) de coton. Très peu de dessous. Le fellah est toujours pieds nus.

d. *L'hygiène.* — Pas d'eau potable ou d'installation sanitaire d'aucune sorte dans les « villages ». Les fellahs boivent l'eau des canaux d'irrigation, où ils se baignent avec le bétail.

Quatre maladies font déjà en temps ordinaire de terribles ravages parmi les fellahs ; les 85 p. 100 de la population en sont atteints.

La plus répandue de ces maladies est la bilharziose, qui atteint dangereusement les voies urinaires et le tube digestif. Le fellah la contracte par immersion dans l'eau des canaux d'irrigation. Les femmes, qui se baignent moins que les hommes, en sont moins atteintes. C'est dans une proportion de 90 p. 100 que la population rurale est atteinte de bilharziose.

D'autres maladies également très répandues méritent d'être signalées. L'ankilostomose, qui a comme la bilharziose pour origine un ver, provoque l'anémie et des maladies de cœur. La conjonctivite granuleuse, dite épidémique (ou encore trachome), pour être en légère régression, n'en est pas moins fort répandue. Signalons, enfin, la pellagre, provoquée par le maïs avarié, que caractérise une maladie de la peau accompagnée de troubles digestifs et d'une dangereuse carence en vitamine.

La santé du fellah est à ce point précaire en temps normal que chaque année un nombre ridiculement réduit de conscrits est déclaré apte au service. En 1935, par exemple, 4 p. 100 seulement des conscrits ont pu être recrutés sans subir un traitement préalable !

Cette situation désastreuse est encore aggravée du fait que les médecins, qui sont au nombre de 4 750 pour une population globale de 19 millions d'habitants, sont concentrés dans les villes. Dans les campagnes, on ne compte qu'un médecin pour 16 000 habitants.

Les statistiques concernant la mortalité infantile sont, à elles seules, révélatrices de l'état de choses qui prévaut en Égypte et situent assez bien ce pays par rapport aux autres dans le domaine de l'hygiène publique.

Pour les enfants de moins d'un an, le taux de mortalité était en 1927 de 26,5 p. 100 ; celui de la France, de 8,3 p.100 ; de l'Angleterre, de 6,6 p. 100 ; de a Nouvelle-Zélande, de 3,4 p. 100.

La mortalité infantile en Égypte constitue 63 p. 100 de la mortalité totale. Et, tandis que la vie moyenne d'un enfant qui a atteint sa dixième année est de cinquante-six ans en Angleterre et cinquante-neuf ans en Nouvelle-Zélande, elle n'est que de trente-huit ans en Égypte (chiffres de 1941).

***

C'est l'extrême pauvreté du fellah qui explique l'impuissance où il est devant la maladie. Des enquêtes poursuivies suivant la méthode Le Play par l'*Egyptian Association for social Studies* ont jeté une lumière singulière sur la condition du fellah. L'enquête a porté sur 3 333 familles comprenant 137 célibataires et, au total, 16 904 personnes. Voici un tableau résumant les résultats de l'enquête. Il est suffisamment éloquent par lui-même pour rendre tout commentaire inutile. *(Voir tableau page suivante.)*

D'après Cleland, un ouvrier agricole moyen ne travaille que cent cinquante ou deux cents jours par an. L'ouvrier est payé en général P3, — la femme P2, — et l'enfant P1.

Les salaires suivent très exactement les prix des céréales ; ils permettent tout juste au fellah de subsister.

Une étude très fouillée sur la question sanitaire en Égypte, remarquable à plus d'un point de vue, a été faite par un lieutenant-commander de la flotte amé-

100 piastres = 480 francs. P = P. T. = piastre.

DÉTAIL des dépenses	MOYENNES Famille 5 pers. 1,6 chambre, 37,2 sem. de trav. Revenu annuel £ 21,075. Rev. mens. P 195.	LES PLUS PAUVRES Famille 5, 6 pers. 1 chambre, 7,5 sem. de trav. Revenu annuel £ 9,090. Rev. mens. P 83.	LES PLUS AISÉES Famille 5, 6 pers. 4 chambres, 52 sem. de trav. Revenu annuel £ 53,300. Rev. mens. P 502.
Nourriture.............	P 121 — 62 %	P 52 — 64 %	P 241 — 48 %
Loyer	P 25,3	P 10	P 95
Habillement...........	P 23,4	P 8	P 60
Amusement............	P 3,9	P 4	P 28
Médicaments..........	P 3,9	P 4	P 18
Divers	P 17,5	P 5	P 60
Total	P 195	P 83	P 502

ricaine, H. S. Ingraham (M. C.) U. S. N. R., en 1945. Nous nous permettons d'en publier des extraits malgré son caractère confidentiel [1].

Aucun contrôle n'est exercé sur les producteurs de lait ; on ne recherche pas la teneur en bactéries du lait, qui est livré au consommateur dans de déplorables conditions d'hygiène...

...Un tiers de la ville du Caire est pourvu d'égouts. La majorité des Égyptiens habitant les quartiers pauvres du Caire se servent des rues comme lieux d'aisances. Les ordures ne sont pas brûlées, car elles servent de combustibles pour les pauvres. Les légumes et fruits sont pollués par les matières fécales qui abondent dans les canaux où ils sont lavés. Partout les excréments des animaux comme des êtres humains sont exposés à l'air libre et des nuées de mouches se font les agents de transmission des bactéries entérites. Prendre un repas dans un restaurant du Caire est une entreprise hasardeuse.

A cause de leur effroyable pauvreté, la grande majorité des gens ne peuvent se faire donner des soins médicaux.

L'observateur américain décrit ensuite un village type des environs du Caire : Tersa.

Les maisons sont construites en boue ; les toitures sont formées de branchages. Dans une pièce unique, un nombre variable d'animaux domestiques : buffles, ânes, moutons, chèvres, lapins, dindons, pigeons et qui prennent place la nuit avec une douzaine d'êtres humains.

Les lits consistent en une carpette de paille posée à même le sol. Les excréments des animaux se répandent sur le sol pendant la nuit. Il en est de même pour les excré-

1. Cette étude, portant pour titre : *Sanitary Survey of Cairo, epidemiology unit 50*, a été faite sur la demande et à l'usage exclusif du Département d'État américain.

ments humains. Périodiquement, tout cela est ramassé par les fellahs et mis à sécher devant l'habitation. En plus de cela, les enfants ont à charge pendant la journée de ramasser dans les champs (avec leurs mains) les excréments des animaux. Séchés, les excréments constituent le principal combustible du fellah. Tout est infesté par les excréments, l'eau, le lait, etc. Chez les fellahs prédomine, on peut le dire, une économie fécale. Les excréments fertilisent leurs terres, permettent de cuire leur nourriture, tapissent l'intérieur de leurs habitations, sont utilisés comme mortier et imprègnent de leur goût la nourriture et l'eau. J'ai eu la témérité de goûter leur pain : il a une saveur qui ne trompe pas.

* * *

Aujourd'hui, l'Égypte, après soixante-cinq années d'occupation britannique, dresse contre la puissance qui l'opprime un violent réquisitoire. C'est la présence britannique en Égypte qui a arrêté cette magnifique renaissance commencée sous le règne de Mohamed Ali. C'est l'Angleterre qui a empêché l'essor industriel de la vallée du Nil et mis en place un régime administratif ayant uniquement en vue l'exploitation du pays pour le plus grand profit des banquiers de la City. C'est l'Angleterre, enfin, qui a freiné l'essor culturel de l'Égypte en faisant des Universités, selon les propres termes du haut commissaire Lord Cromer, des « écoles de fonctionnaires ».

Et si de grands travaux ont été entrepris, s'il existe en Égypte des routes, des ouvrages d'art remarquables, rien n'a jamais été fait pour soulager la misère des masses, pour les tirer de l'ignorance, pour les amener à un degré supérieur de civilisation.

Ceux pour qui la *rentabilité* est le seul critère en matière de politique économique ne pouvaient agir autrement. Il n'est pas *rentable* d'élever le niveau de vie des masses ; il n'est pas *rentable* d'assurer l'eau potable aux agglomérations rurales ; il n'est pas *rentable* d'ouvrir des dispensaires...

L'apparition soudaine du choléra vient attiser le ressentiment des Égyptiens. En 1945, le gouvernement wafdiste au pouvoir avait élaboré un plan qui, s'il avait pu être mis à exécution, aurait redressé d'une manière appréciable la situation sanitaire dans les campagnes. Les Égyptiens n'oublient pas aujourd'hui que si ce projet n'a pas eu de suite, c'est parce que, faisant procéder à un véritable coup d'État, les Anglais portèrent au pouvoir un gouvernement antipopulaire.

Les premiers cas de choléra décelés à El-Korein amenèrent le sous-secrétaire d'État à l'Hygiène publique, le grand savant Abdel Khalig Bey, à demander aux Britanniques l'autorisation pour ses fonctionnaires de visiter la partie du territoire égyptien qu'ils occupent et qui est située à proximité du village. Devant le refus opposé par les Britanniques à cette demande, bien naturelle en période critique, il dut démissionner. Les soupçons des Égyptiens se changèrent en certitude : le choléra a bien été introduit en Égypte par les troupes britanniques venant des Indes, où il est à l'état endémique et d'où sont parties dans le passé les grandes épidémies. A El-Korein, en effet, vivent 10 000 ouvriers, venus de tous les coins de l'Égypte, embauchés par l'armée anglaise.

* * *

Mais l'Angleterre n'est pas seule à se préoccuper de l'épidémie de choléra. En Moyen-Orient comme ailleurs, l'Angleterre cède le pas à l'Amérique et se contente du rôle de brillant second.

Dès ses débuts, l'épidémie fut pour l'Amérique une occasion d'étendre son

influence en Égypte. Les services de publicité des grands trusts américains eurent l'idée d'organiser d'émouvantes cérémonies au cours desquelles, comme ce fut le cas pour la Ford Motor Cie le 20 octobre, étaient remises aux Égyptiens des quantités de vaccin prélevées précisément sur la quantité réservée depuis longtemps à l'Égypte. L'envoi d'experts américains devait également témoigner de la sollicitude du Département d'État américain à l'égard de l'Égypte. Mais c'est à la radiodiffusion de New-York que fut faite la plus magistrale utilisation à des fins politiques du fléau qui ravage l'Égypte. Le brillant commentateur Walter Winchell n'accusait-il pas en effet les Russes de se livrer en Égypte à des expériences de guerre microbienne ?

II

UNE UNIVERSITÉ POPULAIRE AMÉRICAINE : LA JEFFERSON SCHOOL

par JEAN KANAPA

Il serait profondément injuste de croire, à la remorque de certains critiques volontairement partiaux, que la culture américaine, c'est seulement Miller et Hemingway, Rita Hayworth et le Coca-Cola. Injuste d'abord pour la véritable culture américaine, qui est beaucoup mieux que cela ; injuste ensuite pour le peuple américain, à qui ces mêmes critiques intéressés veulent faire endosser la responsabilité d'un abêtissement qu'en vérité on lui impose.

Il faut bien plutôt déclarer qu'il y a deux cultures américaines : celle que les trusts américains tentent d'imposer au peuple, une culture qui est l'antithèse de la culture, qui vise à endormir la libre critique et à détourner de l'action (et c'est cette culture qu'on nous montre en France, depuis les « œuvres littéraires » de Miller jusqu'aux innombrables films de cow-boys, stupides et puérils), et puis une autre culture, la seule qu'on puisse appeler culture américaine, celle qui s'inscrit dans la tradition démocratique des États-Unis, celle qui se réclame de Jefferson et de Dreiser, de Whitmann et de Lincoln. Mais celle-là, *on nous la cache*, on ne l'exporte pas, on veut faire croire qu'elle n'existe pas. Aussi est-ce un peu le devoir de *La Pensée* de signaler, chaque fois que l'occasion s'en présente, l'existence et l'activité de cette culture démocratique américaine, de façon à rendre justice au peuple américain lui-même et à son effort difficile pour promouvoir une pensée libre et féconde.

C'est ainsi que nous avons présenté récemment au lecteur la très belle lettre de Th. Dreiser, dont la presse française avait systématiquement ignoré l'existence.

C'est ainsi qu'aujourd'hui nous voulons décrire rapidement une entreprise culturelle démocratique d'une réelle importance, à savoir l'activité de la Jefferson School à New-York.

Par de nombreux aspects, cette école populaire new-yorkaise rappelle notre Université Nouvelle parisienne.

A Jefferson, grand démocrate américain, elle emprunte son nom et sa devise : « Instruire et éduquer l'ensemble du peuple sont les seuls garants de la préservation de notre liberté. »

A quelles questions entend-elle répondre ? Aux questions que pose notre époque : va-t-on voir encore 12 millions d'Américains en chômage dans le plus riche, le plus productif pays du monde ? Qu'est-ce que la couleur de la peau a à voir avec le fait d'être Américain ? Quel est donc ce système social dans lequel vivent les Américains et qui engendre les crises économiques, le fascisme, la guerre et des paix boiteuses ? Quelle est la véritable nature du capitalisme monopoleur ? Et quels moyens existe-t-il d'en sortir ?

Et c'est justement parce que l'École Jefferson ne se contente pas d'expliquer les conflits et les contradictions de la société actuelle, mais indique aussi la méthode par laquelle il est possible de construire un monde où les hommes vivront délivrés de la peur et de l'insécurité, qu'elle connaît un tel succès : en trois ans, en effet, depuis 1943, l'école a déjà vu passer dans son

immeuble de l'Avenue des Amériques 35 000 *élèves*. Ce qui suffirait à démontrer qu'il est *faux* que le peuple américain se satisfait des cuisses des girls et des magazines en couleurs, et qu'il possède au contraire une véritable soif de culture authentique.

Les directeurs de l'École Jefferson ont estimé qu'à notre époque seuls les principes et la méthode du socialisme scientifique étaient capables de fournir cette compréhension de la société qui exprime les besoins et les aspirations de tous les peuples, en même temps que les bases solides d'une culture digne de ce nom. Aussi bien le titre complet de l'école est-il : « École Jefferson de science sociale ». Comment l'école Jefferson comprend-elle sa tâche ?

Au cours d'une récente session de l'école, un millier d'élèves suivirent une série de cours sur « la Science de la société, introduction au marxisme ».

Dans plusieurs organismes de direction de syndicats ouvriers, pendant les grandes grèves de 46, les instructeurs de l'école démontrèrent devant des classes d'ouvriers, au plein milieu de leur lutte, le mécanisme des salaires, des prix et des profits, l'origine et la signification de la crise économique, la nature de la démocratie capitaliste.

Fondée sur le principe que l'éducation n'est pas un luxe, mais le pain et le sel de la vie quotidienne, l'école ne pose aucune condition d'admission autre que le désir de chercher, de trouver la vérité, de prendre une part plus consciente à la vie de la communauté et de la nation. Aussi sont rassemblés, dans ses salles, des ouvriers qui étudient l'économie politique, des ménagères qui étudient l'histoire américaine, des militants syndicalistes perfectionnant leur connaissance de la législation ouvrière (souvent anti-ouvrière !) et même des enfants qui apprennent la musique ou la sculpture le samedi matin. On y trouve aussi des étudiants et des universitaires qui apprennent ce qu'on ne leur a jamais appris à l'Université, à savoir qu'il existe entre la société et la littérature, par exemple, des relations déterminantes. Des gens qui n'ont pas pu faire plus de quelques années d'école primaire. Des gens de tout âge, de toute origine nationale ou sociale, de toute couleur de peau. Et ces gens suivent pendant dix semaines (durée d'une session) un ou plusieurs des 125 cours réguliers qu'offre l'école.

S'écrasant dans les nouvelles classes claires, assis sur le rebord des fenêtres parce qu'il n'y a plus de place assise, debout derrière des rangées de dos pour entendre une conférence, écoutant, posant des questions, s'instruisant, voilà les travailleurs de New-York dans leur école.

C'est en ces termes qu'un journal newyorkais décrivait l'inauguration d'une session de l'école.

Aussi bien le succès va-t-il croissant : de session en session, le nombre des élèves est passé de 3 200 à 4 000, puis à 5 100. Parallèlement, la diversité des cours a augmenté.

Si l'essentiel de l'enseignement, d'ailleurs, porte sur les sciences sociales (*la moitié* des élèves s'inscrivant aux cours d'économie, de politique, d'histoire et de philosophie), l'école estime que l'étude scientifique de la société doit aussi comprendre l'examen des questions littéraires et artistiques qui représentent l'héritage de la culture américaine. A vrai dire, l'école estime qu'aucun domaine de la connaissance ne doit lui être étranger. Aussi, le champ de son enseignement s'étend-il constamment.

Les professeurs ? Ils sont choisis dans les syndicats ou dans leur profession ; ce sont des spécialistes dans leur domaine, des hommes et des femmes dont l'enseignement est vivant, concret, et qui ne considèrent pas les problèmes d'enseignement comme distincts des problèmes de la vie quotidienne de la ville ou de la campagne.

Il y a mieux : quand les New-Yorkais ne peuvent aller à l'École Jefferson, c'est l'école qui vient à eux. C'est ainsi, d'une part, que l'école possède cinq annexes : dans le Bronx, dans Bronsville et dans Brooklyn. Là, les travailleurs qui ne peuvent se rendre au building principal de Manhattan (à cause de leurs heures de travail, de leurs enfants ou des nombreuses autres raisons qui leur rendent difficile le long déplacement dans le centre) trouvent les mêmes cours, les mêmes professeurs qu'à l'école principale. Déjà six cents élèves sont passés par ces annexes, et leur nombre va croissant.

D'autre part, l'école comprend une section « Syndicats et diffusion ». Cette section apporte *à domicile*, pourrait-on dire, c'est-à-dire dans les syndicats, les clubs locaux, les cercles culturels, un certain nombre de cours qui sont soit établis à l'avance par l'école, soit élaborés à la demande même des organisations. C'est ainsi que des cours ont pu être donnés *à cinq heures du matin* pour des équipes de nuit, ou au contraire très tard dans la soirée ; ou encore durant le week-end. Ainsi ont été touchés les syndicats de l'électricité, des employés, l'*American Communication Association*, les travailleurs de la fourrure, des restaurants et

hôtels (au total, pour 1946, 5 000 ouvriers syndiqués), et ceci à New-York, à Philadelphie, à Newark, à Buffalo, partout où on appelle l'École.

L'école ne se contente d'ailleurs pas de cours réguliers et elle a pris une initiative dont il serait fécond de s'inspirer en France. Tous les mardis soirs, elle offre une revue des événements de la semaine. Tous les dimanches soirs, une conférence sur un sujet intéressant largement le public (depuis « le visage de Socrate » jusqu'au « problème palestinien »). Tous les mercredis, une revue des principaux livres de la semaine. Ces conférences, très vivantes et très suivies, ne coûtent que 50 cents pour une session de dix semaines.

Enfin, l'École possède une bibliothèque de 20 000 volumes (principalement sur les questions du travail), ce qui en fait une des plus belles bibliothèques spécialisées des États-Unis.

Comment l'École vit-elle ? Difficilement. Elle ne dispose en effet pour vivre que des droits modiques d'inscription. Ces droits sont en général de 7 dollars pour la session.

En 1946, les dépenses furent de 136 781 dollars. Les rentrées furent de 122 843. Différence : 13 938 dollars, à quoi s'ajoutait un déficit de 10 000 dollars pour 1945. A quoi s'ajoutaient encore les dépenses entreprises pour la construction d'un nouvel ascenseur, de nouvelles salles de classe (on comprendra d'ailleurs l'importance croissante de l'école quand on saura qu'elle possédait cinq étages à son ouverture, puis sept, puis neuf aujourd'hui !). Il fallait trouver en tout quelque 50 000 dollars.

La direction de l'école avisa franchement ses élèves de la situation. Ceux-ci s'engagèrent aussitôt à trouver déjà 10 000 dollars. *Et ils les trouvèrent ;* ils organisèrent des fêtes, des bals, des séances de cinéma, des ventes, souvent même contribuèrent directement à la collecte. Et *en deux mois* la somme était trouvée. Voilà comment vit l'école. Elle vit du dévouement de ses élèves, qui savent que cette école est *leur* école et qu'il leur faut la sauver.

Il est bien émouvant de savoir d'ailleurs que, malgré ces difficultés, l'école tient à donner régulièrement un certain nombre de bourses, c'est-à-dire à dispenser un certain nombre d'élèves du montant du droit d'inscription : ces bourses sont plus spécialement réservées aux noirs (hommes et femmes) et aux militants syndicaux. L'obtention de ces bourses n'est soumise à aucun examen.

Quel est le contenu des cours ? La place me manque pour en donner ne serait-ce qu'un aperçu. Il faut toutefois noter qu'il semble à la fois plus étendu et plus « pratique » que le contenu de l'enseignement des organisations similaires françaises. C'est ainsi qu'on y trouve, à côté de cours de base sur « Le matérialisme dialectique », « les problèmes économiques mondiaux », etc., un cours sur « Les thèmes politiques de Shakespeare », « Le développement de la pensée économique moderne », des cours réservés à un nombre restreint d'auditeurs déjà qualifiés où est étudié de façon approfondie *Le Capital* de Karl Marx. Et, en même temps, des cours sur « Le journalisme syndical », « Les problèmes d'organisation syndicale », etc.

Je ne veux pas terminer sans signaler encore une série de conférences qui me paraissent constituer une réelle innovation ; elle s'intitule : « Apprendre à voir un film ». On y enseigne comment on fait un film (depuis le scénario jusqu'au studio et au montage), comment on peut juger un film, comment on doit l'analyser, tout cela *du seul point de vue du spectateur.* On conçoit l'intérêt d'un tel cours dans un pays où le film est une « usine à rêves », et à rêves réactionnaires. Mais cet intérêt ne serait-il pas le même dans notre pays ?

*

Je m'aperçois que j'ai simplement oublié de rendre hommage au directeur de cette École Jefferson. Le directeur, c'est Howard Selsam, auteur de *Qu'est-ce que la philosophie ?* et de *Socialisme et Morale.* Il fut professeur à l'Université américaine de Beyrouth, puis à Columbia, au Collège de Brooklyn. Il dirige aujourd'hui avec une compétence et un dévouement admirables cette école qui prouve avec éclat, par son existence et son activité, que nous avons raison de distinguer la vraie culture américaine de son reflet délavé et nauséabond cher aux éditeurs français, et que nous pouvons faire confiance aux travailleurs américains qui détiennent jalousement les trésors de l'héritage culturel de l'Amérique démocratique.

III

LE CONGRÈS INTERNATIONAL DE MILAN SUR LA PENSÉE MARXISTE ET LA CULTURE EUROPÉENNE

par A. CORNU

Les intellectuels marxistes italiens, sous l'impulsion de M. Banfi, professeur à l'Université de Milan, ont eu l'heureuse idée d'organiser dans cette ville un congrès international pour l'étude de la pensée marxiste et la culture contemporaine qui s'est tenu les 18, 19, 20 et 21 décembre 1947.

Le mérite des organisateurs de ce congrès est d'autant plus grand que, sous le régime fasciste, qui s'est prolongé pendant plus de vingt-cinq ans, toute étude du marxisme avait été rendue impossible. Il s'agissait essentiellement pour eux de voir où en était la reprise de cette étude et de permettre à chaque participant d'exposer le résultat de ses recherches.

Ce congrès, auquel ont participé un certain nombre de marxistes étrangers : M. Lukacz, professeur à l'Université de Budapest ; M. Libois, professeur à l'Université de Bruxelles ; M. Szilasi, professeur à l'Université de Fribourg ; M. Kardos, directeur de l'Académie hongroise de Rome, et de nombreux professeurs et écrivains italiens, a été suivi par un auditoire attentif, qui remplissait la grande salle de la Maison de la Culture.

Outre trois exposés faits par M. Lukacz, qui a magistralement analysé les problèmes qui, sur le plan pratique et idéologique, se posent aux démocraties orientales; par M. Libois, qui a fait une lumineuse analyse de l'application de la dialectique aux sciences et particulièrement à la géométrie (problème de l'espace à quatre dimensions : espace-temps), et par l'auteur de ces lignes, qui a parlé des rapports entre K. Marx et la pensée moderne, les marxistes italiens ont apporté la plus utile et la plus intéressante contribution à ce congrès.

Ce furent dans l'ordre de succession :

M. Massolo, professeur à l'Université d'Urbino, qui a parlé de l'origine et du développement du concept marxiste du travail ;

M. Della Volpe, professeur à l'Université de Messine, qui a étudié le problème de l'originalité de l'humanisme marxiste ;

M. Berti, qui a insisté sur le danger de faire du marxisme une spéculation abstraite et d'aboutir ainsi à une opposition entre la théorie et la pratique, entre la pensée et l'action ;

M. Cantoni, de l'Université de Milan, qui a étudié le problème de l'humanisme en se plaçant à un point de vue historique et dialectique ;

M. Lombardi, professeur à l'Université de Rome, qui a exposé les démarches de sa pensée pour accéder au marxisme et montré les armes fournies par celui-ci dans la lutte contre l'idéologie bourgeoise.

Ces exposés ont été accompagnés de discussions auxquelles a pris part en particulier M. Lukacz, qui a mis en relief les points sur lesquels les différents rapporteurs auraient dû, à son sens, particulièrement insister.

Ce congrès a été clos par un excellent rapport d'ensemble de M. le professeur Banfi, qui a su montrer, avec une émotion prenante, que le marxisme n'était pas une idéologie abstraite, qu'il n'était fécond que s'il se confondait avec la vie même, et qu'à une époque où il était tant question de littérature et de pensée engagées il constituait en fait la seule pensée qui engageât véritablement l'homme.

Les séances du congrès ont été agréablement entrecoupées par les réceptions offertes par les journaux *Avanti* et *Unita* et par les maisons d'édition Einaudi et Mondadori.

Ce compte rendu un peu sec ne peut rendre l'atmosphère de profonde sympathie dans laquelle il s'est déroulé. Il faut rendre un sincère hommage au dévouement et à l'amitié qu'ont témoignés vis-à-vis de tous les participants les organisateurs de ce congrès, qui pourra, peut-être, être dépassé dans son contenu, car il faut espérer qu'il inaugurera une série d'autres rencontres aussi fécondes, mais non dans l'expression de cordiale et fraternelle sympathie qui l'a caractérisé.

LES REVUES

ESPRIT

Emmanuel Mounier a demandé aux Allemands eux-mêmes de décrire pour les lecteurs français l'état actuel de l'Allemagne, leurs réactions devant la défaite hitlérienne et ses suites, leurs conditions de vie, leurs sentiments, leurs jugements, leurs espoirs, et il remplit tout un numéro d'*Esprit* des témoignages qu'il a recueillis. Une telle initiative présente sans doute quelque chose d'assez singulier, et même de choquant, bien dans la ligne « conscience pure » de cette revue [1] — nous avons, hélas ! bien d'autres voix à écouter, des voix de victimes, avant d'interroger avec sollicitude nos oppresseurs d'hier, et un numéro spécial d'*Esprit* : « Les Grecs parlent de la Grèce », « Les Polonais parlent de la Pologne », nous aurait paru plus indiqué — mais les résultats de cette enquête ne laissent pas d'être fort instructifs. Ils confirment, malheureusement, d'une façon involontaire et d'autant plus certaine, tous nos sujets d'inquiétude :

1. Sauf en zone soviétique, la dénazification a été sabotée, soit par la bêtise, soit par le machiavélisme des services dénazificateurs. Les vrais responsables ont rarement été inquiétés, encore moins condamnés. Surtout, les gros industriels et les officiers de carrière, artisans les plus actifs du militarisme allemand, ont échappé en fait à toute poursuite, sous prétexte qu'ils ne possédaient pas en général leur carte officielle de membre du parti nazi. *Il est inadmissible en particulier que Français, Anglais et Américains n'aient pas gardé prisonniers et employé à la reconstruction des pays dévastés, aussi longtemps que leur engagement les liait à l'armée allemande, tous les militaires de carrière.* C'était très facile, et d'une justice élémentaire !

Pourquoi ne l'avoir pas fait ? On en devine trop facilement la raison, hélas ! On ne veut pas s'aliéner des mercenaires dont on peut avoir besoin.

2. Sauf en zone soviétique, on n'a pas essayé de détruire la structure sociale qui a permis le nazisme, de créer une nouvelle structure sociale sur laquelle puisse naître la démocratie... Bien au contraire, on a été jusqu'à supprimer ou mettre en veilleuse certaines lois sociales, comme celle sur la protection du travail des jeunes.

3. La plupart des Allemands qui ont répondu à Mounier sont encore à cent lieues d'un véritable esprit démocratique. Leur propension à la métaphysico-mystique la plus trouble reste effrayante. Ils semblent incapables de véritable réflexion rationnelle. Ils pourraient retourner en quelques mois aux pires monstruosités hitlériennes, pourvu qu'on les camoufle sous un paravent quelconque.

4. Les occupants français (pour ne parler que de notre zone) sont en grand nombre des gens indignes, de vulgaires jouisseurs, très souvent d'ailleurs vichyssois, qui ne peuvent que donner une idée fausse et déplorable de notre pays et du régime républicain.

5. Beaucoup d'Allemands ont faim et froid (surtout les réfugiés, que leurs compatriotes abandonnent calmement dans la pire misère) ; c'est vrai, et c'est triste, nous sommes payés pour le savoir. Mais leurs plaintes acerbes ne peuvent que paraître déplacées, pour ne pas dire plus, tant que, par leur faute avant tout, les Polonais, les Soviétiques, les Yougoslaves, les Grecs, les Hollandais, les Français, les Anglais continuent de subir eux aussi les plus dures privations ! Encouragés de plus en plus par les États-Unis, ils exigeraient presque que nous reconstruisions leur pays avant les nôtres. C'est tout de même un peu fort.

Sur tous ces points, la politique à suivre par la France est trop claire pour que nous ayons besoin d'y insister une fois de plus dans cette revue (épuration effective, réforme sociale, éducation pratique de la démocratie, très dures sanctions contre les occupants indignes, exigences inébranlables pour nos réparations et notre sécurité). Mais nous aurions aimé qu'Emmanuel Mounier y insistât, lui, dans la sienne, au lieu de s'apitoyer si facilement.

---

1. Tout à fait de même, le numéro d'octobre 1947 d'*Esprit* contient de grands articles sur le procès Petkov, mais rien sur l'assassinat de très nombreux patriotes grecs ; beaucoup de ratiocinations sur le communisme, mais rien sur le problème essentiel de l'heure, l'assujettissement de notre pays aux volontés des trusts américains.

Plutôt que de parler du charbon de la Ruhr, il préfère écrire [1] des phrases énormes comme celle-ci :

Ce n'est qu'en face du communisme que l'Allemand semble aujourd'hui retrouver une certaine vigueur de conscience démocratique. (P. 983.)

Ainsi, Emmanuel Mounier en est encore à confondre démocratie (qui signifie *pouvoir du peuple*) et capitalisme, et il considère sans doute comme une véritable démocratie le régime britannique *qui maintient Franco au pouvoir, écrase le peuple grec, opprime les esclaves coloniaux et fait couler le sang en Palestine* [1]. C'est là une conception qu'on ne s'étonne pas de trouver, en effet, chez d'anciens nazis, mais qui surprend tout de même un peu chez un homme aussi sincère et aussi informé que le directeur d'*Esprit*. En tout cas, nous sommes prévenus : c'est uniquement par leur anticommunisme que les Allemands paraissent un tout petit peu démocrates à un observateur particulièrement bien disposé à leur égard ! Vous voyez si nous pouvons avoir confiance [2] !

Pol GAILLARD.

ÉTUDES

Voici, en opposition à ce qu'on peut lire dans l'enquête d'*Esprit* sur les occupants « occidentaux » de l'Allemagne, un témoignage sur les occupants soviétiques. Il ne sera pas suspecté de partialité, puisqu'il émane de la revue des Jésuites, *Les Études :*

Tous ces jeunes Soviétiques que l'on voit dans les trains étudier des livres techniques ou simplement apprendre à lire sont infiniment plus respectables que les soldats français ou américains qui s'abrutissent en lisant les plus stupides hebdomadaires. Lorsque, à force de diplomatie, on a pu obtenir un entretien particulier avec quelque officier russe, — car, en dehors des relations officielles, le Soviétique reste sur la réserve et n'accepte guère d'invitations, — on est surpris non seulement de sa bonhomie, mais de ses connaissances. Pour reprendre le mot de Pascal, on s'attendait à trouver un Soviétique, et l'on découvre un homme, un homme qui a lu Balzac, Flaubert, Zola, Romain Rolland — en traduction, bien sûr, — un homme qui est un peu trop sûr de lui peut-être et qui méprise l'état social arriéré des peuples non soviétiques, mais un homme sain, travailleur, consciencieux. Tous ceux qui approchent les Soviétiques dans les services administratifs sont unanimes à reconnaître que, des quatre Alliés, ce sont généralement eux qui ont le mieux étudié la question à débattre. Un ingénieur des chemins de fer allemands me disait que, du point de vue professionnel, il était agréable de travailler avec les techniciens soviétiques ; et l'aumônier français protestant, chargé de conseiller le service des cultes, reconnaissait que son collègue soviétique, bien que parfaitement incroyant, était bien mieux au fait que lui des affaires religieuses allemandes. (ROBERT BOSC : « Berlin 1947 », *Études*, p. 48.)

***

Toujours dans les *Études*, décidément en veine de sincérité [2], Robert Rouquette est obligé d'écrire à propos de l'échange de lettres entre Truman et Pie XII :

Il serait déloyal de nous dissimuler le malaise que chez beaucoup de chrétiens d'Europe occidentale, catholiques ou protestants, fait naître cette identification, sincère certes, du christianisme et des buts politiques des États-Unis. Malgré toute la sympathie que nous avons pour l'Amérique et pour la liberté américaine, nous nous demandons si vraiment la foi chrétienne, et l'espérance avec elle, se réduisent à l'aménagement pratique d'un royaume de Dieu sur terre qui ressemble tellement à la démocratie américaine. Nous sommes de vieux peuples ; notre mémoire, lourde de plusieurs millénaires, garde le souvenir gênant d'identifications analogues, celle de Philippe II, celle de la Sainte-Alliance... (P. 256.)

et Robert Rouquette de monter en épingle les très discrètes réserves glissées par le pape dans sa réponse :

Les injustices sociales, les injustices raciales et les haines religieuses existent aujourd'hui parmi des hommes et des groupes qui se réclament avec fierté de la civilisation chrétienne. (P. 257.)

Robert Rouquette trouve ces réserves « très courageuses », il n'est vraiment pas très difficile. On ne transige pas avec le mal, et c'est une dénonciation éclatante des mœurs américaines, lynchages de nègres, exploitation de l'homme par l'homme, excitations à la guerre, qu'un vrai pontife

1. Lui ou l'un de ses deux collaborateurs, J.-M. Domenach et M. Goldberg.
2. De même, dans le numéro d'octobre 1947, un reportage assez objectif de Simone Ligier sur la Pologne actuelle. Même dans les publications les plus réactionnaires, la vérité perce de temps en temps.

1. M. THOREZ, Rapport de Strasbourg, *Cahiers du communisme*, p. 601.
2. Il faut lire sur l'Allemagne actuelle deux livres récents très bien informés : Georges SORIA, *L'Allemagne a-t-elle perdu la guerre?* (Bibliothèque française) ; Edgar MORIN, *Allemagne, notre souci* (Hier et Aujourd'hui.)

du Christ se devrait de prononcer. Mais comment les papes actuels le pourraient-ils, eux qui ont laissé deux fois en quarante ans les catholiques s'entre-tuer, bénis par leurs prêtres ? Les princes de l'Église sont vraiment devenus des lâches.... Aussi ne s'étonnera-t-on pas d'entendre Pie XII conclure, et Robert Rouquette avec lui, que *la Pax Americana, à tout prendre, est compatible avec la libre recherche de la fin dernière de l'homme!* Oui, comme le régime de Franco, n'est-ce pas ? Nous savons ce que cela veut dire. L'axe Washington-Vatican sera le fidèle instrument de la politique capitaliste.

Pol GAILLARD.

LES CAHIERS DU MONDE NOUVEAU

Les Cahiers du Monde nouveau, revue catholique d'apparence sérieuse (directeurs le père Chaillet, Robert d'Harcourt, André Rousseaux, etc.), se sont abaissés jusqu'à publier les élucubrations d'un sous-Kravchenko, le traître à sa patrie Koriakoff, dont les deux extraits suivants indiqueront suffisamment la valeur.

On disait à Paris, en 1945, que l'occupation soviétique était venue remplacer en France l'occupation allemande. (P. 96.)

J'écoute ce que vous me racontez de l'Allemagne, je pense à la Russie, et tout ce que vous dites de l'Allemagne s'y applique exactement. « Et voilà le pourquoi de cette guerre ? Quels sont les pays qui ont le plus souffert de la guerre ? La Russie, l'Allemagne... L'une est à moitié brûlée, l'autre brûle et brûlera toute, jusqu'au bout. C'est le châtiment de Dieu : il a châtié la Russie par *les mains allemandes, par les mains russes il châtie l'Allemagne*. Mais est-ce que les hommes voudront y reconnaître la main de Dieu ? — Ils la reconnaîtront ! » répondis-je avec conviction. (P. 78.)

« L'état d'esprit nettement antisoviétique » de la revue est si manifeste que même Alexandre Marc, secrétaire général de l'Union européenne des fédéralistes, s'est vu obligé de le dénoncer.

Les pays de l'Est, à nos yeux, font partie intégrante de l'Europe unie...

L'antisoviétisme signifie aujourd'hui mystère de l'unité européenne ; il signifiera demain misère généralisée et guerre civile larvée dans la plupart de nos pays ; il risque de signifier après-demain désagrégation atomique de l'humanité. C'est dire que nous ne pouvons nous laisser compromettre par les agissements et les intrigues de ceux, étrangers à notre esprit et à notre équipe, qui souhaiteraient corriger les défauts d'un régime quel qu'il soit au prix d'une nouvelle guerre. (P. 116.)

***

D'un article signé XXX sur « Le régime du pétrole et l'indépendance nationale », les lignes suivantes me paraissent particulièrement importantes :

Les pétroliers étrangers se sont servis de la victoire commune de 1918 pour paralyser la France avec leurs réseaux de distribution et leurs investissements chez elle. La réaction sur notre destin était immédiate et brutale : nos stocks de guerre se trouvaient pour la plus grande part sous leur contrôle. Il nous était donc absolument impossible d'avoir une politique extérieure qui fût indépendante des politiques des nationalités des trusts.

Le piétinement de notre politique pétrolière s'éclaire à la lumière de ces réalités. Il devient normal que les efforts dépensés pour chercher des sources de pétrole sur le sol métropolitain ou des colonies se soient révélés stériles. Il est normal que nos grandes banques n'aient montré aucune chaleur à soutenir des concessions françaises à l'étranger : les relations de la Banque de Paris et des Pays-Bas avec la Standard Oil, de l'Union parisienne[1] avec la Royal Dutch qui les installaient l'une et l'autre en France, ne favorisaient pas l'appui de ces deux grandes banques d'affaires pour des initiatives qui auraient été des initiatives de concurrence.

Se laisser aller à admettre que nous sommes bien plus mal armés qu'il y a vingt-cinq ans pour réagir aujourd'hui serait entériner la démission définitive de la France. Il est absolument vain de prétendre à son redressement, à la progression de son destin si, sur certaines conditions techniques modernes de toute prospérité et de tout progrès, nous nous montrons incapables de volonté et de liberté.

C'est dans son régime intérieur que la France doit témoigner de cette volonté...

Sans doute les sociétés [affiliées à la Chambre syndicale des pétroles] sont juridiquement françaises, mais une analyse de la réalité fait apparaître à quel point les fictions du droit s'écartent d'elle. Sans doute ces sociétés se conforment aux prescriptions légales en ce qui concerne la quotité française exigée tant pour le capital que pour le conseil d'administration, la direction et même le personnel. Mais cela ne suffit pas pour faire que, dans le concret, les garanties légales constituent une défense efficace de l'intérêt français. Il est d'autres modalités de ces sociétés dont la puissance est assez grande pour compenser les modalités authentiquement françaises et faire pencher la balance des intérêts du côté de l'étranger, entraîner ces sociétés et, par conséquent, les groupements professionnels où ils[2] ont une situation prépondérante dans des voies commerciales qui ne sont pas automatiquement conformes à l'intérêt français, qui peuvent même éventuellement lui être contraires.

---

1. La banque dirigée par M. Pierre de Gaulle.
2. Je pense qu'il faut lire « elles ».

Il est bien évident que la présence d'un Deterding au conseil d'administration d'une société théoriquement française avait le prestige suffisant pour déterminer l'action de cette société dans une direction qui pouvait être conforme aux intérêts de la France, mais aussi bien leur être contraire. Car ce n'était pas M. Deterding qui était francisé par son appartenance au conseil de la société juridiquement française : c'était cette société qui était annexée aux vues et à la politique de M. Deterding, où l'intérêt français n'était qu'accessoire.

De même, la présence au conseil d'administration d'une autre société pétrolière de Sir Packe, délégué de l'Amirauté britannique au conseil de l'Anglo-Iranian, n'avait pas pour effet de soumettre les vues de l'Amirauté britannique aux intérêts français de la société, mais, au contraire, d'annexer cette société aux vues et à la politique de l'Amirauté britannique.

Quand d'aussi puissantes sociétés, filiales des grands trusts étrangers, sont les membres les plus importants de groupements professionnels, l'indépendance de ceux-ci est également théorique. Cela découle mécaniquement de leurs conditions de vie. Dans les organisations syndicales patronales, les frais de gestion sont proportionnels à l'importance des adhérents ; les décisions sont prises suivant des votes proportionnels à l'importance des participants : ce sont en définitive les tonnages qui sont maîtres. Il arrive donc en France, en ce qui concerne le pétrole, que les déterminations à prendre étaient dominées par les trois grands trusts, quelles que fussent les répercussions qu'elles pussent avoir sur l'intérêt français... On n'a jamais entendu dire que les filiales de la Standard Oil, de la Royal Dutch et de l'Anglo-Persian aient eu leur activité entravée par l'occupation ; ce sont elles, au contraire, qui ont été les principaux agents de la distribution pendant cette période. Aussi se révèlent-elles plus fortes que jamais ; ayant bénéficié du sommeil des petits et moyens importateurs pendant six ans, elles profitent maintenant de la libération pour consolider leur conquête sous la couverture du prestige anglo-saxon libérateur... Quand, en matière économique, une puissance comme la puissance américaine, qui doit la plus grande partie de son potentiel aux charniers de 1914-1918 et de 1939-1945, s'est montrée, après 1918, impuissante à assurer un régime équilibré de prospérité pour plus de dix ans et, après 1945, impuissante à retrouver cet équilibre, il y a là le signe d'une secrète et intime fragilité. Il serait inadmissible de nous effacer devant un gigantisme matériel qui apparaît si instable et de lui soumettre passivement aussi bien notre destin que celui de la paix mondiale... de nous laisser vassaliser par un système d'importation et de distribution où les décisions, en fin de compte, sont prises par l'étranger et où la technique du système tend à réduire les pouvoirs publics à de simples bureaux d'enregistrement de ces décisions.

Pol GAILLARD.

POÉSIE 47

La revue de Pierre Seghers continue de faire la part égale aux poèmes, aux « proses » et aux chroniques. Le numéro 38 contient une intéressante étude d'Elsa Triolet sur le poète russe Maïakovski. Comme beaucoup de grands écrivains appelés à faire œuvre de biographe, Elsa Triolet se cherche et se découvre au travers de son personnage. N'est-ce pas d'Aragon et de tous les écrivains de la Résistance qu'elle parle en ces termes ?

Nous avons vu pendant l'occupation des écrivains et des poètes dont l'œuvre participait à la vie pleinement, qui était, d'une façon ou d'une autre, pleinement dans la sagesse. Cette œuvre était souvent de qualité parce que ces écrivains et poètes ne pouvaient parler d'autre chose, parce que parler était pour eux un besoin, une nécessité comme on crie quand on a mal, comme on rit devant quelque chose qui est drôle, comme on pleure devant un malheur. Et aussi parce que c'est plus facile d'exprimer ce que sentent des centaines de milliers de gens, volontairement ou involontairement engagés dans la même bagarre, dans le même malheur, qu'il est plus facile d'écrire quand on est sûr de provoquer un écho, quand les foules ne demandent qu'une chose : qu'on parle pour elles.

Ce bel enthousiasme de l'écrivain travaillant en communion avec tout un peuple, on sait comment une certaine presse s'est acharnée, s'acharne encore à le détruire. Les apôtres du pardon sont venus, puis les techniciens de l'art pur, dont aucun, comme par hasard, n'éprouve de sympathie pour les idées démocratiques :

Aujourd'hui, les intellectuels de droite dirigent l'art très effectivement, jetant un interdit de snobisme, de goût, sur ce qui va contre leur intérêt, sur ce qui est dangereux pour eux politiquement. Ils le font à coups d'articles, de silences...

Dans le même numéro, Claude Roy fait une curieuse « description critique » de Jean-Paul Sartre, qui est devenu « le plus universellement, je ne dis pas populaire, mais *connu de nom*, des écrivains français vivants... Après Simenon, bien entendu, qu'on lit davantage ». Roy y souligne la contradiction intime du romancier-philosophe qui « n'accepte pas dans son destin la conclusion de sa philosophie », puisque celle-ci conclut à l'absurdité de toute action, et que Sartre prétend agir dans le domaine social :

Sartre est à la fois lucide et trop généreu pour n'être pas sinon communiste, du moins *avec* les communistes.

L'événement ne semble pas avoir vérifié cette affirmation audacieuse ! Loin de là.

A signaler aussi deux beaux poèmes de Loys Masson et quelques pages véhémentes de Vercors contre ceux qui reprochent au Comité national des écrivains sa fidélité à un idéal de noblesse et de sincérité.

***

Le numéro 39 s'ouvre par des poèmes d'Aragon, dont le second, intitulé « 6 novembre 1946 », est un cadeau d'anniversaire où l'art du poète atteint une parfaite maîtrise sans jamais étouffer la chaleur du sang :

> Dix-huit ans, je t'ai tenue enfermée
> Dans mes bras, comme Avignon dans ses murs,
> Dix-huit ans, comme un seul jour parfumé,
> Que mon amour t'enclôt dans son armure,
> L'automne a déjà ses rouges ramées,
> L'hiver est déjà dans l'or des ramures.
> Mais que peut l'hiver, mon enfant aimée,
> Si demeure en nous le divin murmure,
> Si quand le feu meurt monte la fumée
> Et garde la nuit le goût noir des mûres...

Dans le même numéro : deux beaux poèmes de Jean Cayrol, *Leçon* et *Ce soir*, ainsi que d'intéressantes chroniques nouvelles par Francis Crémieux, Gilbert Mury et Jean Kanapa.

***

Au moment de mettre sous presse, je reçois le numéro 40, qui contient une remarquable nouvelle d'Anna Seghers, *La Fin*, un alerte portrait de Colette par Claude Roy, et un très suggestif essai de Jean Kanapa sur *Les Mots ou le Métier d'écrivain* dont ce paragraphe résume assez bien l'esprit :

> La rhétorique veut tuer la littérature parce qu'elle veut empêcher que les choses se disent et que les menteurs soient démasqués, qu'on appelle les choses par leur nom et qu'on enterre la dernière magie, celle des mots. Elle veut faire exécuter demi-tour à la littérature parce que la classe qu'elle sert veut faire exécuter demi-tour à l'histoire.

Jean LARNAC.

LES CAHIERS DE LA PLÉIADE

Le deuxième tome des cahiers, daté d'avril 1947, est extrêmement copieux : 290 pages. Il semble malheureusement avoir pour but de ramener au premier plan de la curiosité publique des écrivains qui s'étaient avilis durant l'occupation, comme Marcel Jouhandeau et Jean Giono. Mais je ne crois pas que la nouvelle de Giono, « Monsieur V., histoire d'hiver », soit propre à ressusciter la ferveur de ceux qui le prirent pour un grand homme. *Un de Baumugnes* avait tout de même une autre allure que cette histoire à dormir debout, rapportée de père en fils et contée au romancier qui nous la narre en faisant maints ronds de jambes. Pour Marcel Jouhandeau, il me paraît être de ceux qui n'ont rien appris ni rien oublié d'eux-mêmes ; il est vrai que son texte est daté de décembre 1943. *La belle époque. Les archives de la peste* n'accroîtront pas l'estime pour Albert Camus. *Le pays des cerisiers*, d'André Dhotel, est un dialogue bien maigre pour l'auteur des *Rues dans l'aurore* ! Quant au Kafka, imposé par la mode, il ne me paraît pas du meilleur.

De Malraux quelques observations presque désespérées sur l'art : le Malraux, qui s'enthousiasmait pour Manet, Van Gogh et Cézanne, il y a vingt ans, avait foi en la vie et fusait vers l'avenir, tandis que le Malraux d'aujourd'hui, désenchanté, n'attend plus rien des hommes. Mais les hommes attendent-ils quelque chose de lui [1] ?

Jean LARNAC.

PEUPLES AMIS N° 3 — Juillet-Août 1947

Revue de l'amitié franco-polonaise.

M. Jean Boulier, professeur de droit international à l'Institut catholique de Paris, nous donne cet avertissement, particulièrement significatif sous sa plume :

> En 1947, c'est encore de Varsovie qu'il convient de prendre une perspective pour apercevoir les conditions d'une paix véritable pour les peuples européens. La Pologne a vu la guerre fondre sur elle parce qu'elle avait pensé pouvoir exclure la Russie dans ses calculs avec l'Allemagne. Désormais, pour la Pologne et pour l'Europe, la Russie est un élément essentiel de la solution du problème allemand : on ne peut concevoir une sécurité

1. Je n'ai reçu les *Cahiers du Sud* qu'avec beaucoup de retard. J'en parlerai dans une prochaine chronique.

des peuples, menacés par une résurrection de l'Allemagne, sans que la sécurité de la Russie ne soit assurée par le fait même et dans les mêmes conditions. Au contraire, construire une sécurité européenne sans la participation de la Russie, c'est rendre à l'Allemagne toute sa facilité de surenchère, de menace et de manœuvre, et c'est la porte ouverte à l'aventure, d'où cette fois l'Europe ne se relèvera pas.

Ou la Russie prendra sa part de surveillance de l'Allemagne et collaborera avec les autres Alliés pour éliminer le danger d'une reconstruction de la puissance militaire du Reich, ou la reconstruction de l'Allemagne se fera sans la Russie, et la guerre n'est plus qu'une question de temps...

La défaite n'était pas encore consommée que déjà le thème du « communisme » était utilisé pour diviser les Alliés. Jusqu'au bout l'Allemagne a cru qu'elle pourrait se sauver à l'Est en capitulant à l'Ouest et en se proposant aux démocraties pour être leur rempart contre l'U. R. S. S. La croisade contre le bolchévisme, rêvée par Hitler, pourquoi ne pas la reprendre sous le commandement allié, les Allemands fournissant l'armée de mercenaires et, sur place, l'arsenal, qui cette fois porteraient la victoire jusqu'à Moscou ?... Cette propagande, chuchotée dans toute l'Allemagne, est allée si loin que le bourgmestre de Francfort vient de donner des ordres pour que ceux qui seraient pris à la répandre soient immédiatement dénoncés à la police. Mais qui ne voit que l'opinion publique américaine en est déjà empoisonnée ?

Le thème du « chaos » (lancé par la propagande allemande) se rattache étroitement au précédent. Si l'Allemagne n'est pas remise immédiatement dans un état de prospérité, le communisme va faire des ravages dans cette population réduite au désespoir. Ici encore il y a tromperie manifeste. Mais le résultat visé est toujours le même. En réalité, le communisme suppose un prolétariat dynamique et progressif, doué d'optimisme, et qui n'admet pas de construire le progrès industriel pour d'autres profits que les siens. Au contraire, un prolétariat misérable et affamé, devenu indifférent à coups de malheurs, le *Lumpenproletariat*, tel que le décrit Marx, est le meilleur terrain de recrutement du fascisme, comme l'a montré la montée des chemises brunes en 1933 dans l'Allemagne où le chômage avait pris les proportions d'un cataclysme national. Or on travaille dans la zone russe, où les survivants du nazisme sont surveillés trop étroitement pour organiser un profitable et spectaculaire chaos. Mais, dans les zones anglaise et américaine, sous l'œil complaisant des autorités d'occupation, les entreprises capitalistes ont toutes facilités pour poursuivre la manœuvre qui leur donnera le contrôle d'un régime sauveur, pour sortir le peuple allemand d'une misère qu'elles auront soigneusement provoquée. Cette méthode les maintiendra au pouvoir sous les formes démocratiques et leur permettra de préparer la revanche.

... Soumise inlassablement à ces thèmes de propagande, l'opinion mondiale est mûre pour recommencer toutes les sottises d'après Versailles. Déjà Mr. Hoover parle de conclure avec l'Allemagne une paix séparée, et Mr. Hartrich, président de la Chase Bank, au retour d'une tournée en Allemagne, conseille d'ouvrir le plus largement possible aux entreprises allemandes des crédits *privés*. Qu'est-ce à dire ? Il s'agit de créer entre l'Allemagne et les capitalistes des États-Unis une communauté d'intérêts telle que les intérêts des nations ruinées par l'agression de l'Allemagne apparaissent comme négligeables, en comparaison des intérêts américains engagés, qui ne peuvent être sauvegardés que par la prospérité illimitée du débiteur, escomptée par le créancier.

Pendant ce temps, les créances de la Russie, de la Pologne et de la France, qui ne sont pas des dollars empruntés, mais des ruines tangibles et qui crient vengeance au ciel, attendront... Elles ne sont pas rentables.

Ce n'est pas cette paix que la Pologne envisage. Ce n'est pas non plus la paix que se propose la Russie. Serait-ce la paix à laquelle la France se résignerait ?

Vue de Varsovie, la paix est une paix solidaire construite par *tous* les Alliés et garantie par *toutes* leurs forces, y compris l'Armée rouge. La paix est une construction solide reposant sur des frontières faciles à défendre : l'Oder, les monts de Bohême, le Rhin. La paix est une œuvre de justice assurant aux pays dévastés par le crime allemand, jugé à Nuremberg, les réparations *par priorité* auxquelles les victimes ont droit, avant le bourreau.

Aucun de ces principes ne semble admis par les États-Unis. Vue de Washington, la paix consiste à remettre en marche l'usine de l'Europe — la puissance industrielle allemande. Or elle est *intacte*. Les usines allemandes fonctionnaient en mai 1945, au moment de l'armistice, à 80 % de leur capacité. Mais cette capacité avait été portée pendant la guerre à 100 % de ce qu'elle était en 1939. Population accrue, capacité industrielle accrue. La *recovery* de l'Allemagne, exigée selon la conception américaine, pour reconstruire ensuite l'Europe, signifie que l'Allemagne aura définitivement gagné la guerre, selon le plan exact qu'Hitler s'était proposé en la déclarant. Vue de Washington, la paix met déjà en marche la guerre mondiale n° 3.

Pendant qu'il en est temps encore, construisons avec bon sens et courage une paix vue de Varsovie. (Ce texte a été écrit en juin 1947.)

Pol GAILLARD.

PEUPLES AMIS N° 4 — Novembre 1947

Peuples amis au service de la paix est l'organe de l'amitié franco-polonaise. A l'origine de sa fondation est lié le nom du regretté Maurice Thiédot. En progrès constants dans son contenu et sa présentation, *Peuples amis* atteint un niveau de portée internationale dans son quatrième numéro, grâce à deux importants articles du sénateur américain Pepper et du parlementaire anglais Donald Bruce.

***

M. Claude Pepper, sénateur de Floride et partisan de Roosevelt, analyse clairement la situation actuelle.

A l'issue d'une guerre terrible, nous revivons déjà une période de tension internationale comparable à celle qui a précédé Munich. Chauvinismes nationaux et outrances impérialistes se manifestent, plus virulents que jamais. Et voilà de nouveau, lâchés à travers le monde, paniquards et bellicistes, toutes voiles dehors, pour reconquérir leur domination industrielle ou politique démantelée avec la chute des nazis et des Japonais.

L'auteur continue en résumant la position des États-Unis.

Le fait que les États-Unis s'enlisent sans cesse davantage dans le bourbier de la guerre civile en Grèce, jusqu'à menacer d'une action militaire unilatérale, ne présage rien de bon. L'Amérique commet la lourde faute de soutenir les régimes réactionnaires et décadents dans le vain espoir d'endiguer le flot montant des changements sociaux en Europe et en Asie. Le gouvernement américain a fourni une aide économique à des pays d'Europe, mais à des conditions si intolérables qu'elles sèment la méfiance jusque dans les nations à qui nous offrons cette aide.

Comment sortir de cette situation ?

Il faut que les nations du monde reviennent à l'idéal de la coopération internationale, — coopération internationale sans réserves par le truchement de l'O. N. U., — règlement pacifique du problème allemand donnant satisfaction aux pays qui, deux fois au cours de la même génération, ont le plus souffert des dévastations causées par l'armée allemande, politique économique mondiale fondée sur l'intérêt bien compris des peuples et non sur la cupidité insatiable des hommes des cartels et des trusts et, surtout, renforcement des relations entre la Russie et les États-Unis et le reste du monde.

Il faut à jamais enlever à l'Allemagne et au Japon toute possibilité de faire la guerre. Cela implique la démilitarisation, la dénazification, la décentralisation, la décartellisation et la rééducation de la nation allemande. Le même traitement doit être appliqué au Japon, et avec la même rigueur. Il faut placer la Ruhr et la Rhénanie sous contrôle international et les séparer de l'Allemagne...

Le plan Marshall est trop étroit. Il ne peut tenir à l'écart les pays jusqu'ici non inclus dans les seize nations dont les représentants se sont réunis récemment pour examiner l'état de leurs ressources et présenter aux États-Unis le bilan de leurs besoins minima.

Le plan Marshall contribuera grandement à promouvoir la paix et la sécurité dans le monde à condition qu'il considère le monde comme une seule unité économique. Autrement, il encouragera le développement de blocs régionaux. Et la concurrence entre les blocs économiques dans le passé a toujours conduit à la guerre.

Le sénateur Pepper espère malgré tout que l'Amérique, à qui s'offre « la plus belle occasion de tous les temps », aura les « vues larges » qui permettent une collaboration économique entre toutes les nations du monde, seule capable d'amener « non seulement la paix, mais la prospérité ». Nous voulons croire à sa bonne volonté, mais ne risque-t-il pas de faciliter le travail des fauteurs de guerre qu'il dénonce, en entretenant de commodes illusions sur les intentions du plan Marshall, la plus formidable machine d'assujettissement qu'on ait jamais inventée ?

***

L'article de M. Donald Bruce est moins optimiste. Membre travailliste des Communes, secrétaire privé du Parlement au ministère de la Santé publique depuis 1842, il s'intéresse avant tout aux problèmes économiques et financiers.

Il note d'abord le déficit croissant de la balance commerciale britannique bien avant 1939 :

Il est certain que, se trouvant dans cette situation avant même son entrée en guerre, la Grande-Bretagne fut, par les sacrifices accomplis ensuite, bien près de recevoir le coup mortel pour son économie.

Pendant ce temps, la balance commerciale américaine dépasse 12 billions de dollars par an.

La disette mondiale en dollars est l'effet cumulatif inévitable de cette poussée unilatérale des exportations américaines, accompagnée bien trop souvent par l'insuffisance de fait du pouvoir d'achat du peuple américain lui-même, ce qui a souvent produit une grande misère même pour les habitants de ce pays, de situation comparativement heureuse.

Car, organisés suivant une économie de « libre concurrence », les États-Unis doivent disposer de leur surplus de production au dehors, ou devenir la proie d'un krach intérieur auprès duquel celui des années 1930 et suivantes ne serait qu'un rêve paisible.

Les États-Unis étaient donc placés devant un dilemme : poursuivre leur politique d'expansion, ou distribuer leur superflu, en attendant le relèvement de l'Europe. Ils ont choisi la première solution. Ce fut l'emprunt américain « que l'on peut définir comme le marchandage le plus intéressé de l'histoire entre Alliés ».

A ce moment-là, la rapacité de certains puissants groupes des États-Unis alla plus loin encore, en obtenant que fût levé le contrôle des prix — action qui, en l'absence de toute autre sauvegarde monétaire internationale, réduisit à

néant tout ce que visait l'emprunt, limitant son champ d'action.

La suppression du contrôle des prix aux États-Unis eut, au surplus, pour résultat, outre le fait qu'elle permit à quelques profiteurs américains de se remplir les poches, celui d'empêcher la Grande-Bretagne d'éprouver même ce sentiment momentané d'indépendance économique vis-à-vis des États-Unis. Avec un gouvernement travailliste, ceci aurait amené la Grande-Bretagne à remplir un rôle politique plus net dans les affaires mondiales et à prendre des mesures plus décisives pour assurer l'intégration plus complète de son économie à celle de l'Europe. Les Américains supputèrent, et à juste titre, qu'en leur montrant l'attirante « carotte » d'une assistance continue, ils pourraient empêcher les Britanniques de s'associer avec le reste de l'Europe selon les principes socialistes...

Quelles qu'aient pu être les intentions du gouvernement, les résultats pratiques sont évidents. Les gros intérêts financiers américains ont réussi une mainmise sur de vastes régions d'Europe à un point tel que l'obtention d'une unité économique plus grande est peut-être sérieusement compromise...

Il est temps de s'arrêter et de revenir aux réalités.

Et la réalité sur laquelle nous, en Grande-Bretagne, pouvons tant soit peu agir est le fait que notre pays lutte ou périt avec l'Europe, en dehors des teintes politiques des divers gouvernements qui sont apparus pendant la libération de l'Europe du fascisme.

La Grande-Bretagne doit donc établir une série d'accords bilatéraux d'après l'accord commercial anglo-polonais. L'Europe ne doit pas compter sur l'assistance désintéressée des États-Unis, et la Grande-Bretagne constitue « la clef de la réconciliation de l'Est et de l'Ouest ».

***

Ces deux articles démontrent amplement qu'il y a aux États-Unis et en Angleterre un certain nombre de progressistes qui conçoivent l'urgence de sauver le monde de la guerre impérialiste. Malheureusement, la tendance anglaise est de croire à une « troisième force » (M. Donald Bruce exprime la méfiance *a priori* des Britanniques à l'égard de l'U. R. S. S.). Et, surtout, ce que ni l'un ni l'autre ne voient, c'est qu'une seule force est capable de réaliser les espoirs de tous les progressistes, c'est la classe ouvrière de tous les pays, qui se dresse héroïquement pour protéger l'indépendance des nations contre le capitalisme américain et ses valets sans patrie.

Jean VARLOOT.

ESPACES

Espaces a publié dans son numéro 12 le bilan d'un an de parution.

Cette revue, qui réunit dans son comité d'honneur les plus grands noms de l'aviation française, s'est résolument placée sous le signe de la renaissance de celle-ci.

...Il fallait doter cette renaissance d'une voix autorisée qui témoigne d'une manière documentée et impartiale de son essor et de ses résultats pour donner ainsi confiance et courage aux propres auteurs de cette renaissance...

Dans le cadre de ce vaste sujet, *Espaces* a délimité son champ d'action

...entre les périodiques visant à une large diffusion, et par là même insuffisamment techniques, et les publications spéciales réservées à des cercles restreints et difficilement accessibles, même aux professionnels des branches voisines...

et choisi son public :

un organe pour les savants, industriels, hommes politiques, fonctionnaires, juristes, militaires, transporteurs aériens et publicistes qui veulent avoir de l'aéronautique une vue tout à la fois générale et profonde.

D'où la nécessité d'un équilibre dont le maintien est chose délicate entre une facilité que le caractère spectaculaire du sujet n'a que trop tendance à favoriser — et à laquelle échappent rarement les périodiques à gros tirage — et une technicité trop ardue qui rebuterait fatalement les non-professionnels.

De fait, les articles publiés dans la revue sont d'une facture technique remarquable. Ils fourmillent de renseignements présentés en général d'une façon directe, qui frappe l'esprit, sous forme de schémas, de graphiques, de photographies. L'appareil mathématique y est le plus souvent laissé de côté, et on a réduit au minimum le nombre des fastidieux tableaux de valeurs.

La revue *Espaces* paraît donc bien adaptée au public qu'elle se propose de toucher. Il est toutefois un aspect des problèmes soulevés qui semble n'avoir pas été suffisamment dégagé. Nous voulons parler des problèmes économiques que pose l'aviation française. C'est d'ailleurs là un caractère général des revues composées par des techniciens : une certaine gêne, nous dirions presque une répugnance à envisager l'aspect économique des questions traitées (autrement que sous l'angle étroit du prix de revient ou de la rentabilité d'un appa-

reil). Le technicien semble dire : « Je vous construis un appareil meilleur que les autres, moins coûteux, d'un emploi plus économique ; le reste ne me concerne pas ; utilisez-le au mieux de vos intérêts. »

Encore faudrait-il s'inquiéter de quels intérêts il s'agit. L'économie est pourtant une science soumise, elle aussi, à des lois. Comme telle, elle est susceptible d'intéresser au plus haut degré les savants et les techniciens. Et son action est loin d'être négligeable sur le développement de notre aviation.

Ce fait n'a certainement pas échappé à la direction de la revue. L'éditorial du numéro 12 en fait foi :

La lutte pour la domination de l'espace aérien a marqué depuis la fin de l'été 1946 une recrudescence d'intensité.

Les contradictions d'intérêts aussi bien entre nations qu'entre compagnies lui donnent une forme de plus en plus aiguë.

...Une étrange épidémie d'accidents mortels se déclencha comme par hasard sur les « Dakota »...

La bataille des placards publicitaires se développa dans une partie de la presse française accessible aux « arguments » des intérêts étrangers allant jusqu'à nous conseiller avec une indécence complète : « Sur Air-France, choisissez un Douglas » ou : « Ne prenez qu'un Lockheed. »

...La libre concurrence privée dans ce domaine peut conduire à des batailles où le *fair play* n'est pas toujours respecté... Si les grandes compagnies américaines s'entre-déchirent, il est un point où leurs politiques se conjuguent parfaitement : c'est la tentative de domination du marché mondial.

Cette politique vise avant tout la France.

Voilà d'excellentes constatations. Il reste à *Espaces* le soin d'en faire une étude plus approfondie et plus générale. Et d'en tirer les conclusions qui s'imposent.

Louis RICHAUD.

LE TEMPLE N° 5

Revue publiée par des francs-maçons du rite écossais.

La restriction *des* incluse dans ce titre semble témoigner d'une prudence diplomatique de la revue. Si l'on ajoute à cela l'éclectisme des sujets traités et leur contenu parfois assez hermétique, on aura une idée de l'imprécision qui peut se dégager de la lecture du *Temple*.

***

On peut considérer que les articles « De l'empire à l'Union » (Michel Dumesnil de Gramont) et « Regards sur l'Afrique » (gouverneur général Reste) apportent une contribution aux thèses progressistes visant à l'émancipation des peuples de couleur.

De Gramont dénonce les racines économiques du colonialisme et montre ses méfaits. Il cite le futur Édouard VII qui écrivait :

La philanthropie est certes une belle chose, mais, si elle n'est pas pratique et n'a pas de résultats pratiques, elle ne trouvera pas aux yeux du peuple anglais la faveur qu'elle mérite.

Et il commente :

N'oublions pas, d'autre part, que l'expansion coloniale des nations européennes était fondée sur un *certain racisme*, autrement dit sur le dogme incontesté de la supériorité de la race blanche et de l'humanisme gréco-latino-chrétien.

Après avoir montré la naissance d'une *intelligentzia* indigène, l'auteur conclut en faveur d'une Union française hardie, souple et tenant compte de la diversité des peuples de l'Union :

Il conviendra que les pays de l'Union n'aient pas l'impression que *la France ne conçoit leur développement agricole ou industriel qu'en fonction de ses propres besoins* et de sa prospérité particulière.

Le gouverneur général Reste examine plus particulièrement la civilisation noire et le problème ethnique.

Le déroulement de la civilisation n'a pas eu lieu d'une manière rectiligne, de groupe en groupe.

Et, après avoir évoqué les belles cités : Gao, Djenné, Tombouctou, Gonlfeï..., les grands Empires soudanais, mandingue, les royaumes du Congo, de l'Angola, les sultanats du Kanem, de Zinder, de Kano, le gouverneur général Reste parle des grands conquérants : El Hadj Homar, Samory, Rabah...

Cette vie intense dépeinte par les voyageurs des XVIIe et XVIIIe siècles s'arrête bientôt :

L'Afrique noire, aux siècles passés, avait vécu d'une vie intense, dans tout *l'éclat d'une civilisation harmonieuse que vinrent interrompre tous les conquistadores à la recherche d'esclaves pour l'Amérique.*

Enfin, de l'aspect ethnique du problème,

notons cette condamnation des théories raciales de Gobineau et de ses successeurs hitlériens.

Ces quatre éléments sont reproduits à Thèbes, avec une fidélité qui fait l'admiration des archéologues, sur le célèbre tableau polychrome du tombeau de Séti Ier (XIXe dynastie). Nous y reconnaissons quatre groupes : l'*Homme blanc*, le Tama'hou (nom encore porté par ces populations africaines si semblables aux Européens et que les Arabes appellent des Touareg). L'*Homme jaune*, Amou, aux traits symétriques, plus ou moins mélangé d'éléments touraniens. L'*Homme noir*, Nahasiou, nègre à cheveux crépus. Enfin, l'*Homme rouge*, qui semble avoir joué le rôle principal dans l'Égypte pharaonique. Au seuil de l'histoire, nous y trouvons cette même fusion de sang et de races que le tableau de la nécropole thébaine nous a permis de constater en Égypte.

Bien avant l'apparition de l'élément aryen, Soumirs et Accads, c'est-à-dire Touraniens jaunes et Sémites blancs, ont collaboré à cette grande civilisation, mais ils avaient été précédés dans la basse Chaldée par ces populations à peau plus foncée encore que celle de beaucoup de nègres, les Kouchites de nos archéologues et de nos ethnographes.

Or, d'après l'opinion des plus accrédités de nos savants, c'est à ces noirs que revient d'avoir ouvert la voie où devaient courir leurs successeurs.

Nous ne pouvons qu'applaudir à ces exposés, mais nous aurions aimé également que le gouverneur général Reste nous parle de *l'essor présent des peuples noirs*, du Rassemblement démocratique africain, par exemple.

***

Je tiens maintenant à dire quelques mots de deux autres articles : « Faut-il choisir ? » et « Économie française ? Non, Économie mondiale ? Oui », dont le moins que l'on puisse penser est qu'ils ne contribuent pas à l'union des forces démocratiques.

Malgré une pseudo-objectivité qui tend à distribuer aux uns et aux autres critiques et louanges, ils se soldent en définitive par une adhésion aux thèses les plus réactionnaires, nationalement et internationalement, et à l'antisoviétisme tel qu'on le pratique à l'*Aurore*.

En lisant de tels conseillers et stratèges « intellectuels », on pense tout de suite à ce que disait Lénine :

> ... Ces raisonnements montrent surtout à quel point les hommes les plus sensés de la bourgeoisie se sont enferrés et ne peuvent plus s'abstenir de faire d'irréparables bêtises. Et c'est par là que la bourgeoisie périra. (*La Maladie infantile du communisme*, p. 50.)

Léon LAVALLÉE.

CAHIERS FRANCE-ROUMANIE

Plus dense que les précédents, le neuvième *Cahier France-Roumanie* d'août-septembre 1947 réussit à évoquer dans les courts articles qui le composent quelques aspects essentiels de la renaissance roumaine.

Un article de Pierre Hervé rappelle que les réactionnaires anglo-américains ont d'abord essayé de faire participer la Roumanie à un cordon sanitaire antirusse. Au lieu de préparer le second front, Churchill ne songeait-il pas, pendant la guerre, à une expédition dans les Balkans, « afin de maintenir l'Armée rouge hors d'Autriche, de Roumanie et même de Hongrie si possible » ? (Extrait de *Mon père m'a dit*, d'Elliott Roosevelt, cité par P. Hervé.) Aujourd'hui, parce qu'ils ont échoué, les successeurs de Churchill rejettent la Roumanie malgré elle dans un prétendu bloc oriental ! Les hommes qui veulent vraiment la paix n'admettent pas cette politique de division faite pour retirer à la Roumanie quelques-unes de ses amitiés traditionnelles, celle de la France en particulier.

La Roumanie — cela ressort nettement de ce neuvième cahier — est une nation en plein développement, liée au reste de l'Europe par des affinités multiples (voir en particulier une intéressante étude sur l'art populaire roumain de M. L. Réau, l'article sur la liberté de la presse de M. Constantinesco-Jassy, et l'échantillonnage intelligent des manifestations littéraires et artistiques roumaines de l'après-guerre).

Il est à souhaiter que les jeunes démocraties populaires multiplient les publications analogues à ces cahiers pour rompre la conspiration du silence organisée volontairement par la réaction à leur sujet.

Jeanne GAILLARD.

LA KAHENA

(Tunis, nos 5 et 6, 1er semestre 1946.)

La Kahena est la revue de la Société des écrivains d'Afrique du Nord. Il y est question, en principe, de littérature, philosophie, science et art. Mais la littérature l'emporte, comme le montre ce numéro qui comprend des vers et maximes, la suite d'une étude, non sans intérêt, sur l'origine des Berbères et d'agréables souvenirs sur Tunis d'autrefois, la ville de la fin du XIXe siècle.

J. DRESCH.

LES REVUES ÉTRANGÈRES

EXPRESION (Buenos Aires)

Parmi les nombreuses publications d'Amérique latine qui paraissent en ce moment, la revue *Expresion* tient une place de choix. Publiée dans la capitale argentine, cette revue a pour but

> d'être la tribune des inquiétudes nationales et le véhicule de la meilleure pensée étrangère. Face à l'irrationalisme qui s'efforce de faire disparaître l'avenir de l'Amérique dans le brouillard de la théologie, nous aspirons à réaffirmer ce rationalisme moderne qui anime d'un souffle la liberté, la fonction créatrice de l'intelligence.

Revue du rationalisme moderne, extrêmement vivante, les sujets d'actualité y tiennent une place importante : les problèmes de la critique littéraire et artistique d'aujourd'hui (nos 1, 2, 3, 7 et 8), les rapports de l'esthétique et de la politique (nos 3, 4 et 5), l'existentialisme et la lutte contre la raison (nos 3, 4, 6, 7 et 8), le problème allemand (nos 6 et 8). Les événements culturels européens, et tout particulièrement ceux de France, sont examinés et suivis de près. Ce n'est pas, en effet, par hasard qu'un des rédacteurs de la revue rappelle les paroles de Richard Wright :

> Bien que cela paraisse paradoxal, en 1947, l'Amérique du Nord représente le Vieux Monde.

Fait significatif, ces mots du grand écrivain noir américain sont reproduits dans une analyse du projet de réforme de l'enseignement supérieur en France proposé par Lucien Febvre. Le lecteur français trouve aussi plaisir à retrouver d'excellentes traductions des textes de Paul Langevin, Henri Mougin, A. Cornu, Jean Larnac, Joseph Billiet, parus dans *La Pensée*.

***

Dans le premier numéro, paru à la fin de 1946, Eugeni Almazov s'occupe des *Problèmes de la critique soviétique*. L'auteur fait part des discussions qui ont eu lieu récemment sur les nouvelles tâches auxquelles doivent faire face les critiques et les historiens de la littérature en U. R. S. S. et dont la *Literatournaia Gazeta*, de Moscou, s'est largement occupée. D'après G. Gukovski, il faut, d'une part, resserrer les liens entre les critiques et les historiens de la littérature. D'autre part, il faut planifier les travaux de recherches. Eichenbaum, qui s'oppose à ces projets de planification, souligne l'importance de l'élaboration des thèmes qui rapprochent l'histoire de la littérature de l'esthétique, de la linguistique et de l'étude des arts. Meilach attire l'attention sur l'importance de la psychologie du travail de création. Parlant du développement du goût esthétique, L. Grosman examine l'introduction dans les programmes scolaires de littérature, par le ministère soviétique de l'Éducation, de l'étude comparative des écrivains et des peintres. Alexander Beletski analyse les problèmes de l'élaboration d'une théorie de la littérature et propose la préparation d'un prochain congrès des historiens et critiques littéraires de l'U. R. S. S. Un tel débat, dans un pays « où la littérature fait partie des sujets d'intérêt public » — conclut Almazov — est un signe non seulement que la pensée y vit intensément, mais encore que les critiques et les historiens littéraires soviétiques se rendent compte de l'importance de leurs tâches et de leurs responsabilités.

Dans ce premier numéro, on trouve aussi l'étude de J. Larnac sur « Paul Valéry et la poésie pure », que nos lecteurs connaissent déjà. Encore sur des sujets littéraires, il nous faut signaler une admirable étude de Ralph Fox sur le rôle du héros dans le roman moderne, pleine de vues originales et pénétrantes, témoignage parfait d'une excellente application de la méthode scientifique à l'examen des problèmes littéraires. Une intéressante étude de N. Burgum nous fait bien comprendre la place prise par Theodor Dreiser dans la littérature américaine. L'analyse de quelques-uns de ses romans est particulièrement suggestive.

***

Parmi les sujets d'actualité, la « querelle de l'existentialisme » trouve aussi sa place dans *Expresion*. En plus d'une très correcte et élégante traduction de l'étude de Mougin, dont les lecteurs de *La Pensée* ont pu les premiers apprécier l'extrême lucidité et le ferme jugement, la revue argentine nous fait connaître un vigoureux article de Julio Alvarez del Vayo sur « L'existentialisme et la politique », dont nous regrettons de ne pouvoir donner ici que quelques brefs extraits :

Sartre est un homme trop de son temps pour ne pas sentir l'attrait irrésistible du prolétariat. Mais cet amour est sans réciprocité. Sans avoir lu Kirkegaard ou Heidegger, les ouvriers français ont une idée claire du monde dans lequel ils vivent ; un instinct profond les met constamment en garde contre la séduction de la doctrine de Sartre. Malgré qu'il ait affirmé que sa conception de l'homme ne diffère pas beaucoup de celle de Marx, la tendance de Sartre de n'examiner les objets qu'en tant que phénomènes ou représentations le rend suspect. Il prend sa place aux côtés de Husserl et des empiriocriticistes que Lénine a combattus il y a déjà bien des années... Que peuvent trouver les ouvriers dans un héroïsme sans contenu qui est la négation même de la vie, qui ne permet pas le jugement du passé social et n'apprend que des futilités sur l'avenir social ? Quel intérêt peut avoir pour une classe qui a devant elle la tâche concrète d'accomplir la révolution sociale l'affirmation défaitiste de Sartre : « Nous n'avons jamais été plus libres que sous l'occupation allemande » ?

Sur les prétentions politiques du chef de file de la version française de l'existentialisme, Alvarez del Vayo écrit :

J'ai l'impression que Sartre changerait avec joie l'*élite* qui le suit pour une de ces multitudes bruyantes et enthousiastes qui remplissent le Vélodrome d'Hiver à l'occasion d'un grand meeting politique.

Mais, pour des raisons diverses, Del Vayo ne croit pas que le rêve de Sartre « de devenir le guide de la renaissance politique de la France puisse se réaliser ». Et il ajoute :

La raison principale pour laquelle l'existentialisme a raté son intention d'attirer les masses est son manque de foi dans l'effort collectif prolongé, par lequel le peuple français a transformé la défaite en Résistance. Au lieu de rendre plus fort l'élan qui a conduit la nation à travers la plus terrible épreuve de son histoire, les existentialistes se complaisent à souligner les aspects tragiques de l'existence humaine, le destin de l'homme dont le dernier grand effort est celui de mourir. Ce sont là des sujets familiers, aussi vieux que le temps, des réflexions sur la misère et l'inutilité de l'existence humaine, périodiquement découvertes à nouveau par les philosophes de toutes les époques, exprimées d'habitude avec une lourdeur insupportable ou occasionnellement avec grâce et humour, comme dans le cas de Schopenhauer. La seule contribution de l'existentialisme a été d'introduire des théories perfectionnées par des psychologues modernes dans les vieilles lamentations pour expliquer la condition humaine... Sartre... est, avant tout, un irrationaliste incorrigible. La raison est son ennemie. Il laisse tout à l'intuition et à l'inspiration. Ses héros — comme le Mathieu des *Chemins de la liberté* — cherchent toujours en cours de route une émotion ou une inspiration qui le mène à l'action. La liberté, telle qu'elle est conçue par Sartre, ne présente aucune garantie de succès. Elle nous fait penser plutôt à la pénible ascension d'une montagne où celui qui monte se trouve à chaque instant menacé de tomber dans l'abîme, et dont le but final reste toujours caché par un voile de nuages. Cette sorte de liberté nie l'influence de la volonté de l'homme sur les actions humaines.

***

De l'existentialisme nous parle encore Pedro Weill Pattin dans son excellent « Miroir des revues », au sujet des déclarations d'Henri Lefebvre aux *Lettres françaises*. Dans son troisième numéro et sous le titre « Heidegger et le nazisme », *Expresion* publie quelques passages éloquents du discours prononcé par l'existentialiste allemand le 27 mai 1933 au moment de prendre la direction de l'Université de Fribourg qui lui avait été confiée par le gouvernement hitlérien.

***

Une autre question d'actualité qui a attiré l'attention des directeurs d'*Expresion* est le débat sur l'esthétique et la politique, auquel participèrent Aragon, Roger Garaudy, Elsa Triolet et Pierre Hervé. Y a-t-il une esthétique communiste ? Que faut-il entendre par réalisme et par réalisme socialiste ? Le lecteur doit à la revue de pouvoir suivre avec assez de précision l'essentiel des arguments développés et d'avoir sous les yeux les passages les plus significatifs où s'exprime la position de chaque auteur.

A l'occasion de la mort de Paul Langevin, *Expresion* a rendu son hommage, par la voix d'un membre de son comité directeur, Emil Troise, à celui qui fut « l'archétype d'un savant humaniste au service du peuple, d'un peuple qu'il voulait éclairé et actif dans la création de son propre destin ». Parlant de l'œuvre du grand disparu, Troise traduit et commente quelques passages de l'article paru dans le premier numéro d'avant guerre de *La Pensée* — « sa grande tribune littéraire » — dans lequel Langevin étudiait le pro-



blème du déterminisme dans la physique contemporaine. L'article d'hommage au fondateur de notre revue est suivi de la traduction de l'essai « Culture et humanités » paru dans *La Pensée*.

Diverses études particulières, des poèmes, des comptes rendus, une pièce de théâtre de l'écrivain soviétique Alexandre Afinoguenov, les rubriques : « Profil du temps », « La vie et le livre » et « Miroir des revues », corsent encore l'intérêt des huit premiers numéros de cette belle revue admirablement présentée : « Marxisme et idéologie », d'A. Cornu ; « Caractère et développement de la culture brésilienne », de Caio Prado ; « Un roman de l'irrationalisme », de Roberto Paz ; « Encore une fois Sarmiento », d'Hector P. Agosti, directeur de la revue ; « Réalité d'une fiction », de S. Horowitz ; « Souvenir d'Henri Mougin, de Hugo Lamel ; « La peinture et la dialectique », de Hans Platschek. Soulignons aussi un très beau texte de l'écrivain brésilien Jonge Amado, un choix de lettres de Marx et un commentaire à la correspondance de Marx et d'Engels.

Dans sa rubrique habituelle de revue des revues, P. W. Pattin s'occupe à deux reprises (nos 7 et 8) de *La Pensée*, dont il écrit qu'elle « est une des publications qui honorent le plus les lettres françaises ».

Littéraire au sens large du mot, revue de culture moderne, *Expresion* a toute notre sympathie. C'est dire que nous suivrons son développement avec le plus vif intérêt.

MAGALHÃES-VILHENA.

VERTICE (Coimbra)

Vertice est une revue portugaise qui se publie depuis quelques années. D'excellente présentation et avec une collaboration assez variée, d'un esprit vraiment actuel, cette revue exerce une forte influence sur le développement culturel de son pays. Fait très significatif pour nous, *Vertice* est un clair témoignage de la présence culturelle de la France dans le monde. En dépit de tout, et notamment de la pénétration culturelle anglo-saxonne qui, depuis le commencement de la seconde guerre mondiale, se fait sentir au Portugal, faisant suite à la pénétration économique déjà séculaire, c'est encore vers la vie intellectuelle française que l'« intelligentzia » de nombreux pays continue à jeter les yeux. Ce fait, que nous avons déjà pu signaler plus haut au sujet d'*Expresion* et que confirment encore d'autres revues d'Amérique latine que nous venons de recevoir, est admirablement illustré par le numéro spécial que la revue portugaise a consacré à l'art français et à la culture française. Nous reproduisons quelques passages de l'éditorial :

Au moment où l'on fera l'histoire de la culture portugaise contemporaine, jaillira en pleine lumière l'influence que la pensée progressive française exerça parmi nous à partir de 1936.

...Faisant honneur à la culture française moderne et progressive et témoignant la plus vive sympathie aux réalisateurs de cette culture, *Vertice* rend hommage à la France dans ce qu'elle a de meilleur : son intelligence plus humaniste et universelle que jamais, liée à son peuple, plus patriotique et progressive qu'elle le fut à aucun moment de son histoire. A la France de la « Renaissancefran çaise », *Vertice* exprime sa plus sincère admiration et sa plus profonde estime. Ainsi, se prolonge et s'avive, dans les rapports entre les deux peuples portugais et français, la compréhension et l'amitié existant entre les intellectuels des deux pays. A la France, exemple d'un pays que le dévouement patriotique et le sacrifice douloureux de son peuple et de ses intellectuels font renaître, *Vertice* présente, avec ce numéro spécial, la claire expression de ses vœux pour la prospérité de la grande nation latine qui reprend, comme il lui est dû, la place de grande nation dans le monde — *la place de la France* aimée de tous ceux qui sont épris de liberté.

Quelques noms français sont particulièrement chers au Portugais : Langevin, Jean-Richard Bloch, Politzer, Marc Bloch, Lucien Febvre, Aragon, Cassou, Georges Friedmann, Henri Lefebvre, parmi tant d'autres.

Parmi les écrivains, se détache l'influence morale de Romain Rolland, le grand maître aimé de tous les jeunes, le confident et le conseiller intime de tous les hommes qui aiment la paix et sont épris de progrès et de dignité.

Plusieurs textes d'auteurs français sont présentés dans ce numéro : « Les Bourgeois de Paris », de Romain Gary ; « En mémoire de quelques écrivains français », par Jean Cassou ; « Les tendances actuelles de la musique française », par Louis Sauguer. Des poèmes de Paul Éluard, Jean Cassou, Léon Moussinac, J. Supervielle, dans l'original et en traduction. « La Chanson du sixième hiver », d'Aragon, fut mise en musique par le grand compositeur portugais Fernando Lopes Graça.

Une très large place est réservée dans ce numéro au Congrès de la pensée française au service de la paix ; on publie de larges extraits des interventions de Langevin,

Prenant, Éluard, Cassou, Aragon, Moussinac, Vercors et Auricoste.

Plusieurs études ont pour but de faire connaître au public portugais quelques aspects de la culture française actuelle. Signalons notamment ceux qui concernent l'École de Paris, les écrivains français dans la clandestinité, la reconstruction économique de la France, la philosophie au service de la Renaissance française, le cinéma.

D'excellentes reproductions de Cézanne, Léger, Lhote, Picasso, Taslitzky, Gromaire et Despiau illustrent ce numéro.

***

Depuis, sept autres nous sont parvenus. Dans chaque numéro, quatre rubriques attirent l'attention du lecteur : l'éditorial, la littérature et l'art, science et technique et panorama.

Parmi les différents articles, quelques-uns du moins sont à retenir. Citons : « Une conception de l'univers », de Rodrigues Martins, analyse critique pénétrante et détaillée du livre *Vers une conception physique de l'univers* de Weitzsäcker, physicien nazi et existentialiste ; « Sur la notion du populaire dans la musique », de Lopes Graça ; « Jean-Richard Bloch est mort », de J. Namorado ; une étude de Rodrigo Soares sur Unamuno, celle de Luiz Alburquerque sur « Verney et la Vraie méthode », ainsi que l'étude de Fernando Pinto Loureiro sur « Napoléon et le Portugal ». Nous relevons encore la traduction de l'article *L'attitude rationaliste*, de René Maublanc, paru dans *La Pensée*. Quelques critiques littéraires attirent aussi notre attention, notamment celles signées par Oscar Lopes et António José Saraiva. Plusieurs poèmes, des nouvelles, des extraits de romans et de nombreuses notes sur des questions d'actualité contribuent encore à donner à cette revue tout son intérêt.

MAGALHÃES-VILHENA.

LE MONDE FRANÇAIS (Montréal-Paris, Juin et Juillet 1947).

La revue est toujours aussi éclectique. Les articles promènent le lecteur du Canada aux Indes en passant par l'Angleterre, la Belgique ou l'Algérie : mais ils traitent également art et littérature, et les chroniques sur le mouvement artistique ou littéraire sont sérieusement faites. On n'y fait pas, soi-disant, de politique. Mais on y parle d'histoire et on y suit les questions d'actualité, surtout celles qui intéressent la France. Un conseiller d'ambassade, Marcel Guiard, prétend révéler les mystères de la lutte entre Staline et Trotski.

Fumisterie et calomnies...

Ailleurs, M. Borgeaud intitule son article « Défense et illustration de l'Algérie française » ; il reprend en effet avec fidélité les arguments des milieux d'affaires... modérés. Quant à la chronique du Maroc, on y retrouve les expressions souvent entendues ces temps-ci sur la nécessité d'adopter une attitude énergique, d'éviter toute concession, notamment la reconnaissance du droit syndical, et de lutter contre le Parti communiste marocain, car « au Maroc, comme ailleurs, le communisme est anti-français ». Voilà qui est clair. Une fois de plus le masque de l'impartialité et de l'éclectisme couvre la politique la plus étroitement réactionnaire.

J. DRESCH.

LES LIVRES

Jean Bernard : **La Pénicilline.** Corrêa, 1947, « Les grandes découvertes scientifiques », in-16, 192 pages.

Peu de découvertes thérapeutiques ont eu le retentissement de celle qui a été à l'origine de la pénicilline. Un nouveau chapitre de la thérapeutique moderne, celui des antibiotiques, fut ouvert par la découverte de Flemming et, si l'on assiste depuis à l'apparition de toute une série de nouveaux antibiotiques, dont certains de synthèse, la pénicilline reste encore le plus efficace.

Depuis la Libération, plusieurs monographies ont été consacrées à la découverte de la pénicilline, à ses propriétés, à son utilisation thérapeutique. Mais celle que nous présente Jean Bernard est certainement la plus réussie. Elle intéressera non seulement les spécialistes, mais aussi le large public.

L'auteur présente d'abord, d'une manière vivante, l'histoire de la pénicilline. Si la découverte de la pénicilline et de son activité antibiotique date de 1928, il a fallu attendre la guerre de 1939 et les travaux de l'équipe des biochimistes d'Oxford, avec Florey et Chain, pour aboutir à l'utilisation thérapeutique et à la production industrielle. En France, la pénicilline fut connue d'abord par les émissions médicales de Radio-Londres et, sur la base de ces simples indications, Frédéric Nitti réussit à préparer, à l'Institut Pasteur, une pénicilline française. Au moment de la Libération, les médecins américains furent très surpris de trouver les bactériologistes français au courant de la question et ayant même réussi en certains domaines des progrès inédits.

Un important chapitre est consacré à l'utilisation de la pénicilline chez l'homme : chez les blessés, les vénériens, dans les infections microbiennes et notamment dans les septicémies. Si elle agit sur de nombreux microbes, la pénicilline est malheureusement sans action dans un certain nombre de maladies et surtout dans la tuberculose et le cancer.

La pénicilline est actuellement préparée industriellement à partir des souches d'un champignon du groupe des ascomycètes, le *Penicillium notatum*. Mais le problème à l'ordre du jour est celui de sa production synthétique. La constitution chimique de la pénicilline est actuellement connue, et de petites quantités ont pu être produites par voie synthétique. Il est probable qu'un avenir prochain amènera le remplacement des procédés biologiques actuels de production par une fabrication synthétique.

Après avoir étudié les propriétés physiques, chimiques et biologiques de la pénicilline, l'auteur consacre un dernier chapitre aux problèmes de l'avenir de la pénicilline et des antibiotiques, montrant les immenses possibilités ouvertes par la découverte de Flemming.

D'une lecture facile et agréable, le livre de Jean Bernard se recommande à tous ceux qui désirent être informés sur l'événement le plus important survenu en médecine, depuis les découvertes de Pasteur.

Dr Victor Lafitte.

Guy Souillet : **Pays et paysans de Haute-Bretagne.** Préface de M. Albert Dauzat. Un volume de 68 pages, Imprimerie Simon, Rennes, 1946.

Nous avons ici un bon exemple des résultats auxquels il est possible de parvenir dans l'étude du peuplement et de la mise en valeur du sol, en employant la toponymie et en renforçant ses résultats par la connaissance des lieux comme par les témoignages de l'archéologie et de l'histoire.

L'ouvrage, plus modeste que le titre ne le laisserait supposer, est consacré à la commune de Laillé, située à une quinzaine de kilomètres au sud de Rennes. Il débute par une rapide étude du cadre physique, quelque peu schématique (il n'est rien dit du climat).

L'auteur aborde alors l'histoire du peuplement et de la mise en valeur, à l'aide de l'étude des noms de lieux, du néolithique à l'époque gauloise, puis les défrichements à l'époque gauloise. Retenons ensuite un intéressant essai de reconstitution de la structure agraire d'un *fundus*, ancien domaine gallo-romain, dont la trace persiste encore dans le dessin quadrillé des champs et des chemins se coupant à angle droit (ainsi apparaît la « sereine pérennité de nos chemins et de nos champs »), et dont le paysage ouvert, largement aéré, était celui des *champagnes* du Bassin parisien ou du Nord et de l'Est de la France : les Gallo-Romains n'ont pas connu le bocage breton, qui est bien une création historique.

Des invasions franques, la commune n'a pas gardé trace dans sa toponymie, phénomène qui ne lui est pas particulier, mais qui est général en Haute-Bretagne. La conquête franque n'a pas brisé dans l'Ouest les vieux cadres agraires, Au IXe siècle, l'antique *fundus* gallo-romain est continué par la *villa* carolingienne. Les invasions normandes ruinent la communauté rurale de Laillé. Elle se reconstitue à partir du XIe siècle ; les défrichements reprennent sous l'impulsion des moines. Cet essor agricole se marque dans la commune par l'abondance des toponymes formés à l'aide d'un nom d'homme et des suffixes *ière* et *ais*. Une trentaine d'exploitations nouvelles se créent. Après une concentration temporaire de l'habitat, due aux invasions normandes, le mouvement de dispersion reprend.

La guerre de Cent ans met fin à cette prospérité. Laillé disparaît. Sur l'emplacement du bourg s'étend un pâtis. Il faudra attendre le XVIIe siècle pour qu'une église paroissiale s'élève à nouveau sur le site primitif du village.

Ainsi, l'auteur nous fait saisir par un exemple restreint, certes, mais avec une méthode très sûre, ce lent travail par quoi s'est fait notre pays. « Nul hiatus, disait Camille Jullian, ne sépare la Gaule la plus lointaine de la France d'aujourd'hui. » Souhaitons que de semblables études se multiplient, par quoi s'éclairent les rapports du paysan et de sa terre, et qui rendront possible un jour cette histoire rurale de la France dont Marc Bloch nous avait donné l'introduction.

Albert SOBOUL.

H. B. GISEVIUS : **Jusqu'à la lie (t. I).** Paris, Calmann-Lévy, édit., 1947, in-8, 364 pages.

On a beaucoup parlé de ce livre lors de sa publication en langue allemande. On a voulu y voir un document sensationnel, qui nous apportait enfin les révélations tant attendues sur les comportements secrets de la dictature nazie. Il est vrai que l'auteur s'était fait avantageusement connaître par sa vigoureuse déposition au procès de Nuremberg, et qu'on le savait ancien fonctionnaire de la police prussienne, voire de la Gestapo, donc témoin particulièrement informé. Le volume vient de paraître en traduction française ; je l'ai lu avec attention, et je ne puis cacher ma déception.

Eh quoi ! Voici un Allemand qui, sans avoir beaucoup approché Hitler, a fréquenté Gœring, Gœbbels, Himmler, Heydrich, a connu et bien connu les principaux ministres nationaux-socialistes, les dirigeants des services policiers et de contre-espionnage, a été reçu par les grands chefs de l'armée allemande et, en raison des nombreuses missions qui lui ont été confiées, a noué des relations étroites avec les administrateurs provinciaux et municipaux ; voici un ennemi déclaré des nazis, particulièrement actif, entreprenant, un peu remuant peut-être, qui, dès 1933, est parti secrètement en guerre contre eux, qui a eu mille possibilités — celles qui s'offraient à lui et celles qu'il s'assurait non sans danger — de connaître tout l'envers du décor

de pénétrer vraiment dans les coulisses du régime, et savez-vous quelle interprétation il nous propose de l'histoire du IIIe Reich ? Hitler est un envoyé du diable, et son aventure ne fut qu'une entreprise démoniaque, satanique, qui, en fin de compte, a échoué. Écoutez plutôt :

Extérieurement, il [Hitler] semble dominer Dieu et le monde ; en réalité, il ne fait que fuir devant lui-même. Et, plus il menace de mort et de ruine le peuple d'Ahasvérus, dans des convulsions de rage, plus il apparaît que cet envoyé des puissances sataniques ne fait que lutter contre son horrible destin, qui est d'entraîner à l'abîme, derrière lui, dans une succession de triomphes, un peuple assujetti par le sang et la magie. (P. 224.)

Et encore :

Car personne n'ignore plus jusqu'où ces monstres effroyables ont conduit l'Allemagne, ces monstres dont le crime le plus grand n'est peut-être pas d'avoir couvert le pays tout entier de ruines et de décombres, mais d'avoir vendu au diable, pour prix de leurs orgies, les âmes de soixante millions d'hommes. (P. 47.)

D'abord, on est tenté de sourire. Mais on se reprend vite à considérer que Gisevius, avec ses révélations prétendument retentissantes, est entré à son tour dans le jeu des hommes politiques, écrivains, propagandistes, agitateurs, qui, en tous pays, travaillent à tendre, sur les responsabilités du peuple allemand, un complaisant mais inquiétant rideau de fumée, qu'il participe à la vaste entreprise de camouflage bien faite pour fausser, à la veille du règlement de comptes, les justes positions d'un problème qui doit être clairement résolu. Avec quelle complaisance il s'étend sur les atrocités perpétrées par le sinistre trio : Gœring, Himmler, Heydrich ! Après tout, ils ont expié : la cause de Dieu l'a emporté...

Une autre remarque s'impose. Dans maints passages, Gisevius dénonce le caractère révolutionnaire du Parti nazi. Quand il écrit :

Dans le domaine économique disparaissent tous les freins qui eussent pu empêcher le passage au collectivisme ; on a jeté les bases qui permettront d'opérer ce nivellement des hommes et des valeurs que chaque révolution doit réaliser si elle veut briser toutes les résistances, créer de nouveaux modes de vie, en un mot aller jusqu'au bout. (P. 231.)

Le stérile nivellement de la pensée et des attitudes extérieures, l'uniformisation de la vie spirituelle et professionnelle, l'étouffement de toute individualité, et surtout de toute personnalité, tout cela n'a plus rien à voir avec l'ordre, avec la discipline, avec l'accomplissement du devoir, avec le socialisme. La terreur veut se frayer un chemin sanglant, dont le but est la révolution. (P. 281.)

le diagnostic n'est pas difficile. Gisevius n'est ni un démocrate, ni un libéral ; il est un partisan de l'ordre établi, il s'affirme contre-révolutionnaire ; et, s'il a l'air d'être « antinazi », c'est parce qu'il voit stupidement dans le régime nazi un facteur de révolution. On ne risque guère de se tromper si on le tient pour un authentique représentant de cette classe bourgeoise allemande qui n'a pas pardonné à la République de Weimar, et à plus forte raison au régime hitlérien, de n'avoir pas restauré, et même d'avoir empêché (par les formes brutales et cyniques de la domination de classe) qu'on puisse restaurer le bon vieux régime impérial de Guillaume II, où, d'un commun accord, hobereaux de l'Est, chefs militaires, grands administrateurs, haute bourgeoisie nationale s'accordaient à maintenir l'autorité de l'État et conjuguaient leurs efforts pour affirmer, en Europe d'abord, dans le monde ensuite, l'irrésistible puissance allemande. Faut-il s'étonner, dans ces conditions, que Gisevius ne fasse aucune mention de la politique étrangère d'Hitler et qu'il ne paraisse pas soupçonner l'importance des problèmes social et économique de l'Allemagne nazie ?

Résignons-nous. S'il faut reconnaître à ce livre une valeur de document historique, c'est seulement parce qu'il nous apporte des renseignements inédits, d'ailleurs pleins d'intérêt, sur les trois épisodes longuement racontés : l'incendie du Reichstag, les massacres du 30 juin 1934, enfin la liquidation des généraux von Blomberg et von Fritsch à la faveur d'une machination policière. On en retiendra particulièrement

l'attitude des ministres, hauts fonctionnaires, généraux, qui, pleins de mépris et de haine pour les dirigeants nazis, n'ont su que se figer dans l'attitude rassurante du garde-à-vous ou obéir aux ordres avec un énergique, mais inefficace claquement de talons.

Sylvain MOLINIER.

Louis BRUNOT : **Pologne d'hier et d'aujourd'hui.** Paris, 1947, Éditions « Raisons d'être ».

Dans *Pologne d'hier et d'aujourd'hui*, M. Louis Brunot montre ce que peut être l'histoire à l'usage du peuple. Non pas un condensé d'érudition, ni une compilation pure et simple, — M. Brunot encadre soigneusement ses références de manière à leur donner une nouvelle vie, — mais un exposé synthétique embrassant les lignes directrices du paysage historique.

Il est possible de discuter la méthode d'exposition utilisée ; l'auteur a choisi un mode explicatif un peu abstrait, un peu décharné. Or, le peuple aime les récits ; chez nous le plus grand historien populaire est encore Michelet, à cause de sa puissance évocatrice. En lisant les passages du livre de M. Brunot relatifs à la lutte nationale des Ukrainiens contre les Polonais, certaines pages du *Tarass Boulba* de Gogol me venaient tout naturellement à l'esprit...

Ces remarques ne sont pas tout à fait une critique. M. Brunot disposait de 250 pages pour toute l'histoire de la Pologne. Son livre a au moins le mérite d'amener le lecteur à réfléchir sur les méthodes de l'histoire populaire et de lui apprendre, grâce à une méthode très sûre, les éléments fondamentaux de l'évolution polonaise.

Et d'abord l'auteur distingue tout au long du livre les classes dirigeantes, dont la domination s'est constamment appuyée dans le passé sur les pires ennemis de leur pays, et le peuple polonais qui n'a cessé de lutter conjointement pour la libération nationale et l'émancipation des classes opprimées. Cette distinction élémentaire manque à la plupart de nos livres scolaires. Elle est pourtant nécessaire à qui veut comprendre la Pologne d'aujourd'hui. Celle-ci continue en ligne directe, non pas les magnats et les « colonels », mais le peuple polonais. M. Brunot montre que la République populaire, loin d'imiter un modèle étranger comme on le prétend parfois, s'est donné des institutions conformes au développement historique propre à la Pologne. Ainsi le décret sur le morcellement des grands domaines réalise un vœu séculaire des paysans auxquels il rend la terre. (On aurait aimé savoir pourquoi les domaines ecclésiastiques n'avaient pas été partagés, mais ce petit livre, très dense, laisse souvent le lecteur sur sa faim.)

Sur l' « opposition polonaise », un récit rapide, mais appuyé de quelques documents essentiels, fait le point. Impossible de considérer Anders et consorts comme les ultimes défenseurs de la liberté contre la dictature. Ils ne sont que les représentants d'une « caste rétrograde », acculée au terrorisme et — comme par le passé — complice de l'étranger.

La conclusion de M. Brunot s'impose aussi au lecteur. C'est l'intérêt français le plus évident d'accepter l'alliance d'une Pologne libre, stable et forte, décidée à lutter contre un retour offensif du fascisme et à consolider la paix.

Jeanne GAILLARD.

Maurice RECLUS : **Jules Ferry,** Paris, Flammarion, 1947.

Après Alfred Rambaud et Maurice Pottecher, M. Maurice Reclus — de l'Institut — donne à son tour une biographie de Jules Ferry. Il manquait, dit-il en substance dans son introduction, un portrait vivant de l'homme d'État.

Son ouvrage est copieux, plus de 400 pages, et il offre des développements intéressants sur les périodes moins connues de la vie de Jules Ferry, comme son opposition à Boulanger. Cependant, on ne trouve pas dans le livre de M. Reclus les points de vue nouveaux et les développements qui seraient nécessaires à une étude en profondeur du personnage. L'auteur connaît les textes, mais il ne les analyse

pas, ou il le fait si vite que le lecteur regrette de ne pouvoir y recourir lui-même, faute de références auxquelles M. Reclus a volontairement renoncé pour ne pas alourdir son livre.

Tant pis. Il nous manque toujours l'ouvrage qui situerait Jules Ferry non pas sur un socle mais dans l'histoire. Voyons donc la nouvelle version de la statuaire officielle : M. Reclus nous présente un Jules Ferry noble de sentiment, parce que spiritualiste en dépit de sa laïcité (p. 214); cartésien, parce qu'il sut analyser les difficultés pour les résoudre, ce qui est vrai; national, parce que supérieur aux partis, ce qui est une définition tout à fait contestable, etc.

Il se trouve que cette effigie de cérémonie laisse transparaître un autre Jules Ferry plus consistant, plus véridique. Mais c'est au lecteur de le recomposer à l'aide des détails biographiques rapportés par M. Reclus. Ce Jules Ferry, avant de s'abstraire dans les idées générales qui font un front si noble à l'effigie officielle, étudia assidûment le développement du capitalisme et l'évolution de la bourgeoisie; et, même s'il n'en faisait pas lui-même, il connaissait les affaires. Page 50, M. Reclus le montre sous l'Empire en relations avec Dorian le maître de forges ; page 62, toujours sous l'Empire, il va à Decazeville et Villefranche « étudier » les grèves ; avocat d'affaires, il plaide à Constantinople. Élu député en 1876, pour la seconde fois, il ne tarde pas à présider la commission des tarifs douaniers et fait « un important voyage d'études dans les régions industrielles du Nord » (p. 143), etc.

Cette étude des questions économiques, Jules Ferry ne la cessa jamais, bien qu'il ne se piquât point d'être spécialiste, mais il l'estimait nécessaire à un homme d'État soucieux des problèmes politiques et culturels du monde moderne. Voilà pourquoi le lecteur voudrait connaître les notes de Jules Ferry, ses rapports, bref retrouver les éléments de ses idées générales, mais, hélas ! M. Reclus ne tire aucun parti de ces activités terre à terre.

Il en résulte que son Jules Ferry paraît un empirique à poigne, alors qu'il était un homme de principes ; le positivisme nuancé de tolérance et de spiritualisme qui fut le sien reste en porte à faux ; sa doctrine coloniale paraît à M. Reclus « un bel arbre sans racine », jailli *ab nihilo* du cerveau de son personnage. Quant à son modérantisme politique, il devient le banal assagissement d'un républicain de l'opposition, devenu « républicain de gouvernement ». Comme si Jules Ferry ne s'était pas expliqué sans équivoque sur le double aspect de sa pensée politique ! En 1873 déjà, alors qu'il se proclamait « conservateur », il n'en déplorait pas moins que la France fût « dans les vieilleries jusqu'au cou ». Les vieilleries liquidées après 1880, il écrit : « Nous pouvons *maintenant* faire de la politique *modérée* » (p. 283). Il n'a pas changé. Et, en 1888, il est à la fois l'ennemi des radicaux et celui de Boulanger.

Mais visiblement M. Reclus trouve encore son héros trop hardi, et il souligne à plaisir un conservatisme banal qui n'eût pas mérité à Jules Ferry une place dans l'histoire. Décrit-il l'œuvre scolaire ? il insiste sur sa modération et non sur sa convenance à des conditions économiques nouvelles ; l'œuvre coloniale ? il la montre conforme à la politique des frontières traditionnelles plutôt qu'aux exigences de l'impérialisme naissant. Il fait de Jules Ferry un réactionnaire à la mode de 1947. C'est un anachronisme évident. En vérité, ce bourgeois de grande allure méritait mieux qu'une place au Panthéon des vieilles gloires républicaines, où les réactionnaires de la IVe réchauffent leur culte pour la IIIe et justifient leur propre modérantisme en affadissant les ancêtres.

Jeanne GAILLARD.

André WURMSER : **De Gaulle et les siens.** Paris, Éditions « Raisons d'être », 1947. Un vol. in-16 de 248 pages.

Ce volume est difficile à trouver en librairie, car une campagne vigoureuse de boycottage et de menaces a été menée contre lui, comme il fallait s'y attendre. Raison de plus pour tout esprit libre de se le

procurer. Tous les lecteurs de *La Pensée* ont le devoir de le lire. Certains sans doute ont déjà lu les fragments importants qui en ont paru dans *Ce Soir* ; mais l'ensemble de l'ouvrage, beaucoup plus développé, mérite d'être lu et médité.

André Wurmser, avec toute la verve et le talent qu'on lui connaît, présente une série impressionnante de documents sur la famille, l'éducation et les ouvrages du général de Gaulle, et surtout sur l'invraisemblable ramassis d'aventuriers réactionnaires qui formaient son entourage à Londres et sur la frénésie antirépublicaine qui les animait. Nous avons tous — et souvent pendant l'occupation même — entendu raconter des histoires lamentables, et pourtant d'une authenticité incontestable, sur les intrigues mesquines et malpropres qui agitaient les milieux de la France libre et sur les humiliations réservées aux patriotes démocrates qui s'y trouvèrent engagés [1] ; en attendant qu'une histoire définitive puisse en être faite, *De Gaulle et les siens* nous apporte de quoi éclairer plus complètement notre lanterne.

Beaucoup de braves gens s'étonnent aujourd'hui, en constatant que le général de Gaulle, après avoir personnifié de 1940 à 1944 la volonté française de survivre à la défaite et à l'esclavage et incarné l'espoir de la libération, soit aujourd'hui devenu le chef d'un mouvement fasciste, que ceux qui l'acclament et le suivent, en dehors de quelques aventuriers renégats, comme Soustelle et Malraux, et des naïfs qui comprennent toujours avec des années de retard, soient à peu près tous des réactionnaires avérés, et que beaucoup soient même d'anciens « collaborateurs », admirateurs de Hitler et de Mussolini, ou du moins des admirateurs du traître Pétain. Ils ne comprennent pas comment, selon l'expression de Wurmser, « le gaullisme, qui fut le patriotisme, est devenu un complot permanent contre la République ». (P. 137.)

Qu'ils lisent le livre de Wurmser ; ils y verront comment, dès le début, les visées personnelles du général de Gaulle faussèrent le sens de son action,

> d'une action qui fut menée, certes, dans le sens de la libération de la patrie, mais avec ce but final, dont la poursuite détermina toutes les démarches du clan : la prise du pouvoir. (P. 65.)

Ils y verront comment la mégalomanie, l'ambition démesurée, l'ignorance et le mépris du peuple ont fait avorter un destin qui aurait pu être glorieux et profitable :

> Il pouvait, unanimement élu par tous les partis, faire servir son nom, dont, qu'il le voulût ou non, nous avions fait le symbole de notre unité, au maintien de cette unité. Cela n'eût pas manqué de noblesse.
>
> Mais il a préféré devenir le successeur du colonel de La Rocque. C'est dommage. On nous dira que le général écrit beaucoup mieux que le colonel, — c'est incontestable [1], — que les services rendus à la patrie par l'un et par l'autre ne sont pas comparables. C'est vrai : le général est tombé de plus haut. (P. 222.)

Et cela peut être l'occasion de réfléchir sur le vieux thème classique du rôle des grands hommes dans l'histoire. André Wurmser écrit là-dessus des phrases fort pertinentes :

> C'est, avant tout, parce que son attitude répondait au patriotisme du peuple français que le sous-secrétaire d'État du ministère Reynaud devint le « général de Gaulle ». Mais nous mesurons la distance qui sépare ces « ambitieux » parvenus « au premier rang » des grands guides des nations modernes, tels Lénine pendant la Révolution russe ou Roosevelt du *New Deal* à la victoire. Ceux-ci groupent autour d'une pensée, d'un idéal dont ils sont les plus dignes représentants, l'élite d'une nation, puis cette nation tout entière. Ils sont respectés, certes, et peut-être obéis, mais non par dévouement fanatique à leur personne, non par complicité avec leurs visées ambitieuses, mais

---

1. Je me souviendrai toujours, pour ma part, des confidences que me fit tristement mon ami Jean Cavaillès après son premier voyage à Londres et son premier contact avec de Gaulle et son entourage.

1. Encore faudrait-il expliquer par quel singulier abus de langage de Gaulle a pris l'habitude de nommer « séparatistes » les patriotes communistes. A moins qu'il entende par là — c'est le seul sens intelligible — ceux qui veulent séparer le destin de la France de l'impérialisme américain...

parce que « les leurs » ont reconnu en eux les meilleurs serviteurs d'une doctrine. Au contraire, l'ambitieux, même si son action a quelque temps coïncidé avec le vœu d'un peuple, et si, par là, il s'est provisoirement mêlé aux vrais « grands hommes », ne peut grouper autour de *sa personne* qu'une clique d'intrigants, à la fois soumis et associés à leur maître, prêts à tous les reniements, à toutes les forfaitures, et plus de complices que de disciples ! La médiocrité de l'entourage immédiat du général s'explique ainsi : médiocrité intellectuelle, médiocrité morale... (P. 136.)

Mais d'autres leçons, d'un intérêt moins philosophique, se dégagent de ce livre. On y peut suivre de façon assez complète les avatars, depuis 1940, des hommes de la Cagoule : les uns travaillant à Vichy sous les ordres du maréchal, les autres travaillant à Londres (particulièrement au B. C. R. A.[1]) sous les ordres du général. Il est arrivé tout simplement que ceux des premiers, beaucoup trop nombreux, qui ont, après la libération, échappé au peloton d'exécution ou à la prison ont rejoint les seconds dans le prétendu Rassemblement du peuple français. Et cela nous amène à revenir sur un passé récent. Je m'honore d'avoir, avec quelques amis, dont André Wurmser, tenté dans plusieurs brochures d'alerter l'opinion sur la gravité de ce complot cagoulard, parmi les ricanements des imbéciles qui parlaient de complot d'opérette : tout homme de bonne foi doit reconnaître aujourd'hui que les hommes de la Cagoule, si obscurs et falots qu'ils parussent, représentaient un danger réel et que, si on les avait empêchés de nuire avant 1939, les choses auraient pu prendre une autre tournure. Il n'est pas inutile de s'en souvenir au moment où les mêmes imbéciles recommencent à ricaner à propos des nouveaux complots du Plan bleu.

On trouvera aussi dans le livre de Wurmser des détails édifiants sur la façon dont la Résistance extérieure, de Londres et d'Alger, chercha à minimiser, à freiner, à paralyser, enfin à laisser ignorer la Résistance intérieure, qui était une Résistance républicaine et démocratique, animée avant tout par les communistes :

Heureusement, le peuple français se battit sans autorisation, et rien ne traduit mieux le dépit qu'il provoqua que ce petit fait peu connu : le ministère de l'Information d'Alger a retardé la nouvelle de la libération de Paris... jusqu'à ce que les chars de Leclerc aient fait leur entrée dans la ville. (P. 157.)

Depuis, des faits plus graves ont été divulgués, notamment l'affaire du Vercors : ici encore, on ne connaît qu'une partie de la vérité, et il faut souhaiter que bientôt, comme le laisse entendre Wurmser, le dossier complet puisse être ouvert devant nous.

La fin de l'ouvrage nous montre comment de Gaulle, qui ne cessa de manifester son hostilité à Roosevelt, est prêt au contraire à souscrire à toutes les exigences de Truman. Depuis que le livre a paru, des preuves éclatantes nous en sont venues ; mais un autre danger aussi est apparu, dont Wurmser ne pouvait pas parler. Il ne suffit plus de mettre en garde contre le « gaullisme avec de Gaulle » ; c'est aussi, selon la juste expression que Georges Cogniot a le premier employée ici même, du « gaullisme sans de Gaulle » qu'il faut nous prémunir, c'est-à-dire du dangereux mirage d'une « troisième force » qui prétend tenir le juste milieu entre l'asservissement à l'impérialisme américain et la véritable démocratie progressive. Car il ne peut y avoir, en vérité, de troisième force alors qu'il n'y a que deux politiques.

René MAUBLANC.

1. « Ne disons pas : le B. C. R. A. est cagoulard ; ce serait absurde. Disons plus simplement : les ennemis de la République ont mis la main sur le B. C. R. A. » (P. 71.)

V. I. LÉNINE : **Que faire ?** Paris, Éditions sociales, 1947, 190 pages.

Écrit à la fin de l'année 1901, *Que faire ?* fut publié pour la première fois en mars 1902 à Stuttgart. Cet ouvrage développait les idées exprimées dans un article de l'*Iskra* : « Par où commencer ? » et posait le problème de l'organisation d'un part

unique de la classe ouvrière. Avant d'analyser rapidement le contenu de ce livre capital de Lénine, il est nécessaire de le situer dans la vie et l'œuvre de celui-ci.

L'histoire de la social-démocratie russe se divise, antérieurement à l'époque où *Que faire ?* fut écrit, en trois périodes très distinctes. La première, de 1884 à 1894, a vu naître et se fortifier la théorie et le programme de la social-démocratie. « qui en était encore, comme parti politique, à la période intra-utérine ».

La deuxième dure trois ou quatre ans, de 1894 à 1898 ; c'est la période d'enfance et d'adolescence qui voit la social-démocratie, de mouvement social, devenir un parti politique répondant à la poussée des masses populaires.

La troisième, enfin, voit le mouvement continuer de croître et faire d'immenses progrès, s'étendre à travers toute la Russie et toutes les couches de la population, cependant que les dirigeants se dispersaient et

retardaient, du point de vue théorique comme du point de vue pratique, s'efforçant de justifier leur retard par toutes sortes de raisons supérieures, qui ravalaient le social-démocratisme au niveau d'un « trade-unionisme » périmé.

C'est au milieu de cette époque de désagrégations et d'errements que Lénine écrit *Que faire ?*.

Six ans auparavant, Lénine avait réussi à grouper la vingtaine de cercles ouvriers marxistes de Pétersbourg en une seule « Union de lutte pour la libération de la classe ouvrière », qui représentait, selon le mot de Lénine lui-même : *le premier sérieux embryon d'un parti révolutionnaire s'appuyant sur le mouvement ouvrier.*

Lénine, arrêté en décembre 1895, emprisonné à Pétersbourg puis déporté en Sibérie, ne put assister en 1898 à Minsk au Ier Congrès du Parti ouvrier social-démocrate de Russie (P. O. S. D. R.), qui proclamait la création de ce Parti. Toutefois, si cet acte formel était destiné à jouer un grand rôle du point de vue de la propagande révolutionnaire, le congrès n'avait pu rattacher par des liens d'organisation tous les cercles marxistes. Il n'y avait pas encore de ligne unique dans le travail des organisations locales, ni programme, ni statuts du Parti. Il n'y avait pas non plus de direction émanant d'un centre unique. Ce qui créa les conditions favorables au renforcement d'un courant opportuniste, l'« économisme », au sein du mouvement ouvrier, et accentua le désarroi idéologique dans les unions locales.

Rentré de sa déportation en Sibérie au début de 1900, Lénine s'attacha à réaliser le projet de fonder un grand journal marxiste illégal pour toute la Russie. Seul, ce journal pouvait lier entre elles les organisations marxistes disséminées et préparer la création d'un parti véritable. En décembre 1900, Lénine réussissait à faire paraître le numéro 1 de *Iskra* (*L'Étincelle*). Dans le numéro 4 de l'*Iskra*, en mai 1901, il publiait « Par où commencer ? », dont quelques mois plus tard il développait dans *Que faire ?* les grandes lignes.

Après avoir précisé que le point de départ, le premier pas pratique vers la création véritable du Parti ouvrier social-démocrate russe, était la fondation d'un journal : « fil essentiel dont nous puissions nous saisir pour développer, approfondir et étendre notre action », Lénine affirme d'abord qu'il ne saurait y avoir de mouvement révolutionnaire solide sans une organisation stable de dirigeants, qui assure la continuité du travail, et, ensuite, que plus nombreuse est la masse spontanément entraînée dans la lutte, plus impérieuse est la nécessité d'avoir une telle organisation, plus cette organisation doit être solide et composée principalement d'hommes ayant pour *profession* l'activité révolutionnaire.

Puis il fixe le but final du Parti : renversement du capitalisme et instauration du socialisme ; et l'objectif immédiat : renversement du tsarisme et instauration de l'ordre démocratique.

Pour cela, la tâche essentielle à ses yeux est de dresser la classe ouvrière, de dresser le peuple entier pour la lutte contre le tsarisme et de jeter bas le tsarisme en tant

que premier et sérieux obstacle dans la voie du socialisme.

Nous ne devons pas oublier, écrit Lénine, que la lutte contre le gouvernement pour des revendications partielles, la bataille pour arracher des concessions partielles, ne sont que de petits engagements avec l'ennemi, de petites escarmouches d'avant-postes, et que la bataille décisive est encore à venir. Devant nous se dresse dans toute sa force la citadelle ennemie. Nous devons prendre cette citadelle, et nous la prendrons, si nous unissons toutes les forces du prolétariat qui s'éveille avec toutes les forces des révolutionnaires russes en un seul parti qui ralliera tout ce qu'il y a de vivant et d'honnête en Russie.

Face au plan de Lénine, les économistes prétendaient que la lutte politique générale contre le tsarisme était l'affaire, avant tout, de la bourgeoisie, qu'elle n'offrait, par conséquent, pas d'intérêt sérieux pour la classe ouvrière, qui devait concentrer ses efforts dans l'organisation de la lutte économique contre le patronat. Ils considéraient, d'autre part, que le Parti ne devait pas être la force dirigeante du mouvement ouvrier, qu'il ne devait pas s'immiscer dans le mouvement spontané de la classe ouvrière et, à plus forte raison, le diriger.

Reprenant dans *Que faire ?*, point par point, les principes opportunistes des économistes, Lénine dressa le bilan de toutes les erreurs et démontra ensuite que l'économisme n'était pas un phénomène accidentel en Russie, que les « économistes » servaient de véhicule à l'influence bourgeoise sur la classe ouvrière (tout comme ont continué de le faire, pouvons-nous ajouter, les travaillistes et tenants de la « troisième force » en Europe occidentale, MacDonald, Blum, de Man, Bevin, Attlee et Ramadier...).

La diffusion de *Que faire ?* consacra la disparition totale et rapide de l'économisme en Russie ; mais là ne se borne pas l'importance de cet ouvrage. Sa portée historique vient de ce que Lénine a le premier dans l'histoire de la pensée marxiste mis à nu, jusqu'aux racines, les origines idéologiques de l'opportunisme, en montrant qu'elles revenaient avant tout à s'incliner devant la spontanéité du mouvement ouvrier et à diminuer l'importance de la conscience socialiste dans ce mouvement.

Il a porté très haut l'importance de la théorie, de l'élément conscient, du Parti en tant que force qui dirige le mouvement ouvrier spontané et l'imprègne de l'esprit révolutionnaire.

Il a brillamment justifié ce principe marxiste fondamental d'après lequel le parti marxiste, c'est la fusion du mouvement ouvrier et du socialisme.

Il a enfin fait une analyse décisive des fondements idéologiques du parti marxiste.

La réédition de *Que faire ?* que présentent actuellement les Éditions sociales vient en son temps. Cet ouvrage capital a eu le très grand mérite, à sa parution, de répondre strictement à la réalité russe. Mais, de plus, il garde une incontestable valeur, car son actualité demeure indéniable.

P.-O. MARICHARD.

J.-T. DELOS : **Le Problème de la civilisation ; la Nation.** Éditions de l'Arbre, Montréal.

M. Delos est professeur de Droit international aux facultés de Lille et de Montréal ; il a tenté, en pleine guerre, du Canada, de repenser les grands problèmes nationaux à la lumière de la sociologie. Tentative fort louable, et l'ouvrage ne laisse pas d'être intéressant en ce qu'il situe avec beaucoup de précision la position d'un catholique devant les problèmes de la nationalité. « Les nations, dit-il, sont aujourd'hui l'un des fondements de l'ordre universel » ; et nous ne lui contesterons point cette affirmation de principe, qui, dès la première page du livre, oriente la recherche. Il est certain que, si la recherche de M. Delos est pertinente, sa méthode d'analyse sociologique demeure aberrante. Il y a des recherches, en effet, pour lesquelles l'objet détermine en quelque sorte la méthode d'enquête, et les recherches sociologiques sur la nation sont de cet ordre. Que M. Delos ait compris que le mot nation avait été pris en charge par les peuples, et qu'il

ait parfaitement compris qu'il convenait de déterminer son sens d'une nouvelle manière, la chose est claire, et il nous l'indique dès le chapitre qu'il intitule « La conscience nationale », et dans lequel il explique comment l'on est descendu de l'idée de nation aux institutions qui la supposent. Toutefois, et c'est là que nous situons notre critique, M. Delos croit, ou feint de croire que la nation n'est rien d'autre que l'idée qu'on en a, et qu'à tout prendre, parler de la nation consiste à expliciter un concept historique, décrire seulement la signification métaphysique de l'idée nationale, au lieu de partir d'une critique sociologique. Ce n'est pas là méthode sociologique bien sérieuse ; aussi bien, M. Delos, avec toute sa bonne volonté et son appel continuel aux grands principes des Nations unies, n'arrive point à mettre, sous le concept qu'il décrit, une réalité bien concrète. Cette sociologie de la nation est une phénoménologie de l'idée de nation faite par un catholique qui cherche très honnêtement à résoudre les contradictions que son siècle a projetées dans sa pensée. C'est pourquoi ses conclusions sont quelque peu faciles, c'est pourquoi son appel au fédéralisme est tout à fait incompréhensible, de la part d'un catholique qui avait si bien saisi pourtant que le sens du mot nationalité avait changé. Mais M. Delos est encore trop proche sans doute des doctrines de Tönnies, il est encore trop attaché à la sociologie allemande, et c'est pourquoi, ébloui par ces philosophies que Lucaks dénonçait dans un des derniers numéros de l'*Aufbau*, la grande revue rationaliste allemande, il ne sait plus distinguer la réalité nationale de l'U. R. S. S. ni de la France. Sans peine ce livre aurait pu s'achever sur son premier tome. Mais les conclusions d'un auteur, surtout en sociologie, dépendent finalement de sa méthode, et la méthode de M. Delos a ceci de paradoxal qu'elle ne peut résoudre les problèmes dont elle part...

Jean AUGER-DUVIGNAUD.

Jean HATZFELD : **La Grèce et son héritage.** Paris, Aubier (Collection : *Les grandes crises de l'histoire*), 1945, in-8, 296 pages.

Les encyclopédistes de notre XVIIIe siècle et après eux les hommes de la Révolution ont vécu, en même temps que dans leur époque, dans le monde gréco-latin. Leur rationalisme se mouvait dans le rationalisme grec, adopté et continué par les Romains. L'art révolution-empire est un reflet de cet état d'esprit, que nous ne comprenons plus bien. D'une part, nous avons acquis des connaissances qui nous permettent de faire remonter beaucoup plus haut les origines de civilisations nées non seulement dans la région du Proche-Orient, mais dans l'Inde et en Chine, et des notions sur les civilisations inférieures du monde entier, qui ensemble nous forcent à faire un tableau total de l'évolution humaine dans un cadre beaucoup plus vaste. D'autre part, nous avons un souci naturel de connaître et d'expliquer spécialement notre monde actuel, avec son aspect de lutte entre capitalisme et socialisme, à partir du moment où commence à se dessiner le grand capitalisme de l'Europe occidentale ; au point de vue des idées, notre attention se porte sur les divers mouvements de la Renaissance et de la Réforme d'abord, puis sur la naissance du rationalisme moderne avec Descartes et autres, et tout ce qui s'en est suivi, y compris le développement conjugué des sciences et des techniques.

Mais nous pouvons faire occasionnellement un retour au point de vue de nos pères spirituels du XVIIIe siècle, si nous recherchons à quel moment situer dans l'histoire de la civilisation la coupure qui fait apparaître les hommes modernes que nous sommes au point de vue intellectuel. Pour le dire en bref, c'est la belle période grecque et surtout athénienne des VIe et Ve siècles avant J.-C. avec, pour la première fois, la géométrie et l'arithmétique dont nous nous servons encore, l'histoire qui n'est plus une chronique, le livre édité et vendu au marché pour un public instruit assez nombreux et non plus borné à une caste professionnelle — bornons-nous à quelques-uns des faits les plus frappants — qui nous

donne la sensation d'être déjà « chez nous ». Il faudrait examiner, si on creusait cette conception d'époque, comment dans les siècles autour de ceux-là on peut déceler des phénomènes analogues dans l'Inde et la Chine, et aussi quelle est la relation plus ou moins directe et synchrone avec des phénomènes d'infrastructure.

De nombreux savants, ne se contentant plus des textes indéfiniment recopiés qui ont surnagé à travers des siècles d'oubli, ont été vivre en Grèce, fouiller son sol, regrouper et étudier les inscriptions, pour retrouver le plus possible de détails de cette civilisation.

Parmi eux, Jean Hatzfeld, qui a commencé par étudier des inscriptions de Délos émanant de grandes compagnies financières, s'est donné spécialement pour tâche de présenter à un large public la « Grèce vivante » Il a donné dès 1926 une *Histoire de la Grèce ancienne* ; en 1940, il a publié un intéressant, voire passionnant *Alcibiade*, où les similitudes entre les gens, les actions diplomatiques, les productions et modernisations d'armement d'il y a quelque deux mille cinq cents ans et les circonstances de l'Europe et de l'Amérique dans la dernière guerre sont fort excitantes pour l'esprit.

La Grèce et son héritage, livre écrit de 1939 à 1945, pour une part dans un camp de concentration offert par Vichy à ce professeur honoraire à la Sorbonne, est de la même veine.

Dans la forme, l'emploi habituel de mots actuels suffit, sans aucune insistance, à faire ressortir des rapports de situations. Malheureusement, des phrases d'une allure rhétorique désuète, une trop fréquente absence d'alinéas et de blancs et, petite circonstance matérielle, un papier où l'impression ressort mal, risquent de lasser un peu certains des lecteurs que le fond intéresserait le plus. Il est regrettable aussi que l'auteur, par habitude d'un public plus restreint et à cause d'une prise de conscience insuffisante de son originalité, ait donné un index presque uniquement de noms propres : on n'y retrouve pas toutes sortes de notions politiques, économiques, intellectuelles, dont il a utilement traité.

Pour le fond, on ne saurait tout analyser et résumer. Nous avons ici un tableau de la Grèce, divisée en petits États de caractères différents, s'essayant à de petites « sociétés des nations », menacée par des empires ou des royautés fortement centrées. Nous voyons défiler les préparations diplomatiques et les cinquièmes colonnes (le terme n'est pas dans le texte), la stratégie et la tactique, le fonctionnement des assemblées, les rapports de classe, la démographie, la monnaie, les concentrations de capitaux, les grands travaux, les nationalisations, l'impérialisme fatal dans certaines circonstances et fatal dans ses effets, le théâtre (remplaçant en partie les journaux), les cercles intellectuels, etc.

Jean Hatzfeld montre la naissance d'un mouvement scientifique et d'un rationalisme, qui atteint même la religion. Il marque la limitation de ce mouvement, émanant d'une classe non industrieuse. Les savants philosophes, méprisant les esclaves, dont la peine leur procurait le confort et le loisir, et même les petits artisans libres, n'avaient que du dédain pour le travail manuel en général : ils n'ont pas su allier la pratique à la théorie, ni l'expérimentation à l'observation, et leur science s'est finalement stérilisée.

L'auteur, qui analyse finement cette sorte de terminaison en impasse, marque par ailleurs certaines craintes à l'égard des développements en quantité, par opposition à la qualité. Assurément, le Parthénon, Phidias et Platon nous présentent des réalisations exquises. Mais la qualité est-elle moindre par exemple dans tel prototype d'avion, ou un roman, disons de J. Simonov ou Leonid Leonov, ou un film de Jean Painlevé ?

Ainsi, dans la conversation que Jean Hatzfeld engage discrètement à travers les lignes, nous contredirons à divers points de vue qui nous paraissent en dehors des courants les plus sûrement féconds du monde moderne. Mais on peut affirmer que la lecture de son livre sera profitable pour beaucoup, et en particulier pour des historiens, des économistes, des hommes politiques.

Ce compte rendu paraît trop tard pour qu'un échange d'idées se poursuive avec l'auteur. Jean Hatzfeld est mort en juillet 1947, après avoir donné un exemple d'énergie, de vitalité intellectuelle et de gentillesse, au sens ancien du terme. Atteint après la guerre de 1914-1918 d'une tuberculose du larynx, qui lui a interdit l'enseignement et dont il n'a triomphé que pour souffrir longuement d'autres aspects de la maladie, il n'a jamais interrompu, même tenu au lit, ses travaux de philologue et d'historien, ni manifesté aucun aigrissement d'un caractère bienveillant pour les êtres et tolérant pour les idées qu'il ne partageait pas.

Marcel COHEN.

Eugène FÉDOROV : **Les Démidov.** Paris, R. Julliard, 1947.

Le cadre de ce passionnant roman, terminé pendant la guerre, est la Russie des tsars, la Russie de Pierre le Grand ; ce passé est évoqué avec une grande puissance et avec une poésie amère sans doute, mais profonde : c'est l'épopée de la mise en valeur des richesses de l'Oural.

D'un côté, il y a les forts : la cour, où règne un faste inouï; le tsar, qui fait passer avant tout sa volonté de vaincre les Suédois pour s'ouvrir un accès à la mer et faire de la Russie une puissance occidentale; Nikita Démidov et son fils Akinfy, petits forgerons de Toula qui, grâce à la protection du tsar qui a besoin de canons et de fusils, grâce aussi à leur opiniâtreté et à leur labeur, deviennent les maîtres d'une immense région de la Ceinture de pierre, fraudent le fisc, frappent illégalement des roubles, amassent une fortune sans fin. De l'autre côté, c'est la masse innombrable des serfs et des bagnards, misérables instruments de travail, traités comme ne le serait pas du bétail, dans des conditions matérielles et morales inconcevables, en butte aux sévices incessants d'hommes pour qui la cruauté la plus sadique est un moyen légitime de s'enrichir et d'assouvir leur ambition, sous prétexte de complaire au tsar.

De cette foule d'esclaves qui ont la haine, mais aussi le désespoir au cœur, émerge une figure magnifique, celle de Senka Sokol, le serf qui garde toute sa dignité d'homme, qui n'accepte pas, qui ne cède à aucune menace, à aucune torture, qui reste un homme libre alors même que ses maîtres parviennent à le mettre à mort. Mais il rencontre encore peu d'écho, parce que ses compagnons de misère ont peur et n'espèrent rien ; pourtant les maîtres le sentent aussi fort qu'eux et le redoutent : ils se savent les maîtres, mais ils craignent ce ferment de révolte parce qu'au fond d'eux-mêmes ils ont conscience d'être impitoyables et cruels et d'avoir versé ou fait verser trop de sang.

Ce récit, d'une violence et d'une âpreté extrêmes, reste pourtant toujours d'une grande sobriété. Il est aussi intéressant comme document qu'attachant au point de vue humain. Toute une époque est évoquée, d'une façon très vivante, avec ses problèmes politiques, économiques et sociaux. Et Nikita, Akinfy, Dounka sa femme, le Brochet, ancien bagnard devenu le valet des maîtres, Senka, Anouchka, Axinia, sont autant de figures qui laissent une impression profonde et durable.

Madeleine HERR.

Jules ROMAINS : **Grâce encore pour la terre !** Paris, Gallimard, 1947.

C'est une comédie en trois actes, écrite au début de 1939, qui devait être jouée à la Comédie-Française en 1940. Le gouvernement s'opposa alors à sa représentation. Quelques mois après, l'auteur, quittant la France envahie, l'emportait en Amérique, où il la publia et la fit jouer.

Je ne sais ce que l'œuvre peut donner au théâtre ; je crains que sa fantaisie ne paraisse un peu lente et laborieuse, et qu'elle manque un peu trop, comme on dit, de « crédibilité ». Mais la lecture en est par moments divertissante ; elle contient plusieurs scènes qui sont du meilleur Romains ; on y trouve aussi, il est vrai, des traces d'un autre Romains

avec lequel, malgré une vieille amitié, je ne puis pas m'entendre.

L'auteur veut, derrière la facétie d'un symbolisme burlesque, traiter un sujet grave, l'avenir de l'humanité devant la guerre. Il nous introduit d'emblée dans le palais où le bon Dieu — un Dieu heureusement peu orthodoxe — se fait mettre par ses ministres au courant de ce petit monde habité par les hommes qu'il a oublié depuis pas mal de siècles. Les rapports que lui font son premier ministre, son ministre des Affaires étrangères et son ministre de la Police lui paraissent assez intéressants pour qu'il envoie enquêter sur place saint Patrick et Liliel, « ange féminin », puis qu'il se décide à y aller lui-même. Et tous ces personnages considérables se retrouvent au troisième acte, dans la banlieue de Paris, dans la maison de Français moyens, le ménage Martin, en compagnie de la Patrie, à la veille de la guerre de 1939. Finalement, au moment même où éclate la guerre, Dieu décide de ne pas laisser anéantir ce globe et les « hommes de bonne volonté » qui l'habitent et de leur accorder un sursis : « Grâce encore pour la terre ! »

Une première remarque que j'ai plaisir à faire, c'est l'optimisme de cette conclusion : Jules Romains ne perd pas confiance dans le destin de l'homme. Il faut lui savoir gré aussi d'avoir heureusement combattu une des plus tenaces illusions réactionnaires : celle selon laquelle les hommes d'aujourd'hui seraient plus heureux s'ils pouvaient renoncer aux conquêtes de la science et de l'industrie et revenir aux âges prétendus idylliques de leurs aïeux. Martin, son personnage, ayant présenté cet espoir de « faire faire machine arrière à la civilisation » comme un remède à ses maux, est mis en présence de ses grands-parents ressuscités pour la circonstance et se fait raconter par eux les travaux et les plaisirs de leur vie : sur quoi il reconnaît bien vite qu'il ne voudrait pas changer son sort avec le leur. La scène est plaisante et la moralité me semble d'un bon sens recommandable.

J'approuve de même lorsque l'auteur présente ironiquement cette autre thèse réactionnaire (défendue ici par l'ange Liliel) selon laquelle il suffirait de se détourner des satisfactions matérielles pour trouver le bonheur.

Là où je ne puis le suivre, c'est lorsque Romains analyse les causes des maux qui accablent l'humanité et en suggère le remède. Lorsqu'il montre que nos contemporains souffrent de l'insécurité du lendemain et de la crainte de guerres que le progrès des sciences rend toujours plus terribles, nous sommes bien d'accord. Mais les causes de ces guerres ? Si je comprends bien, il nous propose celles-ci : la sottise et la docilité moutonnière du « camarade d'en face », l'aveuglement des « dirigeants » qui cherchent à imposer leur volonté à leurs peuples au lieu de comprendre leurs désirs, enfin le patriotisme, la place exorbitante prise par « les Patries » sur la terre. Et le seul remède offert est un appel à la « bienveillance » et à la « douceur », une « épidémie de douceur ».

Je me réjouis certes de constater que Romains avait perdu en 1939 ses illusions sur l'Allemagne et sur Hitler, et ce n'est ni en 1933 ni en 1938 qu'il aurait ainsi dénoncé ceux qui répètent « à tue-tête des inepties que [leur hurle] un énergumène enroué ». Mais je trouve encore un relent de pacifisme munichois dans ce réquisitoire sommaire contre « toutes les Patries » accusées de mener également à l'égorgement universel. Il manque à toute cette idéologie de faire la moindre place aux conditions économiques de la vie sociale : je ne crois pas juste de faire peser la responsabilité essentielle des guerres ni sur l'ambition des « dirigeants » ni sur le nationalisme ; il faudrait remonter de là au désordre de l'économie, aux vices du capitalisme et de l'impérialisme des trusts, et chercher ailleurs que dans des sentiments la racine des fascismes. C'est bien aussi pourquoi le remède proposé apparaît dérisoire. Prêcher un nouvel Evangile, comme Romains le demande, semblable au précédent, en appelant

« douceur et bienveillance ce que [Jésus-Christ] appelait amour et charité » ? Les résultats du premier pour empêcher la guerre et assurer sur la terre la paix aux hommes de bonne volonté ne sont pas, à vrai dire, bien encourageants, et l'on peut douter de l'efficacité de la méthode. Ce n'est pas avec des sermons qu'on rendra la guerre impossible.

René MAUBLANC.

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

Georges SADOUL : **Mystère et Puissance de l'atome.** Paris, 1947, Éditions « Hier et Aujourd'hui ».

Georges Sadoul n'est pas un physicien. Il est surtout connu actuellement, on le sait, par ses critiques de films et ses travaux sur l'histoire du cinéma. Mais c'est aussi un journaliste remarquable. Il avait fait, il y a quelques mois, une enquête sur l'énergie atomique pour *L'Humanité*. Repris et considérablement enrichis, les divers éléments de cette enquête ont finalement donné naissance à un excellent livre de vulgarisation. Écrit dans un style très vivant, cet ouvrage doit permettre au lecteur le plus ignorant de connaître les données essentielles des problèmes posés par les premières désintégrations nucléaires.

Il y trouvera, à côté d'interviews de Langevin, de Joliot et de Maurice de Broglie, des notions élémentaires sur la structure de l'atome, des détails extrêmement intéressants sur l'explosion d'Hiroshima, sur les premières usines atomiques, sur les applications des radio-éléments artificiels à la médecine ou à la métallurgie, sur l'utilisation possible des récentes découvertes aux fusées interplanétaires, et enfin une analyse approfondie des ressources de la France en ce qui concerne l'énergie nouvelle.

Mais il y trouvera aussi, sur le rôle des trusts, de Du Pont de Nemours en particulier, des précisions que les vulgarisateurs passent, en général, sous un silence pudique. Le problème est ainsi posé sur son véritable plan, qui dépasse celui de la pure technique. Comme l'écrit l'auteur dans sa conclusion (p. 247) :

C'est l'équilibre des forces de progrès et des forces obscures qui commandera l'utilisation de ces forces nouvelles, décidera si elles serviront à l'anéantissement d'une partie de l'humanité ou au contraire à sa libération.

P. LABÉRENNE.

Robert RICHARD-FOY : **Voyage interplanétaire et énergie atomique**, avec préface de Maurice DE BROGLIE. Paris, 1947, Albin Michel, 80 pages, 80 francs.

Le problème du lancement de fusées pouvant quitter la terre pour aller vers d'autres astres commence peu à peu à quitter le stade des romans d'anticipation pour entrer dans le domaine des choses pratiquement réalisables. Il est inutile d'insister sur l'importance scientifique et même philosophique qu'auraient de telles explorations sidérales, et l'on comprend l'intérêt passionné que de nombreux savants et ingénieurs commencent à porter à ces recherches. Paul Langevin lui-même leur a jadis consacré une étude.

M. Richard-Foy, qui est à la fois physicien et ingénieur de l'air, a étudié, en quelques dizaines de pages, les possibilités théoriques nouvelles que la conquête de l'énergie atomique offre pour la propulsion des fusées intersidérales. Quelques calculs relativement simples lui permettent de poser en gros le problème au point de vue physico-mathématique (les aspects physiologiques ont été volontairement négligés). Ses conclusions sont prudentes et quelque peu pessimistes. Selon lui, dans l'état actuel de la science, les voyages de planète à planète semblent impossibles ; la lune seule lui paraît plus accessible, encore faudrait-il renoncer au voyage de retour et accepter de mourir sur place.

Mais la science progresse si vite que de telles conclusions, écrites en 1947, peuvent

se trouver quelque jour dépassées. Comme le note M. de Broglie dans sa préface :

> De nombreux exemples nous ont montré depuis cinquante ans qu'à partir du moment où une réalisation hardie n'est pas rigoureusement impossible, elle aboutit généralement beaucoup plus tôt que les esprits trop prudents ne l'auraient estimé.

Ceux qui rêvent de quitter notre planète auraient donc tort de perdre tout espoir.

P. LABÉRENNE.

Jean GOGUEL : **L'Homme dans l'univers.** Paris, 1947, Corrêa.

« La création du monde, de la terre, de l'homme d'après les dernières théories scientifiques », annonce le placard de publicité joint au volume. Nous sommes loin de compte, hélas ! et le livre de M. Goguel n'est qu'un mauvais livre de vulgarisation. Ce n'est pas que l'auteur, professeur de paléontologie à l'École des Mines, soit dépourvu de titres universitaires, mais il s'est trop souvent appuyé, pour tout ce qui ne concernait pas sa spécialité, sur une documentation beaucoup trop ancienne.

En astronomie, par exemple, il explique la déviation vers le rouge de la lumière provenant des galaxies lointaines, en rejetant la théorie de l'expansion et en affirmant que notre univers est un univers de De Sitter (p. 73), position qui est actuellement abandonnée par tous les astronomes (y compris de Sitter). Un peu plus loin, M. Goguel, avec la même assurance, déclare que l'hypothèse de Laplace sur la formation du système solaire est toujours « la plus satisfaisante » (p. 90), alors qu'il y a près d'un demi-siècle que l'on a établi ses insuffisances.

La biologie n'est pas mieux traitée, et il paraît invraisemblable de voir, en 1947, un texte sur l'origine de la matière vivante qui ne fasse pas la moindre allusion à la découverte des ultra-virus.

Si encore le côté philosophique de l'ouvrage présentait quelque intérêt ! Mais il est difficile d'être plus prudemment banal que l'auteur. A une vague affirmation de vitalisme à propos de la matière vivante (p. 119), on peut opposer une conception naïvement mécaniste des sociétés humaines, dont l'agitation (guerres et révolutions) est comparée à la turbulence d'un gaz. (P. 224). Quant aux religions, elles sont justifiées pragmatiquement comme des mythes nécessaires. (P. 201.)

Et ce livre, jusqu'au bout médiocre, évite ainsi d'aborder d'une façon vraiment scientifique l'étude des réponses que l'on a pu donner aux problèmes passionnants qu'évoque son titre.

P. LABÉRENNE.

Georges DUBOIS : **La Notion de cycle. Introduction à l'étude de la biologie.** Paris, Dunod, collection « Les problèmes de la philosophie des sciences », 1945, 207 pages illustrées.

Ce petit livre d'un professeur de Neuchâtel comprend deux parties d'importance sensiblement égale. La première est intitulée : « De l'histoire des sciences biologiques aux problèmes philosophiques et pédagogiques posés par leur enseignement. » Après un aperçu historique sur le développement des sciences biologiques, l'auteur expose quelques considérations philosophiques, d'ailleurs assez banales, sur la connaissance, sur la méthode scientifique, particulièrement sur la méthode expérimentale, ainsi que sur le déterminisme. Nous ne pouvons cependant pas suivre l'auteur lorsqu'il insiste sur la distinction, si chère à tant de philosophes, surtout depuis Bergson (abondamment cité dans le texte), entre la connaissance intuitive et la connaissance raisonnée, la première étant seule considérée comme complète, parce que synthétique, la deuxième n'étant qu'incomplète parce que purement analytique. Néanmoins, les idées émises sur les méthodes à employer dans l'enseignement des sciences biologiques sont judicieuses, et l'auteur, par exemple, a raison d'insister sur la place importante que doit prendre l'enseignement de l'histoire de ces sciences pour la formation de l'esprit.

La deuxième partie est consacrée à la

notion de cycle en biologie ; elle est destinée à illustrer, à titre d'exemple, la nécessité de « coordonner, dans l'enseignement, les notions partielles et, partant, de les rendre mutuellement efficaces ». Après une brève introduction historique sur l'évolution des connaissances relatives aux processus cycliques de la nature, l'auteur étudie brièvement, avec des figures et de nombreux schémas à l'appui, toute une série de cycles : cycle du carbone, de l'azote, du soufre, cycle de reproduction des êtres sexués, cycle de métamorphoses des insectes, cycles évolutifs des parasites.

P. Rey.

Robert Hainard : **Nature et mécanisme.** Paris, Dunod, collection « Les Problèmes de la philosophie des sciences », 1946, 137 pages illustrées.

L'auteur de ce livre est un peintre suisse de talent, un peintre de la nature, de la nature vivante surtout. Il a la passion des animaux sauvages, et il nous conte comment il a passé, bien souvent, de longues heures à l'affût d'une bête pour en saisir une attitude, un mouvement. Sa passion est fort respectable, et nous ne pouvons qu'être charmés par les nombreux croquis d'animaux (oiseaux, cerfs, sangliers, renards, chamois, etc.) qui illustrent son ouvrage, et intéressés par les belles descriptions qu'il nous donne, comme celle des oiseaux du lac de Genève ou du marais de Seeland. Mais on ne peut que regretter que ces descriptions n'occupent qu'une petite partie du livre. Tout le reste, en effet, est un long exposé, assez confus, de considérations d'ordre autobiographique ou sentimental, ou surtout philosophique. Les idées qui y sont développées sont fort discutables, parfois même très peu claires.

L'auteur expose en particulier des arguments, d'ailleurs point très neufs, par lesquels il veut démontrer l'inanité des progrès techniques de la civilisation. Par ailleurs, il prend parti pour l'individu contre la société. Il se livre également à une violente critique de la science et du rationalisme. Pour lui, « la science ne connaît pas la réalité, mais un modèle mécanique construit d'après elle ». Ou bien encore il écrit : « Une cause fondamentale du dérèglement, de l'affolement de notre activité, c'est le caractère uniquement scientifique, rationaliste, de notre pensée. » Pourtant, il se défend — mal — d'être antirationaliste, et il s'essaye à une synthèse du rationalisme et du spiritualisme qui est vraiment fort obscure, aussi obscure que le langage qu'il emploie pour l'exposer.

P. Rey.

Pierre Vendryes : **l'Acquisition de la science.** Un volume de la collection « Sciences d'aujourd'hui », Paris, éditions Albin Michel.

L'objet fondamental de ce livre est de mettre en évidence les démarches de la pensée dans son acquisition des connaissances scientifiques. La science se construit par une série d'étapes : acquisition des faits (simple description des faits naturels d'abord, emploi de la méthode expérimentale ensuite) ; comparaison des faits aboutissant aux classifications rationnelles telles que la classification chimique ou celle des êtres vivants ; recherche des lois des phénomènes ; établissement des principes, utilisant la technique de la généralisation extensive par induction ; création des hypothèses ; construction des théories. Mais la connaissance scientifique ne se suffit pas à elle-même. Il faut réfléchir sur la valeur de la science, apprécier la valeur de ses théories et faire la critique de ses concepts : c'est le rôle de la philosophie des sciences. Nos concepts sont créés par notre esprit à partir de la réalité : en faire la critique revient à distinguer dans la science la part qui revient à la nature et celle qui est l'œuvre de la pensée et à analyser ainsi l'activité de cette dernière.

Au cours de toutes ces démarches, la pensée utilise toujours deux techniques : la rationnelle et la probabiliste, et ce suivant la nature des relations entre les faits : lorsque les faits dépendent les uns des autres, ils sont déterminés et leurs

relations s'énoncent sous forme de lois rationnelles ; lorsqu'ils sont indépendants les uns des autres, leurs relations sont aléatoires et relèvent de la probabilité. Il n'y a d'ailleurs pas de déterminisme rigoureux ; la loi elle-même n'est que l'expression d'une probabilité très haute. Il y a deux formes de la connaissance : la certitude rationnelle et la croyance probabiliste. Une philosophie comme le positivisme, qui fait de la loi une forme unique de la pensée, ne peut prétendre à la connaissance universelle.

L'acquisition de la science témoigne par elle-même qu'il y a une activité intellectuelle autonome ; mais alors si la pensée agit indépendamment du milieu extérieur, elle doit avoir avec lui des relations aléatoires, et c'est bien ce qui est. L'activité de la pensée est double : création d'idées et organisation d'idées : la création est aléatoire, l'organisation est contre-aléatoire.

L'auteur avait déjà, dans un livre précédent, *Vie et probabilité*, interprêté l'autonomie physiologique par la notion de probabilité. En suivant l'homme dans l'acquisition de la science, il montre qu'en tant qu'être pensant, il se comprend aussi à l'aide de la probabilité. En tant qu'être moral, c'est-à-dire autonome, il ne peut être également expliqué qu'en termes probabilistes. La philosophie de l'homme est donc en grande partie probabiliste par la nature même des choses.

P. Rey.

André Salomon : **le Préambule de la Charte, base idéologique de l'O.N.U.** Genève, Editions des Trois Collines.

Cet ouvrage, qu'alourdit un regret nostalgique de la S.D.N., nous vient de Genève, voilà qui ne nous surprend pas. Le lac Léman n'arrive pas à se délivrer de ses fantômes. Nous ne suivrons pas notre auteur (faute de compétence) dans les méandres du droit international. Nous pensons toutefois qu'il est un genre littéraire bien dangereux, c'est celui qui consiste à commenter un texte sans se préoccuper des conditions dans lesquelles il a été écrit. Pour M. Salomon, l'humanité est en marche vers la justice, « étoile polaire des destinées humaines » (page 204). Les trois mages du troupeau des hommes sont Kant, Wilson et le maréchal Smuts. Que Kant ait jeté les bases théoriques d'une organisation de l'humanité reposant sur le droit, je le concède volontiers ; mais encore serait-il opportun de replacer cette initiative dans le cadre du cosmopolitisme du XVIIIe siècle. Que l'essentiel de la S.D.N. soit, pour une large part, l'œuvre de Wilson, c'est trop évident. Toutefois, le Sénat américain ne ratifia point le pacte (il faudrait nous dire pourquoi et je ne pense pas qu'entre Wilson et les sénateurs de Washington le désaccord ait été d'ordre métaphysique). Il serait nécessaire aussi de rappeler ce que furent les débuts de la S.D.N. et la légèreté (je m'exprime avec une modération qui frise l'inexactitude) avec laquelle elle couvrit l'agression contre l'U. R. S. S. Quant au maréchal Smuts, M. Salomon nous cite quelques-uns de ses propos. Nous ne les avons point lus sans émotion.

Proclamons, disait le troisième mage, la résolution d'affirmer les droits fondamentaux de l'homme et de fonder pour l'avenir sur ces principes un monde meilleur et plus libre...

Oui, mais que peuvent penser le mineur noir et le coolie hindou qui sont, dans le pays du maréchal Smuts, privés de ces droits fondamentaux ? Cette contradiction entre le verbe et l'acte n'empêche point M. Salomon de poursuivre son étude. On a même le sentiment qu'elle lui échappe complètement.

Se référant à saint Augustin, M. Salomon demande que tout passage d'un texte soit expliqué à la lumière du contexte. J'avoue que j'ignorais la source augustinienne d'un procédé évidemment excellent. Mais peut-être ne serait-il pas inutile d'expliquer les textes, même diplomatiques et juridiques, à la lumière du réel ?

J. Bruhat.

Colonel SHEPPARD : **Britain in Greece.** Londres, Éditions « League for Democracy in Greece », 1947, in-16, 32 pages.

Dans cette affaire de Grèce, il faut aller chercher la vérité où elle se trouve : en Angleterre — mais pas auprès du Foreign Office.

J'ai signalé, dans le numéro 8 de *La Pensée* (p. 150), le rapport de trois députés travaillistes sur l'intervention britannique. Voici, plus décisif, plus accablant encore, le témoignage du colonel Sheppard. Vieux militant syndicaliste en Australie, officier membre du corps expéditionnaire en Grèce, en 1941, revenu dans ce pays après la Libération, Sheppard a séjourné deux ans (1945-mars 1947) dans la région comprise entre Florina et Salonique, au service de l'U. N. R. R. A. d'abord, puis comme chef de la mission économique britannique en Grèce du Nord. Ce témoignage tire sa valeur non seulement du long séjour de l'auteur, mais surtout de sa connaissance de la langue grecque, qui lui a permis d'entrer en contact direct et personnel avec des milliers de gens. Cela nous change de W. Citrine, dont l'interprète, lors de l'enquête des Trade Unions, était une ennemie déclarée de l'E. L. A. S., et des officiers britanniques chargés du contrôle des élections qui ne savaient même pas lire le grec.

Sheppard dénonce vigoureusement — il en donne les noms et le *curriculum vitæ* — ces personnages officiels que sont les consuls de Grande - Bretagne, véritables agents contre - révolutionnaires, antidémocrates, antisyndicalistes, fauteurs de troubles contre les gouvernements de Tito et de Hodja. Il signale les complaisances, sinon les complicités, des troupes d'occupation britanniques, plus soucieuses de gêner les mouvements des guerrilleros que de maintenir l'ordre. Il n'est pas tendre pour l'armée royale, qui, dans sa majorité, répugne à se battre, mais groupe la lie de la population, bonne à piller et à brûler. Il est particulièrement sévère pour la gendarmerie, dont les sévices, les exactions poussent des villages entiers à l'insurrection.

Par contre, il n'hésite pas à affirmer le succès inévitable de l'armée nationale insurrectionnelle. Elle est, nous dit-il, purement grecque, et formée pour une bonne part d'anciens prisonniers des camps de concentration allemands. Les armes sont surtout anglaises — fournies à l'E. L. A. S. pendant la Résistance ou prises depuis à l'armée royale — ou encore allemandes et italiennes : aucune arme russe ou yougoslave.

Il confirme ce qu'on a maintes fois écrit des pires traitements réservés aux prisonniers politiques. Il présente enfin quelques observations judicieuses sur les méthodes d'enquête de la Commission de l'O. N. U. : légèreté ou parti pris, c'est le moins qu'on en puisse dire.

Le pays est naturellement dans une situation lamentable : plus de circulation routière ou ferroviaire ; le taux de change, pour la livre, effondré de 600 à 20 000 drachmes ; le chômage généralisé, la misère du peuple sans cesse accrue et, contrastant avec elle, l'insolente opulence de la classe des nouveaux riches ; quant aux impôts, ils pèsent presque entièrement sur les paysans et les ouvriers.

Décidément, Churchill et Bevin ont fait du beau travail ! Au tour des Américains maintenant !

S. MOLINIER.

Ernst VON SCHENCK : **L'Europe devant le problème allemand.** Genève, Éditions « Traits », 1947, in-12, 224 pages.

Pourquoi mettre un titre inexact ? Ce n'est pas *L'Europe devant le problème allemand*, c'est Ernst von Schenck devant le problème allemand. Là où nous attendions une étude générale et approfondie d'un problème inquiétant, nous ne trouvons qu'une opinion particulière et combien personnelle sur le relèvement nécessaire de l'Allemagne. Car Ernst von Schenck, Suisse germanique, ajoute à sa germanophilie dans le passé la grande pitié qu'il porte présentement aux Allemands frappés par la défaite. Sans doute, nous pourrions concevoir son indulgence, cependant excessive, mais nous refusons de l'entendre

quand, évitant tous les aspects politique, économique et social du nazisme, il se borne à évoquer une simple crise morale, un aveuglement passager du peuple allemand victime de ses mauvais bergers. Il faudrait aussi beaucoup de complaisance pour le suivre sur le terrain de la réparation morale qu'il propose à ses anciens amis : contrition, pénitence, retour à la vie chrétienne, édification d'une Allemagne nouvelle, fédérative, démocratique et pacifique. La France et quelques autres voisins de l'Allemagne ont de bonnes raisons de ne plus se payer de mots quand il s'agit du règlement de la question allemande.

Au fait, pourquoi Ernst von Schenck est-il si mal disposé à l'égard de la France et manifeste-t-il pour l'Union soviétique une si partiale hostilité ?

S. Molinier.

Edgar Morin : **Allemagne, notre souci**, Paris. Éditions « Hier et Aujourd'hui », 1947, in-8, 260 p.

Voici un volume à ajouter à la liste déjà longue des ouvrages que nous avons analysés sur le problème allemand.

Allemagne, notre souci, parce qu'en elle s'affrontent plus que jamais, à cette heure, démocratie et réaction, socialisme et capitalisme, paix et guerre. La thèse d'E. Morin est que la France, qui n'a pas encore fait grand'chose pour la solution de ce problème plus que jamais inquiétant, pourrait, contrairement à l'opinion commune, faire beaucoup, à condition de vouloir et surtout de savoir ce qu'elle veut.

Dans une première partie, l'auteur dresse le bilan de notre occupation en zone française et prononce contre les incapacités, les erreurs et les louches complaisances de nos administrateurs civils et militaires un vigoureux mais trop justifié réquisitoire. Il est, hélas ! trop évident que tout reste à faire sur le plan d'une vraie dénazification et d'une démocratisation sincère de notre zone.

Une deuxième partie, qui garde tout son intérêt malgré le récent référendum sarrois, défend contre les velléités annexionnistes d'un certain clan la thèse du rattachement purement économique de la Sarre à la France.

La dernière partie, rapide, mais solide dans son argumentation, expose la seule politique réaliste et humaine du problème général allemand : la participation active de la France à une œuvre commune aux quatre occupants de l'Allemagne en vue de l'élimination des trusts capitalistes, de l'unification démocratique des pays allemands et d'un contrôle prolongé destiné à assurer le fonctionnement paisible d'un système nouveau de lois laïques et sociales.

Ainsi, les idées d'E. Morin, qui se gardent d'être partisanes, s'accordent sur le plan européen et mondial avec les intérêts supérieurs de notre pays : affirmation de son indépendance, maintien de la sécurité, sauvegarde de la paix.

S. Molinier.

Lieutenant-colonel Henri Carré : **Le Grand Carnot (1753-1823)**. Paris, Éditions de « La Table ronde », 1947, in-8, 385 pages.

L'histoire de Lazare Carnot est, dans son épisode essentiel, inséparable de l'histoire de la Révolution française, et particulièrement de la Convention. L'œuvre étonnante réalisée par l'« organisateur de la victoire » ne se comprend bien que si l'on juge en toute bonne foi et sans parti pris l'effort commun du Comité de Salut public, de la Convention et de tous les patriotes révolutionnaires qui surent triompher à la fois de la guerre civile à l'intérieur et, aux frontières, de l'invasion étrangère. Or, le lieutenant-colonel Henri Carré a horreur de la Révolution et manifeste à l'égard de Robespierre une haine virulente. Son sentiment éclate dans ce passage suggestif :

> Entre Carnot et lui (Robespierre), les premiers dissentiments dataient de loin. Dès le début de leur collaboration au Comité de Salut public, l'opposition entre les deux caractères s'était révélée irréductible : l'un, visage glacé au regard fuyant, orgueilleux et pétri de haine, sous des dehors vertueux, n'attaquant jamais son adversaire en face, esprit tortueux se plaisant aux propos ambigus, aux allusions mal-

veillantes, aux insinuations perfides que lui dictaient ses perpétuelles défiances et sa monomanie du soupçon, hypocrite raffiné dissimulant sa soif de pouvoir et feignant de confondre ses ennemis personnels avec ceux de l'État ; l'autre, figure ouverte aux yeux clairs, l'âme droite comme son épée, ayant l'horreur de toute feinte et de toute fausseté, parlant le langage direct et franc d'un soldat, animé du plus pur patriotisme, modeste et désintéressé, sans autre ambition que de servir sa patrie et d'affermir la République au dedans. (P. 187.)

Cette conception un peu trop simpliste du tout bon et du tout mauvais n'apporte pas au lecteur de l'ouvrage la sérénité et l'objectivité qu'on est en droit d'attendre plus que jamais de l'historien de périodes si tourmentées. L'auteur, du reste, accumule, dans son rappel des principaux événements de la période 1792-1795, tant d'erreurs de faits qu'on le soupçonne volontiers d'avoir un peu trop rapidement appris, pour les besoins de son livre, l'histoire de la Révolution française.

Nous retiendrons cependant à son actif un double mérite : d'une part, d'avoir retracé dans son entier la carrière si mouvementée de son héros, non seulement sous la Révolution, mais encore sous les gouvernements successifs du Directoire, du Consulat, de l'Empire, de la Restauration ; d'autre part, d'avoir mis à la disposition de ses lecteurs de larges extraits de discours, mémoires, rapports de Carnot, qui nous font apprécier les hautes qualités civiques et morales du technicien militaire et de l'homme d'État.

S. Molinier.

Henriette Psichari : **Renan et la guerre de 1870**. Paris, Albin-Michel, édit., 1947, in-8, 272 pages.

Quelle a été la position de Renan vis-à-vis des problèmes où la guerre de 1870 avait jeté son pays ? A cette question, Henriette Psichari, avec une piété toute filiale, mais aussi avec un souci constant de l'objectivité historique, apporte de nouveaux éléments de réponse, en s'appuyant sur une documentation en grande partie inédite.

Nous avons ainsi une série d'études pleines d'intérêt sur les réactions du philosophe historien devant la défaite, sur ses tentatives de prise de contact épistolaire, durant les hostilités, avec le prince royal de Prusse et sa femme la princesse Victoria, sur ses préoccupations et occupations administratives pendant le siège, sur ses relations personnelles avec la famille impériale, sur le différend Goncourt-Renan à propos du dîner Brébant, enfin, sur la reprise des relations intellectuelles entre savants français et allemands au lendemain de la défaite.

La douleur de Renan, son amertume, sa détresse passagère, mais aussi sa certitude en la valeur éternelle de la raison humaine, sont vivantes tout au long de ces pages où n'ont pas été oubliées les révoltes du penseur devant le désastre subi par son pays. On ne peut pas, à cet égard, ne pas partager l'émotion profonde, pleine de réserve certes, mais combien éloquente, de Renan, en lisant la lettre qu'il écrivait à Mommsen, l'historien allemand, le 17 mars 1871. Il faut savoir grand gré à Henriette Psichari de nous avoir communiqué ce document inédit.

S. Molinier.

A. Landy : **Marxism and the democratic tradition.** New-York, *International Publishers.*

Un bon précis historique de l'évolution de la démocratie dans laquelle s'intègrent au moment venu la pensée marxiste et son action. A. Landy y retrace la naissance de la démocratie, ses balbutiements, son essor, la perfection qu'elle reçoit du marxisme, à la fois comme forme d'Etat, comme état d'esprit (comme idéologie) et comme mouvement de masses. Car c'est constamment sous ces trois aspects que l'auteur étudie les grands *moments* de l'idée démocratique et de sa réalisation, et c'est cette méthode trilogique qui permet d'embrasser de façon complète les caractères historiques de la démocratie et fait l'intérêt du livre. La conclusion que le lecteur tire, avec

Landy, à la fin de chaque chapitre, de chaque période historique, est que l'idée démocratique naît chaque fois au sein des masses laborieuses; mais lorsque cette idée risque de devenir dangereuse pour la bourgeoisie, celle-ci s'en empare et opère un bouleversement politique *limité* sous l'étendard de la démocratie; et, sitôt au pouvoir, s'emploie à « limiter les dégâts » et à restreindre le champ d'application de l'idée démocratique, dupant ainsi l'espoir et la volonté des masses.

Certes le livre s'attache plus particulièrement aux exemples historiques américains, mais nous ne le regrettons pas : l'étude de l'évolution démocratique aux Etats-Unis n'avait pas été jusqu'ici très souvent faite.

Enfin, l'apport du marxisme-léninisme à l'idée démocratique est bien vu et Landy montre assez clairement quelle forme cette idée prend dans une conception du monde marxiste. Il est à souhaiter que ce livre soit traduit.

J. KANAPA.

M. TAZEROUT : **les Educateurs sociaux de l'Allemagne moderne.** 3 volumes. Paris, Nouvelles éditions latines, édit. F. Sorlot, 1943-1946.

Vingt-cinq ans d'études sur la sociologie internationale, trois épais volumes, le tout faisant à peu près mille pages, un travail certainement énorme : et il est affolant de devoir dire que tout ce travail ne présente aucun intérêt. D'abord qu'est-ce qu'un « éducateur social » ? J'avoue ne pas le savoir : c'est aussi bien Marx que Goethe, Bismarck que Wagner, Kant que Hitler... Admettons, bien que ce ne soit pas exactement ce qu'entende l'auteur (mais qu'entend-il au juste ?), admettons que le terme désigne vaguement le « théoricien de la société ». Mais alors qui comprendra la classification qui range Marx sous l'étiquette d'éducateur « vitaliste », et Novalis ou Schopenhauer sous l'étiquette d'éducateur « idéaliste » ? — puisque ce sont là les deux rubriques essentielles de l'éducation sociale selon notre auteur. Et qu'est-ce qui détermine la méthode ternaire, selon laquelle, par exemple, Marx est la thèse, Wagner l'antithèse et Nietzsche la synthèse ? Comment l'auteur voit-il, dans l'éducation « idéaliste », une dialectique « formelle du temps », isolé de l'espace, et dans l'éducation « vitaliste » une dialectique « formelle de l'espace », privé de la notion de temps ? Non, vraiment, je ne comprends pas ! Si l'on ajoute à cette méthode aberrante et incompréhensible un vocabulaire et un mode de penser très particuliers à l'auteur, si l'on signale que M. Tazerout étudie très *sérieusement* la « synthèse vitaliste » de Hitler et ne lui manifeste, ma foi, une certaine antipathie (très modérée) que dans le dernier volume, paru en 1946 (et qui finit par un soudain et bizarre appel à Marx), on comprendra que cet énorme travail est un monument parfaitement inutile et faux dans toutes ses conclusions.

J. KANAPA.

Morale de savants. D'Hippocrate à Einstein. Pages choisies, par Jean PELSENEER. Bruxelles, Office de publicité, 1946.

Le dessein que s'est proposé ici M. Jean Pelseneer, chargé de cours à l'Université libre de Bruxelles et secrétaire du Comité belge d'histoire des sciences, n'apparaît pas avec une parfaite clarté. Il a voulu, nous dit-il dans sa préface, illustrer par des textes extraits de divers savants les idées principales du livre d'Albert Bayet, *La Morale de la science.* Il s'agit en somme de montrer que certaines qualités morales ou, si l'on préfère, certaines vertus peuvent ou doivent résulter de la pratique de la recherche scientifique : indépendance de l'esprit, respect de la vérité, tolérance, etc.

On trouvera donc ici, par exemple, d'intéressants témoignages, anciens et modernes, de l'horreur qu'eurent les plus grands savants pour le dogmatisme et le sectarisme religieux, des leçons utiles de pensée libre et de libre pensée. Mais on s'étonnera de certaines lacunes, de l'ab-

sence de Newton, de D'Alembert ou d'Holbach, comme de celle de Langevin. On s'étonnera aussi de certaines disproportions : une ligne de Pascal (pourquoi certains passages célèbres du *Fragment d'un traité du vide* contre l'autorité des anciens n'y figurent-ils point ?), deux pages et demie de Descartes, contre cinq pages et demie de Poincaré, autant de Russell, neuf et demie de Charles Nicolle, douze et demie de Painlevé et vingt-trois pages de Berthelot.

Je regrette, d'autre part, que dans sa préface M. Pelseneer, au lieu de se borner à montrer que l'exercice de la science implique et développe certaines qualités, ait cru devoir mêler à son propos un tout autre problème, celui de savoir s'il est possible de fonder une morale scientifique ou une science morale, c'est-à-dire une morale qui se tire de l'observation des faits moraux. Il résout ce problème par la négative, en reprenant une des affirmations les plus contestables, je dirais volontiers les plus niaises, d'Henri Poincaré : la morale et la science ne peuvent se déduire l'une de l'autre, puisque la science parle à l'indicatif et la morale à l'impératif. Cette absurdité traditionnelle oublie simplement que la connaissance mène directement à l'action et que de la connaissa ce vraie se déduit aussitôt la règle de conduite juste. Toutes les sciences aboutissent nécessairement à des techniques : l'arithmétique aux règles de calcul, la physiologie à la médecine, de même la psychologie de l'enfant à la pédagogie, et la sociologie à la morale et à la politique, dans la mesure où psychologie et sociologie deviennent vraiment scientifiques.

Il n'était pas nécessaire, je pense, de nier la possibilité d'une morale scientifique pour montrer par des textes que la recherche scientifique peut développer en nous quelques vertus.

R. MAUBLANC.

Malcolm DE CHAZAL : **Sens plastique.** Tome II. Port-Louis, île Maurice, The general Printing and Stationery Co. Ltd, 1947.

Tout Français, je pense, à qui ce livre tomberait entre les mains passerait comme moi par des impressions contradictoires.

Il serait content d'abord de trouver le témoignage de l'heureuse persistance d'une culture française dans l'ancienne Ile de France (j'ai, pour ma part, des raisons particulières de m'intéresser à cette île où vécurent mes ancêtres et où j'ai encore des parents).

Mais il manifestera sans doute quelque effarement en lisant les deux préfaces de l'auteur. Il n'apprendra pas sans surprise que l'auteur se sert « non de [son] intelligence... mais de [son] subconscient, ce dieu intérieur qui seul nous donne le don de divination et que très peu utilisent de la naissance à la mort » (p. I). Et quand il apprendra que ses deux grandes découvertes sont « l'impressionnisme littéraire (sous sa forme divisionniste) et l'unisme » (p. VI), le lecteur n'aura guère envie d'aller plus loin.

Il aurait tort, car en parcourant au hasard ce gros livre, qui n'a aucun plan visible, aucun chapitre, et est fait de pensées semées, semble-t-il, au hasard, il aurait quelques heureuses surprises. Au milieu d'un invraisemblable et prétentieux fatras, il trouverait quelques remarques ingénieuses, du genre de celles-ci :

La souffrance ne grandit que les grands. (P. 76.)

Homme obèse qui gesticule semble plus gros qu'avant. La simplicité des gestes amincit. (P. 213.)

La bouche est plus journalière que l'œil. La femme a l'œil « de son mois » et sa bouche « du jour ». (P. 288.)

Les gens d'esprit ont le rire rapide et le sourire lent. La lenteur d'intelligence rend le rire long et le sourire court. (P. 20.)

Les bêtes se complimentent de la queue, et s'injurient des jambes. La queue sert à l'animal pour flatter, et les jambes lui servent pour blâmer. Les chiens se courtisent de la queue, et aboient des jambes... (P. 480.)

Avec les 592 pages de ce livre, on pourrait faire une plaquette de 25 pages d'observations assez piquantes.

R. MAUBLANC.

Irène NEMIROVSKI : **La Vie de Tchékov.** Paris, Albin Michel.

Les biographies romancées sont un genre faux et commencent heureusement à passer de mode, mais Irène Nemirovski réalise un tour de force : elle ne tombe ni dans le banal, ni dans la rhétorique habituelle à ce genre d'ouvrages. L'auteur a été déportée en 1942, et depuis n'a plus jamais reparu, c'est donc ici son dernier livre. Et il est significatif qu'Irène Nemirovski ait choisi de parler de cette vie, tout entière dominée par la tendresse et la pitié, au moment où pesaient sur elle ces menaces qui allaient précisément l'emporter. Il est bien certain qu'on aimerait, de temps en temps, des critiques *littéraires* de l'œuvre de Tchékov, mais la vie du grand dramaturge n'est-elle point, elle-même, une continuelle critique littéraire? Combien nous aimons ces pages où Irène Nemirovski nous raconte la grande pitié que Tchékov ressentait pour le paysan russe, avant la Révolution, et comment, bien souvent, cette pitié le rapprochait de Gorki. Tchékov, comme beaucoup des écrivains de cette époque, ne pouvait pas ne pas entendre l'immense appel de la peine et de la volonté des hommes tendus vers une vie plus juste, et il serait cruel ici de ne pas reconnaître qu'Irène Nemirovski a tenté, elle aussi, à travers l'auteur qu'elle aimait, et que nous aimons à travers elle, de le sentir.

J. AUGER-DUVIGNAUD.

Cahiers des langues modernes : Romanciers américains contemporains. Paris, Didier.

M. E. Gilson, dans une préface consacrée à l'hémisphère occidental, nous avertit qu'il ne faut point considérer la littérature américaine moderne comme une dépendance de la nôtre, et que notre monde occidental *(sic)*, s'il a parfois son originalité, doit admettre que sa liberté et son avenir dépendent du monde «nouveau». Il était inutile, pour le moins, de présenter ainsi un recueil d'études « sérieuses » sur des romanciers américains. Cela dit, il faut bien reconnaître que ces études ne donnent point satisfaction et qu'elles sont étonnamment peu vivantes. Nous ne savons rien, après les avoir lues, des œuvres elles-mêmes. Presque seule, l'étude de René Lalou sur « le réalisme lyrique de John Steinbeck » dépasse la médiocrité des autres analyses. Il indique avec une clarté certaine les composantes du génie de ce romancier, qui est sans doute un des premiers de l'Amérique actuelle, sans doute le plus original avec Caldwell, dont il est assez curieux de ne pas voir figurer le nom dans ce recueil.

Mais la médiocrité critique de ce recueil prouve une chose, c'est la pauvreté de la critique universitaire officielle française en cette matière. D'ailleurs, à nos yeux, le roman américain semble bien divers et bien plus riche en contradictions qu'on semble ici le faire croire. Il n'y a point en lui d'unité de pensée, et l'on ne peut pas aussi facilement distribuer l'éloge sans tenter de faire comprendre. N'y a-t-il plus en France de critique universitaire ?

J. AUGER-DUVIGNAUD.

Pierre DEBRAY : **Le Dieu des violents.** Paris, Le Portulan.

Le roman de Debray est un bon roman, encore que je lui reprocherai des effets trop faciles et une trop grande simplicité de présentation. Le roman se déroule linéairement sans qu'il s'arrête apparemment à la complexité de la vie, et la retourne et la mesure. Mais ce reproche est strictement formel. Ce qui me touche dans cet essai, et où je reconnais tout l'effort d'une génération qui est la mienne, c'est qu'il s'efforce de s'arracher aux démons d'une époque dont l'emprise était souvent trop forte sur des esprits faciles. Roman d'apprentissage, mais bien plus roman de formation, de volonté, car aussi bien Madeleine tente-t-elle d'échapper à ce miroitement, à cette fascination du tragique, à cette prescience, trop souvent décevante et mentale, des « faux dieux »; roman de conversion, comme ils sont tous, comme ils ne peuvent pas ne pas être aujourd'hui, et comme il serait vain de désirer qu'ils ne fussent point, car,

aussi bien, le seul et le maître problème du romanesque, aujourd'hui, n'est-il pas de se demander : comment puis-je être correctement un homme, comment puis-je établir, avec les autres hommes, des rapports que l'action et la passion ne décevront jamais? Aussi, pour qui sincèrement reconnaît que le roman ne peut plus préférer les massacres du cœur aux massacres réels, la solution de Debray, c'est-à-dire le communisme, s'impose-t-elle aux meilleurs esprits, je veux dire aux plus évidemment lucides ; et Debray est une de ces intelligences lucides, où quelque lyrisme rhétorique devra peut-être disparaître, encore qu'il serve ici au roman lui-même.

J. AUGER-DUVIGNAUD.

Les Pages immortelles de Virgile, choisies et expliquées par Jean GIONO. Paris, Corrêa, 1947.

Un livre qui ne fait pas honneur à la collection dont il fait partie : il est curieux que, trois ans à peine après la Libération, un éditeur croie avoir besoin de Giono pour faire acheter des pages de Virgile.

Mais fallait-il attendre de Giono qu'il eût la pudeur de se taire ? Tout au moins ne pourra-t-on pas invoquer à propos de cet ouvrage un « droit à l'indulgence » des grands talents qui se sont trompés : dans cette introduction, écrite en pleine période d'occupation, Giono parle fort peu de Virgile et beaucoup de lui, Giono, et cela ne nous intéresse guère.

Madeleine HERR.

THACKERAY : **La Foire aux vanités.** Réédité par les « Éditions du Dauphin ».

Voici un roman centenaire et qui n'a pas vieilli. Quelques grâces de style, quelques artifices de présentation un peu surannés font une parure qui n'est pas sans charme à ce récit éclatant de jeunesse et de santé, où les personnages vivent avec intensité des cascades d'événements copieux, faits pour servir de touche à leur caractère.

On peut préférer la profondeur de Meredith. Mais il fallait la manière pittoresque de Thackeray pour peindre sans attrister les appétits sordides et les batailles de vanité qui mettaient aux prises, aux débuts du siècle dernier, les parvenus de la City et une noblesse tout près d'être subjuguée.

Jeanne GAILLARD.

Jean FOUGÈRE : **Thomas Mann ou la séduction de la mort.** Paris, éditions du Pavois, 1947.

Avec des évidences, séduction de la mort, influence de Schopenhauer et de Goethe, Jean Fougère a bâti, comme on le dit en terme de couture, un petit essai hâtif à points très lâches. Toute la lumière est concentrée sur cette sorte de conversion, ce passage de la connaissance de la mort à l'amour de la vie. Il est vrai que l'œuvre de Thomas Mann est chargée d'une puissance interne qui humilie la fascination cruelle de la mort. Mais a-t-on fait un travail profitable quand on a mis l'accent sur une articulation qui, pour être centrale, en crève d'autant plus les yeux ? Tant d'autres thèmes se nouent dans l'œuvre de ce grand humaniste et, en particulier, des préoccupations issues d'une réflexion sur le monde présent, que la pensée de l'écrivain semble finalement à l'étroit dans ce petit corset façonné par l'essayiste, dont le livre n'est en somme qu'une courte et rapide introduction.

J. GAUCHERON.

Loys MASSON : **Saint-Alias.** Éditions des « Trois Collines », Genève, Paris, 1947.

Pour le poète et le polémiste qu'est Loys Masson, écrire des nouvelles est une détente, fussent-elles des histoires de diable.

M. Alias, comme M. Belzébuth, fait le bien à sa manière. Mais il navre ses protégés, parce que, chez les envieux, « on ne peut être tout le monde heureux ».

L'humour diabolique garde ici une telle fraîcheur que les grands enfants que nous sommes sentent en l'auteur un conteur

précieux dont ils ne se lasseront pas. Cette fois, nous avons préféré *Ce bon visage de l'eau*, puissant et prenant.

J. VARLOOT.

Louis HOURTICQ : **L'Art et la Littérature.** Paris, Flammarion, 1947.

Ce volume de la Bibliothèque de Philosophie scientifique n'a rien de scientifique, ni même de philosophique. C'est une suite de réflexions générales ou de causeries, abondantes en redites et en à peu près, telles qu'on les redoute d'un historien de l'art sur le retour. Pourtant, L. Hourticq avait donné des preuves d'originalité, ne serait-ce que dans son livre sur Giorgione, et c'est avec sympathie qu'on l'aurait vu bousculer des faux dieux. Il se borne à critiquer la littérature et l'art modernes, sous prétexte qu'ils méconnaissent leur « finalité ».

Il n'est pas sans intérêt cependant de connaître les raisons de cette condamnation. L. Hourticq constate qu'à l'origine langage et plastique sont des techniques dont l'homme se sert pour signifier, exprimer le monde, à l'intention des autres hommes. Cette « finalité » expressive lui paraît ne pas devoir changer, et il reproche à la poésie et à la peinture modernes de chercher leurs effets dans une « déformation » de leurs techniques.

Il y a là, peut-on répondre, l'effet d'une déformation professionnelle de l'historien. L. Hourticq a toujours accordé trop d'importance à l'état de perfection relative de la technique artistique à une époque donnée : il appréciait faiblement l'art roman, ne pouvant admettre qu'une technique encore pauvre en moyens sût créer des chefs-d'œuvre.

C'est qu'il n'avait pas le sens de l'évolution technique : il semble ignorer qu'un burin peut se transformer en tournevis, un vocable noté phonétiquement en un idéogramme abstrait ou en un son évocateur détaché de sa signification première, que la peinture, enfin, puisse plaire et émouvoir sans copier la « réalité ».

Aussi reste-t-il très loin de résoudre les problèmes passionnants que pose la confrontation de l'art et de la littérature. Signalons cependant que, dans ce volume, il a écrit de bonnes pages sur les écrivains « pittoresques » du XIX[e] siècle, sur Flaubert en particulier, et qu'il a montré que la littérature de l'époque réaliste, loin de donner aux arts plastiques ses thèmes et sujets, leur emprunte, au contraire, une bonne partie de sa vision du monde.

J. VARLOOT.

George BESSON : **Marquet.** Agnès HUMBERT : **Louis David.** Collection des « Maîtres ». Paris, Éditions Braun et C[ie].

J'ai déjà eu l'occasion de signaler à plusieurs reprises l'excellente « Collection des Maîtres » publiée sous la direction de George Besson. Chaque petit volume comporte, avec un texte bref en français, en anglais et en allemand, de magnifiques reproductions photographiques. L'ensemble est présenté avec un soin et une perfection auxquels nous ne sommes guère habitués.

Agnès Humbert montre justement en David l'homme qui « aurait pu prendre pour devise : humanisme et raison » et dont l'art s'apparente étroitement à l'esprit austère et rigoureux de la Révolution de 89 :

> Il n'y a pas plus de fantaisie dans une œuvre de David qu'il y en a dans la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen. Même esprit de précision, d'assurance austère. Pas une virgule à changer de place dans l'une, et, dans l'autre, pas une cassure de pli qui n'ait sa rigoureuse raison d'être.

On est seulement un peu surpris de voir Agnès Humbert, aux dernières lignes, présenter David comme l'authentique ancêtre de Picasso ...

George Besson commente l'œuvre de Marquet avec son sens critique aigu et sa bonhomie cordiale, et il a bien raison de le présenter comme un maître exceptionnel, à la fois « le moins littéraire, le moins imaginatif des peintres » et celui qui a « su créer par les seules ressources d'harmonies et d'arabesques significatives la poésie de

la ville moderne ». Exceptionnel, Marquet le fut aussi par sa totale indépendance vis-à-vis des autres peintres, des critiques, du public et des polémiques esthétiques. Comme le dit justement Besson :

> Dans la peinture d'aujourd'hui faite de surenchères et frémissante de tendances antagonistes, d'aventures extra-picturales, de modes et de circuits hors desquels, pour certains, il ne saurait y avoir de peinture ni même de salut, Marquet est une exception comme Chardin parmi les bergeries et les alcôves du XVIIIe siècle, comme Corot au milieu des bagarres du XIXe.

R. MAUBLANC.

RENOIR : **Le Moulin de la Galette.** Texte de Francis JOURDAIN. Paris, Éditions Braun et Cie.

C'est un très bel album, de grand format, luxueusement édité. Il contient 14 reproductions en couleur : la première planche reproduit l'ensemble du célèbre tableau de Renoir ; les 13 suivantes reproduisent, en grandeur naturelle, certains détails de la toile. Elles prouvent les remarquables progrès qu'a faits l'héliochromie et donnent une image très fidèle de la richesse, du chatoiement, de la sensualité de l'œuvre.

Les planches sont précédées d'un commentaire de Francis Jourdain ; il n'est pas besoin de dire ici que ce texte est savoureux et suggestif. On y retrouve quelques-uns des thèmes que Francis Jourdain a exposés ici même, aussi bien sur le rationalisme de l'art pictural que sur le rôle qu'y joue le sujet. On y trouve aussi une évocation de ces années fameuses, autour de 1875, qui virent la naissance de l'impressionnisme, au milieu des rires et des huées d'une bourgeoisie butée et stupide.

Et bien sûr l'évocation de ces combats doit nous rendre circonspects dans l'appréciation que nous portons sur un art qui choque nos habitudes ; craignons, comme disait Anatole France, de « blasphémer la beauté inconnue ». Mais craignons aussi de suivre l'opinion publique dans des attitudes qui, pour être contradictoires, n'en sont pas moins marquées d'un même conformisme, que Francis Jourdain exècre plus que tout, et qui est la négation de l'esprit critique. Le même public bourgeois qui, par conformisme académique, ricanait en 1876 devant Renoir et Manet, ces audacieux raisonnables, se pâme aujourd'hui, par conformisme anarchique, devant les théories et les réalisations les plus absurdes et les plus délirantes. De sorte que les artistes d'« avant-garde », qui crevaient de faim il y a soixante-dix ans, vendent aujourd'hui d'autant mieux leur marchandise qu'elle est plus agressive et plus incompréhensible. Je me méfie d'un art qui se dit révolutionnaire et qui enrichit trop sûrement ses prophètes.

R. MAUBLANC.

LIVRES REÇUS

(Du 16 octobre au 15 décembre 1947)

Nous rappelons que la liste suivante est un simple accusé de réception des livres qui nous ont été adressés par les auteurs ou les éditeurs et ne signifie aucunement que nous en recommandions la lecture.

Poésie.

Jules GUIEYSSE, *Chants de la Santé, 1943-1944*. Paris, librairie Max-Ph. Delatte.

Hugues FOURAS, *A battre son jeu*. Collection de la « Bouteille à la mer ». Paris, Éditions du Sablier.

ARAGON, *En étrange pays dans mon pays lui-même*. Paris, Pierre Seghers.

Romans.

Loys MASSON, *Tous les corsaires sont morts*. Paris, Ferenczi.

Jean CELSE, *Eugène*. Paris, Éditions Médicis.

Dorothy ROBERTS, *Ardeur profonde*. Traduit de l'américain par E. CARY. Paris, Hier et Aujourd'hui.

MALAPARTE, *Une femme comme moi*. Traduit de l'italien par René NOVELLA. Monaco, Éditions du Rocher.

VOLTAIRE, *Candide ou l'Optimisme*. Paris, la Bibliothèque française.

Philippe MONNIER, *Le Livre de Blaise*. Paris, Savel.

André WURMSER, *Notre jeunesse*. Paris, la Bibliothèque française.

Alain GUEL, *Il faut choisir la nuit*. Paris, Le Portulan.

ARAGON, *Les Voyageurs de l'impériale*. Paris, Gallimard.

Howard FAST, *La Passion de Peter Altgeld, démocrate américain*. Traduit de l'américain par Renaud DE JOUVENEL. Paris, Hier et Aujourd'hui.

Jaime SABARTÈS, *Don Julian*. Traduit de l'espagnol par Françoise BONIFAS. Paris, la Bibliothèque française.

Paul TILLARD, *Les Combattants de la nuit*. Paris, la Bibliothèque française.

George SAND, *Le Compagnon du tour de France*. Illustré par Boris TASLITZKY. Paris, la Bibliothèque française.

Bruno FRANK, *Un nommé Cervantes*. Traduit de l'allemand par Raymond HENRY. Paris, Albin Michel.

Raymond MANEVY et Roger VAILLAND, *Un homme du peuple sous la Révolution*. Paris, Corrêa.

Contes et nouvelles.

Blaise CENDRARS, *Anthologie nègre*. Paris, Corrêa.

Essais.

Denys-Paul BOULOC, *Horizons interdits*. Collection « Le livre de chevet ». Paris, Éditions du Myrte.

ARAGON, *La Culture et les hommes*. Paris, Éditions sociales.

Paul GUTH, *Quarante contre un*. Paris, Corrêa.

Romain ROLLAND, Frans MASEREEL, *La Révolte des machines ou la pensée déchaînée*. Paris, Pierre Vorms.

Claude AVELINE, Jean CASSOU, André CHAMSON, Georges FRIEDMANN, Louis MARTIN-CHAUFFIER, VERCORS, *L'Heure du choix*. Paris, Les Éditions de Minuit.

Histoire littéraire.

Benjamin FONDANE, *Baudelaire et l'expérience du gouffre*. Préface de Jean CASSOU. Paris, Pierre Seghers.

Edmond KINDS, *Marcel Proust*. Collection « Triptyque ». Paris, Richard-Masse.

José VAN DEN ESCH, *Armand Salacrou*. Paris, Éditions du Temps présent.

Cécile DAUBRAY, *Victor Hugo et ses correspondants*. Avant-propos de Paul VALÉRY. Paris, Albin Michel.

Marcel Le Goff, *Anatole France à la Béchellerie.* Paris, Albin Michel.

André Warnod, *La Vraie Bohême d'Henri Murger.* Paris, Paul Dupont.

Flora Tristan, *Morceaux choisis* précédés de *La Geste romantique de Flora Tristan* contée par Lucien Scheler. Paris, la Bibliothèque française.

Robert Levesque, *Domaine grec.* Genève-Paris, Éditions des Trois-Collines.

Georges Villa, *Miller et l'Amour.* Paris, Corrêa.

Magdeleine Paz, *La Vie d'un grand homme, George Sand.* Paris, Corrêa.

Histoire de l'art.

Jean Lurçat, *Tapisserie française.* Paris, Bordas.

Jean Lurçat, *Le Bestiaire de la tapisserie du Moyen Age.* Genève-Paris, Éditions Pierre Cailler.

Paul Fierens, *Van Gogh.* Collection « Palettes ». Paris, Éditions Braun.

Jean Chantavoine, *Camille Saint-Saëns.* Collection « Triptyque ». Paris, Richard-Masse.

Hélène Grenier, *La Musique symphonique de Monteverde à Beethoven.* Montréal, Éditions Variétés.

Histoire.

G. Jæger-Stux, *Histoire de la Chine.* Collection « Triptyque ». Paris, Richard-Masse.

Saint-Just, *Pages choisies.* Introduction par Jean Cassou. Collection « Incidences », Éditions du Point du Jour.

René Pottier, *Histoire du Sahara.* Paris, Nouvelles Éditions latines.

Histoire de la Révolution russe, t. II. *Des journées de juillet à octobre 1917.* Paris, Éditions sociales.

Histoire des religions.

Emilio Ribas, *Bouddha.* Traduit de l'espagnol par Pierre Bernadou. Genève-Paris, Éditions des Trois-Collines.

Géographie.

René Clozier, *L'Économie de l'Europe centrale germanique.* Collection « Que sais-je ? ». Paris, Presses Universitaires de France.

Essais politiques.

Winston Churchill, *Mes discours secrets.* Traduit par Lucien Sée. Paris, Paul Dupont.

Louis Marlio, *La Révolution d'hier, d'aujourd'hui et de demain.* Paris, Flammarion.

Allen W. Dulles, *L'Allemagne souterraine.* Genève-Paris, Éditions des Trois-Collines.

Julien Maniu et le Parti national-paysan. Paris, « La Roumanie libre ».

Jules Romains, *Le Problème numéro un.* Collection « Présences ». Paris, Plon.

Liens entre nations. Introduction de Jacques Lacour-Gayet. Paris, S. P. I. D.

Documents et témoignages.

Claude Roy, *Clefs pour l'Amérique.* Genève-Paris, Éditions des Trois-Collines.

Daniel Bénédite, *Trente étoiles et leurs ombres.* Paris, Éditions Atlas.

Julius Fucik, *Écrit sous la potence.* Traduit du tchèque par Y. et M. Marek. Paris, Pierre Seghers.

Paul Cribeillet, *Vie et combats de partisans.* Collection « Vaincre et Vivre ». Paris, Hier et Aujourd'hui.

Egon Erwin Kisch, *Découvertes au Mexique.* Paris, Hier et Aujourd'hui.

Philosophie.

Jean Kanapa, *L'Existentialisme n'est pas un humanisme.* Collection « Problèmes ». Paris, Éditions sociales.

Francis Jeanson, *Le Problème moral et la pensée de Sartre.* Lettre-préface de Jean-Paul Sartre. Collection « Pensée et Civilisation ». Paris, Éditions du Myrte.

Simone Weil, *La Pesanteur et la Grâce.* Introduction de Gustave Thibon. Paris, Plon.

S. de Beauvoir, *Pour une morale de l'ambiguïté.* Paris, Gallimard.

Elemire Zolla, *Saggi di etica e di estetica.* Torino, Éditrice Spaziani.

Atti del Congresso internazionale di filosofia. I. *Il materialismo storico.* Milano, Castellani.

Jean Laporte, *La Conscience de la liberté.* Bibliothèque de philosophie scientifique. Paris, Flammarion.

Esthétique.

Étienne Souriau, *La Correspondance des arts, Éléments d'esthétique comparée.* Bibliothèque de philosophie scientifique. Paris, Flammarion.

M. Prudhommeau, *Le Dessin de l'enfant.* Préface d'Henri Wallon. Bibliothèque de philosophie contemporaine. Paris, P. U. F.

Philosophie scientifique.

Jacques NICOLLE, *La Science au service de l'émancipation de l'homme.* Alger, Éditions « Liberté ».

Claude BERNARD, *Principes de médecine expérimentale.* Bibliothèque de philosophie contemporaine. Paris, Presses Universitaires de France.

Sciences physico-chimiques.

James Phinney BAXTER, *Les Secrets de la science américaine.* Traduit par Maurice VINCENT. Collection « Les grandes Découvertes scientifiques ». Paris, Corrêa.

Sciences psychologiques.

Gabriel DESHAIES, *Psychologie du suicide.* Bibliothèque de philosophie contemporaine. Paris, P. U. F.

Francis BAUD, *Physionomie et caractère.* Collection « Que sais-je ? ». Paris, P. U. F.

N. KOSTYLEFF, *La Réflexologie et les essais d'une Psychologie structurale.* Neuchâtel et Paris, Delachaux et Niestlé.

Sciences sociales.

V. I. LÉNINE, *L'Impérialisme stade suprême du capitalisme.* Collection « Les éléments du communisme », Paris, Éditions sociales.

Jean DARIC, *L'Activité professionnelle des femmes en France.* Travaux et documents de l'Institut national d'études démographiques. Paris, P. U. F.

Sciences économiques.

Henri DUPREZ, *L'Œuf de Colomb. Le bimonétarisme : base et possibilité de salut.* Lille, Yves Demailly.

Divers.

Almanach ouvrier-paysan 1948. Paris, Éditions sociales.

Mlles B. ROLLAND et H. REYBIER, *La Police féminine.* Paris, Cartel d'action morale et sociale.

Revues

(En plus des revues signalées précédemment).

Bulletin de l'Institut national d'étude du travail et d'orientation professionnelle.

Cahiers de l'amitié Charles Péguy.

Revue de la Danse.

Revue internationale de Filmologie.

République démocratique du Viet-Nam.

Front de combat pour la liberté d'Israël.

Revue du cercle d'études de l'Université libre de Bruxelles.

La Renaissance d'Occident (Bruxelles).

Universitas (Stuttgart).

Pittura (Milano).

Pagine libere (Roma).

Horizonte (Lisboa).

Annales Universitatis Mariæ Curie-Sklodowska (Lublin).

Rivista Farmaciei (Bucuresti).

Nº d'éditeur : 4. Dépôt légal : 1er trimestre 1948.
7197-2-48. — Imprimerie CRÉTÉ, Corbeil (S.-et-O.). — C. O. L. 31-1631.

Le Gérant : LOUIS PROUVOST.